

Initiatives : 10 pages d'offres d'emploi



# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

Nouvelle rubrique

ILE-DE-FRANCE

page 16

BOURSE

MERCREDI 13 OCTOBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## De Mogadiscio à Port-au-Prince

En Haïti, une poignée de militaires et de policiers, discrètement soutenus par une grande partie de la bourgeoisie locale, défient ouvertement la superpuissance voisine en empêchant des soldats des Etats-Unis de débarquer. Ceux-ci agissent en vertu d'une mission qui leur a été confiée par l'ONU afin de permettre la retour dans de bonnes conditions, le 30 octobre, de Jean-Bertrand Aristide, le premier président démocratiquement élu de l'histoire du pays. Nul doute que les images diffusées dans le monde entier des cadavres de soldats américains traînés dans les rues de Mogadiscio n'aient joué un rôle dans cette soudaine audace du petit clan qui a pris le pouvoir dans le sang à Port-au-Prince en septembre 1991.

Ces militaires et ces policiers, plus ou moins nostalgiques de l'époque des Duvalier, et surtout intéressés par le maintien des revenus que leur procurent leur mainmise sur l'Etat et le trafic de drogue, ont estimé qu'ils pouvaient tenter de braver les Etats-Unis et l'ONU à l'approche de l'échéance du 30 octobre. Ils ont à leur disposition les sinistres « attachés », ces auxiliaires de police en civil qui font régner la terreur dans la population et qui ont aussi tout à craindre d'un retour du président Aristide.

Le Pentagone a préféré pour le moment laisser ses soldats à bord de leur navire, ancré devant Port-au-Prince, plutôt que de risquer la répétition des scènes déjà vues à Mogadiscio.

On sait que la hiérarchie militaire américaine n'est pas convaincue du bien-fondé d'une nouvelle expédition, aux objectifs assez flous, dans un autre pays instable du tiers-monde. Des voix se sont élevées, au Congrès et dans l'opinion, pour mettre le pays en garde contre une aventure qui pourrait, elle aussi, se terminer en fiasco. Les militaires et les policiers haïtiens cherchent à jouer en effet sur la fibre nationaliste, et à lancer leurs représentants d'une puissance qui, à plusieurs reprises au cours de ce siècle, a déjà occupé leur pays. Leur calcul est que les Etats-Unis se retireront dès que les premiers morts américains seront montrés à la télévision par CNN...

Il n'est pas du tout sûr cependant que M. Clinton soit prêt à jeter l'éponge. S'il en était tant, le président américain risquerait de faire face, en raison du désespoir des bidonvilles haïtiens, à un afflux de réfugiés qui ne manqueraient pas de chercher de nouveau à aborder clandestinement en Floride sur des embarcations de fortune. Haïti est beaucoup plus petit et plus proche des Etats-Unis que la Somalie. Son homme fort, le général Cédras, essaye incontestablement de déjouer les Américains avant même le début de la mission de rétablissement de la démocratie que leur a confié l'ONU. Il est loin d'avoir atteint son but.

Lire nos informations page 3

M0147 - 10130 - 7.00 F



## Deux réunions de travail en Egypte

### Israël et l'OLP examinent l'application de leur accord

Selon le calendrier de l'accord conclu, il y a un mois, entre Israël et l'OLP, c'est mercredi 13 octobre que des représentants des deux parties doivent se réunir, dans le Sinaï et au Caire, pour étudier les modalités précises de la mise en œuvre de la Déclaration de principes

signée à Washington. «Maintenant, les choses sérieuses commencent», a commenté un haut responsable israélien. Lundi 11 octobre, Yasser Arafat a reçu, à une large majorité, l'aval du Conseil central de l'OLP pour poursuivre le processus de paix.

### Un chemin semé d'embûches

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Parlons-nous comme des cousins, proposait l'autre semaine, avec un large sourire, Yasser Arafat à Itzhak Rabin. Mettons-nous d'abord au travail, lui a rétorqué en substance le «numéro un» israélien.

Au-delà des différences de tempérament entre l'Oriental chaleureux, expansif, et le sabra froid et réservé qui préside le gouvernement de l'Etat juif, cet échange, rapporté par des témoins israéliens, illustre surtout la volonté de Jérusalem de ne pas aller plus vite que la musique. Le ferme refus, opposé

ce jour-là, le 6 octobre au Caire, par M. Rabin à une nouvelle poignée de main «télévisuelle» avec M. Arafat - «les deux hommes l'ont fait en privé», a assuré Gad Ben Ari, porte-parole du premier ministre - va dans le même sens.

Surtout ne pas déclencher d'euphorie avant l'heure, surtout ne pas donner la fausse et dangereuse impression aux opinions israélienne et palestinienne que tout est réglé. Car il y a loin de la coupe aux lèvres...

«Le 13 septembre à Washington, nous a confié un cadre supérieur de l'armée qui n'était pas précisément enthousiaste après le «show» à la Maison

Blanche, nous avons fait sauter un verrou psychologique. Bien. Mais nous avons signé avec l'OLP une déclaration de principes qui n'est rien d'autre qu'une sorte d'accord-cadre volontairement ambigu et pour tout dire squelettique. C'est maintenant que les choses sérieuses commencent. Quarante-dix pour cent des questions abordées dans le document sont à négocier. Il nous faut mettre de la chair sur ce squelette et crayez-moi, ce ne sera pas facile».

PATRICE CLAUDE

Lire la suite et nos informations page 6

## GATT : la France va préciser sa position



Edouard Balladur a réuni, mardi 12 octobre au matin, un conseil interministériel pour préciser la position de la France sur les négociations commerciales internationales du GATT, à la veille de la rencontre entre Sir Leon Brittan, le négociateur européen, et son homologue américain, Mickey Kantor. Alain Juppé avait envisagé la possibilité d'un accord intérimaire avant le 15 décembre, date butoir de l'Uruguay Round. Le directeur général du GATT, Peter Sutherland, s'est déclaré «satisfait» que la France puisse seulement envisager cette hypothèse.

page 20

## Le bond en avant de la génétique

Le prix Nobel de médecine 1993, attribué lundi 11 octobre à deux chercheurs américains, Richard J. Roberts et Phillip A. Sharp (le Monde du 12 octobre), couronne la découverte des «gènes à structure discontinue». Ces travaux essentiels ont permis de mieux comprendre la manière dont les gènes s'expriment et évoluent. Ils s'inscrivent dans la longue chaîne des découvertes qui, dès la fin des années 70, ont permis à la génétique moléculaire d'effectuer un extraordinaire bond en avant.

L'annonce de ce prix Nobel intervient alors que les scientifiques ont aujourd'hui acquis la certitude qu'il sera prochainement possible d'utiliser les gènes comme des médicaments. Des travaux publiés ce mois-ci par une équipe de chercheurs français montrent ainsi qu'un traitement de la myopathie de Duchenne par thérapie génique est désormais envisageable.

pages 10 et 11

SCIENCES ♦ MÉDECINE

## Surprenants séismes

Les géologues s'interrogent sur ces curieux tremblements de terre qui ont déjà frappé des zones du globe pourtant réputées calmes, comme la province indienne du Maharashtra il y a quinze jours.

Lire également : Budget de pénurie pour la recherche ; un point de vue du docteur Fernand Daffos : «Les droits et les devoirs du futur humain.»

pages 14 et 15

## Les ambiguïtés du «séguinisme»

Issue du gaullisme, la pensée de Philippe Séguin reste tentée par le nationalisme et le protectionnisme

S'il a lu l'article que lui a consacré dernièrement, sous la signature de Ladwig Sigel, l'hebdomadaire de Hambourg Die Zeit et qu'a repris en France Courrier international dans son numéro daté 16-22 septembre, Philippe Séguin s'est sûrement égaré de colère. Le journaliste allemand a utilisé en effet, pour qualifier le «séguinisme», tous les termes qui mettent en furie le président de l'Assemblée nationale : le comparant à Ross Perot

aux Etats-Unis et Umberto Bossi, fondateur de la Ligue lombarde, en Italie, il classe Philippe Séguin parmi les «populistes» et définit sa doctrine comme une combinaison de «protectionnisme», de «dirigisme» et de «nationalisme».

Il est vrai que la tradition politique dont se réclame ouvertement l'ancien ministre, en qui Die Zeit voit, non sans malice, «un mélange explosif de l'empereur Napoléon III et du président

Charles de Gaulle», n'est pas exclusive de certaines formes de nationalisme, de populisme ou de dirigisme. Mais il serait injuste de s'en tenir à ces simplifications. Les références intellectuelles de Philippe Séguin, celles qui sous-tendent ses discours et inspirent sa philosophie, sont, en effet, fort éloignées de l'extrême droite et rien ne serait plus offensant pour le président de l'Assemblée nationale que de confondre, si peu que ce fût, le «séguinisme» avec le léninisme - même si Charles Pasqua, qui fut son allié privilégié pendant la campagne du référendum sur Maastricht, s'est découvert naguère des «valeurs communes» avec le président du Front national. Philippe Séguin, pour sa part, n'a jamais accepté le moindre compromis avec le parti de Jean-Marie Le Pen. Les sources de sa pensée sont, sans nul doute, ailleurs. L'autorité constamment invoquée est, bien sûr, le général de Gaulle, suivi de près par son principal exégète, André Malraux. Ainsi, le discours prononcé le 14 juin 1993 par le président de l'Assemblée nationale devant le cercle Périclès se

clôt-il par deux citations portant l'une et l'autre sur la notion de «grandeur».

La première est de l'auteur de la Condition humaine. «Malraux n'a pas dit que la France n'était grande que lorsqu'elle portait une part de l'espérance du monde, souligne Philippe Séguin. Il a dit exactement que la France n'était elle-même que lorsqu'elle portait une part de l'espérance du monde. Pas de malentendu sur le mot «grandeur» ! La seconde est du chef de la France libre : «On peut être grand même sans beaucoup de moyens ; il suffit d'être à la hauteur de l'Histoire.»

Rappeler les grands principes est une chose, définir un projet politique en est une autre. Philippe Séguin a été aidé dans cette tâche par quelques conseillers. Parmi eux, un jeune économiste de trente-six ans, Henri Guaino, qui, avant de prendre ses distances, il y a quelques mois, avec le député des Vosges, a pris part à ses côtés à la campagne contre la ratification du traité de Maastricht.

THOMAS FERENCZI

Lire la suite et nos informations page 8

## Dans «le Monde des débats» d'octobre

### Questions sur la crise

Il faut s'interroger sur la vraie nature des turbulences économiques que traversent la France et, à des degrés divers, l'ensemble des pays occidentaux. La crise actuelle est-elle inédite et sera-t-elle durable, ou n'est-elle qu'un phénomène purement cyclique, bien repéré par les spécialistes ? Peut-elle être l'occasion d'une remise en ordre de notre système économique, ou met-elle à mal pour longtemps nos capacités de produire et de consommer ? Les réponses de quatre écono-

mistes, Robert Boyer, Jacques Mézière, Pierre-Alain Muet, Gilles Saint-Paul et du sociologue Michel Maffesoli.

Egalement dans ce numéro : la SNCF met le service public en panne ; médecins généralistes ou médecins spécialistes, le choix difficile des malades ; la Russie sous le regard des autres, un périlleux retour dans l'Histoire.

► En vente dans les kiosques : le numéro 30 F.

Israël

## Jérusalem indivisible

Après l'accord sur l'autonomie des territoires conclu entre Israël et l'OLP, le maire de Jérusalem, candidat à un nouveau mandat le 2 novembre, estime que sa ville doit demeurer la capitale exclusive de l'Etat d'Israël. Il souhaite que les Arabes fassent usage de leurs droits en participant activement à la gestion de la cité.

par Teddy Kolek

Nous avons tous vu à la télévision, sur les pelouses de la Maison Blanche, la signature de l'accord entre le gouvernement israélien et les Palestiniens. La déclaration de principes sur des arrangements intermédiaires d'autonomie et la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine constituent un événement spectaculaire qui autorise de grands espoirs de paix. Un événement cependant très préoccupant pour Israël.

Je salue chaleureusement le courage du gouvernement israélien qui a pris ce risque calculé afin de donner une chance à la paix, mais je suis pleinement conscient des dangers qu'il implique, pour Jérusalem en particulier. Nos principales interrogations sont les suivantes : le président de l'OLP, Yasser Arafat, est-il de bonne foi lorsqu'il renonce au terrorisme et aux nombreuses clauses de la Charte de sa capitale, qui appelle à la destruction totale d'Israël ? Pourra-t-il tenir les engagements qu'il a pris ? Saura-t-il contrôler les opposants extrémistes et fondamentalistes à l'accord, ou y aura-t-il embrasement dans les régions sous autonomie palestinienne ?

### Un terrain d'essai idéal

L'accord porte sur cette autonomie, pour une période transitoire de cinq ans, de la rive occidentale du Jourdain et du secteur de Gaza. Les négociations sur le statut définitif s'amorcent au cours de la troisième année, durant laquelle l'OLP soulève la question de l'avenir de Jérusalem. Les déclarations du président Arafat n'apaisent pas nos craintes lorsqu'il dit que le drapeau palestinien flottera bientôt sur les églises et les mosquées de la Jérusalem arabe, capitale de l'Etat palestinien.

L'existence des Palestiniens d'installer deux capitales dans une Jérusalem unie n'est pas acceptable. Pendant plus de deux mille ans d'autorité arabe ou musulmane sur la pays, jamais Jérusalem n'a été une capitale. Les musulmans prient d'ailleurs en direction de La Mecque et non de Jérusalem. Rappelons aussi que les juifs sont depuis cent ans largement majoritaires dans cette ville, et qu'ils ont auparavant constitué, plusieurs décennies durant, sa communauté la plus importante. Aujourd'hui, 72 % de la population de la cité est juive (1). Deux capitales au sein d'une même ville unie, cela n'a pas de sens. Deux gouvernements, deux législations, deux forces de police, etc., auront rapidement divisé la cité dans les faits.

D'après trois milla ans que David a fait de Jérusalem le centre de son royaume, seul le peuple juif a tenu cette ville pour sa capitale. Jérusalem doit rester unie et demeurer la capitale exclusive de l'Etat d'Israël. Telle est notre position, qui recueille le consensus du peuple d'Israël.

Nous avons donné aux Arabes de Jérusalem la choix de la citoyenneté ; le droit de voyager dans les pays ennemis ; celui de poursuivre leur programme d'éducation ; la reconnaissance sans restriction de diverses qualifications professionnelles ; les libertés fondamentales — liberté du culte, d'expression et d'accès à tous les lieux saints et, par-dessus tout, l'administration indépendante du Mont du Temple. Nous sommes convaincus que l'instauration de la paix passe par la garantie légale des droits politiques, culturels, économiques et sociaux aux minorités ethniques et religieuses à Jérusalem, garantie qui s'inscrit dans nos droits et nos libertés que nous avons en pratique assurés dans notre administration depuis 1967.

Le 2 novembre, des élections municipales se tiendront à Jérusalem. Depuis la réunification de la ville, la communauté arabe, sans distinction de citoyenneté, jouit du droit de vote et peut se présenter aux élections municipales — relativement peu de ses membres ont cependant voté, et aucun n'a été porté candidat, en raison des intimidations de l'OLP. Je souhaite que dans le nouveau climat, les Arabes de Jérusalem fassent enfin usage de leurs droits et participent activement à la gestion de la cité.

J'ai décidé de me représenter à la mairie, car le processus de paix rend chaque pas à franchir décisif pour l'avenir. Il est important que dans cette ville, qui est fondamentalement une force-rassemble de la droite et des partis religieux, soit assurée la poursuite d'une politique sensée de tolérance et de respect mutuel. Espérons que les vingt-cinq années d'expérience peuvent être utiles.

Bien que les discussions sur le statut de Jérusalem ne soient abordées qu'au cours de la troisième

année de la période intermédiaire, pendant les vingt-quatre mois qui vont la précéder, Jérusalem, à l'évidence, sera plus que jamais soumise aux regards scrutateurs du monde entier. Nous devons, depuis vingt-cinq ans, travailler à en faire une ville unifiée, sûre et belle, où tous les peuples peuvent se côtoyer dans le respect mutuel et la coexistence pacifique.

Le défi, aujourd'hui, est d'améliorer la qualité de vie de tous les résidents de la cité, car une vraie coexistence ne pourra pas se réaliser si on ne donne pas les mêmes chances à la communauté arabe. Notre position sera renforcée dans les discussions à venir, car Jérusalem, ville multiculturelle où l'on s'efforce de vivre ensemble dans la confiance et la bonne volonté, est un terrain d'essai idéal où se jugeront la crédibilité et la bonne foi palestiniennes.

Les tensions et la violence existent, mais, guidées par notre expérience de la retenue, de tolérance et de compréhension, nous dirigerons la ville en répondant à ses exigences propres, indépendamment des négociations.

demment des négociations au niveau national. J'approuve pleinement les paroles que le premier ministre, M. Rabin, a prononcées lors de la cérémonie à la Maison Blanche : « Nous devons nous employer à mettre fin aux hostilités, afin que nos enfants ne connaissent pas la guerre. » Ici, à Jérusalem, nous nous emploierons à ce que nos enfants soient de bons voisins.

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gléze)  
Teddy Kolek est maire (travériste) de Jérusalem.

(1) NDLE : Dans la partie orientale de la ville, conquise par Israël en 1967, la proportion entre population juive et arabe est d'environ 50-50. En vingt-cinq ans d'administration israélienne, la surface municipale de la Ville sainte a été élargie pour passer de 3 000 à 10 000 hectares. L'essentiel des terrains supplémentaires ont été pris, non pas à l'ouest en Israël même, mais à l'est, en Cisjordanie occupée. Au regard de la loi internationale et des résolutions onusiennes, les 155 000 résidents israéliens des nouveaux quartiers de Jérusalem-Est, systématiquement édifiés autour des quartiers et villages arabes isolés d'annexion à la municipalité, vivent donc dans des « territoires occupés ».

Essais nucléaires

## Les vieux démons

Le débat sur le moratoire nucléaire en cache un autre, plus fondamental. Faut-il, ou non, reprendre les expériences pour mettre au point des armes nucléaires miniaturisées, qui seraient utilisables sur le terrain ? Si telle est l'intention non exprimée des partisans des essais, n'est-ce pas la mort de la dissuasion conçue, au départ, pour décourager la guerre ?

par Pascal Boniface

La façon dont s'est noué en France le débat sur les essais nucléaires a permis d'opposer les tenants de la dissuasion, naturellement favorables à leur reprise, à ceux qui estiment qu'elle n'a plus un rôle capital pour la sécurité du pays et qu'on peut donc maintenir *ad libitum* le moratoire.

On pourrait renvoyer dos à dos les deux thèses et dire en même temps : « oui, la dissuasion nucléaire demeure le cœur de la sécurité de la France et de l'Europe ; non, les essais ne sont pas pour autant indispensables ».

La disparition de la menace soviétique n'a pas frappé d'obsolescence stratégique notre dissuasion. Tant que nous aurons un territoire (la « sanctuaire ») et des intérêts vitaux à défendre, leur protection la plus radicale demeurera nucléaire. Ceux qui estiment que notre force stratégique n'est pas adaptée aux nouvelles formes de conflit, du type de la guerre du Golfe ou de l'ex-Yugoslavie, commettent un lourd contresens.

La dissuasion nucléaire n'a jamais été conçue, même pendant la « guerre froide », comme étant une réponse à tous les défis militaires. Elle n'a jamais joué pour ce que nous appelons les « théâtres extérieurs », mais seulement pour le « théâtre intérieur ». Le caractère relativement bas, actuellement, de la menace pesant sur ce dernier (sanctuaire national ou intérêts vitaux) ne doit, en aucun cas, faire oublier que c'est le domaine qui doit être le plus fondamentalement protégé, c'est l'essence même de ce que doit être une politique de défense. La disparition de la source de la menace (l'URSS) n'a pas supprimé ce qui doit être protégé. Tant que nous aurons besoin d'une défense, le nucléaire en sera l'ultima ratio.

Malgré les essais peuvent caser. D'abord, parce qu'il serait contradictoire de prôner une politique de non-prolifération tout en voulant poursuivre les essais : on serait, dans ce cas, certain que le traité de non-prolifération ne sera pas reconduit en 1995. Et sur tout, parce que, si la France devait faire aujourd'hui des expérimentations, ce serait uniquement pour développer de nouvelles armes qui viendraient modifier subitement notre concept stratégique.

### La boîte de Pandore

Il y a toujours eu deux conceptions des armes nucléaires. La première met l'accent sur leur aspect dissuasif. La seconde insiste sur leur caractère opérationnel. La première veut empêcher le déclenchement d'une guerre, la seconde veut la gagner.

La France possède de quoi dissuader tout adversaire de l'attaquer. Elle ne possède pas les armes pour gagner une bataille nucléaire. On ne peut que se féliciter de cette double vérité.

Les partisans de la reprise des essais nucléaires veulent, en fait, développer des armes de plus faible intensité, plus facilement utilisables dans un combat. Ce serait ouvrir la boîte de Pandore. Si on peut concevoir que les missiles qui emportent les armes nucléaires peuvent être modernisés, il n'y a pas besoin d'essais atomiques pour cela, mais des tests de missiles.

Dire qu'on doit passer d'une dissuasion du faible au fort (la France par rapport à l'URSS) à une dissuasion du fort au faible (la France par rapport à un perturbateur du Sud) n'a pas de sens. Il ne faut pas raisonner en fonction de l'identité de l'agresseur, mais par rapport à ce qui est en jeu, c'est-à-dire le sanctuaire ou les intérêts vitaux. Et, là, il n'y a que deux solutions : soit, l'attaquant est majeur et elle est donc justifiable d'une riposte nucléaire ; soit, elle est limitée et la frappe nucléaire est disproportionnée.

Les propositions de recours à des modes « plus souples ou plus flexibles » de dissuasion ne sont que le retour aux vieux démons d'une domestication de l'arme nucléaire pour la rendre utilisable. Si on ne peut niar la nécessité d'avoir des instruments de frappe de plus grande précision, ils doivent être conventionnels et non pas nucléaires. Toute dérive vers un concept d'emploi des armes nucléaires doit être écartée. C'est pourquoi il ne faut pas se doter d'armes nucléaires de faible puissance, car elles viendraient remplir un rôle qui doit rester celui des armes conventionnelles.

En ce sens, l'arrêt des essais ne vient pas ruiner notre politique de dissuasion. Il la conforte, en nous empêchant de nous doter de telles armes.

Pascal Boniface est directeur de l'Institut de recherches internationales et stratégiques (IRIS). Il est l'auteur de *Vive la Bombe* et de *L'Atlas des relations internationales*.

## DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

**R**E-VOILA La fureur de lire (16-17 octobre)

Les festivités annoncées ressemblent aux catalogues par quoi les animateurs culturels justifient leurs budgets : une pose de plaque ici, une expo Eluard à la bibliothèque municipale, un colloque au CDI du lycée, dédicaces à la gare de triage avec présence de plusieurs animateurs de télévision, etc.

L'humanitaire fait école. Vous prenez une cause riche en consensus, un cabinet de communication, et vous avez ça, que les spécialistes, pour faire savoir, appellent campagne de sensibilisation : une da plus, toutes les mêmes. La lecture est devenue une cause. C'est ce qui pouvait lui arriver de pire. On la recommandait déjà comme l'huile de foie de morue pour les petites natures : que restera-t-il de ses prestiges, une fois passée à la moulinette des exhortations officielles ? Et puis pourquoi « fureur » ? Encore une idée de publicitaire ! Un livre, cette chose qu'on savoure en silence dans un ral de soleil, qui fait sauter les repas et voile les regards d'un imprévisible ailleurs, qui tisse avec les autres et soi-même des liens inouïs, qui aide à pressentir le sens des choses : où est la frénésie agressive, là-dedans, où est la rage ?

Les marchands feraient mieux d'inscrire les bouquins dans les images de bonheur qu'ils nous aèrent, saturées de sable blanc, cocotiers, torrents et nudités. Pourquoi pas une rangée d'abat-jour en opaline éclairant des lecteurs extasiés de la BN ou de la Mazarine ? Oh ! trois secondes, entre deux soins satinés, le temps d'arracher la lecture à sa réputation de corvée pour bêtes-à-concours et de consolation pour enfants, vieillards, détenus, malades, et autres non-gagneurs !

Le goût spontané de lire — ne nous racontons pas d'histoires, — c'est une loterie. Avec les mêmes profs et les mêmes parents, un de vos enfants dévore Dumas à quatre ans, l'autre, à dix, épelle les affiches sans comprendre ce qu'il lit. Cette injustice de naissance, les dressages d'autrefois tendaient à la corriger. La mode en est passée. N'accusons pas les enseignants : ils ont assez de mal comme ça avec la démission des familles, les violences des cénacles, la

## Faire attendre Platon

télé, les jeux électroniques et le jargon des directives psychopédagogiques !

La lecture pose le même problème que la drogue. Dans les deux cas, on en parle en esquissant la plaisir qu'ils donnent. Il est vrai que le plaisir, c'est ce qu'il y a de plus difficile à expliquer. L'en dernier, au jury de l'ENEA, j'ai demandé plusieurs fois, pensant mettre à l'aise : « Parlez-moi d'un livre que vous avez aimé au point de ne plus supporter qu'il raste ignoré de vos proches. » Si vous aviez vu le tête des candidats ! La GATT, les Vêpres siciliennes, l'algèbre de Floquet, n'importe quelle colle, plutôt que cette chose bizarre, anachronique, déplaisante, hors-programme : l'aveu que des mots élit pu changer la vie !

« D'abord, il faut une personne qui amorce la pompe-à-lire, un « dealer ». C'est le libraire « traditionnel » qui vous chuchote à la caisse : « Vous connaissiez, essayez donc Untel, il m'a tenu jusqu'à 4 heures du matin... »

Après la guerre, nous n'avions pas de mérite à nous jeter sur les livres. Nombre d'auteurs avaient disparu des rayons pour cause de communisme, de gaullisme, de nationalité américaine, d'origine juive ou d'appartenance maçonne. Cela faisait du bon, et aidait les tirages des Rebates. Le « détail » s'est oublié, car, de nos jours, on ne s'indigne plus guère que pour les épurés de 1945, lesquels ne trouvaient rien à redire aux censureurs hitléro-vichystes, quelques semaines plus tôt... Donc, la fin des restrictions créait l'envie, cependant que les rééditions au compte-gouttes d'Aragon, Faulkner ou Kafka incitèrent aux soins féliciteux. Quelle pitié nous mettons à recouvrir ces raretés de papier-cristal, avec le libraire du Quartier latin qui fut mon « dealer », Emmanuel Peltier, au regard du prêtre, sur rite d'enfant !

A priori, vous êtes acquies aux avantages irremplaçables de la lecture, puisque vous rûdez dans ces colonnes. Reste à transmettre autour de nous notre délicate conviction. Le meilleur argument n'est-il pas dans la subtilité inépuisable des pensées et des

sensations rançonnées entre les pages, dans leur effet de trépan intime ?

A ne retenir que quelques titres de la semaine, j'ai saisi qu'il m'aurait manqué un point de vue d'orfèvre, sur les années 50 en littérature, sans la lucidité bougonnante de Bernard Frank (*Mon siècle*, Quai Voltaire). Grâce à Henri Troyat (*Verlaine*, Flammarion), j'ai revécu, comme si j'en avais été témoin, l'effet de foudre du voyou Rimbaud débarquant à dix-sept ans, *Bateau Ivre* au poing, chez un Verlaine jeune papa, chez ce « con » de Banville et quelques autres non-voyants. Nicolas Beverez m'a rappelé qu'avant de devenir l'intellectuel le moins fourvoyé de son siècle, Raymond Aron (Flammarion) se récitait, en lermes, Racine ou Tolstoï, et que, peut-être, cela explique ceci...

On peut sourire du cérémonieux d'oracle avec lequel Marguerite Duras assène des vérités préfabriquées sur la mystère de l'écriture (*Ecrire*, Gallimard) ; mais quand elle déplore qu'on ne puisse faire « un film d'insistance, de retours en arrière, de redépense », ni filmer cet « abandon » même, n'est-elle pas en train de définir a contrario ce dont le livre, seul, donne l'avant-goût ?

Daniel Pennac a tout dit sur ce que perdent les non-lisants (*Comme un roman*, Gallimard) ; Danièle Sallenave aussi (*Le Don des mots*, Gallimard). Proust devrait tenir la place d'honneur dans nos argumentaires, avec la préface au *Sésame* de Ruskin, éditée isolément par Hubert Nyssen pour les dix ans d'Actes Sud (*Sur la lecture*). Non seulement la pratique des bons livres équivaut à une « conversation » avec les plus honnêtes gens des siècles passés (dixit Descartes), mais cette conversation nous conduit au « seuil » de la vie spirituelle et de la réalité sans nous les imposer, sans la gêne que représente la présence physique de l'interlocuteur, et cela à notre convenance, au moment que nous choisissons, où nous voulons, libres jusqu'à l'ébriété...

La télévision convoque les gens en troupeaux et les anesthésie à force d'émotions inexplicables. Le livre, lui, fait de moi un seigneur unique et rebelle : je fais attendre Platon, là-haut, sur son étagère ; et je lui tiens tête, si ça me chante.

## BIBLIOGRAPHIE

JEAN LACOUTURE.  
LA BIOGRAPHIE  
DU BIOGRAPHE  
de Sylvie Crosmen  
Bolland, 318 p., 110 F.

ÉCRIRE la biographie d'un biographe, pourquoi pas ? Jean Lacouture a broché tant de portraits, et le sien même, dans *Un sang d'ancêtre* et *Enquête sur l'autorité*, qu'un de plus, d'une autre plume que la sienne, la représentant en pied, minutieusement, de la naissance à la gloire, était une intéressante entreprise. Ce type de moulage sur la vie risque certes de tourner à l'idéologie académique : « Vous acquies, Monsieur... » ou à l'admiration complaisante : « Son regard clair, couleur d'aigue-marine... ». Il est vrai que, comme l'écrit, non pas un Français — nous sommes toujours suspects de nous laisser guider par nos senti-

ments, — mais l'Anglo-Canadien Robertson Davies dans le *Lyre d'Opheé* : « La meilleure biographie possible est une sorte de roman. La personnalité et les sympathies du biographe ne peuvent être séparées du texte. » Lacouture l'a trop de fois démontré lui-même pour qu'on puisse en tenir rigueur à Sylvie Crosmen.

### « Vous cherchez le mou »

Parmi les nombreux personnages qu'habite la mince silhouette de notre Bordelais — chroniqueur taorminétique, chroniqueur de rugby, critique musical, ébriqué du marchand-résident général au Maroc au même temps qu'opposant mérité, envoyé spécial, correspondant particulier, directeur de collection, — c'est sans doute l'auteur de biographies qui se prête le mieux à la description. Jean

Lacouture, par tempérament, « est » très vite l'homme qu'il a choisi de peindre. Il se glisse naturellement dans sa peau et dans sa tête, il ne parle que des gens qu'il aime et il aime les gens dont il parle.

Cette même chaleur, il l'a appliquée au journalisme. Sylvie Crosmen s'est lancée sur ce point dans une entreprise redoutable : statuer de son vivant un de ces hommes de l'histoire immédiate, qui, coté à l'actualité qu'il décrit chaque jour, risque constamment d'être démenté le lendemain. Son récit reconstitue un passé aujourd'hui cinquantenaire, mais il s'essouffait parfois à suivre ce furet qui court d'événement en événement, les enveloppant aussitôt dans un style éblouissant.

Jean Lacouture, comme nous tous, a au ses coups de cœur. « Le prix de votre témoignage, lui a écrit Malraux, vient de ce que

vous tâtonnez. Vous « cherchez le mou » dans une direction que vous connaissez et qui à maints égards vous définit. » Il a eu le mérite de reconnaître que son don de sympathie et sa grande ductilité l'ont parfois trompé, ce qui a fort agacé ceux qui se gardent de tout repentir public.

On regrettera, dans une étude sur un des plus brillants témoins de la profession, l'absence d'une réflexion plus poussée sur la mission et les méthodes du journalisme. « Tenons l'objectivité pour ce que vous en dites, écrit encore Malraux, limitons-la à : je ne sais pas ce qu'est la vérité, mais je sais bien ce qu'est le mensonge. » Malraux n'est pas, en matière d'objectivité, un modèle à proposer aux jeunes journalistes, mais la formule qu'il emploie mérite d'être méditée.

JEAN PLANCHAIS

مكتبة الأنجلو



INTERNATIONAL

HAÏTI

# Les opposants au retour du président Aristide empêchent le débarquement des soldats américains

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

■ **UN SUCCÈS DES MILITAIRES HAÏTIENS.** Les putschistes qui avaient renversé en septembre 1991 Jean-Bertrand Aristide, le premier président démocratiquement élu de toute l'histoire d'Haïti, ont marqué des points, lundi 11 octobre, en empêchant le débarquement du premier contingent de 250 soldats américains et canadiens chargés par l'ONU de permettre le retour dans le calme, le 30 octobre, du président Aristide.

■ **LES MENACES DE L'ONU.** Le Conseil de sécurité de l'ONU a immédiatement réagi en menaçant de rétablir les sanctions économiques prises contre Haïti, lesquelles avaient été levées en août dernier lorsque les militaires haïtiens s'étaient engagés à laisser le pouvoir au président constitutionnel.

■ **INCERTITUDES AMÉRICAINES.** La détermination des États-Unis est mise en doute par certains. Des voix, au Congrès et dans l'opinion, s'élèvent contre cette nouvelle opération militaire américaine en raison du précédent somalien.

Les putschistes haïtiens ont déclenché une nouvelle vague de terreur pour tenter de bloquer le processus de retour à la démocratie, qui devait culminer le 30 octobre prochain par le retour du président Jean-Bertrand Aristide. Plusieurs centaines de manifestants, dont certains étaient armés, se sont massés lundi 11 octobre devant le port de la capitale, Port-au-Prince, pour empêcher le débarquement de deux cent cinquante militaires américains et canadiens membres de la mission d'assistance des Nations unies. Très agressifs, les manifestants s'en sont pris aux diplomates et aux journalistes qui se dirigeaient vers le port. Certains menaçaient de faire subir aux étrangers le sort réservé aux soldats américains en Somalie.

Au total, mille trois cents soldats et policiers, américains, canadiens et français pour la plupart, doivent constituer la mission d'assistance internationale chargée de «professionnaliser» l'armée haïtienne, d'aider à la formation d'une police civile et de construire des routes, des écoles et des casernes. Cette mission n'est dotée que d'armes légères et ne constitue pas une

force de combat ou d'interposition, comme l'a souligné le porte-parole du département d'État, Mike McCurry.

D'autres groupes armés ont semé la panique dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince, où la plupart des commerces ont fermé précipitamment leurs portes. Une personne au moins a été tuée, dans la banlieue populaire de Carrefour.

Lundi soir, la capitale était toujours aux mains des bandes armées, qui ont installé des barrières sur les artères les plus importantes et qui fouillaient les voitures. Des commandos de civils armés ont assailli le radio et la télévision nationales, dont le gouvernement constitutionnel de Robert Malval venait tout juste de reprendre le contrôle.

Le médiateur des Nations unies Dante Caputo, et le porte-parole de l'ambassade des États-Unis, Stanley Schrager, ont accusé les militaires d'appuyer ouvertement les manifestants et les civils armés et de violer l'accord sur le rétablissement de la démocratie signé le 3 juillet dernier à New-York par le commandant en chef de l'armée, le général Raoul Cédras. Dans une déclaration diffusée par la télévision, le général Cédras a pour sa part affirmé ne pas avoir été informé des condi-

tions de déploiement de la mission d'assistance militaire des Nations unies, laissant entendre qu'il n'était plus lié par l'accord de New-York. Aux termes de cet accord, il devrait démissionner vendredi prochain.

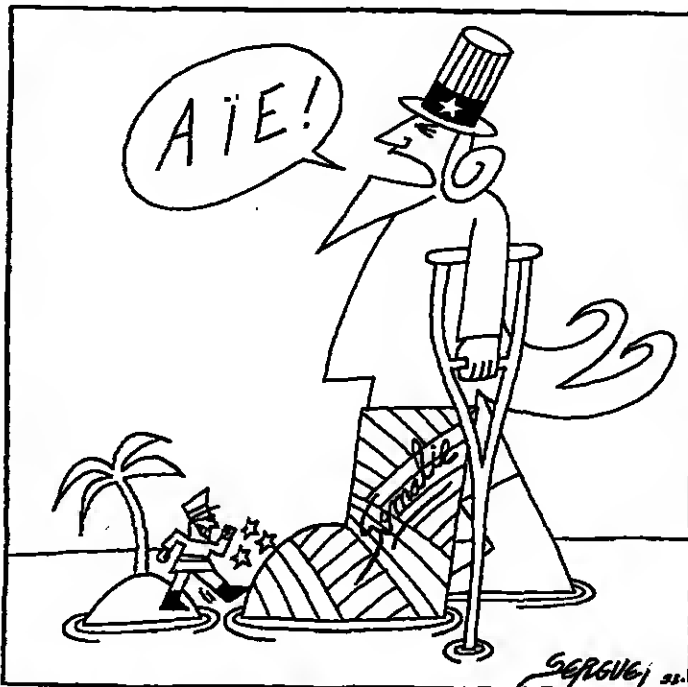
Tout au long de la semaine dernière, le secteur hostile au retour du président Aristide a multiplié les manifestations et les attentats dirigés tant contre le président en

exil et ses partisans que contre le médiateur des Nations unies Dante Caputo. Jean-Claude Bajoux, le numéro deux du Conacom, un parti social-démocrate, et Evans Paul, le maire de Port-au-Prince, ont échappé de justesse aux attaques de civils armés, qui n'ont pas hésité à ouvrir le feu à la mitrailleuse sur une voiture où se trouvaient des observateurs civils des

Nations unies. Jeudi dernier, des bandes d'«attachés» et de militaires ont paralysé manu militari les transports publics et les commerces pour faire respecter un mot d'ordre de grève lancé par le FRAP, une nouvelle organisation fondée par les duvaliéristes.

A l'appel du même groupe, moins d'un millier de manifestants ont défilé vendredi à Port-au-Prince sous la protection des militaires. Ces manifestants, dont certains brandissaient des drapeaux américains et demandaient le remplacement de Dante Caputo par «un médiateur américain», ont acclamé le commandant en chef de l'armée, le général Raoul Cédras, et son adjoint, le général Jean-Claude Duperval. «Si la communauté internationale ne neutralise pas les quelques milliers d'émigrés qui terrorisent la population, les Haïtiens s'en chargeront eux-mêmes. Ce sera plus long, plus sanglant, et le résultat n'ira pas forcément dans le sens souhaité par la communauté internationale», prévient un haut fonctionnaire du gouvernement de Robert Malval.

JEAN-MICHEL CAROIT



## Le Conseil de sécurité de l'ONU menace de rétablir les sanctions contre Port-au-Prince

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Face au défi que leur lancent une poignée de militaires à Port-au-Prince, les États-Unis et les Nations unies menacent de rétablir les sanctions économiques contre Haïti. Si l'accord conclu en juillet dernier à Governor's Island, à New-York, prévoyant le retour en Haïti du président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide le 30 octobre ne peut être appliqué, ce pays pourrait être de nouveau soumis au strict embargo commercial qui avait été levé par le Conseil de sécurité fin août dernier.

Réuni immédiatement après que des auxiliaires de police eurent empêché le débarquement en Haïti

des premiers soldats américains et canadiens de la mission de l'ONU, le Conseil de sécurité a menacé lundi de recourir à de telles représailles. Le Conseil se dit «vivement préoccupé par la situation qui règne en Haïti» et réaffirme que «des manquements graves et persistants à l'accord de Governor's Island» lui feront «s'ajuster sur-le-champ les mesures prévues par la résolution 841. Selon un diplomate, certains membres du Conseil avaient insisté pour que le général Raoul Cédras, le chef militaire du gouvernement, et le colonel Michel François, le chef de la police haïtienne, soient spécifiquement mentionnés. D'autres membres ont rappelé «l'affaire Aïdida» en Somalie et cette suggestion «n'a pas été acceptée», ajoute

ce diplomate. Le représentant de M. Bonro-Ghali en Haïti, Dante Caputo, ancien ministre argentin des affaires étrangères, qui devait rencontrer, mardi, le général Cédras, présentera un rapport au Conseil. Un des proches de M. Caputo estimait cependant que le diplomate argentin ne demanderait pas le rétablissement des sanctions car, selon lui, «cela serait un constat de défaite pour l'ONU si étaient renvoyés chez eux les soldats déjà arrivés devant Port-au-Prince car cela voudrait dire que la MINUHA (Mission des Nations unies en Haïti) est terminée avant même d'avoir commencé». Selon ce diplomate, «le rétablissement des sanctions, c'est exactement ce que les militaires haïtiens veulent»; ils

préfèrent que l'embargo soit rétabli plutôt que de céder le pouvoir à Aristide.

A Washington, le secrétaire d'État américain Warren Christopher a lancé le même avertissement que le Conseil de sécurité. Il a appelé les chefs de l'armée et de la police haïtiennes à laisser débarquer des troupes américaines qui sont là pour effectuer une mission de paix.

### Une opération peu claire

Elu démocratiquement, le président Jean-Bertrand Aristide avait été chassé du pouvoir il y a deux ans lors d'un putsch sanglant conduit par le chef de l'armée, le général Raoul Cédras. Aux termes

d'un accord signé le 3 juillet dernier à New-York entre le général Cédras, l'ONU et l'Organisation des États américains (OEA), le président Aristide doit retourner à Port-au-Prince le 30 octobre prochain. Pour garantir son retour dans le calme, une mission de l'ONU de mille trois cents hommes doit assurer l'entraînement de la police et l'entraînement de l'armée. La MINUHA comprend aussi sept cents ingénieurs et instructeurs américains. Toujours selon l'accord, le général Cédras devrait quitter ses fonctions à la tête de l'armée le 15 octobre prochain, et le colonel Michel François doit également prendre un nouveau poste. Au Pérou, au Congrès et dans l'opinion, nombre de voix se sont éle-

vées contre une nouvelle opération «militaire» américaine à l'extérieur, aussi peu claire que celle menée en Somalie et susceptible, comme à Mogadiscio, de se traduire par des affrontements armés. A l'ONU, les diplomates font remarquer que les «casques bleus» américains sont traités sur leur navire, le *Harlan County*, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas censés être impliqués dans le calcul fait par le général Cédras et le colonel François pour rester au pouvoir. «Si Washington n'arrête pas de dire «des qu'un seul Américain est tué il faut partir», eh bien ils vont tuer un Américain pour voir s'ils vont vraiment partir», disait un diplomate européen lundi soir en sortant du Conseil de sécurité.

AFSANÉ BASSIR POUR

### DIPLOMATIE

#### La visite à Tokyo du président russe

## M. Eltsine présente ses «excuses» aux Japonais à propos des prisonniers de guerre

Boris Eltsine a affirmé, mardi 11 octobre, au premier ministre japonais, M. Hosokawa, que la Russie remplira «toutes les responsabilités et obligations de l'ancienne Union soviétique», mais il s'est gardé de se prononcer explicitement sur la restitution éventuelle des quatre îles Kouriles du sud, que réclame Tokyo depuis près de quarante ans.

Au premier jour de sa visite officielle au Japon, le président russe, cité par un responsable japonais, a souligné que son pays était le «successeur de

l'URSS» et qu'il comptait «respecter tous les traités» conclus par celle-ci. M. Eltsine semble ne pas avoir mentionné la déclaration commune adoptée en 1956 par le Japon et l'URSS par laquelle Moscou s'engageait à restituer, après la signature d'un traité de paix entre les deux pays, les îles de Shikotan et de Habomai, occupées par l'Armée rouge en 1945.

La formulation employée par M. Eltsine paraît un compromis entre Tokyo et Moscou sur une question territoriale très délicate, le président russe pouvant

difficilement promettre la restitution de ces îles sans s'exposer à des risques politiques chez lui, où ses opposants l'accusent régulièrement de «brader les intérêts» du pays. Le premier ministre Viktor Tchernomyrdine lui-même a affirmé que la Russie ne «restituerait jamais» les îles.

M. Eltsine s'est dit «optimiste au sujet des relations nippono-russes». Rencontrant l'empereur Akihito, il a aussi exprimé des «excuses» pour les traitements «inhumains» infligés aux six cent mille prisonniers de guerre

japonais internés en Sibérie après la guerre. «Il s'agissait de totalitarisme. Le totalitarisme a également tué des millions de Russes, mais cela ne justifie pas cette action».

Quelque cinquante-cinq mille Japonais sont morts en détention. M. Hosokawa s'est félicité des prises de position de M. Eltsine, jugeant en particulier que les «excuses» concernant le traitement des prisonniers étaient «importantes pour la réconciliation des deux peuples». — (AFP.)

#### Selon les parlementaires réunis au Danemark

## L'ouverture de l'OTAN aux pays de l'Est ne peut être que prudente

COPENHAGUE

correspondance

Les pays de l'Est ont hâte de rejoindre l'OTAN. Ils l'ont dit clairement et avec insistance à la tribune de l'Assemblée de l'Atlantique Nord, qui s'est réunie du 8 au 11 octobre à Copenhague, à l'occasion de sa session annuelle.

L'Assemblée, qui regroupe les parlementaires des États-membres de l'OTAN, partage les inquié-

tudes et les aspirations des nouvelles démocraties et se déclare favorable à ce que l'Alliance fasse une ouverture véritable vers l'Est, mais sans précipitation. «Il serait illusoire de faire adhérer la Pologne ou la Bulgarie, par exemple, afin d'assurer leur sécurité et laisser l'insécurité régner ailleurs, dans les autres pays de la CEI, au risque de créer un nouveau rideau de fer, un peu plus à l'Est», a expliqué le président de l'Assemblée, le député

français (UDF) Loïc Bouvard pour qui «aucun pacte de sécurité globale en Europe ne peut se concevoir sans la Russie».

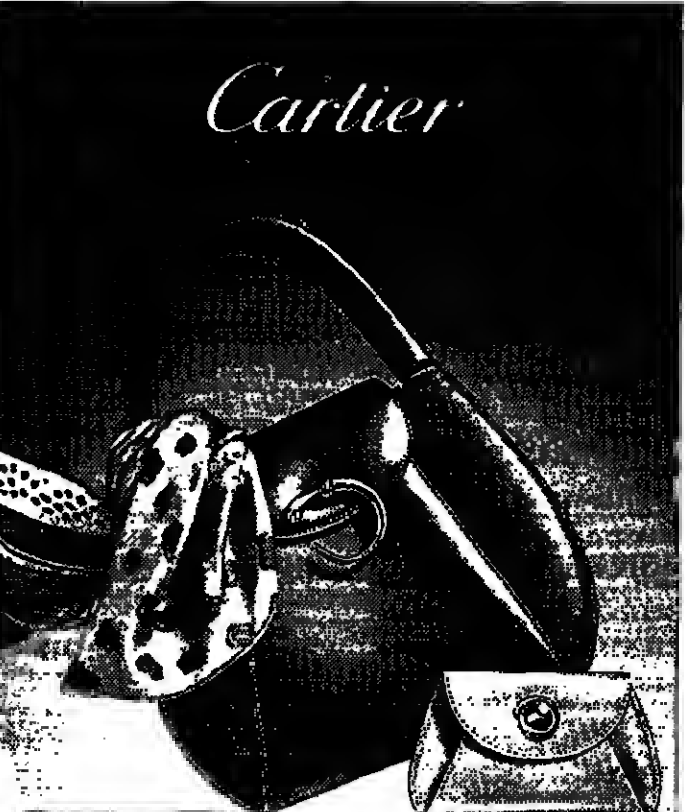
Le chef de la délégation américaine, Charlie Rose, membre de la Chambre des représentants, observait également la plus grande prudence tout comme le premier ministre danois, Poul Nyrup Rasmussen. M. Rose a expliqué que «l'OTAN n'est pas et ne doit pas être un club fermé, mais [que] cette

question d'adhésion des pays de l'Est est extrêmement délicate [car] elle doit être traitée avec précaution et décidée par les seuls dirigeants actuels de l'OTAN», tandis que M. Rasmussen insistait sur le fait qu'il fallait «être patient et prudent et ne pas oublier que sans l'assentiment et la participation de Moscou à un système de sécurité globale en Europe, nous ne parviendrons qu'à un équilibre éphémère».

A. S.

**PÉROU :** un commando du Sentier lumineux massacre quinze membres d'une milice paysanne dans les Andes. — Quelques jours seulement après la nouvelle proposition de paix de leur chef emprisonné Abimael Guzman, des combattants du Sentier lumineux défont en soldats ont égorgé 15 miliciens paysans à Pirhuabamba, dans la région d'Ayacucho, à 400 km au sud-est de Lima, dans les Andes. On ignorait toutefois si les auteurs de ce massacre, qui a été commis samedi 9 octobre dans une région montagneuse très isolée, étaient informés de cette offre. — (Reuters.)

**VENEZUELA :** seize victimes lors du massacre des Indiens lanomans, selon une enquête officielle. — Seize Indiens lanomans ont été tués lors du massacre perpétré en juillet dernier au Venezuela par des éboueurs d'or ayant franchi la frontière brésilienne, et soixante-neuf ont survécu, selon le rapport de l'enquête officielle présentée lundi 11 octobre à Caracas par le ministre vénézuélien des affaires étrangères. Le rapport, publié par une mission spéciale qui a passé plusieurs semaines au Brésil, dément d'autres versions selon lesquelles soixante-trois Indiens auraient été assassinés. — (AFP.)





## EUROPE

## ITALIE

## Bettino Craxi aurait fait des révélations sur le financement de l'ex-PCI

L'ancien dirigeant socialiste, Bettino Craxi, est réapparu en Italie en se rendant spontanément chez le juge Di Pietro, principal promoteur de l'opération «Mains propres». Au cours de l'entretien, il aurait fait des révélations sur le financement du Parti démocratique de la gauche (ex-PCI). D'autre part, le gouvernement de Carlo Azeglio Ciampi a connu sa première vraie crise avec le démissionnaire, lundi 11 octobre, de Paolo Savona, ministre de l'Industrie, en désaccord sur le mode de privatisation de l'IRI, le conglomérat industriel d'Etat.

## ROME

## de notre correspondant

On le disait à Hammamet, en Tunisie, où il a une maison ; à Paris, en voyage ; terré chez lui, loin en tout cas de la politique romaine dont il a dû quitter la scène l'année dernière, en abandonnant la direction du Parti socialiste, et loin surtout des juges milanais qui, en lui envoyant près d'une vingtaine d'avis d'ouverture d'enquêtes judiciaires, ont fait de lui l'accusé le plus symbolique de toute l'opération «Mains propres». Pourtant, samedi 9 octobre, après un long silence, Bettino Craxi a effectué son grand retour. Un retour qui pourrait bien marquer un tournant dans l'affaire de la corruption des partis politiques : après avoir longtemps crié «à la discrimination» et même «à la persécution» il s'est en effet

rendu spontanément auprès du juge Antonio Di Pietro, auquel il n'avait pas jusqu'ici ménagé les critiques, l'accusant même d'être à la solde de certaines factions détestées de la discrediter.

De cette rencontre inédite – deux heures de tête à tête et en terrain neutre, c'est à dire dans un endroit discret – peu de choses ont filtré, mais suffisamment pour alimenter de nouvelles polémiques. L'ex-leader socialiste aurait déjà commencé à faire le récit détaillé de tout ce qu'il sait sur le fonctionnement des financements illicites des partis politiques, et pas seulement ceux du PSI. Besoin de tout expliquer ? Vengeance à froid ? Bettino Craxi n'a rien à perdre, sinon de se discréditer d'avantage. Et lui qui ne s'est jamais privé de dire que dans cette affaire, «tous étaient coupables», se pose cette fois en «témoin historique d'une certaine époque de la politique italienne». Parmi ceux qui pourraient avoir le plus à souffrir de ses révélations, si elles s'avèrent fondées : le PDS (ex-parti communiste), jusqu'ici plutôt préservé, mais avec qui M. Craxi n'a semble-t-il pas fini d'en découdre. «Le PDS pensait rester en dehors de tout cela, aurait-il déclaré, mais il finira comme tous les autres partis politiques qui n'ont même plus l'argent pour payer leurs notes d'électricité...»

De nouvelles rencontres, officielles celles-là, sont prévues avec le juge Di Pietro, mais pour faire bonne mesure, Bettino Craxi, a déjà donné un avant-goût de ses futures révélations en écrivant une lettre au président de la

Chambre des députés, Giorgio Napolitano, dans laquelle il accuse le président de la commission chargée de décider des levées d'immunité parlementaire, le démocrate-chrétien Gaetano Vairo, de collusion avec la Camorra, le «malavita» napolitaine. Initiative qui a jeté un grand froid, jusqu'au sein du gouvernement.

## Première fêlure dans le gouvernement

Celui-ci est empêtré dans une rentée sociale difficile qui a jeté, samedi encore, 250 000 retraités venus de tout le pays dans les rues de Rome pour protester contre la pression fiscale, le président du Conseil, Carlo Azeglio Ciampi, se serait bien passé de ce nouveau scandale. D'autant que le gouvernement – un gouvernement de «techniciens», destiné à remettre un peu d'ordre dans l'héritage embrouillé laissé par trop de politiciens – vient de connaître sa première vraie crise. Dimanche en fin de journée, le ministre de l'Industrie, Paolo Savona, a remis sa démission. L'origine de ce geste la longue querelle au sein même du gouvernement sur les privatisations en cours. Le ministre très critique à l'égard de Romano Prodi, le président de l'IRI, est énorme conglomérat industriel d'Etat, l'avait publiquement accusé d'outrepasser ses prérogatives en voulant imposer le modèle des «public companies» avec une multitude d'actionnaires pour les privatisations. Ce qui, disait-il, lui semblait une erreur regrettable, ne prenant pas assez en

compte les groupes financiers et industriels existants qui pourraient s'investir dans l'entreprise.

Dans cet étalage de dissensions, l'aspect «technique» masque une querelle politique. Des formules de privatisation choisies dépendent aussi le sort des présidents actuels des groupes publics, qui, par exemple, dans le cas d'un actionariat faible et divisé, pourraient tout simplement rester à leurs postes. Carlo Azeglio Ciampi, désavouant en quelque sorte son ministre de l'Industrie, avait renouvelé sa «plénitude confiance» au président de l'IRI. Ce qui l'obligeait dès lundi à faire le siège de son ministre pour qu'il reprenne sa démission, ce qui fut chose faite dans la soirée.

Mais le mal était fait, et cette première fêlure au sein d'une équipe jusqu'ici soudée, n'en est pas moins considérée comme préoccupante. Au point d'avoir pratiquement éclipsé dans les commentaires le beau doublé effectué samedi par les services de sécurité anti-mafia. Ces derniers ont arrêté un des auteurs présumés de l'attentat meurtrier, pendant l'été 1992 à Palerme contre le juge Paolo Borsellino : il s'agit de Salvatore Profeta, 52 ans, homme-clé du clan Madonia. Enfin, les enquêteurs qui travaillent sur l'assassinat de Libero Grassi, il y a deux ans, ont entrepris ce qui avait refusé de se faire racketter, ont identifié son assassin : ce serait Salvo Madonia, 37 ans, le propre fils du «boss» «Pidda» Madonia.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## RUSSIE

## La nature des scrutins du 12 décembre demeure incertaine

Un nouveau décret du président Eltsine, publié lundi 11 octobre, prévoit des élections à la chambre haute du futur Parlement, le Conseil de la Fédération, le 12 décembre, en même temps que celles pour la chambre basse, la Douma. Mais l'incertitude demeure sur d'autres scrutins.

## MOSCOU

## de notre envoyé spécial

«Bien sûr, les élections seront libres ! Il y aura trois listes : une liste Boris, une liste Nikolaïevitch et une liste Eltsine», dit le premier. «Et si Eltsine n'est pas content des résultats, il pourra encore dissoudre la chambre», ajoute le second. Voilà la dernière histoire qui fait rire les Moscovites. Elle montre que, pour le moment, les élections générales du 12 décembre sont d'ores et déjà perçues, avant même le début de la campagne électorale, comme une consécration du pouvoir de Boris Eltsine. L'opposition conservatrice est à genoux, avec ses chefs en prison et ses journaux suspendus, la télévision est aux ordres et, dans les régions, les hommes du président tentent de reprendre les choses en main.

Parce qu'il se sent le vent en poupe et qu'il veut en finir avec tous les pouvoirs rivaux ou susceptibles de l'être, le président russe a décidé, lundi 11 octobre, que les citoyens se rendront eux-mêmes le 12 décembre pour désigner non seulement leurs représentants à la future Douma d'Etat, la «chambre basse», mais aussi au Conseil de la Fédération, la «chambre haute». Cette décision semble justifiée par le peu d'enthousiasme, sinon par la franche hostilité, manifestée par beaucoup de responsables régionaux à l'égard du président et de son coup de force contre l'ex-Soviet suprême.

## Une débauche

## de projets électoraux

Pour ne pas être en reste, le président russe caresserait aussi l'idée d'organiser, le même jour, un référendum demandant aux citoyens de se prononcer soit sur le projet de la future constitution, soit sur les grandes lignes de celle-ci. Une manière d'enlever le pouvoir constituant aux futurs députés. Il se pourrait aussi que, toujours le 12 décembre, soient organisées les élections des nouveaux organes représentatifs dans les régions pour remplacer les soviets régionaux. Sans parler de l'idée, évoquée par certains conseillers de Boris Eltsine, de procéder le même jour à une élection présidentielle – d'autres conseillers affirmant au contraire qu'il n'est plus du tout question que Boris Eltsine remette son mandat en jeu.

Cette débauche de projets électoraux n'est pas, en soi, condamnable. Dans un pays privé depuis toujours de consultations démocratiques, l'abondance de biens ne peut nuire. Et il était temps, aussi, d'en finir avec les structures particulièrement lourdes et sclérosées de l'ancien régime – ces soviets qui, une fois débarrassés de la tutelle du

parti communiste, étaient devenus «auto-suffisants» et dont l'unique souci était de conserver leurs pouvoirs, qu'ils aient aujourd'hui ce qu'ils avaient en 1991.

Mais le grand danger pourrait être, paradoxalement, que ces élections en cascade ne changent rien du tout au fond, et aboutissent à créer une situation ressemblant étrangement à celle d'aujourd'hui, avec les mêmes risques et les mêmes incertitudes. De même que les soviets étaient les appendices du parti communiste, on peut craindre que les futures chambres ne soient là que pour «secondar» l'exécutif. La lutte pour le pouvoir, au lieu de se dérouler au grand jour, entre différents courants de pensée, continuerait alors à se faire aux portes, dans une atmosphère de complot permanent, les «gens d'en haut». Qui pourrait exclure que Boris Eltsine, «trahi» en octobre 1993 par deux de ses anciens alliés, Alexandre Routsikov et Rouslan Khassoulatov, n'ait pas à affronter, tôt ou tard, un nouveau complot de la part de tel ou tel de ses amis d'aujourd'hui ?

Les dérapages de plus en plus fréquents constatés depuis la proclamation de l'état d'urgence, même s'ils n'ont pas été sciemment voulus par le pouvoir, laissent mal augurer de l'ambiance de la future campagne électorale.

Une campagne, dénommée «signal», est en cours pour expulser de Moscou les contraventions à un décret vieux de dix mois sur le droit de résidence dans la capitale. Elle tourne, souvent avec brutalités – descentes de police nocturnes et actions musclées diverses – à la «chasse au facinoré» visant les ressortissants de Transcaucasie, voire des réfugiés politiques d'Asie centrale. Mais ce sont des «activistes des Droits de l'homme» ou des représentants d'ambassades des Républiques caucasiennes – et non des partis constitués – qui démontent aujourd'hui ces brutalités.

L'opposition «centriste» parvient mal à s'organiser. L'exacerbation des passions ces dernières semaines – sur le thème «qui n'est pas avec moi est contre moi» – empêche en effet ses responsables de prendre date et de trouver leur place entre les partisans de Boris Eltsine et les extrémistes «orange-brun». Quant à ceux qui tentent, au sein même du gouvernement, de faire entendre une voix plus modérée, ils semblent, aussi, bien isolés.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Suppression d'un programme télévisé. – L'émission de latévision de Saint-Petersbourg, «600 secondes», d'Alexandre Nevzorov, qui fut un activiste de la mouvance des ultra-nationalistes russes, a été définitivement supprimée, lundi 11 octobre, a annoncé la chaîne. M. Nevzorov a accepté d'y diriger une autre émission sur la criminalité, mais voudrait continuer «600 secondes», a-t-il dit, avec des chaînes câblées dans d'autres républiques de l'ex-URSS ou en Tchétchénie. – (AFP)

## NORVÈGE

## L'éditeur de Salman Rushdie blessé dans un attentat

L'éditeur norvégien des Varsats sataniques de Salman Rushdie, William Nygaard, a été grièvement blessé, lundi 11 octobre à Oslo. Atteint de trois balles, dont une dans le dos, il a été découvert devant son domicile et a dû être opéré d'urgence. Agé de cinquante ans, M. Nygaard dirige la maison d'édition Aachenehoug Forlag, qui avait publié en 1989 la traduction norvégienne des Varsats sataniques – l'ouvrage qui a valu à Salman Rushdie d'être «condamné à mort» par le chef spirituel de la révolution iranienne, l'ayatollah Khomeiny, en 1989. Dans son enquête, la police norvégienne n'a pas pu le piste islamique. Les contrôles ont ainsi été renforcés, lundi, dans les aéroports et aux frontières.

L'ambassade d'Iran à Oslo et les principaux groupes islamiques en Norvège se sont refusés à tout commentaire. Salman Rushdie, qui vit dans la

clandestinité en Grande-Bretagne, a été déclaré «construit» par l'attaque dont il a été victime son éditeur norvégien. «Salman est effondré. Il se rend compte que c'est lui qui était visé par cet attentat», a affirmé, à Londres, Amanda Hopkinson, responsable du Comité pour la défense de l'écrivain britannique.

William Nygaard est le troisième personne liée à la publication des Varsats sataniques à avoir été victime d'un attentat depuis la fatwa (décret religieux) de l'ayatollah Khomeiny condamnant Salman Rushdie à mort. Le traducteur japonais des Varsats sataniques, Hitoshi Igashira, avait été tué, le 12 juillet 1991, à coups de couteau, sur le campus d'une université de Tokyo, quelques jours après que son traducteur italien, Ettore Capriolo, ait été grièvement blessé, également à coups de couteau, à son domicile de Milan. – (AFP, AP)

## Le Monténégro «sanctionné» par son allié serbe

Accusant Podgorica de «dévaliser» la Serbie, Belgrade a voulu mettre les Monténégrins sous blocus

## BELGRADE

## de notre correspondant

La Serbie a-t-elle déclaré une guerre commerciale larvée au Monténégro, la seule des Républiques de la défunte fédération yougoslave à avoir accepté de cohabiter avec la Serbie au sein d'une nouvelle Yougoslavie ? Début septembre, la police serbe s'est installée à la «frontière» entre les deux Républiques – une frontière qui ne s'était jamais, jusqu'à présent, matérialisée – pour filtrer le trafic en provenance de la Serbie.

La mission des policiers de Slobodan Milosevic ? Interdire, dans un premier temps, le passage des véhicules transportant des produits alimentaires. En trois jours, plus de deux cents camions ont été reboulés, et ceux qui transportaient des denrées périssables ou du bétail ont dû attendre des jours durant, sur le bord de la route, l'autorisation – aléatoire mais indispensable – de Belgrade pour entrer au Monténégro. Ce changement brutal de régime à la «frontière» serbo-monténégrine a suscité une vive colère chez les Monténégrins, qui ont été jusqu'à lancer des menaces de sécession. Quant aux Serbes, ils accusent leurs voisins de les...

«dévaliser». Querelle de voisinage ou signe avant-coureur d'un conflit plus grave entre Belgrade et Podgorica (ex-Titograd) ? Quel qu'il en soit, ce nouvel épisode dans les relations, déjà difficiles, entre les deux Républiques fédérées ne laisse augurer rien de bon pour l'avenir ; même si Belgrade a essayé de minimiser l'affaire en assurant qu'on lui avait, à tort, donné une connotation politique. Qu'est-ce qui a, alors, incité les autorités serbes à ressusciter de leurs tiroirs un vieux décret gouvernemental adopté lors de la guerre commerciale avec la Slovaquie (qui visait en 1990 à étouffer les aspirations indépendantistes slovaques) et réactivé à chaque fois que Belgrade voulait faire pression sur ses voisins et les faire céder ?

Aujourd'hui, ce sont les Monténégrins qui sont sur la sellette. Les Serbes leur reprochent d'épuiser les réserves de nourriture de la Serbie et d'en réexporter une partie à l'étranger. Bien que Podgorica

démende depuis longtemps ces allégations, Belgrade surnahérît en accusant le Monténégro de réexporter des denrées alimentaires serbes vers l'Albanie en échange de pétrole et d'autres produits soumis à l'embargo international décrété il y a seize mois par les Nations unies à l'encontre de la mini-Yougoslavie.

Si la Serbie a décidé dans le plus grand secret d'étendre au Monténégro l'interdiction portant sur les exportations de produits sensibles comme l'agro-alimentaire, le textile et les dérivés pétroliers, elle justifie sa décision en faisant valoir qu'elle traverse une grave crise économique due aux sanctions imposées par la communauté internationale et que la population est menacée par la famine si le blocus international est maintenu. Il n'en reste pas moins que, également soumis au blocus international, le Monténégro souffre tout autant de la crise et des graves pénuries alimentaires. De plus, à la différence de la Serbie, le Monténégro, qui compte six cent vingt mille habitants, n'est pas autosuffisant en matière agro-alimentaire, et plus de 90 % de ses besoins sont couverts par les importations serbes.

## «Empêcher la contrebande»

Dans ces conditions, les mesures prises par Belgrade risquent de conforter les tentations indépendantistes, de plus en plus fortes dans cette République, où l'on ne cache plus son sentiment d'être l'«otage» de la Serbie. Cependant, les autorités de Podgorica ont préféré calmer le jeu. Elles ont simplement appelé le gouvernement fédéral yougoslave à régler au plus vite ce litige. Et, à la mi-septembre, la presse de Belgrade annonçait que, à la suite d'un accord entre les gouvernements serbe et monténégrin, les «embargements» à la «frontière» avaient été résorbés et que la circulation avait été rétablie dans les deux sens. Toutefois, précisait l'agence Novosti, les barrières de police mis en place «pour empêcher la contrebande» continueraient à contrôler le trafic. En outre,

l'«exportation» de produits alimentaires vers le Monténégro continue à être soumise à autorisation.

## La Macédoine décide d'appliquer l'embargo

Alors que la Serbie limite ses échanges avec le Monténégro en vertu de mesures restrictives qu'elle n'a pourtant pas appliquées lorsqu'il s'agissait de la Macédoine, où l'on trouve quantité de produits alimentaires serbes, les autorités de Skopje ont décidé, de leur côté, d'appliquer désormais à la lettre la résolution 820 des Nations unies décrétant l'embargo contre la Serbie et le Monténégro. Ainsi, le trafic de marchandises entre la République de Macédoine et sa voisine serbe est-il maintenant paralysé. Seuls les camions munis d'une dérogation du comité des sanctions de l'ONU sont autorisés à passer la frontière. Sur les sept passages frontaliers, deux seulement restent ouverts au trafic routier et ferroviaire.

Ce «tour de vis» des autorités macédoniennes, dont on attribue la paternité aux Etats-Unis, a contribué, selon Belgrade, à «boucler hermétiquement» la Serbie. Car, jusqu'à là, la Macédoine jouait en quelque sorte le rôle de soupape de sécurité permettant à la Serbie d'exporter et, surtout, d'importer des produits indispensables, comme des matières premières et du pétrole provenant de Grèce ou d'ailleurs. Aujourd'hui, les camions citernes – qui passaient auparavant au nez et à la barbe des observateurs internationaux sur la route de Kumanovo à Vranje – sont systématiquement reboulés. Furieuse, la Serbie a mis en garde les autorités de Skopje contre «une mesure qui risque de faire boomerang» et d'apophyser à son tour l'économie macédonienne, déjà fragile. L'imposition des sanctions internationales contre la Serbie et le Monténégro devrait coûter, d'ici la fin de l'année, plus de 1,5 milliard de dollars à la Macédoine. Ces pertes pourraient, comme l'a laissé entendre la presse de Skopje, être compensées par les Etats-Unis ou par

un report du remboursement de la dette extérieure macédonienne.

Alors que l'on affirme à Belgrade comme à Skopje que le respect rigoureux de l'embargo par la Macédoine a été dicté par Washington et a conditionné l'ouverture d'une représentation américaine dans la capitale macédonienne, les milieux diplomatiques occidentaux constatent que cette décision coïncide avec la visite, ces dernières semaines, de plusieurs membres du Congrès et de militaires américains. Les observateurs à Skopje y voient une volonté des Etats-Unis de consolider leurs intérêts dans les Balkans par le biais de la Macédoine. Et ils s'acharment pas, notamment, l'envoi de «nouveau» contingents de soldats américains pour renforcer le bataillon de trois cent vingt-cinq hommes déjà déployés en Macédoine dans le cadre de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU). De plus, la presse macédonienne a annoncé la mise à la disposition des Etats-Unis de l'une des plus importantes bases de l'ancienne armée yougoslave, située à Krivopalje, dans le sud du pays.

FLORENCE HARTMANN

## Selon Amnesty International

## La tension monte au Kosovo

Les violations des droits de l'homme se poursuivent au Kosovo, province du sud de la Serbie peuplée en majorité d'Albanais, affirme Amnesty International dans un rapport, publié mardi 12 octobre. Ce document souligne que «la tension grandit au Kosovo», où «un dangereux mélange de tension ethnique, de colère et d'années d'abus silencieux y ferment».

«L'impunité des policiers (serbes) est telle qu'ils se sentent libres d'attaquer les gens dans les commissariats ou même dans la rue», indique encore Amnesty, qui évoque l'arrestation de militants politiques ou d'anciens prisonniers de conscience. – (AFP)

محضان الناصر



INTERNATIONAL

ASIE

Un entretien avec le président de Taïwan

# Lee Teng-hui : « Notre priorité a toujours été de développer notre pays avant la réunification de la Chine »

Pour la première fois, le chef de l'Etat de Taïwan, Lee Teng-hui, a accordé un entretien à un correspondant d'un journal occidental venant de Pékin, la capitale du continent chinois, que l'île non communiste refusait autrefois de considérer comme telle. C'est également le premier entretien donné par un chef de cet Etat, que bien peu de nations reconnaissent, à la presse française depuis quinze ans (1). En voici les principaux passages :

**TAIPEI**  
de notre envoyé spécial  
« La République de Chine a célébré, le 10 octobre, son quarante-deuxième anniversaire. Votre administration a lancé une campagne visant à permettre à Taïwan de rejoindre les Nations unies, que votre pays avait quittées en 1971. Pour quelles raisons Taïwan devrait aujourd'hui réintégrer l'ONU ? »  
« La République de Chine a été tenue à l'écart de l'ONU pendant vingt-deux ans. La communauté internationale, à l'époque de la guerre froide, souhaitait « travailler avec les communistes chinois de manière à contrer l'URSS ». Nombre de pays du tiers-monde, de plus en plus influents, se faisaient les porte-parole des communistes chinois. Entre-temps, la République de Chine est devenue une nation économiquement puissante et démocratique.  
« La résolution 2758 de l'ONU a réglé le problème de la représentation des communistes chinois, mais elle a totalement ignoré celui du droit à la représentation des vingt et un millions de Taïwanais. C'est regrettable. On ne nous a pas accordé un statut juste et raisonnable. Nous entendons corriger ces erreurs d'appréciation et, par là même, réaffirmer la réalité de notre existence.  
« Quelles sont vos chances de succès ? »  
« Nous sommes confiants, mais aussi conscients que nous devons surmonter bien des obstacles avant



d'atteindre notre but (...). Nos agences gouvernementales expliquent aux pays membres la véritable signification qu'aurait une participation de la République de Chine à l'ONU. Nous espérons qu'ils prendront en considération le principe de l'universalité de l'adhésion, et examineront objectivement l'affaire.  
« J'ai peur que Deng ne puisse pas comprendre »  
« Comment répondez-vous aux préoccupations des pays occidentaux qui considèrent que soutenir votre effort pour rejoindre l'ONU risque de provoquer une réaction trop hostile de Pékin ? »  
« A l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU, sept pays ont soumis une proposition en faveur du retour de notre pays. Il était prévisible que la Chine communiste s'y oppose vigoureusement. Les communistes chinois se voient le regard devant le fait que les deux rives du détroit de Taïwan sont divisées et gouvernées de manière séparée.  
Après la fin de la guerre froide, la communauté internationale est entrée dans une ère où la coopération remplacera l'affrontement. Elle ne doit plus se laisser impressionner par les réactions arbitraires des communistes chinois. Leur obstination à vouloir régler des problèmes actuels au moyen de concepts périmés est inapplicable. Lorsque nos amis internationaux auront atteint un certain seuil, ils ne seront plus en mesure de faire obstacle à notre action.  
« En Asie, certains estiment que si Taïwan parvient à réintégrer l'ONU, l'île s'alignera sur la position de la Chine continentale sur de nombreuses questions internationales.  
« Notre pays a toujours conduit sa diplomatie avec le souci prioritaire du bien-être humain et de la paix. Nos votes à l'ONU de 1945 à 1971 le prouvent. L'esprit de la Charte de l'ONU guidera nos votes

une leçon à tirer de la guerre du Golfe et du conflit dans l'ex-Yougoslavie ? »  
« La leçon est que la protection de la sécurité d'une nation ne peut dépendre totalement de l'extérieur. J'ai toujours pensé qu'il n'y a que par la force qu'on obtient la paix et la sécurité. Si, au cours des dernières années, nous avons acquis des avions de chasse à haute performance en France et aux Etats-Unis, c'est précisément afin de renforcer notre défense et de consolider notre force de dissuasion.  
« Hongkong et Macao : des zones spéciales »  
« Quelle sera votre politique envers Hongkong après sa rétrocession en 1997 ? »  
« L'objectif de la réunification doit être de créer une Chine démocratique, libre et prospère dans l'équité. Nous n'avons pas d'idée préconçue sur le système national d'après la réunification. Nous espérons seulement que les deux rives du détroit établiront, au moment approprié, une organisation consultative pour l'unification ou « dans le respect des buts de démocratie, de liberté économique, de justice sociale et de rassemblement national des forces armées, elles discuteront de la grande œuvre de la réunification et élaboreront un système constitutionnel ».  
« Nous considérons Hongkong après 1997 et Macao après 1999 comme des zones spéciales, distinctes du continent. Par conséquent, nous ne prévoyons pas d'en retirer nos agences gouvernementales. Au contraire, nous renforcerons nos liens avec Hongkong et Macao.  
« L'idée d'une « grande Chine » où le continent, Taïwan, Hongkong et Macao seraient associés vous séduit-elle ? »  
« Ce serait une très bonne idée de forger une coopération économique entre le continent chinois, Taïwan, Hongkong et Macao. Cependant, les différences politiques et économiques rendent dif-

ficile la formation d'une « grande Chine » dans un futur prévisible.  
« On a parfois eu le sentiment que Taïwan ne parvenait pas à élaborer une politique extérieure cohérente et s'en remettait principalement à des « coups » diplomatiques, que ce soit la séduction financière exercée auprès des pays pauvres ou l'achat d'armements à un pays comme la France. Comment envisagez-vous votre diplomatie à l'avenir ? »  
« Je ne suis absolument pas d'accord. Notre pays fournit une assistance financière et technique à des pays en voie de développement dans l'espoir de les aider. Il n'y a pas là de tentative de séduction. Si nous nous sommes achetés des armes, c'est pour nos besoins en matière de défense, non pour des avantages politiques. Bien sûr, tout cela améliore nos relations avec vous. Mais ce n'est là qu'un résultat matériel, non pas un objectif majeur de politique étrangère. Nos efforts diplomatiques sont concentrés sur la lutte pour notre droit à participer aux organisations et activités internationales.  
« Qu'attendez-vous de la France, à présent que Paris a, par deux fois, ignoré le coléra de Pékin pour autoriser la vente d'armements à Taïwan ? Qu'êtes-vous prêt à donner en échange ? »  
« Il est encourageant de voir que, outre les ventes d'armes, les échanges économiques, commerciaux et culturels sont bien plus intenses. L'espérance sincère que les relations de la France avec les communistes chinois d'une part et avec notre pays, d'autre part, se développeront de manière parallèle, en toute impartialité. »

Propos recueillis par FRANCIS DERON

(1) Interview de Chiang Ching-kuo, président de la République de Taïwan, à l'Express en décembre 1978.

## L'homme à travers le carcan du protocole

**TAIPEI**  
de notre envoyé spécial  
Le décorum de l'ancienne résidence coloniale japonaise devenue palais présidentiel n'indique en rien que l'on soit ici dans une sorte de « trou noir » diplomatique ignoré de la communauté des nations. A vrai dire, hormis les couleurs nationales et les uniformes, on se croirait, solennité du protocole aidant, à Pékin.  
Une partie des questions du Monde au président Lee Teng-hui ont été soumises par écrit pour recevoir des réponses sous la même forme, qu'il s'agisse de questions tout comme, jadis, étaient produits les Mémoires du trône dans un va-et-vient entre l'empereur et les mandarins de la communication. Comme, eussent-ils, à Pékin, d'une bien des cas. Les fonctionnaires qui accompagnent M. Lee lui marquent un respect identique à ce qu'il est à Pékin pour les détenteurs des plus hautes charges, d'inspiration impériale.  
Mais, derrière ces similitudes, il y a la personnalité. Et on dirait fort que M. Lee, qui rencontre rarement un journaliste étranger, s'en amuse. Nommé président en 1988, également chef du Kuomintang (KMT), le parti de Sun Yat-sen, chancelier et sûr de lui, serrure éthérée, mêlant l'anglais et le chinois dans la discussion, il est représentatif d'une certaine identité taïwanaise, hybride de plusieurs cultures. « J'ai été élevé au Japon et aux Etats-Unis (il est agrégé). C'est compliqué à comprendre ! » Il omet d'ajouter qu'il est

protestant, facteur supplémentaire d'incompréhension avec Pékin.  
A l'occasion, il paraît un peu prisonnier de sa bureaucratie. Quand nous l'interrogeons sur le « nouveau parti » formé par des politiciens du KMT, M. Lee emploie des termes que ses collaborateurs nous prient d'oublier. Par contre, aucun problème de communication quand on lui demande si l'heure n'est pas venue de tourner la page sur l'ultra-légitime paradoxe du KMT, machine qui fonctionnait selon les mêmes règles que le Parti communiste. « Grâce à ce scrutin, le renouveau va venir de la base pour remonter au sommet. Il ne faut plus des bureaucrates, mais des hommes capables de fournir à la société des services diversifiés. »  
Alors, lui qui écartait pareille hypothèse il y a peu, se représentera-t-il à l'expiration de son mandat en 1996, pour devenir le premier chef d'Etat élu au suffrage universel direct par des Chinois ? « Je n'ai pas décidé. Quand je réponds que j'ai soixante-dix ans, je veux dire que les changements sont si rapides. Qui peut prédire quelle sera la situation dans deux ans ? Mon ambition est de conduire le pays à la stabilité démocratique. Si j'y parviens, ce sera une grande contribution (...). La pouvoir n'est pas une fin en soi, c'est un moyen extérieur à vous, comme cette tasse de thé. Vous l'utilisez pour atteindre un but, puis vous le reposez. » Il joint le geste à la parole, mais s'abstient de dire au bout de combien de temps la tasse doit être reposée. F. D.

« Renforcer notre défense »  
« Avez-vous donc un message pour M. Deng ? »  
« J'ai peur qu'il ne puisse pas comprendre ! Les dirigeants de Pékin ne savent pas ce que c'est qu'une société pluraliste, où il y a plein de bruits. Expliquez-leur, vous ! Il ne faut pas qu'ils jugent tout en blanc ou noir.  
« Que répondez-vous à ceux qui affirment que la démocratisation est synonyme de désordre ? »  
« La démocratisation, c'est comme la fin. Les Taïwanais ont fait de démocratie, ils ont un peu bouillonné aujourd'hui, cela se tasse.  
« A Taïwan, pour la première fois dans l'histoire, une partie de la population du monde chi-

nois se gouverne selon des normes proches de la démocratie occidentale. Comment conciliez-vous cette réalisation avec les appels incessants de Pékin à la réunification ? »  
« Depuis 1949, notre priorité a toujours été de développer Taïwan - et les îles qui en dépendent - avant la réunification de la Chine. Au cours des cinq dernières années, j'ai travaillé assidûment à la démocratisation. Elle ne contribue pas seulement à édifier un consensus interne, mais constitue également l'arme la plus efficace pour conquérir de tels changements sur le continent.  
« Existe-t-il encore un risque d'agression continentale ? »  
« Ce risque a toujours existé. Dans un Livre blanc récent, les autorités du continent ont répété qu'elles n'excluaient pas l'usage de la force pour résoudre la question de la réunification.  
« Voyez-vous pour Taïwan

cher aurait fait pression sur l'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev et divers dirigeants occidentaux pour empêcher la réunification de l'Allemagne. Les Mémoires de Winston Churchill, le ministre britannique démentent que son analyse politique remonte à l'avant-guerre, avant « Winston Churchill », a déclaré, lundi 11 octobre, M. Kohl sur la chaîne de télévision SAT 1.  
« L'unité allemande a eu lieu et l'unité européenne va se produire. Les Mémoires de Margaret Thatcher n'y changent rien, a déclaré le chancelier Kohl. La différence entre nous, c'est que je vis après Winston Churchill, alors qu'elle vient de l'époque antérieure à Winston Churchill », a poursuivi Helmut Kohl. (Reuters.)  
GÉORGIE  
La Russie réserve son soutien militaire à M. Chevardnadze  
Alors que les accrochages entre forces gouvernementales géorgiennes et partisans de l'ex-président Zviad Gamsakhourdia qui tiennent l'ouest du pays se poursuivaient, lundi 11 octobre, le chef des forces russes en Géorgie, le général Vassil Belchenko, affirmait à l'AFP que « tout soutien armé russe à un côté ou l'autre est exclu ». Trois jours plus tôt, il affirmait au contraire que l'armée russe, dont le stationnement en Géorgie vient d'être « légalisé » par des accords, se rangera aux côtés du gouvernement géorgien si elle était attaquée par les forces « zviadistes ».  
Le chef de l'Etat, Edouard Chevardnadze, avait alors annoncé à Moscou sa décision de faire entrer la Géorgie au sein de la CEI. Mais il éprouve des difficultés à faire accepter cette décision par son Parlement, dont les sessions sont suspendues en vertu de l'état d'ur-

gence imposé avant la défaite géorgienne en Abkhazie. M. Kira Sanichvili, un des trois vice-premiers ministres, a ainsi démissionné, lundi. Mais M. Chevardnadze a affirmé que 70 % de la population est favorable à l'entrée dans la CEI, que, si le Parlement était d'un avis contraire, « il ne représentera plus le peuple » et qu'il avait bon espoir de le convaincre bientôt pour faire approuver sa décision. (AFP, Reuters.)

RWANDA  
Les troupes françaises doivent se retirer en décembre  
Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a confirmé, lundi 11 octobre, au président Juvénal Habyarimana, en visite à Paris, que les troupes françaises quitteraient le Rwanda en décembre des l'arrivée des forces des Nations unies. « Notre dispositif militaire fera la soudure avec la force internationale neutre », a déclaré Alain Juppé.  
Ce retrait s'effectuera conformément aux accords d'Arusha (Tanzanie) signés le 4 août entre le gouvernement et le Front patriotique rwandais (FPR) et en vertu de la résolution 872 du Conseil de sécurité des Nations unies. Deux compagnies françaises (trois cents hommes) sont actuellement stationnées à Kigali pour y protéger les ressortissants étrangers.  
Un gouvernement de transition doit être mis en place en décembre jusqu'à ce que des élections libres soient organisées en octobre 1995. Durant cette période de transition, le gouvernement français est prêt à poursuivre et à intensifier sa collaboration avec le Rwanda : « Nous sommes disponibles pour aider à la reconstruction du pays », a notamment dit Alain Juppé. (Reuters.)

## PROCHE-ORIENT

A l'approche de l'entrée en vigueur de l'accord sur Gaza et Jéricho

## Le Conseil central de l'OLP a ratifié le texte sur l'autonomie des territoires occupés

Dernier acte de procédure avant l'entrée en vigueur, mercredi 13 octobre, de l'accord conclu entre Israël et l'OLP, le Conseil central de l'OLP a ratifié ce texte dans la nuit de lundi 11 au mardi 12 octobre, par 63 voix pour, 8 contre et 9 abstentions.

Il a également approuvé la création d'une « Autorité nationale palestinienne », qui devra gérer les territoires en attendant l'élection au suffrage universel d'un Conseil d'autogouvernement, dans un délai « n'excédant pas neuf mois après l'entrée en vigueur de l'accord ».

Yasser Arafat présidera cette Autorité, qui emportera des membres du comité exécutif de l'OLP et des personnalités des territoires occupés. Fatigué mais souriant, le chef de l'OLP, qui ne se faisait aucun doute sur l'issue du scrutin, et qui a désormais le feu vert officiel pour poursuivre sa stratégie de paix avec l'Etat juif, a déclaré : « Je suis satisfait. Je ne m'at-

tendais pas à un vote unanime, mais les résultats ont dépassé mes espoirs. L'accord a obtenu 63 voix alors que je n'en attendais qu'entre 56 et 60 ». Sur les 107 membres du conseil, 80 étaient présents. Les organisateurs de l'apposition avaient boycotté la réunion.

## Le sort des réfugiés

Dès mercredi, les commissions chargées de la mise en application de l'accord devaient commencer leurs travaux (lire l'article de Patrice Claude), mais mardi déjà, en Tunisie — qui, comme l'ensemble des pays arabes, est officiellement toujours en état de belligérance avec l'Etat juif et où se trouve depuis 1982 le siège de l'OLP —, a commencé une réunion de la commission chargée de discuter du sort des réfugiés, dans le cadre des négociations multilatérales du processus de paix lancé à Madrid en 1991. — (AFP, Reuters.)

## Un chemin semé d'embûches

Suite de la première page

Les notables palestiniens de « l'intérieur » qui travaillent sur le sujet sont généralement d'accord sur ce point. Par définition, et en dépit du cadre magnifique dans lequel il devait s'ouvrir mercredi 13 octobre à Taba, localité égyptienne sur la mer Rouge, le deuxième acte de la paix promise entre Israël et les Arabes des territoires occupés, sera beaucoup moins spectaculaire, moins émotionnel que le premier. Finis les gestes symboliques, place au concret.

Dans les salons du « cinquième » qui abriteront les négociations pendant quarante-huit heures — les Israéliens ont prévu de rentrer à Jérusalem jeudi soir avant le sabbat —, il n'y aura pas de grands « politiciens », seulement des technocrates et des militaires. Ceux d'Israël auraient promis de laisser leurs uniformes au vestiaire, à condition que « l'autre partie » en fasse autant. L'une des questions posées lundi dans *Maoir* par un célèbre journaliste-écrivain pacifiste, Ouri Avnery, est de savoir si ces gens « qui ont pris l'habitude d'humilier quotidiennement les Palestiniens dans les gouvernats militaires des territoires » sont les mieux placés pour négocier avec eux. Préoccupation humaniste qui n'a pas été retenue par Itzhak Rabin.

Le fait est que, si Shimon Peres, l'architecte en chef des négociations secrètes d'Oslo, a été nommé président du comité de supervision politique qui devait se réunir le même jour au Caire avec Mahmoud Abbas, alias Abou Mazen, côté OLP, c'est bien l'armée, et le Shin Beth, service de sécurité intérieure israélien, qui auront la haute main sur la méticuleuse mise en œuvre des détails pratiques de la déclaration de principes.

Officiellement, on parlera de tout à Taba. Et notamment des conditions de la passation anticipée des pouvoirs de l'administration militaire israélienne aux Palestiniens dans les domaines de la santé, de la culture, des affaires sociales, du tourisme et de l'impôt. En fait, mis à part ce dernier secteur où l'expérience des Palestiniens est inexistante et sur lequel ils travaillent d'arrache-pied depuis plusieurs mois déjà, il y a des

années que les intérêts administratifs, avec les fonds de l'OLP et sous la surveillance des gouverneurs militaires, leurs hôpitaux, leurs écoles et universités, leurs commerces et leurs œuvres sociales.

Plusieurs centaines d'universitaires, d'experts, de notables et de dirigeants politiques palestiniens, majoritairement de « l'intérieur », tentent depuis des mois — sans grand succès à cause de l'inaccessibilité des statistiques israéliennes qui leur est pour l'instant opposée — de mettre au point des projets concrets de développement, de reprise en main, de réorganisation des services publics. Une Autorité d'urgence pour la reconstruction et le développement de la Palestine — connue sous ses initiales anglaises, PEDRA — a été constituée pour « négocier, planifier, coordonner et mettre en œuvre le développement national ».

Dans un premier temps, nous disait Hassan Abou Libdeh, vice-président des comités techniques créés dans les territoires il y a deux ans, l'essentiel est de donner rapidement à nos gens l'impression que quelque chose change. Sinon, toutes nos belles constructions vont s'effondrer. Yossi Beilin, le vice-ministre de la diplomatie israélienne, utilise *grasso modo* le même langage : « Nous devons aller très vite. Les Palestiniens doivent sentir le plus rapidement possible le changement promis. La normalisation de nos relations en sera facilitée. »

## « Coopération étroite »

À Taba, il sera donc aussi question de la libération anticipée de plusieurs milliers de Palestiniens et aussi de l'accélération des regroupements familiaux — des milliers de familles, époux et épouses, parfois d'enfants, sont actuellement séparés entre la Jordanie et les territoires occupés pour cause de trac administratif. Itzhak Rabin s'est engagé à débloquer la situation. Mais la question-clé, le problème central des rencontres de Taba, c'est la sécurité.

Le général Amnon Shashak, qui dirige la délégation et qui fut le premier à se faire l'écho des « réserves » de l'armée, lors de la poignée de main de Washington, ne sera pas un partenaire facile pour les négociateurs palestiniens. Le général n'arrive pas à Taba les mains vides. C'est lui, « numéro deux » de l'état-major et chef des services de renseignement militaires, qui avait présenté il y a deux semaines au gouvernement le plan de retrait et de redéploiement des troupes de Gaza et de Jéricho. Plusieurs « simulations sur ordinateur », nous dit-on, ont été mises au point pour répondre aux demandes diverses qui devraient être faites par les Palestiniens.

Pour le calendrier du retrait, pas de problème, il est fixé dans la déclaration de principes. L'armée devrait commencer à se retirer des deux zones en question à partir du 13 décembre prochain, pour avoir terminé l'opération avant le 13 avril 1994. Quasi-officiellement, des militaires de haut rang laissent même entendre, depuis

quelques jours à Tel-Aviv, qu'ils souhaiteraient que les choses aillent encore plus vite. Ne serait-ce que pour « passer le bébé de la sécurité intérieure des Palestiniens à la police de l'OLP ». Reste à savoir quand cette farce sera prête et, surtout, comment et où les soldats d'Israël vont effectivement se « redéploier ». Le périmètre de la « zone de Jéricho » où l'autorité d'autogouvernement transitoire devrait s'installer, n'est pas fixé. Il sera négocié à Taba.

Comment l'armée assurera-t-elle, comme c'est prévu, « la sécurité des Israéliens » dans la colonie juive de Mitzpeh-Jéricho, qui comprend environ 800 personnes et qui se trouve, à vol d'oiseau, à moins de six kilomètres de la ville arabe ? Même question, plus compliquée encore pour les neuf colonies (4 500 personnes environ) disséminées sur le territoire de Gaza. Comment garantir la liberté de circulation de tous ces gens parmi les localités arabes ? En construisant des routes qui passeront au large des agglomérations palestiniennes, proposerait le gouvernement. Dans quels délais et aux frais de qui ?

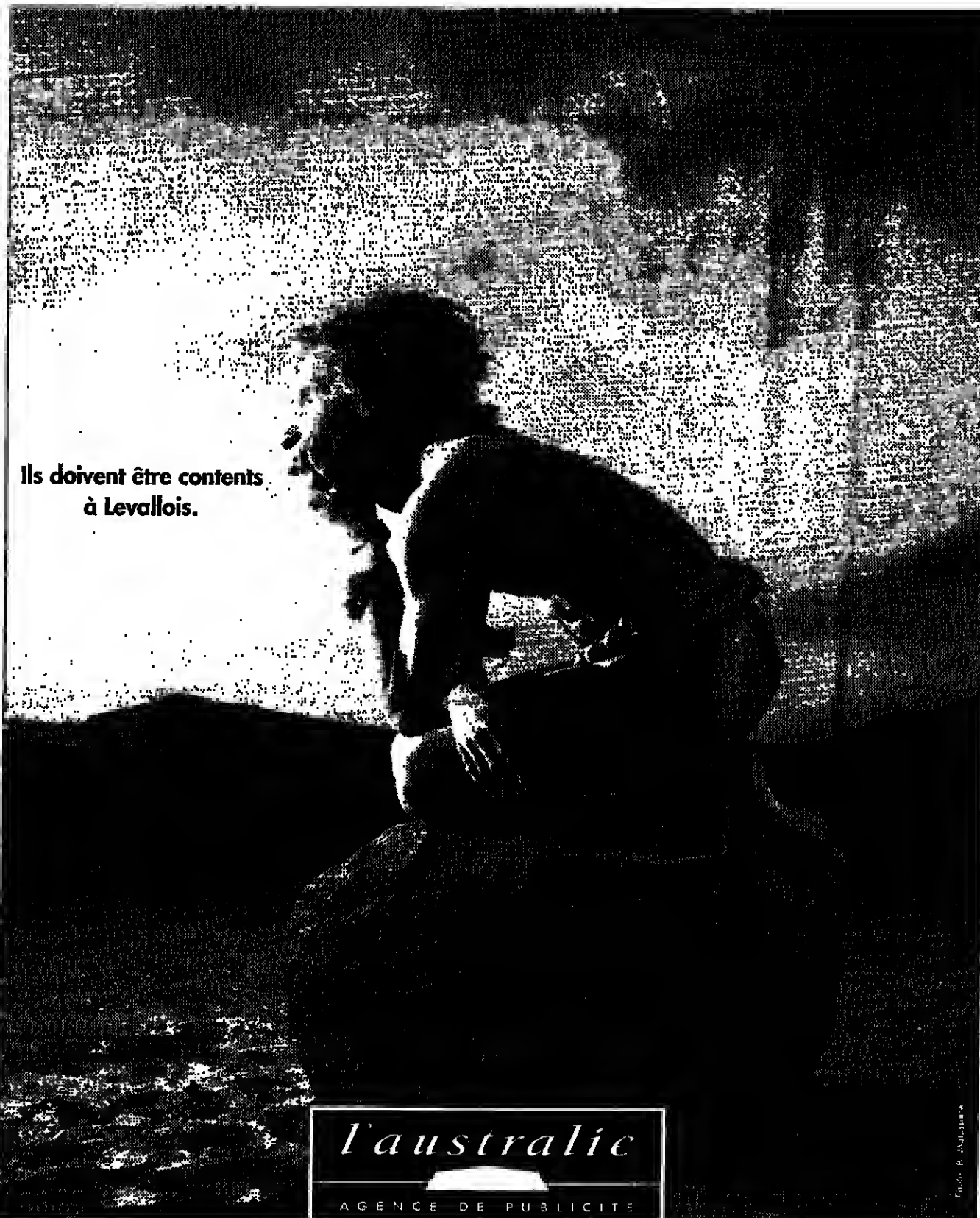
En attendant, comment empêcher les extrémistes des deux bords de saboter les accords par des actions d'éclat ? Les policiers palestiniens auront-ils le droit et la possibilité d'arrêter les ultras des colonies juives qui pourraient s'en prendre aux civils arabes ? L'armée pourra-t-elle faire des descentes dans les localités palestiniennes évacuées, où se sont éventuellement regroupés des militants opposés à la paix et responsables d'actions violentes ? « La seule solution », répètent à l'envi les spécialistes israéliens de ces questions, « est une coopération étroite entre nous et les forces de l'OLP ». À quel prix politique pour la légitimité populaire de Yasser Arafat ?

On le voit, le chemin qui reste à parcourir est semé d'embûches. Il l'est autant plus que les négociations sont par essence déséquilibrées. Israël est un Etat constitué et prospère, avec une armée forte et loyale, une tradition démocratique intérieure bien enracinée, un gouvernement homogène et une opposition essentiellement légaliste. « Pourquoi devrions-nous toujours faire les concessions sans être payés de retour ? », demandent depuis des semaines les témoins de la droite. Parce qu'Israël contrôle tout le terrain et que l'OLP ne peut rien donner sur ce plan, répondent parfois des ministres. Parce que cette dernière ne s'est jamais distinguée par une grande capacité en matière de prévision et d'organisation, ajoutent les journalistes. Parce qu'enfin l'OLP n'est encore qu'un mouvement de libération complètement démuné et furieusement contesté par beaucoup de ceux qu'elle est censée représenter.

Changer la sémantique, dépasser les clichés et les stéréotypes, déceler les attitudes et briser les idées préconçues, tout cela est capital. Mais il s'avérera peut-être plus difficile de mettre en œuvre la coexistence.

PATRICE CLAUDE

## L'AUSTRALIE CHOISIE PAR LE COMITÉ OLYMPIQUE POUR ORGANISER LES J.O. DE L'AN 2000.



Ils doivent être contents à Levallois.

L'australie

AGENCE DE PUBLICITE

14, RUE ARISTIDE BRIAND 92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX. TEL : 47 58 22 00

## ÉGYPTE

## La Djamaa islamiya entend poursuivre ses attaques contre les touristes

L'organisation clandestine islamiste de la Djamaa islamiya a annoncé, lundi 11 octobre, la poursuite de ses attaques contre les touristes en Egypte, aussi longtemps que le régime ne répondra pas à ses revendications, et elle a réitéré un dialogue avec la présidence de l'Etat.

Dans une déclaration à l'AFP, un dirigeant de la Djamaa, récemment acquitté, a indiqué que les deux conditions principales posées par son mouvement pour mettre un terme aux attaques contre les touristes étaient « l'arrêt de tous les procès confiés à la justice militaire », ainsi que « la libération de six mille membres de la Djamaa détenus depuis cinq ans ». Il a également exigé l'arrêt de la torture et des arrestations de proches des militants islamistes pour faire pression sur ces derniers. Une vingtaine d'attentats contre des touristes ont été revendiqués par la Djamaa depuis octobre 1992. Une Britannique a été tuée et vingt personnes ont été blessées.

## YÉMEN

## Un islamiste est élu à la présidence collégiale

Le Parlement yéménite a élu, lundi 11 octobre, pour la première fois, un islamiste parmi les cinq membres de la présidence collégiale du pays, tout en maintenant l'équilibre entre les grands partis traditionnels du Nord et du Sud.

L'Assemblée a élu Cheikh Abdel Majid Zaidani, membre de la direction d'Al-Islah, un parti islamiste prosaoudien devenu la deuxième force politique du pays après avoir remporté soixante-deux sièges du Parlement (sur un total de trois cent un) lors des élections législatives d'avril dernier. Le Parlement a reconduit dans leurs fonctions les deux principaux membres du Conseil présidentiel, la plus haute instance dirigeante du pays : le chef de l'Etat, le général Ali Abdallah Saleh — qui dirige le Congrès populaire général — et l'homme fort du Sud, M. Ali Salem Al-Baid, président du parti socialiste yéménite, ainsi que le secrétaire général-adjoint de ce mouvement, Salem Saleh Mohammed. — (AFP)

هكزان النحل



INTERNATIONAL

AFRIQUE

# Le Nigéria menacé de « désintégration »

Après l'annulation de l'élection présidentielle et le départ du général Babangida, le chef de l'Etat intérimaire ne donne guère l'impression de gouverner

LAGOS

correspondance

Sans bonsoir et sans bonjour, le Nigéria s'enfonce dans la morosité. Huit semaines après le départ du président Babangida, le pays reste traumatisé par la décision des militaires d'annuler les résultats du scrutin présidentiel du 12 juin, et profondément divisé à la perspective d'une élection « bis » qui devrait avoir lieu le 19 février prochain.

Toujours en quête de légitimité, Ernest Shonekan, chef d'Etat de transition, s'est efforcé de justifier, devant l'Assemblée générale des Nations unies à New-York, la création d'un « gouvernement national intérimaire » (GNI) présenté comme un moyen d'éviter la déchirure du pays. Mais il a été froidement reçu à Washington où le vainqueur présumé de l'élection du 12 juin, le candidat du Parti social-démocrate (SDP), Moshood Abiola, a tout de suite des années des contacts étroits avec les membres du Black Caucus (groupe des élus noirs au Congrès).

Les tambours de la sécession

Le milliardaire yorouba ne veut pas renoncer à ses ambitions présidentielles et trouve un écho complaisant dans la presse turbulente de Lagos. Les options semblent difficilement conciliables entre ceux qui votent dans le 12 juin une avancée décisive de la démocratie et tous ceux – notamment au nord – qui considèrent l'élection de M. Abiola comme une péripétie qu'il vaut mieux « dépasser ».

Tout un appel à la résurgence des chefs de communautés religieuses dans l'espoir d'aboutir à un compromis plus stable, M. Shonekan a mis en place une commission d'enquête sur le 12 juin. Composée de huit citoyens « irréprochables » – chrétiens et musulmans y figurant de façon équilibrée – et conduite par un ancien président de la cour d'appel d'Abuja, Mamman Nassir, notable nordiste, la commission a jusqu'au 6 décembre pour « étudier les circonstances qui ont conduit à l'annulation du scrutin » ainsi que les « revendications contradictoires » auxquelles celle-ci a donné lieu. Cet aréopage formulera toutes recommandations utiles pour « ramener dans le pays la paix, l'ordre et le bon gouvernement », phrase suffisamment ambiguë pour laisser croire, si les circonstances l'exigent, que l'on pourrait revenir « au bout du compte » – sur l'annulation du scrutin.

Les détracteurs du GNI ont aussitôt dénoncé la création de la commission comme un stratagème destiné à gagner du temps. Cette initiative est « un exemple déplorable d'humour noir » et le choix de procéder à de nouvelles élections « le comble de l'insulte », a déclaré le Prix Nobel de littérature, Wole Soyinka, lors d'une conférence de presse à Abeokuta,

foyer de l'élite intellectuelle yorouba, qui est aussi la ville natale de MM. Abiola et Shonekan. L'écrivain a aussi mis en garde ses compatriotes contre les effets destructeurs d'un discours alarmiste sur la possible « désintégration » du pays.

Car jamais sans doute, depuis la sanglante guerre civile du Biafra, on n'a battu avec autant d'ardeur les tambours de la sécession. « Dans les autobus, le bureau, dans les conversations privées, le sujet principal maintenant est : pourquoi le Nigéria doit-il se casser en plusieurs entités autonomes ? », constate l'éditorialiste du magazine d'opposition *The News*. Jamais non plus on n'avait vu publiés dans les journaux, surtout du Sud, autant d'avis, pétitions ou déclarations, émanant de chefs traditionnels, de politiciens à la retraite, de mouvements à caractère ethnique et de « forums » régionaux qui tendent à se substituer aux deux partis autorisés sous le régime du président Babangida. Beaneoup demandent l'organisation d'une conférence nationale considérée comme le meilleur remède aux problèmes actuels du Nigéria.

Les six gouverneurs du Sud-Est (1), où les mouvements anti-yorouba, sont réocés, ont même exhumé l'épouvantail séparatiste – pour mieux monnayer leur appui à l'oligarchie ordiste – si jamais M. Shonekan acceptait le moindre « dialogue » avec Moshood Abiola. Cette offensive verbale a eu lieu quelques jours après la publication dans *The Sunday Magazine*, porte-parole de la dynamique communautaire, d'un dossier qui prétendait montrer comment l'« Est » a été systématiquement exclu du pouvoir depuis la guerre civile.

L'armée observe

M. Abiola mène quant à lui une campagne à travers le pays pour tenter de regagner le terrain perdu pendant ses trop longues semaines d'absence. Offrant plus volontiers à son auditoire des chapiteaux de proverbes que des consignes de lutte, il a trouvé un appui de taille en la personne de Nnamdi Azikiwe, personnalité ivoire très respectée et premier président civil du Nigéria après l'indépendance. Le vieil homme d'Etat estime en effet que l'annulation du scrutin du 12 juin est une « erreur » qu'il faudrait « corriger ». Dans ce climat délétère l'Etat a bien du mal à fonctionner, et les tendances centrifuges ne peuvent que se renforcer. La sécession d'autonomie du Parlement, auquel le président Babangida avait rendu les pouvoirs, a été ajournée, faute, paraît-il, de budget pour payer les chambres d'hôtel des députés, encore dépourvus de logements de fonction et qui menacent désormais de dormir dans leur voiture. En fait le président du Sénat, Iyorchia Ayu, est, au sein du SDP, l'un des meilleurs soutiens de M. Abiola, et son mil-

litarisme risque de gêner M. Shonekan. Réputé intègre, le chef du gouvernement ne donne guère l'impression de gouverner ni de contrôler réellement les mécanismes d'une économie en panne. « Il n'a aucun sens politique », juge un diplomate occidental qui a pu l'observer aux heures les plus chaudes de la crise.

L'arbitre de la situation reste l'armée dont le nouvel homme fort, le général Sanni Abacha, secrétaire à la défense, est le principal « survivant » de la junte militaire. Son premier geste, début septembre, a été de remettre en cause les nominations d'officiers supérieurs auxquelles avait procédé, à la veille de son départ, le président Babangida : on met désormais l'accent sur le professionnalisme et la neutralité d'une force militaire trop longtemps « corrompue » par le jeu politique, qui observe en silence, de ses casernes, les empoignades des civils.

MICHEL MARINGUES

(1) Ils sont tous affiliés à la Convention nationale républicaine dont le candidat a été battu le 12 juin par M. Abiola.

ALGÉRIE

# Treize islamistes ont été exécutés

ALGER

de notre correspondants

Le ministère de la Justice a annoncé, lundi 11 octobre, dans un communiqué laconique, l'exécution de treize condamnés à mort.

Trois chefs de groupes armés qui opéraient respectivement dans l'Algérie, l'Oranais et le Constantinois, Abdelnour Allam, Mohamed Belbachir et Azzedine Chouah, figurent parmi les suppliciés. Ils avaient été condamnés à la peine capitale, au début de l'année, par les cours spéciales d'Alger, d'Oran et de Constantine, chargées d'instruire les affaires de « terrorisme et de subversion ».

Depuis l'entrée en vigueur de la loi anti-terroriste, au mois d'octobre 1992, plus de trois cents condamnations à mort ont été prononcées par ces cours spéciales, pour la plupart par contumace. Ces treize nouvelles exécutions qui portent à vingt-six le nombre de personnes exécutées, inculpées dans des affaires relevant de la sécurité publique, ont eu lieu vingt-quatre heures après l'assassinat d'une personnalité du monde médical, un professeur en pédiatrie, Djilali Benkhenchr (le Monde du 12 octobre).

Le même jour, le directeur général de l'Office du logement pénitentiaire, Sassi Mabrouk, était assassiné à Zérida, près d'Alger.

Certains Algériens voient dans cette nouvelle série d'exécutions, non seulement une volonté de durcissement du pouvoir dans l'épreuve de force qu'il a engagée avec les groupes armés islamistes, mais encore une sorte de contre-poids psychologique à l'émotion

soulevée par l'assassinat du docteur Benkhenchr, dont les obèques ont eu lieu, lundi, à Alger, en présence d'une foule nombreuse, partagée entre les sentiments d'impuissance et de panique. (Interim.)

MAROC

# L'opposition a boudé l'élection du président du Parlement

RABAT

correspondance

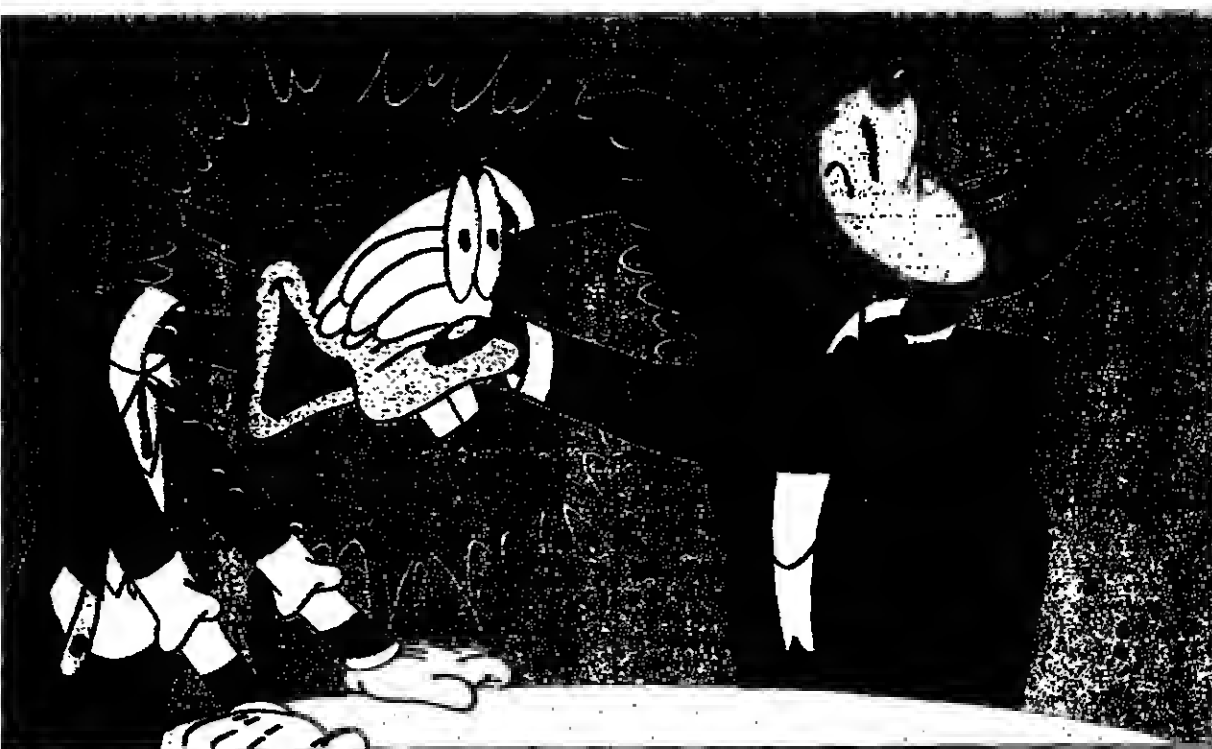
Premier vice-président de la précédente Chambre des représentants, Jalal Essid, membre de l'Union constitutionnelle (UC) et de la majorité sortante, a été élu, lundi 11 octobre, président du Parlement, dès le premier tour de scrutin, par 170 voix, tandis que son seul adversaire, membre du Parti du progrès et du socialisme (PPS), Moulay Ismail Alaoui, en recueillait 13. Il y a eu 148 bulletins blancs ou nuls, l'Union socialiste des forces populaires (USFP), l'istiqal, l'OADP ainsi que le Rassemblement national des indépendants (RNI) ayant décidé de

ne présenter aucun candidat, pour protester, une fois encore, contre les « drapages » du pouvoir.

Les deux grands partis de l'opposition, l'USFP et l'istiqal, qui ont déjà refusé de participer au prochain gouvernement (le Monde du 8 octobre), se sont aussi soigneusement gardés de voter pour le candidat du PPS, pourtant théoriquement leur allié au sein de la « Koutla », le bloc démocratique, mis en place au mois de mai 1992. Tout comme le RNI qui semble s'être dégage de ses liens avec le pouvoir et qui en a payé le prix puisqu'il compte vingt députés de moins que dans la précédente assemblée.

M. al B.

# QUE PENSER D'UNE BANQUE QUI VOUS PRIVERAIT DE VOTRE POUVOIR SUR VOTRE ARGENT ?



LE CCF QUI A INVENTÉ LE SERVICE BANCAIRE PAR MINITEL LANCE LE BANCOSCOPE, LE PLUS PERSONNALISÉ ET LE PLUS COMPLET DES SERVICES MINITEL.

On n'est pas maître de son argent si on ne dispose pas de toutes les informations et de tous les moyens d'action pour agir. En inventant en 1982 le premier service bancaire par Minitel, le Crédit Commercial de France marquait une évolution importante dans les relations des clients avec leur banque. L'esprit d'innovation, la

volonté de simplifier votre vie au quotidien, amènent aujourd'hui le CCF à lancer le Bancoscope, le plus personnalisé et le plus complet des services Minitel. Plus simple et plus rapide, le Bancoscope vous permet d'effectuer la majorité de vos opérations bancaires sans vous déplacer, de gérer votre argent et de bénéficier de conseils et

d'assistance. Il vous propose de nombreuses fonctions inédites : simulations financières, gestion du budget familial, réservation des titres des entreprises privatisables... Le Bancoscope est un nouvel outil qui vous permettra de juger encore mieux votre banque au quotidien. Pour tout renseignement, tapez 3615 CCF.



C'EST TOUS LES JOURS QU'ON JUGE SA BANQUE.

SOMALIE

# Les armes font place à la diplomatie

Après deux semaines d'extrême tension et trois jours de cessez-le-feu informel, Mogadiscio s'est installée dans un calme relatif en attendant les résultats des tractations diplomatiques engagées par l'envoyé spécial du président Clinton, l'ambassadeur Robert Oakley.

L'émisnaire américain a entamé, lundi 11 octobre, ses contacts avec, à la fois, les émissaires éthiopiens et érythréens, l'ambassadeur d'Italie et des représentants du clan du général Aïdid, les Habr Gedir. M. Oakley n'aurait pas encore eu d'entretiens avec les responsables de l'Alliance nationale somalienne (SNA), le parti du général.

Parallèlement aux efforts diplomatiques, les renforts américains continuent d'arriver à Mogadiscio. Mais, dans un souci d'apaisement et pour ne pas mettre en péril le cessez-le-feu de facto, les avions et les hélicoptères américains ont suspendu les « exercices de tir » qu'ils

effectuaient régulièrement la nuit au-dessus de la capitale somalienne.

A New York, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a estimé, lundi, que la proposition américaine de créer une commission d'enquête indépendante sur les attaques dirigées contre les « casques bleus » en Somalie était une « bonne idée ». Il a également souligné que l'ONU allait désormais mettre l'accent sur un « règlement politique de la crise », se rapprochant singulièrement de la position de Washington.

A Mogadiscio, des « anciens » du clan des Habr Gedir ont laissé entendre, lundi, qu'ils allaient user de leur autorité morale pour obtenir la libération du pilote américain et du soldat nigérian retenus prisonniers par le général Aïdid, afin de créer un climat propice aux négociations. (AFP, AP, Reuters.)

L'État républicain contre le désordre libéral

# « M. Séguin s'inscrit dans la tradition populaire du gaullisme »

nous déclare Jean Baudouin, spécialiste de l'histoire des idées politiques

**■ HÉRITIERS DU POMPIDOLISME.** — Edouard Balladur, Jacques Chirac, Philippe Séguin, passés par la même école, appartiennent à la deuxième génération du gaullisme, dont ils partagent, chacun à sa manière, les convictions essentielles sur le rôle de l'État. A côté du premier ministre, gaullien par défaut plutôt atypique — libéral mais défenseur de la primauté de l'État — et du président du RPR, pragmatique, le président de l'Assemblée nationale apparaît comme le plus fidèle à la tradition gaulliste. Il est le seul, en tout cas, qui tente de la prolonger en stratégie politique pour aujourd'hui et pour demain.

**■ PROTECTIONNISME, DIRIGISME, NATIONALISME.** — POPULISME. Les catégories politiques dans lesquelles la démarche de Philippe Séguin est parfois inscrite par ses détracteurs le scandalisent. Intraitable sur toute espèce de compromission avec l'extrême droite, le député des Vosges puise aux sources du gaullisme, mais il est alimenté aussi, par ses amis et collaborateurs, en idées venues du libéralisme et de différents courants de la sociologie moderne.

**■ NATIONS CITOYENNES.** Sur l'autre rive du débat politique, Jean-Pierre Chevènement — qu'un proche de Philippe Séguin, Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qualifie récemment de « gaulliste » — oppose, lui, les « nations citoyennes » à ce qu'il appelle le « Saint-Empire du capital ». Parfois soupçonné aussi de flirter avec le nationalisme, le député du Territoire de Belfort lui oppose, selon une distinction classique, le patriotisme.

Jean Baudouin est professeur de sciences politiques à l'Université Rennes-1. Spécialiste de l'histoire des idées politiques, il analyse pour nous la relation entre « séguinisme » et gaullisme.

« Vous avez publié, il y a dix ans, dans un numéro de la revue *Pouvoirs* consacré au RPR, un article sur l'opposition entre « gaullisme » et « chiraquisme ». Ne retrouvez-vous pas aujourd'hui au RPR la même sorte d'opposition entre le « séguinisme » et le « balladurisme » ?

— Philippe Séguin est certainement l'un des dirigeants du RPR qui incarnent le mieux une certaine fidélité aux idéaux du gaullisme. En cela, il s'oppose moins à Edouard Balladur, personnage un peu atypique, grand commis de l'État issu du pompidolisme gestionnaire, qu'à Jacques Chirac, qui, en tant que chef de parti, est conduit à intervenir

dans les débats idéologiques. Ces hommes sont, à des titres divers, des héritiers du pompidolisme. Ils appartiennent à la deuxième génération du gaullisme. Mais Jacques Chirac est un pragmatique, voire un opportuniste, il n'a jamais eu de goût pour la réflexion théorique, il a toujours peuplé d'une référence à l'autre, se disant travailliste à la française en 1977, dans son discours d'Églétons, avant d'accepter sans la moindre réticence le discours néolibéral entre 1978 et 1986.

Philippe Séguin, lui, est capable non seulement de mémoriser la tradition gaulliste, mais également de l'utiliser pour la mettre au service d'une stratégie politique. Cette tentative de ressusciter auprès des valeurs séminales du gaullisme n'est donc pas un pur opportunisme.

De ce point de vue, on peut remarquer que le « séguinisme » se révèle au grand jour après la défaite de Jacques Chirac à

l'élection présidentielle de 1988. Philippe Séguin dénonce alors la dérive néolibérale du RPR et invite son parti à retrouver les grands principes inspirateurs du gaullisme — la volonté de défendre farouchement l'indépendance nationale et de lutter contre une intégration européenne précipitée, la volonté aussi de recouvrer un électeur populaire.

La question est de savoir si cette référence au gaullisme peut déborder le cadre du RPR. Philippe Séguin a démontré qu'il était capable de regrouper autour de ses positions une partie appréciable de ses « compagnons », il n'a pas encore administré la preuve qu'il tenait là, potentiellement, un programme alternatif propre à susciter une majorité au sein de la droite, d'abord, et, à long terme, auprès de l'électorat.

On qualifie parfois Philippe Séguin de nationaliste et de populiste. Ces termes vous semblent-ils appropriés ?

Mieux vaut éviter de se battre sur les mots, même si ceux-ci peuvent avoir une efficacité propre. Parler abruptement, à propos de Philippe Séguin, de nationalisme et de populisme peut prêter à confusion. De Gaulle n'a-t-il été un nationaliste ? On peut en discuter. Ce qui est certain, c'est qu'il a toujours considéré comme un principe fondamental l'attachement à l'indépendance de la France. Même si cet attachement ne peut être géré comme en 1958, Philippe Séguin le partage, ainsi que l'a prouvé sa campagne contre la ratification des accords de Maastricht.

De même parler de populisme est excessif. Philippe Séguin s'inscrit dans une certaine tradition populaire du gaullisme. A ce titre, il a critiqué le dérive droitier du chiraquisme et pressenti son parti de se remettre à l'écoute du monde salarié. Qualifier cette attitude

de populisme n'a pas grande signification.

Comment situez-vous la « philosophie » de Philippe Séguin par rapport à celle de son allié Charles Pasqua ?

Le succès de l'alliance entre Philippe Séguin et Charles Pasqua au sein du RPR tient à ce que ces deux hommes peuvent jouer sur des registres distincts et attirer à eux, en faisant appel à des motivations différentes, plutôt sécuritaires d'un côté, plutôt socialisantes de l'autre, des couches militantes relativement hétérogènes. On sent bien qu'il y a entre eux une division plus ou moins tacite du travail. Rapporté aux idées du général de Gaulle, qui, en bon disciple de Péguy, ne séparait pas la défense de la nation de celle d'un certain universalisme, d'un certain humanisme, le discours de Philippe Séguin est sans doute plus en phase avec le gaullisme historique que celui de Charles Pasqua.

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI

## Ambiguïtés...

Suite de la première page

Cet ancien chargé de mission à la direction du Trésor, aujourd'hui directeur du groupe MAAF Assurances et maître de conférences à Sciences-Po, séduit par son agilité d'esprit et sa maîtrise des bons auteurs, de Michel Serres à Michel Crozier en passant par Edgar Morin. De ses lectures et de ses expériences il a tiré quelques idées fortes grâce auxquelles il souhaite, dit-il, « rebâtir la synthèse de 1958 », celle du plan Rueff, qui, eu égard d'une dévaluation et des relèvements d'impôts, lança, « contre tous les technocrates de l'époque » et contre les groupes de pression, la politique économique de la V<sup>e</sup> République, marquée par l'ouverture des frontières.

Toutefois, Henri Guaino, qui

s'apprête aujourd'hui à rejoindre le cabinet de Charles Pasqua, s'inquiète de l'évolution de Philippe Séguin. Il considère qu'à la différence du *Discours pour la France*, lu par le député des Vosges à l'Assemblée nationale dans la nuit du 5 au 6 mai 1992, à l'occasion du débat sur la révision constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maastricht, les deux discours de juin 1993, prononcés l'un devant le cercle Périclès, l'autre devant le Forum du futur, ne sont pas loin de céder aux tentations du nationalisme et du protectionnisme.

Les deux nouvelles « plumes » de Philippe Séguin, qui ont mis la main à ces deux derniers discours, sont deux jeunes énarques aux profils nettement différenciés. Membre du comité de rédaction de la revue *Commentaire*, Nicolas Baverz, trente-deux ans, publie ces jours-ci une biographie de Raymond Aron (*Raymond Aron, un moraliste au temps des idéologies*, Flammarion) ; c'est à lui que l'on doit, au début du discours du cercle Périclès, l'hommage rendu à la lucidité de celui qui, à l'époque de la guerre froide, « annonçait prophétiquement la convergence des systèmes ». Mais hormis son « aronisme » qui, quoi qu'il en dise, ne ressemble guère au « séguinisme », Nicolas Baverz, qui est aussi normalien et agrégé de sciences économiques et sociales,



apporte à Philippe Séguin, à travers deux livres dont il est le coauteur, une double réflexion sur le chômage (*L'invention du chômage*, PUF, 1986) et sur l'État (*L'impulsion publique*, Calmann-Lévy, 1989).

Paul-Marie Couteaux, trente-sept ans, est plus proche du « gaullisme de gauche », puisqu'il a dirigé le cabinet de Philippe de Saint-Robert au Commissariat général de la langue française et participé, en 1990, aux côtés de Jean Charbonod, à la fondation de la Convention pour la V<sup>e</sup> République. Mais il a fait aussi partie du cabinet de Jean-Pierre

Chevènement au ministère de la défense. Henri Guaino n'hésite pas à attribuer à cette double filiation les inflexions qu'il observe dans le langage de Philippe Séguin et dont il relève des signes dans son discours sur l'emploi devant le Forum du futur, en particulier l'idée qu'il faut changer les finalités de l'acte économique. La version originale du texte accentuait même ces tendances.

Inachevée, parfois contradictoire, ambiguë, la pensée de Philippe Séguin se cherche encore. Directeur de son cabinet, Bernadette Maggiori, une énarque de quarante-

deux ans, qui fut sa collaboratrice au ministère des affaires sociales après avoir travaillé, comme secrétaire générale de la Lormio, auprès de Jacques Chirac, chargé du redéploiement industriel de la région, contribue à nourrir la réflexion du président de l'Assemblée nationale. Quoique femme de terrain, elle s'intéresse en particulier aux théoriciens du travail. Elle a lu Robert Reich, le nouveau secrétaire d'État au travail de l'équipe Clinton, cité par Philippe Séguin dans son discours sur l'emploi, mais aussi André Gorz, Alain Lipietz ou Bernard Perret, qu'elle a reçus récemment à déjeuner en compagnie d'Alain Finkielkraut.

De ces rencontres et de ces lectures elle fait bénéficier Philippe Séguin. Avec cette triple précision : le président de l'Assemblée nationale « aime le débat intellectuel », mais il « n'est pas un idéologue » ; il écrit lui-même ses discours ; il n'a besoin de personne pour « penser à sa place » et n'a donc « aucun gourou ».

Les proches de Philippe Séguin soulignent à l'envi que celui-ci travaille d'une manière très personnelle et que, dans les discussions internes, il apporte plus d'idées — issues notamment de son expérience d' élu local ou de ses conversations avec des spécialistes tels qu'Alexandre Adler ou Paul-Marie de La Gorce — qu'il n'en reçoit. Grand lecteur lui-même, il s'ouvre à de multiples influences, mais c'est lui, et lui seul, qui en fait la synthèse.

T. F.

## BIBLIOGRAPHIE

### Le « sain patriotisme » de Jean-Pierre Chevènement

LE TEMPS DES CITOYENS de Jean-Pierre Chevènement Editions du Rocher, 448 pages, 139 F.

Il était temps ! A quelques semaines du congrès constitutif du Mouvement des citoyens, prévu les 3 et 4 décembre prochain à Saint-Egrève (Isère), le moment est venu pour son président, Jean-Pierre Chevènement, de fixer pour l'histoire le cadre du « sursaut » équivoque qu'il appelle de ses vœux. Rédigé, dans un premier temps, à partir d'entretiens, avant d'être lissé par la plume de l'ancien ministre socialiste, le *Temps des citoyens* n'évite pas les écueils d'un livre de circonstance.

Ah ! « le tintement cristallin des clochettes des troupes » et « la cueillette des cerises » dans la vallée du Doubs... Le retour sur l'enfance et le vibrant plaidoyer pour Belfort sont autant d'exercices obligés, mais ils donnent, aussi, le ton : « il y a joie et honneur à défendre son petit coin de France ».

Par chance, l'ancien animateur du CERES au sein du Parti socialiste sait aussi parler clair. Il n'y a pas de plus féroce critique du passage de la gauche au pouvoir : la France n'a plus de projet, elle ne prépare pas son avenir, sa diplomatie est marginale, sa culture se banalise ; bref, la France est en panne, elle ne cherche plus qu'à sauver les apparences, tandis que la gauche a capitulé. En toute franchise, le militant s'inquiète du jugement de l'histoire. Le lecteur, lui, s'interroge : comment Jean-Pierre Chevènement s'est-il pu cautionner aussi longuement, par sa présence au gouvernement, la politique enduite depuis douze ans ?

Il aura fallu, finalement, trois

refus, le tournant libéral de 1983, la guerre du Golfe et le débat sur Maastricht, pour que M. Chevènement et ses amis retrouvent la liberté de parole dont ils usaient dans la PS d'avant 1981. Après une longue parenthèse, le Mouvement des citoyens peut renouer avec son passé dans un monde qui a singulièrement changé. Puisque la gauche a fait défaut, il faut retourner aux sources de la République et de la nation. Celle-ci est « le creuset » où se forment le lien social et la volonté politique, le cadre privilégié de la citoyenneté. Le président du Mouvement des citoyens n'ignore rien des dangers que comporte le dérive nationaliste, mais il n'a toujours senti qu'un « sain patriotisme » était le meilleur moyen de conjurer les tentations de la « xénophobie », écrit-il. A l'échelle de l'Europe et du monde, le remède proposé est le même : « Au Saint-Empire du capital, il n'y a qu'une réponse concevable, celle des nations citoyennes ».

Il y a beaucoup d'incantations dans le propos de M. Chevènement sur le rôle de la France, sa vocation mondiale, « la qualité de son peuple ». Y aurait-il des peuples de moins bonne qualité ? Cependant, alors qu'il y a quelques mois à peine, il était quasiment sacrilège d'interroger sur la possibilité d'une autre politique, le *Temps des citoyens* affiche une volonté, celle de reprendre inlassablement le combat contre l'idéologie dominante. D'un optimisme incorrigible, Jean-Pierre Chevènement continue de croire que « ce n'est pas parce qu'une chose n'a pas été qu'elle ne sera jamais ».

JEAN-LOUIS SAUX

## Devant les préfets et les conseillers d'Etat

# M. Balladur défend une conception régalienne de l'Etat de droit

L'association du corps préfectoral et celle des membres du Conseil d'Etat organisaient, lundi 11 et mardi 12 octobre, un colloque sur « l'Etat de droit au quotidien » autour de deux cas particuliers : le droit des étrangers et celui de l'urbanisme. En ouvrant les débats, le premier ministre a repris à son compte la doctrine française traditionnelle en interdisant au pouvoir judiciaire d'empiéter si peu que ce soit sur les prérogatives des élus de la nation.

L'histoire peut faire naître de curieux paradoxes : que l'association du corps préfectoral et celle des membres du Conseil d'Etat réfléchissent ensemble sur « l'Etat de droit » ne peut faire oublier que ces deux institutions, spécifiquement françaises, ont été créées par Napoléon, premier consul, pour faire prévaloir l'intérêt de l'Etat sur celui des individus, ce qui est l'exacte antithèse de l'Etat de droit.

Faire trancher les conflits entre les particuliers et l'administration par des juges émanant de celle-ci, et non par la justice ordinaire, c'était montrer sa crainte que celle-ci ne se montre trop sensible aux préoccupations des individus au détriment des besoins de la collectivité, dont les repré-

sentants de l'Etat se veulent les meilleurs garants. Certes, au fil du temps, la justice administrative a su arracher sa liberté et prouver son indépendance, mais cette spécificité française qui veut que des hommes puissent être, à des époques diverses de leur carrière, des administrateurs ou des juges de l'administration demeure. Et la première journée du colloque organisée par les associations de ces deux corps prestigieux a montré que chacun s'en félicite.

## La force de la tradition

Les préfets, intendants du pouvoir parisien en province, n'ont pas changé de fonctions : ils sont toujours chargés de représenter le gouvernement dans les régions et les départements, et donc de faire prévaloir ses objectifs politiques, ce qui ne peut que les amener, parfois, à privilégier l'opportunité politique sur le strict respect de l'Etat de droit. Le rapport de Michel Blangy, directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur, fut particulièrement éclairant. Chargé du « contrôle de légalité » des actes des collectivités locales, le préfet, a expliqué M. Blangy, doit d'abord s'efforcer de convaincre, la « sanction », pourtant prévue par les textes, n'étant pas le plus important. Cela constitue bien

entendu une porte ouverte à l'arbitraire en fonction des rapports de force politiques.

Même constat pour l'application des décisions de justice, puisque le préfet « la maîtrise d'accorder ou non le soutien de la force publique. Or, dit M. Blangy, « le préfet ne doit pas provoquer par son action un trouble supérieur à celui résultant de la situation initiale ». Voilà pourquoi tant d'arrêts des tribunaux ne sont pas respectés, ce qui est la plus grave des atteintes à l'Etat de droit.

Ancien membre du Conseil d'Etat, Edouard Balladur s'inscrit parfaitement dans cette tradition. Ouvrant ce colloque, lundi, il s'est félicité qu'elle permette « un équilibre subtil entre les impératifs du service public et les droits des personnes, entre l'intérêt général et la liberté individuelle », car « dans une société démocratique c'est en effet l'Etat qui est garant de l'Etat de droit », même si « sans la conscience civique des citoyens, sans l'action des associations, des partis politiques, sans la vigilance de la presse, il n'est pas d'Etat de droit possible ». Mais le rôle premier revient à l'Etat, « qui assure la sécurité des personnes et des biens, condition de l'exercice de toutes les libertés publiques et de la cohésion sociale ». D'où sa confiance aux préfets qui « seuls ont une vision

d'ensemble aussi bien de l'ordonnement juridique que de la situation économique, sociale et politique », et au Conseil d'Etat, car « l'administration a besoin d'un juge qui lui soit propre ».

Le pouvoir du juge n'est donc sans limite. M. Balladur l'a rappelé nettement en déclarant que s'il lui appartient de « veiller » au respect de la loi, de la Constitution, des traités, de les « interpréter et parfois de combler leurs lacunes, voir de suppléer à leur absence, il ne saurait le faire qu'avec discernement, modération et pondération, surtout lorsqu'il applique des déclarations de principes dont les principes sont par nature très généraux », les « assemblées élues » devant conserver « un large pouvoir d'interprétation de ces principes ». Cela implique que « s'écarter des principes de la nation, le juge, quel qu'il soit, judiciaire, administratif ou constitutionnel, ne saurait en effet s'ériger ni en législateur ni en constituant ».

Que, dans un colloque sur l'Etat de droit, le Conseil constitutionnel, dont l'irruption dans la tradition française a grandement fait progresser cet Etat de droit, ne soit évoqué par le premier ministre que pour rappeler les limites de son pouvoir, est révélateur, au-delà de la polémique immédiate, de la force de la spécificité française.

THIERRY BRÉHIER

مكتبة النخيل



POLITIQUE

Les « assises de la transformation sociale »

# Les Verts continueront à discuter avec le PS

Le conseil national inter-régional des Verts s'est prononcé, samedi 9 octobre, à Paris, pour la poursuite des discussions engagées avec la direction du Parti socialiste sur l'organisation de futures « assises de la transformation sociale ». Contre toute attente, cette orientation a été acquise au terme d'un bref débat et par un vote nettement tranché : 45 voix « pour », 21 « contre », 8 abstentions et 3 refus de vote.

La décision des Verts a fait suite à un bilan très critique des six premiers mois du gouvernement de M. Balladur, présenté par Dominique Voynet, et à un rapport d'un autre porte-parole, Yves Cochet, sur l'ensemble des contacts politiques engagés par le collège exécutif des Verts au cours des dernières semaines.

M. Cochet a rendu compte, notamment, de sa rencontre, le 27 septembre dernier, avec Jean-Christophe Cambadélis, ancien député de Paris et membre de la direction nationale du PS, chargé d'une mission exploratoire sur la préparation d'assises de la transformation sociale.

Celles-ci prendraient la forme d'une série de débats thématiques, organisés, tout au long de l'année prochaine, à l'initiative de quelques-uns des personnalités du mouvement politique, syndical, associatif et culturel. « Il ne s'agit pas d'un nouvel appareil, mais d'une stratégie de débats », a précisé M. Cochet, avant d'ajouter : « Il me semble que si toutes ces conditions étaient réalisées, alors, les Verts devraient déléguer certains d'entre eux à cette initiative. S'il

s'avère que le PS essaie de reculer et de satelliser les Verts, nous n'en serons pas ».

Dès le dimanche matin, à la reprise des travaux du CNIR, plusieurs responsables des Verts, parmi lesquels Antoine Wacziarg et André Buchmann, ont voulu atténuer la portée de ce vote, en indiquant que celui-ci n'autorisait pas les Verts à signer l'appel pour les assises. Ancien député européen, Gérard Mommier-Besombes a dénoncé un « flirt organisé avec la gauche », tandis que les proches de l'ancien dirigeant communiste Pierre Juquin jugeaient l'initiative de M. Cochet « prématurée et maladroite », parce que de nature à favoriser un regroupement de tous les partisans d'une ligne de stricte autonomie politique.

JEAN-LOUIS SAUX

La préparation du congrès du PCF

## Francis Wurtz n'est pas candidat à la succession de Georges Marchais

Considéré comme l'un des principaux prétendants à la succession de Georges Marchais à la tête du Parti communiste français, Francis Wurtz a affirmé, samedi 9 octobre sur France 3-Alsace, qu'il n'a « aucune ambition de ce genre ». Le député européen a indiqué qu'il est satisfait de ses responsabilités actuelles de membre du bureau politique, chargé de la section de politique étrangère du PCF.

Depuis l'annonce, le 28 septembre, de la décision de M. Marchais de ne plus « être le premier dirigeant » du Parti communiste après le congrès de janvier prochain, tous les

successors potentiels de l'actuel secrétaire général se sont jusqu'ici dérobés, en affirmant que « la question ne se pose pas » et que « ce sont les délégués du congrès qui décideront » (le Monde du 2 octobre). Seul l'ancien président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, André Lajoinie, s'est prononcé à plusieurs reprises pour un renforcement du caractère collectif de la future direction.

Les premières contributions publiées par l'Humanité, dans la « tribune de discussion » ouverte à compter du lundi 11 octobre, restent également muettes sur la succession.

Sur un projet de piscine

## La municipalité de Sanary est mise en échec par un référendum local

NICE

de notre correspondant régional  
La population de Sanary-sur-Mer (Var) a massivement rejeté, le 10 octobre, un projet de complexe nautique, que la municipalité avait soumis à référendum. Un quart des 12 195 électeurs inscrits, seulement, est allé voter, et le « non » l'a emporté avec 61,49 % des suffrages exprimés.

Partisan de la démocratie participative, Ferdinand Bernhard, maire (UDF-PR) depuis 1989, avait suggéré aux jeunes de sa commune de coconstruire eux-mêmes le projet d'une piscine qui leur tienne à cœur. Après six mois de travail, un groupe d'une quarantaine d'adolescents de treize à seize ans, aidés, notam-

ment, par l'architecte de la ville, a remis sa copie au conseil municipal qui a adopté le projet. Coût du « complexe aquatique » : 12,5 millions de francs, dont un tiers à la charge de la ville.

Appelés à se prononcer, les Sanaryens ont répondu négativement. Les jeunes, qui votaient dans un bureau spécial, ont certes approuvé le projet à près de 70 %, mais ils ne se sont pas rendus massivement aux urnes. S'avouant « déçu », le maire de Sanary, qui avait l'intention d'organiser deux ou trois autres consultations, a décidé d'y renoncer.

GUY PORTE

SAVOIRS  
En 1000 questions  
répondre à

une terre en renaissance  
Les commandements du développement durable

132 pages en couleurs 48 francs

SECOND VOLUME DE LA COLLECTION « SAVOIRS »

LE CHOIX ÉCOLOGIQUE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Révélation trente-quatre ans après

## L'autonomiste tahitien a-t-il été victime d'une manipulation ?

Pouvanaa a Oopa, le chef autonomiste polynésien qui fut condamné à Papeete, en octobre 1959, pour complicité de tentative d'incendie, a-t-il été victime d'un complot visant à l'éliminer de la scène politique tahitienne ? Deux avocats de la famille Oopa exhibent, aujourd'hui, de nouveaux indices. Ils viennnent de déposer une requête pour la révision de son procès.

Jusqu'à son dernier souffle, le vieux lutteur polynésien n'avait eu de cesse de réclamer la révision de son procès. Pouvanaa a Oopa s'est éteint en 1977, à Papeete, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, amer et meurtri, sans que son dossier n'ait pu être rovert. A-t-il été, ainsi que la justice l'a prétendu, l'instigateur des tentatives d'incendie dont s'étaient rendus coupables de jeunes Tahitiens lors d'une nuit de troubles qui avait ensifé Papeete du 10 au 11 octobre 1958 ? Ou a-t-il été, comme il l'a toujours affirmé, la victime d'une machination destinée à briser sa carrière politique, qui embarrassait, à l'époque, tout à la fois les notables locaux et les autorités administratives ?

Chef charismatique du Rassemblement démocratique des populations tahitiennes (RDPT, autonomiste), Pouvanaa a Oopa avait connu, en effet, dans les années 50, des succès électoraux foudroyants, jusqu'à être proposé, fin 1957, à la tête du gouvernement polynésien. Son appel à voter « nous » au référendum de 1958 — coisigee qui impliquait l'option de l'indépendance — n'avait certes pas été suivi par la majorité des Polynésiens, mais ce meneur d'hommes, acclamé dans les îles de l'archipel comme un Metua (père), continuait à être perçu comme un danger permanent par les milieux conservateurs locaux.

Gracie par de Gaulle

Son affaire, en tout cas, avait paru limpide à la cour criminelle de Polynésie française : des armes et des cocktails Molotov avaient été saisis à son domicile au lendemain des troubles d'octobre 1958, tandis que les témoignages de nombreux de ses sympathisants l'accablent. Un an après, il était condamné à huit années de réclusion criminelle et quinze années d'interdiction de séjour pour « complicité de tentative de destruction d'édifices par provocation, aide, assistance et fourniture de moyens ».

Déchu de son mandat de député, Pouvanaa a Oopa travaillait alors sa disgrâce de la prison des Baumettes, à Marseille, à ses résidences surveillées de l'Oise et des Deux-Sèvres, avant d'être finalement gracié, le 11 novembre 1968, par le général de Gaulle, lors du cinquante-anniversaire de l'armistice de 1918, en signe de reconnaissance pour ses états de service pendant la Grande Guerre.

Son retour à Papeete fut triomphal. Pourtant, ni le temps qui s'écoulait ni la carrière sénatoriale qu'il eutema en 1971 ne lui permirent de se laver du déshonneur de la

condamnation de 1959. La révision fut son grand rêve brisé.

Trente-cinq ans après les faits, des éléments nouveaux viennent d'être exhumés, qui jettent une toute autre lumière sur les fameux événements d'octobre 1958. Forts de ces pièces inédites, deux avocats métropolitains, M<sup>rs</sup> Michel Tubiana et François Roux, ont plaidé, jeudi 7 octobre, au nom de la famille Oopa, la cause de la mémoire du chef polynésien devant la commission de révision de la Cour de cassation.

Ces nouveaux indices révélaient un certain nombre d'incohérences qui semblent avoir insuffisamment attiré l'attention lors du procès de 1959. Il y a, d'abord, ce témoignage de l'ancien gendarme Adolph Bohl, retrouvé grâce à un appel à témoin paru dans la presse tahitienne, qui procéda à l'interpellation, le soir du 10 octobre 1958, d'un jeune Tahitien surpris, une bouteille d'essence à la main, devant le domicile d'un adversaire politique du chef autonomiste.

La thèse de la conspiration

M. Bohl assure, aujourd'hui, que le jeune activiste lui avait déclaré avoir agi sur instruction, non de Pouvanaa a Oopa, mais de ses adversaires, dont, à l'époque, le maire de Papeete. S'agissait-il donc d'un coup monté ? M. Bohl ajoute que nombre des dépositions à charge avaient été arrachées à des jeunes incriminés selon des méthodes musclées.

Surtout, M<sup>rs</sup> Tubiana et Roux exhibent le texte d'une affiche portant l'en-tête de la circonscription administrative des Îles Sous-le-Vent et qui fut établie le 9 octobre 1958, soit deux jours avant l'arrestation de Pouvanaa a Oopa. « En ce moment, Pouvanaa et ses amis ont été arrêtés, car ils ont projeté de brûler la ville de Papeete », annonce le texte de ce document, destiné aux chefs de district de Raïatée, Tahaa. Veuillez demander à la population de rester dans la paix et dans le calme ».

Coovainens de détenir là les preuves irréfutables d'une conspiration savamment orchestrée, les avocats ont donc puisé dans les archives de la subdivision des Îles Sous-le-Vent. Or le double de l'affiche a disparu comme par enchantement, tout comme les télégrammes échangés pendant cette courte période entre le sous-gouverneur de la subdivision et le gouverneur en poste de Papeete. Que cherchent à occulter ces blaacs — très sélectifs — de la mémoire administrative ? Selon M<sup>rs</sup> Tubiana et Roux, « ce » a délibérément fait disparaître ces documents compromettants, qui attestaient la volonté de l'administration locale de procéder à l'arrestation de Pouvanaa a Oopa, fût-ce par anticipation sur l'infraction reprochée ».

La commission de révision se prononcera le 18 novembre. Si la requête des avocats était acceptée, c'est tout un pas de l'histoire polynésienne qui serait, ainsi, revisité. Des fragments d'archives « égarés » pourraient alors — sait-on jamais ? — se mettre à parler.

FRÉDÉRIC BOBIN

### EN BREF

RECTIFICATIF. — La résolution votée par l'Assemblée nationale, le 8 octobre, à l'initiative de Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime), est la septième adoptée par les députés depuis l'entrée en vigueur du nouvel article 88-4 de la Constitution (droit de regard sur les affaires européennes) et non la cinquième, comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde daté 10-11 octobre.

RECTIFICATIF. — Le nouveau préfet de la région Guadeloupe, Alain Froulé, est âgé de cinquante-quatre ans, et non de quarante-quatre ans, comme l'indiquait par erreur notre article sur les nominations d'anciens membres de la direction générale de la sécurité extérieure à des postes préfectoraux (le Monde du 8 octobre).

MUNICIPALES : Catherine Trautmann sans candidature pour un deuxième mandat à Strasbourg. — Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, a indiqué, samedi 9 octobre, sur Radio-Nostalgie, qu'elle sollicitera un deuxième mandat aux élections municipales de 1995.

RPR : Jean-Louis Debré se méfie des « entourages ». — Le secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR, Jean-Louis Debré, a mis en garde, dimanche 10 octobre, à Rodelle (Aveyron), les militants et adhérents du mouvement contre « ceux et celles qui ont envie de nous diviser », faisant ainsi référence à la rivalité supposée entre Edouard Balladur et Jacques Chirac. « Méfions-nous des entourages. Nous ne nous diviserons pas », a-t-il déclaré.

le journal mensuel de documentation politique

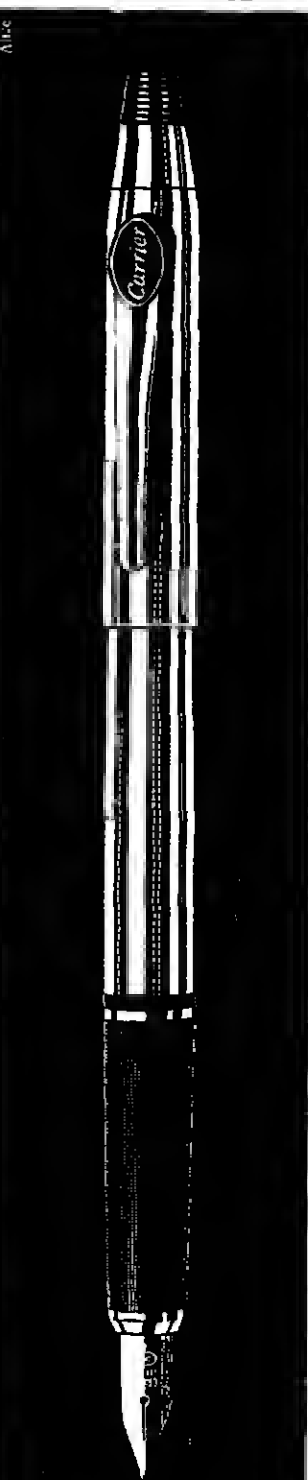
après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA CULTURE DANS LES QUARTIERS

Envoyer 60 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 200 F pour l'abonnement annuel (10 F d'abonnement, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).



Pour les cadeaux d'entreprise de fin d'année, c'est maintenant qu'il faut téléphoner au 1 42 67 15 37.

CROSS  
SINCE 1846  
INSTRUMENTS À ÉCRIRE GARANTIS À VIE

STAGE USA ANGLAIS USA

Dans une grande université de Californie ou de Floride. Départs possibles tous les 2 mois. Année (8 mois) : 60.000 F env. Semestre (4 mois) : 28.000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies In America CEPES 42, avenue Bequet 75007 PARIS (1) 45 50 28 28

L'attribution du prix Nobel de médecine à deux Américains

■ **LE NOBEL DE MÉDECINE AUX AMÉRICAINS ROBERTS ET SHARP.** — Les jurés de l'institut Karolinska de Stockholm ont une nouvelle fois consacré l'importance des avancées de la génétique moléculaire fondamentale dans le champ de la médecine humaine en attribuant lundi 11 octobre le prix Nobel de médecine aux biologistes américains Richard J. Roberts et Philip A. Sharp (*le Monde*) du 12 octobre pour leurs travaux sur la discontinuité structurelle des gènes.

■ **VERS UNE THÉRAPIE GÉNÉTIQUE DE LA MYOPATHIE DE DUCHENNE.** — Des souris atteintes de dystrophie musculaire ont été traitées par thérapie génique. Ces travaux laissent espérer qu'une fois résolus de nombreux problèmes techniques il sera possible de traiter par thérapie génique les patients atteints de cette affection qui est l'une des plus fréquentes maladies neuro-musculaires à transmission héréditaire.

■ **UN CONGRÈS D'ARCHÉOBIOLOGIE.** — A Washington, un congrès d'archéobiologie a rassemblé près de deux cents chercheurs spécialisés dans l'étude de l'ADN ancien. Grâce aux avancées de la biologie moléculaire, il devient ainsi possible de retracer l'histoire et même la préhistoire.

L'année 1977 restera une année charnière pour ceux qui s'intéressent à la structure et à l'évolution des gènes. Avant, on connaissait (un peu) les gènes des bactéries et leur virus : tout paraissait relativement simple. En 1977, on a découvert la structure discontinue des gènes chez les eucaryotes (cellules avec noyau cellulaire renfermant les chromosomes) comme chez l'homme et la souris. Cette structure était complètement inattendue, et donc à première vue étrange et complexe. *A posteriori*, on sait aujourd'hui à quel point la découverte reconnue par le Nobel a eu une influence importante sur notre façon d'envisager l'expression et l'évolution des gènes.

Chez la bactérie, chaque protéine est codée par un gène en ADN. L'expression du gène implique deux transferts d'information. Le gène est d'abord transcrit en acide ribonucléique ou ARN, et l'ARN est ensuite traduit en protéine. L'ARN traduit est une copie conforme de l'ADN du gène. Tout l'ADN du gène est donc représenté dans l'ARN traduit.

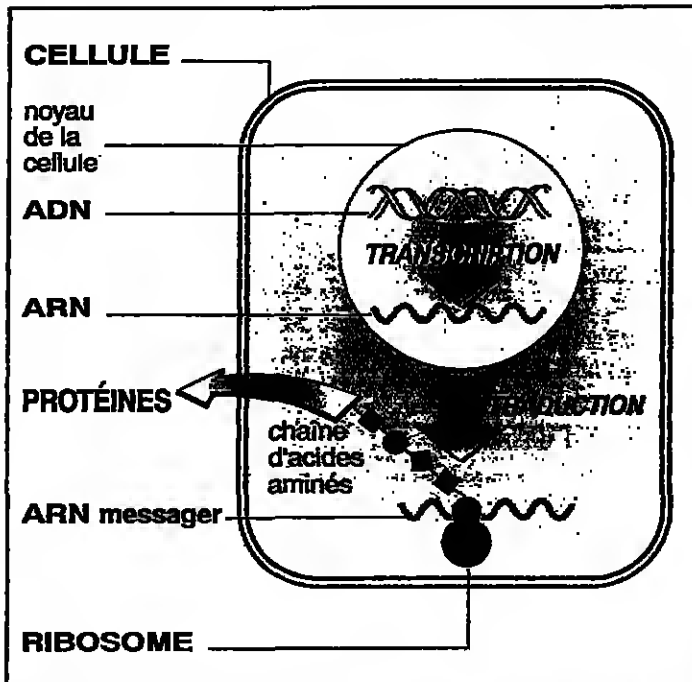
Chez l'eucaryote également, chaque protéine est codée par un gène en ADN, qui doit d'abord être transcrit en ARN, seule molécule traduisible en protéine. Roberts et Sharp, travaillant sur l'adénovirus, un virus qui infecte les voies respiratoires, ont découvert que les ARN traduits pour fabriquer les protéines virales n'étaient pas des simples copies conformes des gènes du virus. Si certaines parties (appelées plus tard « exons ») de l'ADN d'un gène donné étaient représentées dans l'ARN traduit, d'autres parties (« introns ») ne l'étaient pas. C'est cette découverte qui leur a valu l'attribution du prix Nobel.

**L'épissage de l'ARN.** Pour illustrer leur découverte, imaginons que nous représentions une protéine par la phrase « Je marche très bien ». L'ARN traduit peut être représenté par la même phrase en langage ARN. Mais l'ADN du gène sera représenté, en langage ADN comme « jégactt cag merbeg ».

« jégactt cag merbeg » bien, ou « je », « marche », « très », et « bien » sont les exons, entrecoupés par trois introns.

L'implication immédiate de cette découverte était qu'une étape supplémentaire de l'expression des gènes devait exister pour permettre le découpage de l'information codée par les gènes eucaryotes. Cette étape ne tardait pas à être décrite. L'ADN, composé d'exons et d'introns, est

exemple donner un ARN précurseur qui serait épissé de deux façons distinctes : soit pour donner l'ARN « je marche très bien », soit pour donner l'ARN (et par la suite la protéine) « je marche bien », l'exon « très » étant un exon optionnel, à prendre ou à laisser selon le cas. On commence à comprendre de mieux en mieux l'importance de l'épissage alternatif. Par exemple, s'il y a des souches mâles, et



transcrit en ARN-précurseur, copie conforme de l'ADN, avec exons et introns en langage ARN. Les introns sont éliminés ensuite par un processus d'excision-ligature appelé épissage : on obtient l'ARN à traduire, composé uniquement d'exons collés ensemble. Ainsi le gène « jégactt cag merbeg » est traduit en « jégactt cag merbeg ».

L'ARN deviendra après épissage (et donc perte des introns) « je marche très bien », prêt pour la traduction en protéine. Il s'est avéré plus tard que, par un jeu d'épissage alternatif, un gène peut coder pour deux protéines semblables mais distinctes. Le gène cité ci-dessus pourrait par

d'autres femmes, c'est grâce à l'épissage alternatif sexe-spécifique des ARN-précurseurs transcrits à partir d'une poignée de gènes.

La découverte de la structure morcelée des gènes a permis non seulement la découverte ultérieure de l'épissage, mais a permis aussi d'envisager l'évolution des gènes sous d'autres angles. Ainsi il s'avère qu'un exon code souvent pour un domaine structural, voire fonctionnel, d'une protéine. Dans le modèle le plus simple et le plus extrême de l'évolution des gènes (sans doute trop simple et trop extrême), on stipule que les tout premiers gènes étaient composés de morceaux d'acide nucléique comportant un exon (codant pour une

fonction) flanqué de part et d'autre par des introns.

Les gènes plus complexes furent petit à petit créés par la liaison de deux (ou plusieurs) de ces morceaux ensemble via les parties introns. Ces gènes plurifonctionnels codaient pour des protéines plus complexes, avec deux (ou plusieurs) fonctions et donc, le cas échéant, plus performantes. Enfin, la recombinaison entre deux de ces derniers gènes au niveau de leurs introns aurait fabriqué de nouveaux gènes avec des fonctions encore plus intéressantes.

Par exemple, imaginons un premier gène composé de quatre exons séparés par trois introns, que nous allons représenter E1E2E3E4, et un deuxième gène composé de trois exons séparés par deux introns, c'est-à-dire E1E3E4. Une recombinaison entre les premiers introns de ces deux gènes fournirait deux nouveaux gènes : E1E2E3E4 et E1E3E4, codant pour des protéines exerçant des fonctions nouvelles.

#### Recombinaison accidentelle

Ces derniers événements de recombinaison, dont on a évoqué l'importance possible à l'échelle de l'évolution des gènes, peuvent cependant avoir des effets néfastes lors de la vie même d'un homme. Ainsi, chez l'homme, la recombinaison accidentelle entre un gène appelé *abl* et un autre gène appelé *bcr* génère quelquefois un gène mixte *bcr-abl*, codant pour une protéine de fusion *bcr-abl*. Si les protéines *bcr* et *abl* jouent des rôles importants dans la vie cellulaire normale, la protéine de fusion, elle, conduit à l'apparition de la leucémie.

Vu les implications qui en découlent, la découverte de la structure discontinue des gènes a été pleinement l'attribution du prix Nobel. On peut, néanmoins, comme chaque année, et sans nullement porter atteinte aux mérites ni à la contribution capitale des chercheurs primés, se poser la question de savoir pourquoi tel ou tel autre chercheur n'a pas été associé, lui aussi, à ce prix.

De nombreux chercheurs, parmi lesquels Roberts et Sharp,

ont choisi d'exploiter le système viral. D'autres ont préféré s'acharner sur l'isolement de gènes cellulaires, se disant que les gènes viraux ne se comportent pas forcément comme des gènes cellulaires, et qu'il faudrait en conséquence étudier les deux. En effet, on pouvait craindre que l'organisation des gènes viraux ne reflète pas forcément l'organisation des gènes cellulaires, et que tel ou tel phénomène découvert chez un virus ne soit pas exploité de façon courante dans une cellule eucaryote.

Si les chercheurs sur l'adénovirus ont eu le mérite incontestable d'être les premiers à découvrir la structure morcelée des gènes viraux, d'autres chercheurs, partant de plus loin, et avec un retard de seulement quelques mois, ont fait la même découverte pour les gènes cellulaires. On peut regretter qu'aucun d'entre eux, dont certains ont contribué depuis d'une façon tout à fait remarquable à repousser les frontières génétiques, n'ait été invité à partager ce prix Nobel 1993.

#### RICHARD BREATHNACH

Richard Breathnach, professeur de génétique moléculaire à l'université de Nantes, a été à la fin des années 70 étroitement associé, avec les professeurs Pierre Chambon et Jean-Louis Melnick (Strasbourg), aux premiers travaux de biologie sur la structure discontinue des gènes chez les eucaryotes.

Richard J. Roberts est né le 6 septembre 1943 à Derby (Angleterre). Après des études de chimie à l'université de Sheffield, il émigre en 1969 aux États-Unis et entre à l'université Harvard. En 1972, il quitte Harvard pour intégrer le laboratoire de Cold Spring Harbor (Long Island-New York), où il devient directeur de recherches en 1986. Depuis 1992, Richard J. Roberts est directeur de recherches à l'Institut Biologie (Massachusetts).

Philip A. Sharp est né le 6 juin 1944 à Falmouth, dans le Kentucky (États-Unis). Il a étudié la chimie et les mathématiques avant de devenir enseignant à l'Institut de technologie de Californie puis au laboratoire de Cold Spring Harbor (Long Island-New York). En 1974, il devient professeur associé à l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT). Membre de l'Académie des sciences des États-Unis, M. Sharp a obtenu de nombreux distinctions scientifiques dont le prix de la Fondation Gairdner en 1986, et le prix Albert Lasker en 1988. Il dirige actuellement le département de biologie du MIT.

#### CLÉS/Cellule

■ **ADN (ou acide désoxyribonucléique).** Découverte par James Watson et Francis Crick, c'est une molécule géante (macromolécule) se présentant sous la forme d'une double hélice. Ces macromolécules constituent les chromosomes et leurs différents segments forment les gènes, support des caractères héréditaires. En quelque sorte, l'ADN se présente comme un support d'instructions écrites réalisées dans un langage de quatre lettres (A, T, G, C pour les quatre bases azotées contenues dans l'ADN selon un ordre déterminé). En d'autres termes, l'ADN est le papier dont sont constitués les manuels d'instruction des cellules.

■ **ARN (ou acide ribonucléique).** Cette longue molécule, formée d'une seule chaîne hélicoïdale de structure analogue à l'une des deux chaînes qui constituent l'ADN (la base thymine de l'ADN est remplacée par la base uracile, les quatre lettres composent l'alphabet de l'ARN devant au même coup A, U, G, C), représente une sorte de photocopie des gènes contenus dans l'ADN (la phase de photocopie s'appelle la transcription). Après la transcription de l'ADN en ARN, ce dernier va subir une phase dite de traduction, permettant son découpage en protéine. L'ARN est découpé selon la règle du code génétique (établie en particulier par les Fran-

çois Jacob, André Lwoff et Jacques Monod), la traduction faisant intervenir une machinerie complexe comprenant en particulier de petites particules se trouvant dans les cellules appelées ribosomes. Très schématiquement, cette phase consiste à traduire l'enchaînement des bases en une suite d'acides aminés, constituants des protéines.

■ **Noyau.** C'est la bibliothèque où sont enfermés les manuels d'instruction génétique (chromosomes) d'une cellule eucaryote. Il comprend la machinerie nécessaire pour photocopier les gènes. Ces photocopies seront ensuite expédiées hors du noyau, dans le cytoplasme des cellules, où leurs instructions seront décodées pour permettre la production des protéines.

■ **Gène.** C'est une instruction génétique émise en vue de la synthèse d'une molécule (protéine) chargée d'une tâche spécifique.

■ **Cellule eucaryote.** C'est une cellule comprenant un compartiment entouré d'une membrane — le noyau — enfermant les instructions génétiques. Le noyau communique avec le reste de la cellule (cytoplasme).

■ **Co court lexique a été établi avec l'aide de l'ouvrage de Philippe Kourilsky « Les artisans de l'hérédité » (éditions Odile Jacob) auquel on pourra se reporter avec intérêt.**

## Le traitement de la myopathie de Duchenne par thérapie génique devient envisageable

Une équipe de chercheurs français dirigée par Axel Kahn (unité 129 de l'INSERM) et Michel Perricaudet (Institut Gustave-Roussy, Villejuif) publie dans la dernière livraison de la revue scientifique internationale *Nature Genetics* (octobre 1993) un article (1) montrant qu'il est possible de traiter des souris atteintes de myopathie par thérapie génique. Ces travaux très importants laissent espérer qu'à moyen terme, une fois résolus de nombreux problèmes techniques, il sera possible de traiter, grâce à cette technique, les personnes souffrant de myopathie.

Cette fois, la piste semble la bonne. Pour la première fois sans doute dans l'histoire de la recherche sur la myopathie, la mise au point d'un traitement semble relever d'autre chose que de la science-fiction. Certes, il est encore trop tôt pour crier victoire — les résultats publiés n'ont été obtenus que chez la souris — et rien ne saurait pire que d'entretenir de faux espoirs. Toutefois, le professeur Axel Kahn commente ces résultats en disant : « Ils sont d'une importance considérable ».

La myopathie de Duchenne est la plus fréquente des maladies héréditaires dégénératives du muscle : elle touche un garçon sur trois mille cinq cents. Elle se manifeste par une perte progressive de la masse musculaire qui, en général avant l'âge de vingt ans, aboutit à la mort par insuffisance cardiaque ou respiratoire. A l'origine de cette maladie, une protéine, ou plutôt l'absence d'une protéine, la dystrophine, synthétisée normalement dans tous les types de tissus musculaires.

Depuis la découverte, il y a sept ans, du gène responsable de la production de dystrophine, les

recherches sur la myopathie ne cessent de s'accroître. Actuellement, il n'existe aucun traitement capable d'enrayer la progression de la myopathie en ralentissant la dégénérescence des fibres musculaires. Dans un premier temps, après la découverte, il y eut cinq ans, de la localisation (sur le chromosome X) et, il y a deux ans, de la structure du gène de la dystrophine (*le Monde* du 25 janvier 1991). Les chercheurs avaient envisagé d'apporter directement aux muscles malades la protéine manquante. Séduisant sur le papier, cette idée est en pratique difficilement envisageable du fait de la difficulté rencontrée pour purifier la dystrophine en grande quantité et l'introduire dans chaque fibre musculaire atteinte.

#### Différentes approches

Restait alors la thérapie génique, c'est-à-dire cette technique consistant à se servir du gène de la dystrophine comme d'un médicament en le transférant dans des muscles atteints de dystrophie musculaire. A cette fin, différentes approches thérapeutiques ont été tentées.

L'une consistait à injecter dans le muscle des patients des myoblastes (cellules musculaires) provenant de donneurs sains. Avec l'espoir que les myoblastes ainsi transplantés fusionneraient avec ceux du muscle malade et produiraient la dystrophine manquante. En réalité, les résultats des essais entrepris furent décevants, le nombre de fibres produisant de la dystrophine restant très faible.

Une deuxième approche consistait à introduire le gène de la dystrophine directement dans le muscle d'une souris présentant une carence en dystrophine (*mdx*). Là encore,

ce transfert de gène s'avéra d'une très faible efficacité.

L'équipe d'Axel Kahn et de Michel Perricaudet aborda une voie sensiblement différente. Elle consista, en effet, à utiliser un adénovirus humain comme vecteur du gène de la dystrophine de manière, à la suite d'une injection, à aller, via la circulation sanguine, dans différents organes (en particulier dans les muscles cardiaques et respiratoires, inaccessibles par injection locale).

Il y eut quelques mois, dans un article publié par la revue *Nature*, cette équipe avait montré qu'il est effectivement possible de transférer efficacement le gène « thérapeutique » de la dystrophine dans des muscles de souris atteintes de dystrophie musculaire. Plus précisément, du fait de l'extraordinaire complexité du gène de la dystrophine — le plus long gène connu à ce jour — les chercheurs avaient utilisé une partie seulement de ce gène, un « minigène » codant pour ce qu'ils appellent une « minidystrophine ». Les résultats étaient concluants puisqu'il apparaissait que les fibres musculaires synthétisaient la minidystrophine et que cette synthèse se faisait sur toute la longueur du muscle. Fait essentiel, l'expression du mini-gène transféré demeurait stable pendant plus de trois mois.

#### Avant un essai sur l'homme

Les résultats publiés ce mois-ci dans *Nature Genetics* vont dans le même sens. Toujours effectués sur des souris *mdx* ayant une carence en dystrophine, cette expérience de thérapie génique montre que, six mois après le traitement, un grand nombre de fibres musculaires

contenant de la dystrophine se trouvent toujours dans les muscles où a eu lieu l'injection du gène accouplé à son adénovirus-vecteur. De plus, l'expression de ce minigène — la minidystrophine — s'avère capable de protéger efficacement les fibres du processus de dégénérescence qui sinon les affecterait.

Reste maintenant, avant d'envisager un essai sur l'homme, à reproduire ce type d'expérimentation sur d'autres modèles animaux (chez la souris, les signes cliniques sont très atténués), à différents stades de leur développement. En particulier, de manière à se situer dans une situation plus proche de l'espèce humaine, cette expérience de thérapie génique sera prochainement tentée sur des chiens myopathes. Ensuite, nous explique le professeur Kahn, « il faudra trouver le moyen de transférer le gène à tous les muscles de l'organisme. L'idéal en cette matière serait sans doute de l'administrer par voie intra-artérielle, mais cela reste à vérifier ».

Même si de nombreuses questions, ayant trait, par exemple, aux réactions immunitaires que les patients pourraient développer à la suite de l'administration de tels traitements ou encore aux risques éventuels liés à l'utilisation d'un virus comme vecteur, restent encore en suspens, force est de constater que, grâce aux thérapies géniques, le traitement de la myopathie devient aujourd'hui envisageable.

(1) Publi (volume 5) est co-signé par R. Gajjar, A. Kahn et

**Le Monde**

**SÉLECTION IMMOBILIÈRE**

Chaque mercredi  
(éditions datées jeudi)

46-62-75-13

مكتبة الأصيل



SOCIÉTÉ

et les applications de la recherche

JUSTICE

# L'Histoire retracée à travers les fossiles humains

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

Chercheurs au département de biochimie et biologie moléculaire de l'université de Manchester (Grande-Bretagne), mariés depuis seize ans, Terry et Kerl Brown sont en quelque sorte devenus archéobiochimistes. Lui, biologiste, déchiffre dans le patrimoine héréditaire de nos ancêtres l'évolution de l'agriculture au néolithique. Elle, archéologue, tente de retrouver, grâce aux gènes conservés dans leurs os, le sexe et les liens de famille d'une dizaine de personnes incinérées il y a plus de 3 000 ans dans le cimetière de Bedd-Brannen, à l'ouest de Liverpool. Ils représentent bien cette nouvelle famille d'explorateurs dont le plus grand nombre (près de deux cents dans le monde) viennent de se réunir à Washington, sous l'égide de la Smithsonian Institution, du 7 au 9 octobre, autour d'un unique mot d'ordre : l'ADN ancien.

L'ADN (acide désoxyribonucléique), support de l'identité de tous les êtres vivants. Ancien, car préservé dans tous les vestiges végétaux, animaux et humains que nous ont légués l'histoire et la préhistoire. Longtemps pourtant, l'idée avait prévalu : contrairement aux organismes vivants, les fossiles et les ossements n'étaient pas accessibles à l'analyse génétique. Jusqu'à ce que le japonais Ruesel Higuchi (université de Berkeley, Californie), en 1984, réussisse l'impossible, et isole de l'ADN de la peau séchée d'un quagga, un mammifère proche du zèbre, dont le dernier représentant s'est éteint en Afrique il y a plus d'un siècle.

Mais le hasard se répète. En 1985, le Suédois Svante Pääbo extrait de l'ADN d'une momie égyptienne vieille de plus de 4 000 ans. Trois ans plus tard, ce pionnier de l'archéologie moléculaire qui travaillait désormais à l'université de Munich sera le premier à appliquer à des vestiges humains la technique naissante dite de la PCR (pour *Polymerase chain reaction*) qui permet d'amplifier quel fragment génétique avec une efficacité sans précédent. Grâce à la PCR il parvient à analyser de l'ADN contenu dans un crâne humain vieux de 7 000 ans, exhumé d'une tourbière à Little-Selt-Spring (Floride). Un an encore et ce sont des ossements humains qui, pour la première fois, livrent leur secret génétique. La course à l'ADN fossile commence.

## Eclairer des zones d'ombres

Le but de ces recherches ? Pour les évolutionnistes, il s'agit parfois, tout simplement, de mieux comprendre l'apparition, ou la diversification d'une espèce. Ou encore de préciser l'ordre phylogénétique du vivant, en remontant le temps sur des millions, des dizaines de millions d'années (le Monde du 8 octobre). Mais pour la plupart des chercheurs présents à Washington, le principal enjeu reste de mieux connaître l'histoire de notre propre espèce, voire sa préhistoire. « Associée aux données de l'archéologie et de la paléontologie, l'étude de l'ADN de nos ancêtres peut contribuer à éclairer quantité de zones d'ombre qui subsistent sur notre passé », affirme Kerl Brown, sur l'origine de l'agriculture par exemple, la domestication des espèces végétales et animales, l'évolution des maladies génétiques ou infectieuses et même sur les règles sociales et le statut des femmes dans les sociétés préhistoriques.

À côté des gènes proprement dits, notre patrimoine héréditaire, riche de trois millions de paires de bases (les mailles élémentaires de l'ADN), comporte en effet 90 à 95 % d'ADN « inutile ». Une dénomination pour le moins malheureuse puisque c'est précisément sur cette portion du génome que le jeu des mutations produit la plus grande variabilité parmi les différents représentants d'une même espèce. Certaines régions de l'ADN sont même tellement variables qu'elles consti-

tuent quasiment, exception faite des vrais jumeaux, une carte d'identité individuelle. On conçoit donc que l'étude de la « distance génétique » (le nombre de mutations) séparant différentes personnes ou groupes de personnes à travers les âges et les lieux, puisse apporter de précieux renseignements sur les migrations, les mélanges et les traditions des populations qui ont fondé notre histoire.

Des exemples. Celui que relate William Henshaw de l'université de Floride (Gainesville) : après avoir analysé des séquences d'ADN issues de 91 crânes et 177 squelettes vieux de 8 000 à 8 000 ans, provenant de la tourbière de Windover (Floride), il a constaté que des personnes enterrées sur ce site, à mille ans de distance, appartenaient à la même famille. Celui, plus évanescent, que présente Erika Hegelberg (département d'anthropologie biologique de l'université de Cambridge, Grande-Bretagne), l'une des pionnières de l'ADN ancien. Selon les données archéologiques et linguistiques, les premiers habitants des îles du Pacifique sud seraient tous venus du sud-est asiatique. Après avoir interrogé l'ADN de divers squelettes (les plus anciens datent de 2 700 ans) et comparé leur séquence avec celle des populations actuelles, Erika Hegelberg arrive à une conclusion plus nuancée : du Sud-Est asiatique, oui, mais également de Mélanésie.

## Fidèle mais fragile

L'ADN ancien peut parler, les chercheurs ne cessent de le prouver. Mais il faudra s'armer de patience. Si l'extraction de l'ADN des vestiges osseux est quasiment devenue un travail de routine, il faudra encore mettre au point de nombreuses « astuces » techniques. Premier écueil : la précieuse molécule se dégrade avec le temps après la mort cellulaire. Ou'il soit âgé de quelques années ou de quelques siècles, l'ADN ancien se présente éparpillé, sous la forme de minuscules fragments (quelques centaines de paires de bases) le plus souvent altérés qui plus est par l'oxydation du tissu osseux. Autant dire une séquence génétique pleine de « trous », ce qui ne facilite pas son analyse.

Deuxième obstacle : la présence, à côté de l'ADN, d'acide fulvique. « Un composé chimique particulièrement gênant, puisqu'il se comporte comme un inhibiteur de la PCR », résume Noreen Turoso (Smithsonian Institution, Washington), pour qui, de l'ADN ancien sans acide fulvique est « aussi rare qu'un poisson volant ». Pour écarter l'obstacle, il faut donc pratiquer une purification drastique, au sortir de laquelle il ne reste le plus souvent qu'une quantité infime de matériel organique. C'est le raison pour laquelle l'ADN ancien le plus étudié (mais pas toujours le plus intéressant) reste à ce jour celui des mitochondries, ces petites centrales énergétiques dont les gènes, contrairement à ceux de nos chromosomes, sont répétés à des milliers d'exemplaires dans chacune de nos cellules.

Troisième limite, de loin la plus grave : la contamination de l'ADN ancien... par de l'ADN moderne. « La quantité d'ADN ancien excède rarement 5 % de la quantité totale d'ADN extrait d'un échantillon osseux », affirme Terry Brown. Quand la contamination provient de l'homme, le problème tourne au cauchemar : « Des centaines d'heures consacrées », explique Terry Brown, à analyser du matériel génétique soit disant ancien, déposé de la main même des chercheurs sur les vestiges qu'ils ont exhumés ! Fragiles, détériorés, contaminés : les échantillons d'ADN ancien doivent être traités comme des échantillons cliniques. Et les archéobiochimistes transférés dans des laboratoires doivent, pour les préserver, porter masque et gants stériles sur leurs chemises de fouilles.

CATHERINE VINCENT

Mis en examen pour faux et abus de biens sociaux dans l'affaire Testut

# Le PDG de Bernard Tapie Finance est écroué

Elie Fellous, PDG de Bernard Tapie Finance (BTF), a été placé en détention provisoire, lundi 11 octobre à Béthune (Pas-de-Calais), dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Testut confiée aux juges d'instruction Benoît Persyn et Philippe Vandingenen. Les deux magistrats ont confirmé à M. Fellous son avis de mise en examen pour « faux et usage de faux », ainsi que pour « abus de biens sociaux ». Dans ce même dossier, un conseiller juridique de BTF, Bernard Gachet, a été mis en examen pour « complicité de faux et d'usage de faux », ainsi que pour « complicité d'abus de biens sociaux ». Il a, lui aussi, été placé en détention. BTF a aussitôt annoncé son intention de faire appel de la mise en détention de M. Fellous.

La holding Bernard Tapie Finance a réagi à la mise en détention d'Elie Fellous en expliquant point par point, dans un communiqué, sur les faits reprochés à son président-directeur général. Au passage, BTF a souligné que « l'attitude du parquet au cours du débat contradictoire était sans ambiguïté puisqu'il n'était

pas favorable à cette décision » de mise en détention. Le parquet de Béthune a confirmé avoir seulement requis des mesures de contrôle judiciaire à l'égard de M. Fellous. Mais les juges d'instruction ont décidé que la poursuite de l'enquête nécessitait la mise en détention du PDG de Testut.

À propos de l'acquisition et de la cession de la société de pesage Trayvou par Testut, qui constitue le volet central des poursuites pour « abus de biens sociaux », BTF a ainsi commenté les péripéties de Trayvou, vendue et revendue à des prix très variables à l'initiative du groupe. « En 1990, Testut a émis un emprunt obligataire souscrit par des banques à hauteur de 100 millions de francs pour acquérir les sociétés Trayvou et Lurana [une autre entreprise de pesage], a ainsi rappelé BTF. Il est reproché qu'au moment de la souscription la valeur de Trayvou avait été fixée à un prix pouvant varier entre 45 millions et au-delà. Plusieurs mois après la fixation de ce prix, Elie Fellous a estimé incorrecte la cession au prix expertisé et a donc (...) décidé de racheter cette société et de la payer un franc. Il est évident que le bénéficiaire de cette réduction de prix a été Testut, l'unique perdant étant Bernard Tapie. »

S'agissant de la cession de

Trayvou, BTF revient sur « l'autre critique formulée à l'encontre d'Elie Fellous » par la justice au sujet de la cession de Trayvou par Testut à GBT la société en nom collectif Groupe Bernard Tapie pour 1 franc.

## Pertes et provisions

À cette occasion, un contrat de location-gérance a été consenti par Testut à Trayvou pour 8 millions de francs par an. « Cette opération se justifie par le fait que Trayvou a connu des pertes importantes en 1991 et 1992, précise BTF, et obligeait Testut à provisionner ces pertes dans ses comptes. Cette provision était susceptible de remettre en cause le plan de restructuration de Testut. Dans l'intérêt de Testut, il a été décidé de céder Trayvou à GBT. »

Au sujet du « prêt de 21 millions de francs [qui] aurait été accordé par Testut à l'OM » en juillet 1989 afin de garantir l'achat du joueur de football britannique Chris Waddle, BTF se défend en affirmant que la société de Béthune était à cette époque « en trésorerie excédentaire (...). Testut a donc prêté à la société FIBT [Financière et immobilière Bernard Tapie] 21 millions de francs à 12 % d'intérêt l'an pour une période de six mois. FIBT a elle-même prêté ces fonds

à l'OM aux mêmes conditions pour améliorer sa trésorerie. Cela n'a jamais été pour acheter Chris Waddle. Cette opération est strictement légale dès lors que le prêt a été remboursé à la date prévue et a généré l'intérêt prévu. »

S'agissant enfin du financement de la campagne électorale du professeur Léon Schwartzberg, candidat aux régionales pour la liste Energie Sud avec Tapie, BTF rappelle que « Testut a payé 190 000 francs pour favoriser la campagne électorale du professeur Léon Schwartzberg de Nice. Cette opération s'est faite dans le cadre de la loi, officiellement, avec un paiement par chèque. Testut estimait que la personnalité et la notoriété mondiale du professeur Schwartzberg lui assurait une contrepartie d'image formidable par rapport à l'investissement. »

De son côté, le professeur Schwartzberg rappelle que son élection fut invalidée par le Conseil d'État, car plusieurs sociétés (FIBT, Bernard Tapie Services, Testut) ayant soutenu financièrement cette campagne n'ont pas respecté les procédures imposées par la loi. Pour toutes ces raisons, BTF a fait appel contre la décision de placement en détention provisoire de M. Fellous.

E. In.

Une nouvelle affaire de dessous-de-table au tribunal de Nancy

# Le professeur Sommelet épargnait les ecclésiastiques et les natifs de son département

Le professeur Jean Sommelet, soixante-dix ans, est, après le professeur L'Hermite récemment condamné (le Monde du 23 juillet), le second praticien mis en examen dans une affaire de dessous-de-table à Nancy. Il comparaîtra, lundi 11 octobre, devant le tribunal correctionnel de la ville.

NANCY

de notre correspondant

C'était un grand patron de la médecine nancéenne. Et dans l'esprit de beaucoup il le demeure. Mais devant le tribunal correctionnel n'était plus qu'un vieux monsieur aculé, usé, aux orbites et aux joues creusées, qui murmurerait plutôt qu'il ne parlait. Il comparait pour corruption passive. On lui reproche d'avoir perçu des sommes occultes de la part de ses patients entre janvier 1987 et janvier 1990. Le parquet a réclaté contre lui dix-huit mois de prison avec amende, et 100 000 francs d'amende.

Cet éminent spécialiste de la chirurgie orthopédique, aujourd'hui à la retraite, avait été conduit une première fois, en juillet, à se justifier devant le tribunal correctionnel sur la provenance de 76 000 francs de versements

occultes. Mais le tribunal avait ajourné l'audience. Le professeur Sommelet était trop faible, trop amaigri, trop désorienté pour répondre aux questions. En janvier 1990, l'Union fédérale des consommateurs de Meurthe-et-Moselle est saisie de trois plaintes émanant de patients du professeur Sommelet, chef de service à la clinique de traumatologie de Nancy. Ces patients affirment avoir versé des dessous-de-table : 1 000 à 2 000 francs en liquide. Le procureur de la République ordonne une enquête. Le SRP interroge les malades qui « partagent tous la même sensation selon laquelle le versement conditionnait l'intervention ».

## « Victime expiatoire »

En juin, devant le police, le professeur Sommelet reconnaît avoir sollicité des versements occultes. 674 lettres-questionnaires seront envoyées aux malades du médecin. 392 répondent qu'on ne leur a rien demandé, 67 disent que le médecin les a sollicités. 11 se sont constitués partie civile.

« Vous sélectionnez de façon étonnante ceux qui allaient payer, lui dit le président Penin. Vous ne demandez rien aux familles de médecins, ni aux ecclésiastiques,

ni aux natifs de Haute-Marne, votre département d'origine. » La réponse de Jean Sommelet est inintelligible. Le président l'interroge alors sur cette patiente qu'il serait venu réopérer trois fois, car elle refusait de payer. Excédé, il serait parti en colère, claquant la porte. Le médecin répond : « C'est possible. Je ne me souviens pas. Mais tout au long de ma carrière, j'ai été gentil et poli avec mes malades. » Son témoin de moralité, le professeur Henri Couderc, chirurgien, vient attester de sa haute compétence professionnelle : « Son service était la cathédrale de la chirurgie orthopédique. » Mais M. Behr, pour la partie civile, renverse l'argument et dit que, précisément, « son statut de grand professeur lui imposait une rigueur morale à la hauteur de sa rigueur scientifique ». Toutefois, l'avocat regrette que Jean Sommelet soit « la victime expiatoire sur l'autel des dessous-de-table nancéens ». M. Jean-Guy Gauchier demande au tribunal de poser les fautes et les mérites de son client, retrace minutieusement sa carrière explique quel bienfait il a été.

Sur le banc, le professeur Sommelet baisse la tête. Le délibéré a été fixé au 6 novembre.

MONIQUE HAUX

## DÉFENSE

Retardant la sortie du sous-marin stratégique

# Des défauts ont été décelés dans les soudures du « Triomphant »

Des défauts ayant été décelés dans l'étranchéité du sous-marin nucléaire lance-missiles le Triomphant, la sortie du bassin, à Cherbourg, de ce bâtiment de nouvelle génération accusera quelque deux mois de retard. Prévue pour le fin de cette année, la présentation aux essais du Triomphant - le premier d'une série de quatre sous-marins de la même classe - n'aura pas lieu désormais avant la mi-février 1994.

L'occasion de contrôles de routine alors qu'il est en phase d'achèvement, le Triomphant a présenté des défauts de soudure au niveau des structures légères de la coque épaisse du sous-marin, une masse de 400 tonnes qui rassemble les ballasts, des niches et des galeries

techniques pouvant recevoir des matériels. Il s'agit de petites bulles apparues dans la soudure et radiographiées par gammagraphie.

« Nous ne pouvons pas admettre ce type de défauts », a expliqué un responsable du chantier. Au bout d'un certain nombre de plongées, il y aurait eu un risque de fuites.

De nouvelles soudures seront effectuées sans pour autant procéder au démontage du bâtiment, qui restera dans son dispositif de mise à l'eau à l'arsenal de Cherbourg. La divergence du réacteur nucléaire aura lieu, comme prévu, à la mi-novembre et les essais à la mer à la mi-février.

Ces défauts concernent des soudures pratiquées per

l'arsenal de Lorient. Déjà, en juillet dernier, des défauts identiques avaient été décelés sur la frégate La Fayette. L'arsenal y avait remédié en reprenant toutes les soudures.

Déplaçant 14 120 tonnes en plongée, le Triomphant doit entrer en service durant le deuxième semestre de 1995. Il devrait embarquer seize missiles M.45, chacun de ces missiles nucléaires et des aides à la pénétration sur des distances de 8 000 kilomètres. La construction de trois autres sous-marins de la même classe est prévue pour un investissement global de quelque 77 milliards de francs.

REMARQUE NOTRE SUPPLÉMENT Le Monde ARTS ET SPECTACLES





INTÉGRATION

Un dossier sur les tracasseries administratives

## La Ligue des droits de l'homme dénonce la multiplication des «bavures» xénophobes

Arrestations injustifiées, couples «mixtes» séparés par des décisions administratives aberrantes, entraves à l'acquisition légale de la nationalité française, etc. la Ligue des droits de l'homme (LDH) a rendu public, mardi 5 octobre, un dossier relatant les «bavures» dont sont victimes des étrangers et des Français d'origine étrangère, dans le contexte de la mise en œuvre des nouvelles lois sur la nationalité et sur l'immigration. Des textes qui, selon Madeleine Rebérioux, présidente de la LDH, «portent atteinte aux principes qui, depuis deux siècles, gouvernent la République».

Ces tracasseries inutiles et ces situations aberrantes ne résultent cependant pas nécessairement de l'application de la nouvelle législation, trop récente pour que ses conséquences concrètes puissent être sérieusement mesurées, mais d'une anticipation de son application par des fonctionnaires dont le climat xénophobe actuel encourage le zèle répressif.

Reconnaissant que la politique gouvernementale dans ce domaine est «apparemment» approuvée par une majorité de la population, la Ligue des droits de l'homme estime qu'il est temps de briser le consensus dont se réclame le pouvoir, en exposant les situations humanitairement scandaleuses cachées derrière les propos rassurants et les arguments juridiques.

### «De l'Inadmissible au bouleversant»

Plusieurs personnalités, comme Marie-Claire Mendès-France, Joëlle Kauffmann, Christine Deure-Serfaty, la résistante Lucie Aubrac, le mathématicien Laurent Schwartz, le philosophe Étienne Balibar, l'historien Pierre Vidal-Naquet, l'arabiste Michel Cential-Dupart, ont témoigné de leur inquiétude face à ces dérives qui, a-t-il été souligné, vont «du simplement inadmissible au bouleversant». Ont été ainsi évoqués les bri-

madés dont font l'objet des Français nés à l'étranger au moment du renouvellement de leur carte d'identité, le refus de visa qui empêche des familles dispersées de se retrouver, même pour quelques jours, et la situation absurde de certains étrangers, condamnés au travail illégal parce que l'administration refuse de leur délivrer une autorisation de travail alors qu'ils sont inexpulsables de France en tant que parents d'enfants français.

Le cas le plus douloureux exposé par le LDH concerne Franck Fontaine, pâtissier parisien de vingt-trois ans, marié en juin dernier à Dorine Dela, une Mauricienne de vingt-et-un ans, vivant en France depuis huit ans chez des parents en situation régulière, mais n'ayant pas rempli à l'époque un dossier de regroupement familial. Convoquée à la préfecture de police le 22 juillet dernier alors qu'elle est enceinte, M<sup>me</sup> Dela a été placée en détention pendant que l'on faisait

attendre son mari dans un couloir. Le soir même, elle était condamnée, sans bagages, dans l'avion pour Maurice, où elle devait perdre l'enfant qu'elle portait.

«Tout est fait pour que la France apparaisse la plus désagréable possible aux étrangers», a dénoncé Geneviève Jacques, secrétaire générale de la CIMADE, en stigmatisant cette «politique de dissuasion humaine». De son côté, Étienne Balibar a souligné que les attaques se concentraient sur les situations familiales (mariages «mixtes», statut des enfants d'étrangers), c'est-à-dire «le cœur du fantasme de pureté ethnique» mis en pratique en ex-Yougoslavie. Un soupçon confirmé par Madeleine Rebérioux qui a mis en cause «l'ethnisation de la conscience nationale» par la réforme des lois sur la nationalité et sur les contrôles d'identité.

Ph. B.

Dans un collège de Nantua (Ain)

## Des professeurs en grève contre le port de foulards islamiques

BOURG-EN-BRESSE

de notre correspondant

Une très grande majorité des professeurs du collège Xavier-Bichat de Nantua (Ain) s'est mise en grève, mardi 12 octobre, pour protester contre le fait que quatre jeunes élèves musulmanes, de familles turques et marocaines, portent le foulard islamique dans l'enceinte de l'établissement. Plus de la moitié des élèves ne s'étaient pas présentés aux cours mardi matin, les autres étant accueillis en «permanence».

L'affaire est née, peu après la rentrée scolaire, du refus d'un professeur d'éducation physique et sportive d'accueillir l'une des jeunes filles dans son cours. Malgré les démarches de conciliation entreprises par le proviseur de l'établissement, Jean Damestoy, la famille de l'élève et l'enseignant sont restés sur leur position. Sommé d'accueillir l'adolescente, le professeur a refusé d'assurer son cours et transféré sa classe en «permanence».

L'effervescence a alors gagné une partie des cent dix enseignants de l'établissement. Dans un texte remis à la direction au début du mois d'octobre, plusieurs d'entre eux ont souligné que «le port du foulard met en cause la liberté des élèves, compromet leur sécurité lors de la pratique des matières scientifiques

et de l'éducation sportive et physique, est discriminatoire à l'égard des jeunes filles et ségrégationniste». Les enseignants ajoutent également «qu'il s'agit d'un acte provocateur contraire aux valeurs fondamentales de la République qui sont liberté, égalité, fraternité et laïcité, et qu'il met en danger l'intégration des élèves dans la société française qui les accueille».

Toutefois, selon M. Damestoy, qui a tenté de faire revenir les enseignants sur leur position, la grève de mardi doit être interprétée comme une période de réflexion sur le problème plutôt que comme une grève d'opposition.

LAURENT GUIGON

[A la suite de l'affaire des «foulards» de Creil, à l'automne 1989, et à la demande de M. Jospin, alors ministre de l'Éducation nationale, le Conseil d'État avait rendu, le 27 novembre 1989, un avis sur le port des signes religieux dans les établissements scolaires. Il reconnaissait aux élèves «le droit de manifester leurs croyances religieuses à l'intérieur des établissements, dans le respect du pluralisme et de la liberté d'enseignement, au contenu des programmes et à l'obligation d'assiduité». C'est sur cette base que le ministère de l'Éducation nationale avait élaboré, en décembre 1989, une circulaire précisant les conditions dans lesquelles le port du foulard pouvait être autorisé.]

Selon un sondage pour le mensuel «Passages»

## Pour 59 % des Français l'immigration est «une menace» économique

Une majorité de Français estime que l'immigration pèse sur l'économie française, mais ont une bonne opinion des immigrés qu'ils connaissent, indique un sondage réalisé par l'IFOP pour le mensuel *Passages* à l'occasion du colloque sur la xénophobie qui doit se tenir jeudi 14 et vendredi 15 octobre au Palais de l'UNESCO à Paris. Selon cette enquête réalisée par téléphone les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre sur un échantillon de 1 003 personnes majeures, 59 % des Français estiment que «l'immigration est plutôt une menace pour l'économie française» alors que 24 % sont d'un avis contraire. 57 % des personnes interrogées pensent également qu'il y a trop de travailleurs étrangers en France.

Ces résultats semblent indiquer une généralisation, dans l'opi-

nion, du lien entre l'aggravation du chômage et la présence des étrangers. En novembre dernier, 54 % des personnes interrogées par CSA pour la Commission consultative des droits de l'homme avait répondu positivement à une question semblable. Selon la nouvelle enquête, en revanche, 45 % des Français pensent que la présence des immigrés constitue «une chance pour la culture française» (40 % d'opinion contraire). Plutôt hostile, en général, à la présence des étrangers sur le plan économique, les Français ont cependant une bonne opinion des étrangers de leur entourage : 71 % des personnes interrogées affichaient une «très bonne» ou une «plutôt bonne» opinion des immigrés de leur connaissance.

### REPÈRES

#### CATASTROPHES

**Au Japon, un puissant séisme fait peu de victimes**

Un séisme relativement puissant a frappé le région de Tokyo dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 octobre. La secousse, qui s'est produite à 0 h 55 (16 h 55 lundi à Paris), a été ressentie dans la région de Tokyo, Yokohama et Nikko, mais aussi jusque dans l'île d'Hokkaido, à 800 km plus au nord.

Selon les autorités japonaises, la séisme avait une magnitude de 7,1 degrés sur l'échelle de Richter et son épicerie était localisée à 390 m sous le fond de l'océan Pacifique, au large des côtes centrales du Japon. Le bilan se limite à un mort (une femme de soixante-quatre ans victime d'une crise cardiaque) et quatre blessés légers.

Infinitement plus meurtrier, le séisme survenu récemment en Inde était pourtant d'une magnitude inférieure (6,4). Mais son épicerie était moins profonde, ce qui en accroissait les effets. Il a surtout frappé une région réputée sismiquement calme (lire page 14), dont les habitants n'étaient pas prévus pour lui résister.

#### HANDICAPÉS

**M<sup>me</sup> Veil annonce une augmentation des crédits pour l'allocation aux adultes**

A l'issue du trente-cinquième congrès de l'association des paraplégiques de France, qui s'est tenu à Montpellier (Hérault) les 7, 8 et 9 octobre, M<sup>me</sup> Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a annoncé que dans le projet de budget de son ministère pour l'année 1994, les crédits consacrés à l'allocation aux adultes handicapés sont augmentés de 1,6 milliard de francs. M<sup>me</sup> Veil a ajouté qu'elle souhaitait mettre en place un «fonds interministériel pour l'accessibilité» des bâtiments ouverts au public et appartenant à l'Etat, doté «des 1994», d'un budget de vingt millions de francs. L'aide forfaitaire à l'autonomie — lancée début 1993 pour faciliter la maintien à domicile des personnes handicapées — sera par ailleurs insérée dans le code de la sécurité sociale. «Une disposition en ce sens est intégrée dans le projet de loi relatif à la santé et à la protection sanitaire et sociale qui sera discuté au Parlement à la session d'automne», a précisé M<sup>me</sup> Veil.

# deux nouvelles raisons d'opter pour l'itinérisme.

## La couverture augmente

Chaque jour, France Télécom étend la couverture géographique du réseau Itineris. Dès maintenant, Itineris vous permet de téléphoner en voiture depuis la plupart des grandes villes et des grands axes routiers. Fin 1993, le nombre d'émetteurs aura doublé en Ile-de-France, 75 % de la population française sera couverte par Itineris ainsi que 93 % des autoroutes et 65 % des routes nationales.

itineris

Vous aurez toujours le téléphone sur vous



France Telecom Mobiles

Extremes, France Telecom, Local Services, Mobile Telecommunications, Victoria Tel. Co. Distributor in Victoria. 024.30 1 110 d'abonnement et 020 000 0000 de consultation des numéros par code.





POINT DE VUE

# Les droits et les devoirs du fœtus humain

par le docteur Fernand Daffos

LES possibilités récentes de l'imagerie et des techniques médicales ont permis de découvrir le fœtus humain, puis de l'identifier, et donc de l'individualiser comme quelque chose d'autonome, même s'il n'est pas autonome.

La place de l'enfant attendu s'est considérablement modifiée, ou plutôt elle s'est réduite comme une peau de chagrin. L'enfant a moins sa place avant même de naître, voire avant d'être conçu. Il est clair de ce fait qu'il risque d'autant plus de ne pas être à sa place que dans l'esprit de ses parents ou de la société dans laquelle il va grandir.

Depuis l'apparition de la contraception, l'enfant peut être programmé. Il a donc a priori une place déterminée dans la trajectoire du couple. Il naît après la fin des études, avant l'état, après avoir réussi professionnellement, lorsque l'apprentissage sera plus grand, pas avant que son frère aîné n'aille à l'école, etc.

Le petit dernier, le fœtus, est apparu sur scène il n'y a que dix ans. Depuis les années 80, sur les vingt mille nouveau-nés admettant handicapés qui naissent chaque année en France, l'immense majorité le sont à cause de pathologies héréditaires ou congénitales où tout est joué ou presque dès avant la naissance. Dès la naissance, l'enfant n'est plus à sa place. Il n'est plus l'enfant facile et intelligent que la couple attendait. Il ne peut plus se contenter d'une médecine simple et bien réglée pour laquelle le maternel traditionnel était prêt; il va falloir qu'il soit réanimé, opéré, appareillé. Il va falloir que la société assume déjà un enfant qui va coûter cher pour un bénéfice plus qu'imprévisible. La médecine du fœtus devrait donc obligatoirement s'arrêter. et se développer. L'échographie, cet appareil initialement destiné à détecter les sous-marins, a rapidement vu qu'il y avait quelque chose qui flottait entre deux eaux dans la liquide amniotique. Puis ce quelque chose a pu être mesuré, on s'est rendu compte qu'il grandissait régulièrement et on a appris à reconnaître sa forme (sous-marin mûle et sous-marin femelle). L'étude de l'anatomie fœtale s'est affinée pour en arriver maintenant à une véritable étude morphologique (profil négroïde, mongoloïde, front fuyant...) et à une étude fonctionnelle (il déglutit, il a une occlusion, sa valve mitrale fuit...). Enfin, dans la démarche classique du diagnostic médical, après avoir fait l'interrogatoire (de la mère), l'inspection, la palpation, le percussage, l'auscultation étant des démarches franches et il était possible de faire des examens complémentaires, étape ultime mais indispensable à la réalisation d'un diagnostic moderne.

Dans le même temps, les autres spécialités médicales se

rapprochaient elles aussi de cet enfant pas encore né. Les pédiatres n'avaient plus besoin de s'occuper des adolescents ni même, ou si peu, des jeunes enfants; alors ils sont devenus réanimateurs pédiatres pour s'occuper des tout-petits, des justes nés, des déjà malades à la naissance.

De la même façon, les psychiatres, après avoir réalisé les dysfonctionnements ou les déséquilibres mentaux qui touchaient leurs parents, se sont transformés en pédopsychiatres pour soigner les déséquilibres des enfants de ces parents-là. C'est ce faisceau convergent de connaissances et de moyens qui a abouti à la création de services de médecine fœtale où les soins réalisés au fœtus recouvrent tous les domaines de la pédiatrie (pédiatrie prénatale) et où les psychiatres (fœto-psychiatres) ont pris en charge après les enfants à problèmes, les parents de fœtus à problèmes.

C'est dans ce contexte qu'il nous a paru nécessaire de mettre à plat les motivations et la philosophie qui nous animent, ou qui nous manipulent, nous parents, médecins, mais aussi juristes et corps social tout entier, envers un individu dont l'avenir et la présence au présent se télescopent dans la réflexion et la prise en charge.

## Un fœtus a-t-il le droit de ne pas souffrir ?

Il y a peu d'années encore, la question ne se posait ni chez l'enfant ni même chez l'adulte. Entre le douloureux rédempteur des exégètes de la Bible et l'inutilité absolue de la souffrance chez Boris Vian, l'individu n'avait pas de parole. La péridurale au cours d'accouchement était un caprice des femmes, un accès de zèle des médecins et un luxe non remboursable par la Sécurité sociale. Le nouveau-né n'avait pas besoin d'anesthésie chirurgicale puisqu'il ne souffrait pas.

Or il est clair qu'il souffre et que l'extrême sensibilité du fœtus ou de l'embryon du mésentère est la même quelques heures avant la naissance et quelques heures après.

Et si le fœtus qui va naître et vivre souffre de son état ou des actes médicaux qu'on lui inflige, il ne peut pas ne pas en être de même pour la femme qui va mourir spontanément ou non en cas d'interruption médicale de la grossesse. S'il n'y a pas plusieurs morts, il y a des fausses couches mortelles plus douloureuses que d'autres.

## Un fœtus a-t-il le droit à une médecine de qualité ?

Le temps des « j'ai pu sauver la mère » est Dieu merci révolu. Il y a longtemps qu'on ne se contente plus de faire naître un enfant, mais qu'on souhaite qu'il ne soit pas de mauvaise condition et qu'il puisse la même possible de cette étape

aventureuse qu'est l'accouchement. La protection et l'environnement socio-médical de la naissance ont fait un bond considérable en France dans les années 70. La formation des obstétriciens, la création de structures adaptées, la prise en charge sociale de la fin de la grossesse, la disparition des accouchements à domicile par le médecin de famille, ont été des étapes décisives. L'apparition de la médecine fœtale oblige à franchir une étape de plus.

Quand on est obstétricien, comment avoir pris en charge une toxoplasmosis ou une rubéole perçue précoce, une mucoviscidose ou une thalassémie avec leurs centaines de mutations différentes, une malformation cardiaque avec son infirmité variée de formes et de pronostics, une malformation urinaire ou digestive, une immunisation dans le système rhéum ou dans le système plaquettaire, une anomalie chromosomique, etc. ? Et avec une formation de pédiatre ou de généticien comment savoir faire tous ces diagnostics à travers le ventre de la mère et comment gérer la grossesse et l'accouchement ?

L'obligation de moyens qui s'applique à tous les actes médicaux doit aussi concerner les actes pratiqués sur le fœtus, et, s'il ne peut pas se plaindre aujourd'hui, quand il sera né ou dans vingt ans, celui-ci pourra légitimement demander si tout ce qui était possible à la lumière des connaissances lui a été offert pendant sa vie prénatale pour lui donner le maximum de chances.

## Un fœtus a-t-il le droit d'être protégé des pressions sociales, médicales, familiales, maternelles ?

Si toutes ces antécédents sociaux ou individuels ont quelque part un rôle protecteur, leur évolution normative représente aussi un grand risque oppressif, dont il faut ou moins avoir conscience pour pouvoir le contrôler et le limiter. Les intérêts des uns et des autres sont tellement divergents ! Ce n'est pas forcément l'intérêt des familles d'avoir trop d'enfants; ce n'est pas forcément l'intérêt d'une mère d'avoir un enfant qui ne nécessitera une disponibilité accrue du fait d'un état de santé fragile; ce n'est pas forcément l'intérêt de la société d'assurer structures et financement de l'éducation ou de la rééducation spécifiques et adaptées d'enfants n'ayant pas tout leur potentiel théorique de départ. Ce n'est pas forcément l'intérêt de la médecine d'avoir un cas trop complexe à résoudre ou trop lourd à prendre en charge.

A l'époque du RMI et des Restos du cœur peut-on laisser une femme enceinte sans les moyens de nourrir dignement le fœtus qu'elle porte ? Elle n'est plus obligée de travailler an

passant 10 kilos de plus et en étant encombrée par son gros ventre au risque de faire naître un prématuré. Mais ce fœtus ne serait-il pas en droit de se plaindre de l'alcoolisme congénital transmis par sa mère, ou des troubles de circulation et de nutrition de son placenta transmis par le nicotisme et les gonadotrophes ?

## Un fœtus a-t-il le droit à la différence ?

Question stupide puisqu'il est la différence. Et pourtant ? Différent d'accord, mais pas trop ! Différent oui, mais dans les normes !

Comment faire comprendre à une mère pianiste que son enfant qui va naître avec un bras en moins n'aura pas la même notion du handicap qu'elle-même ? que le handicap physique représenté par l'absence d'un bras est totalement différent s'il survient chez un individu dont le schéma corporel intègre obligatoirement la présence et l'utilisation des deux bras, et qui en perd un accidentellement, et chez un individu qui de façon congénitale grandira avec un seul bras et s'adaptait naturellement à son état ?

L'expérience que nous avons acquise en collaboration avec les spécialistes de la rééducation fonctionnelle de membres montre que le handicap congénital d'un bras est plus un handicap pour les parents et pour l'image qu'ils ont de leur enfant — ou qu'ils veulent en donner à la société — que pour l'enfant lui-même.

## Un fœtus a-t-il le droit d'être intégré dans l'histoire familiale ?

Depuis toujours la fait d'être déraciné ou d'être orphelin a été considéré comme une malchance et un manque pouvant avoir un impact psychologique grave sur la maturation d'un individu.

Savoir d'où sont originaires ses grands-parents ou connaître la trajectoire personnelle de ses parents, même si elle a été houleuse, sont des facteurs structurels incontestables qui permettent à l'enfant de trouver sa place dans l'histoire familiale et de se rassurer (au moins en partie) sur sa raison d'être.

L'enfant né d'un embryon congelé pendant cinq ans est-il plus vaillant ou plus jeune que son frère engendré naturellement il y a deux ans ?

L'enfant né d'une insémination avec donneur a-t-il le droit de connaître son père biologique ? de connaître ses origines ?

L'enfant engendré par le sperme congelé d'un mort est-il vivant ?

Les procréations médicalement assistées, les inséminations avec donneur et leurs problèmes de filiation, de reconnaissance, de secret, de statut juridique illustrant déjà les désordres que ce télescope des gènes et du temps va engendrer chez ces enfants.

## Un fœtus a-t-il le droit de répondre à l'espoir mis en lui ?

Que la grossesse soit programmée ou non, dès qu'elle est connue et acceptée le futur enfant prend peu à peu sa place dans le « futur parental ». Devenir père ou mère est sans doute une fonction naturelle, mais une fonction ardue, dont nul ne peut être sûr à l'avance qu'il sera capable de l'assurer correctement.

Ces les espérances fondées sur ses enfants soient immenses ou raisonnables, elles n'en existent pas moins. La plus somptueuse étant de pouvoir mener sans trop d'embûches un enfant jusqu'au moment où il pourra décider seul de tout en conscience. Le fœtus n'a-t-il pas le devoir de paraitre au moins cet espoir-là ?

Si l'ordre naturel des générations est respecté et si l'enfant ne meurt pas avant ses parents, il sera seul un jour, obligé de s'assumer, de se nourrir, de vivre.

Face au handicap gravement invalidant, en particulier le handicap cérébral, la décision des parents de demander une inter-

ruption médicale de la grossesse est quasiment toujours épuisée par leur peur de laisser un jour un enfant, un adolescent ou un adulte seul, incapable de subvenir à ses besoins vitaux, abandonné dans un monde indifférent où il n'aura même pas la capacité d'appeler à l'aide. Cette perspective terrifiante transforme la décision d'intervenir sur la grossesse en une véritable geste d'amour parental.

## Un fœtus n'a-t-il pas le devoir d'assumer un jour ses vieux parents ?

Si le fœtus a le droit d'être protégé, nourri, éduqué, n'a-t-il pas le devoir, à l'autre extrémité de la boucle, de protéger, de nourrir ceux qui n'ont pas la force et dont la dépendance s'accroît progressivement au fil des années ?

Le fœtus n'a-t-il pas le devoir de ne pas mettre en danger la vie des autres ?

Il y a encore deux siècles, le premier sentiment d'une femme qui se découvrait enceinte était la terreur. Un risque sur trois de mourir en couches ou dans les suites ! Mieux valait avoir le variol !

Si ce temps est révolu, et les femmes enceintes ne savent plus qu'elles risquent d'en mourir, les exemples sont cependant nombreux de fœtus qui, par leur simple existence, sont responsables d'homocides involontaires.

## Un fœtus n'a-t-il pas le devoir de perpétuer la lignée ?

Somme toute, quelle autre signification certaine pourrions-nous avoir ? Ne faisons-nous pas des enfants pour survivre ? Des enfants qui auront capables de nous faire survivre ! La base de la natalité n'est-elle pas liée à une confiance excessive en notre longévité, à l'impression que la mort s'est repoussée loin, qu'elle ne nous

concerne pas vraiment ?

La femme couche, la naissance d'un enfant mort ou malformé, font resurgir les craintes essentielles. Serais-je capable d'avoir un enfant, d'avoir un enfant normal, d'avoir un enfant capable d'avoir un enfant ?

Il est frappant de constater que ces questions ne se posent pas seulement aux couples dans l'angoisse, mais aussi à leurs propres parents, les « grands parents potentiels », dont la culpabilité et le peur dans ces circonstances sont souvent supérieures à celles des parents eux-mêmes. J'ai fait un enfant qui n'est pas capable d'avoir un enfant normal, c'est ma faute. Est-ce qu'à cause de moi la lignée va s'arrêter ?

Une chaîne n'est que la force de son maillon le plus faible.

La convention relative aux droits de l'enfant, dans son article 6, énonce que les États parties reconnaissent que « tout enfant a un droit inhérent à la vie » et qu'ils assurent « dans toute la mesure possible la survie et le développement de l'enfant ». A la fin de cette convention de cinquante-quatre articles, la République française fait trois déclarations et une réserve. Elle précise en particulier : « La République déclare que la présente convention, notamment l'article 6, ne saurait être interprétée comme faisant obstacle à l'application des dispositions de la législation française relative à l'interruption volontaire de grossesse. »

N'est-il pas troublant de constater que, de tous les pays ayant légalisé l'interruption de grossesse et ayant signé la convention, seule la France s'éprouve le besoin d'exprimer cette réserve ?

D'autre part, n'est-il pas étonnant de constater que par l'article L. 162-12 du code de la santé publique, relatif à l'interruption de grossesse pratiquée pour motif thérapeutique, le législateur français a confié au seul corps médical le soin d'assurer la protection de l'enfant conçu au-delà de la dixième semaine de grossesse ?

Lourde responsabilité. Très lourde. Trop lourde ?

► Service de médecine et de biologie fœtales, Institut de pédiatrie de Paris.

## La science en débat

dans le cadre de  
**LA FUREUR DE LIRE**

### Rencontres

samedi 16 octobre à 17h

svsc Stella Baruk, enseignante et chercheur en pédagogie des mathématiques, auteur du « Dictionnaire de mathématiques élémentaires », éditions du Seuil, collection Science ouverte.

dimanche 17 octobre à 15h

Remise du grand Prix de la vulgarisation scientifique des lecteurs de Sciences et Avenir avec les auteurs : Roger-Maurice Bonnet, Bernard d'Espagnat, Francis Hallé, Etienne Klein, Rémy Leclercq, Michel Maurette, Jacques Merleau-Ponty et Hervé This.

### Pour les enfants

samedi 16 octobre à 15h

Ateliers : découvrir les techniques de fabrication de livres pas comme les autres... avec Raymond Stoffel, maquettiste de la collection Les Racines du savoir, éditions Gallimard Jeunesse.

dimanche 17 octobre à 16h30

Jeu-concours autour des livres « Le feu, ami ou ennemi » et « Le ciel par-dessus nos têtes », éditions Gallimard Jeunesse, collection Les Racines du savoir.

accès libre

cités des Sciences et de l'Industrie  
30 avenue Corentin-Cariou 75019 Paris  
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

## LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

**3617 LMDOC**  
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

**36 29 04 56**  
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

juif polonais  
Nobel



## REPÈRES

## CATHOLICISME

## L'ouverture du synode du diocèse de Paris

Le synode du diocèse de Paris s'est ouvert, samedi 9 octobre, à la cathédrale Notre-Dame et dans les locaux du collège Saint-Michel de Picpus (douzième arrondissement). Au nombre de 413, les délégués de cette assemblée sont, pour 275 d'entre eux, des laïcs élus, représentant les paroisses, les mouvements, les diverses institutions de l'Eglise à Paris. Les autres sont des prêtres et des religieux élus ou désignés. C'est la première fois que s'expriment ainsi collectivement, dans une diversité, les composantes du catholicisme dans le capitale (le Monde daté 10-11 octobre).

Mgr Albert Rouet, évêque auxiliaire de Paris, a fait le bilan des «visites pastorales» menées depuis cinq ans par les évêques de Paris. Le Père André Depierre a retracé l'effort de l'Eglise dans les milieux populaires depuis le lancement, en pleine guerre, de la Mission de Paris. Quant à Mgr Lustiger, archevêque, il a fait un rapport sur les questions nouvelles posées par l'évangélisation de la grande ville.

Cette première réunion a surtout permis aux commissions de mettre au point leurs méthodes de travail. Ces commissions qui devront remettre leurs rapports en janvier 1994 vont travailler sur six thèmes : la fonction des églises dans les quartiers ; la présence des étrangers dans l'Eglise ; le rôle des jeunes (18-25 ans) et des jeunes adultes (25-35 ans) ; le baptême des enfants en âge scolaire ; les adultes en recherche spirituelle.

## SITES

## Les installations équestres de Maisons-Laffitte en instance de classement

Lors de sa dernière réunion, la commission des sites du département des Yvelines a donné un avis favorable au classement des pistes d'entraînement et des anciennes écuries de Maisons-Laffitte au titre de l'héritage équestre de la ville. Le statut de site classé conforterait le maire Jacques Myard (RPR) dans sa politique de protection des activités hippiques (un millier d'emplois sur la ville) menacées notamment par la pression immobilière.

«Le contenu sera préservé, reste à lui donner un contenu», a commenté le maire. Les entraineurs se font de plus en plus rares et la mairie s'est lancée dans une action de promotion de ses installations hippiques à l'étranger afin de convaincre les propriétaires de chevaux de course du Japon ou des Emirats arabes de s'installer à Maisons-Laffitte plutôt qu'à Chantilly. Le classement du site sera soumis pour avis au Conseil municipal avant d'être entériné par le Conseil d'Etat.

## URBANISME

## Permis de démolir pour Mirapolis

La société Cergy-Parc, propriétaire de l'ancien parc de loisirs Mirapolis fermé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1992, a obtenu de la préfecture du Val-d'Oise et de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise une permission de démolir. Pour Yves Couderc, gérant de la société au sein du principal actionnaire, le Crédit national, il s'agit de «régulariser la situation présente», c'est-à-dire de finir de démolir ce qui est laissé à l'abandon, comme la haute statue de Gargantua.

L'année 1995 devrait être décisive pour Cergy-Parc, qui pourra à ce moment-là mener une réflexion sur l'avenir du site avec le Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) et l'Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle. Pour deux raisons : le climat sera plus propice à toute négociation après la période des élections municipales et le schéma directeur de la région Ile-de-France sera peut-être approuvé et donc certaines modifications au schéma local de Cergy-Pontoise qui avait classé ce secteur en zone de loisirs ou de parcs seront constructibles. Seuls les parkings pourraient accueillir de nouvelles constructions, mais les sites surmontés de lignes à haute tension. L'idée est sans doute de prolonger vers le parc le périmètre de la zone d'activités industrielles Columbia, mais aussi de programmer de nouveaux logements.

## ÉDUCATION

## La rentrée dans les universités

## Des places pour tous les nouveaux bacheliers

Ils vont être cette année 326 140 étudiants à suivre les cours de l'une des 17 universités de la région parisienne. Selon les recteurs des trois académies concernées, tous les nouveaux bacheliers seraient inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, même si pour certains disciplines l'attente n'a été un peu longue.

Mercredi 29 septembre, la présidence de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I) est occupée par une trentaine de bacheliers qui demandent à être inscrits dans cet établissement. Mardi 5 octobre, une vingtaine de jeunes envahissent les locaux de l'université de Nanterre (Paris-X) et tentent, eux aussi, d'atteindre le bureau du président, lieu symbolique pour eux du pouvoir de décision. Ils devront se contenter de l'antichambre, qu'ils ne quitteront que trente heures plus tard. Leur demande est simple : pouvoir suivre une première année d'études dans cet établissement.

Le phénomène est récurrent. Chaque année, à la veille de la rentrée universitaire, des bacheliers forcent les portes des établissements d'enseignement supérieur de la région parisienne. Comme autant de hoquets qui secoueraient les facultés, ces épiphénomènes rappellent combien il est délicat d'inscrire tous les titulaires du baccalauréat qui le souhaitent à l'université pour suivre les études de leur choix.

Cette année, ils seront 2 500, voir 2 800, de plus que l'année précédente à prendre le chemin de «la fac», malgré un tassement du nombre de bacheliers. Mais les filières gérées par les lycées, notamment

les sections de techniciens supérieurs, ont vu le nombre de leurs candidats diminuer, ce qui a joué en faveur des universités.

Au total, 326 140 étudiants vont poursuivre des études dans l'une des dix-sept universités d'Ile-de-France, huit dans la capitale et neuf dans la couronne, dont quatre universités nouvelles. Paris accueille encore trois étudiants sur cinq, «mais, pour la première fois, un nouvel inscrit sur deux ira dans un établissement de la périphérie», a précisé jeudi 7 octobre Michèle Gendreau-Massoloux, recteur et chancelier des universités de Paris, assez fière de cette politique volontariste de «désengorgement» des établissements parisiens au profit de ceux de banlieue.

## Le «malentendu» des études de psychologie

La mise en place, en 1987, du système de recensement automatisé des vœux des élèves (RAVEL) permet d'appliquer cette politique de rééquilibrage. Généralisée en 1990, ce procédé télématique s'est vu pour effet - spéculatoire - de mettre un terme aux longues files d'attente devant les facultés, une fois les résultats au baccalauréat connus. Rapidement, RAVEL s'est imposé comme un point de passage obligé pour tous les lycéens d'Ile-de-France. Les récentes protestations des bacheliers à la Sorbonne et à Nanterre prouvent cependant que le système n'est pas parfait.

Certes, comme le soulignent les recteurs des académies de Créteil, Paris et Versailles, les contestations restent marginales par rapport au 600 000 demandes d'inscription des lycéens. En juillet, 3 000 d'entre eux ne connaissent pas leur affectation. «Actuellement, tous les bacheliers qui sont passés par la

procédure RAVEL ont été inscrits dans la filière demandée, sinon dans l'université de leur choix», a précisé jeudi 7 octobre Maurice Gardien, vice-chancelier des universités de Paris.

Ce système télématique privilégie le type d'études envisagées par le futur étudiant au détriment de l'établissement dans lequel il désire se rendre. Certains ont ainsi été affectés dans un établissement éloigné de leur domicile, notamment s'ils voulaient entamer des études en droit, en administration économique et sociale (AES) ou en psychologie, trois secteurs particulièrement prisés cette année, puisque les demandes ont excédé de 700 unités les possibilités d'accueil.

«Les capacités des établissements de la région dans les filières juridiques devraient être rendues satisfaisantes avec la montée en puissance des universités nouvelles», a indiqué Armand Frémont, recteur de l'académie de Versailles. En revanche, les autorités rectoriales ont admis qu'il existait un «malentendu» sur les études de psychologie, «qui ne sont pas les seules à permettre l'accès aux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)».

Un effort d'information devrait être entrepris cette année en direction des lycéens, et pas seulement, de ceux de la région Ile-de-France, car l'afflux des étudiants en psychologie peut s'observer sur l'ensemble du territoire. Reste à régler au niveau régional le cas des bacheliers des années antérieures qui souhaitent reprendre des études après une interruption ou une mauvaise orientation. Cette question devrait être rapidement résolue, selon les recteurs d'Ile-de-France, car leur nombre serait réduit.

MICHÈLE AULAGNON

## ENFANCE

## Le Théâtre du Jardin asphyxié

## Jacques Douai lance sa campagne de sauvetage

A soixante-trois ans, Jacques Douai continue à se battre comme un lion. Sa crinière est blanche, sa voix n'est plus ce qu'elle fut, mais il gaffe encore à sa manière. Lundi 11 octobre, sous les frondaisons obscures et humides du jardin d'acclimatation, à Paris, il a lancé ce qui sera peut-être son dernier combat. Le sauvetage du Théâtre du Jardin où, depuis dix ans, il a fait découvrir la comédie, la poésie, la danse et la musique à des dizaines de milliers de petits Parisiens. Cette scène de plein air, qu'il a transformée lui-même en une salle octogonale, est menacée par le prochain renouvellement de la concession du jardin d'acclimatation (le Monde des 25 février, 30 mai et du 26 septembre). La ville a cessé de lui verser la subvention qui lui permettait de «tourner», lui permettant ainsi son congé. Mais Jacques Douai, qui a la passion de son métier, ne s'avoue pas battu.

Le chanteur a convaincu sept mille personnes, dont des centaines de personnalités connues, de signer une pétition demandant à Jacques Chirac de maintenir les activités du théâtre. Puis, comme cette mobilisation restait sans effet, il a décidé de lancer une souscription.

Pour donner du panache à sa protestation, le chanteur a en outre convié ses supporters à une soirée. Trois cents d'entre eux remplissaient entièrement la petite salle du jardin d'acclimatation. Ce fut émouvant, nostalgique, et gai tout à la fois. Core Vancette chantait les Feuilles mortes et le Temps des cerises. Le Ballet Ethery Pagava montra son talent burlesque, comme le pianiste André Goreg et le comédien Bernard Lavalette.

Une fête de famille, animée sans façon par le maître des lieux, mais joliment tournée. Et dès mardi 12 octobre, Jacques Douai lui-même montera sur les planches pour donner, jusqu'au 12 novembre, un récital intitulé «De Montmartre à Saint-Germain-des-Près». Il s'y a plus de lion au jardin d'acclimatation, mais une bête de scène s'y produit encore pour étonner les gamins de Paris.

M. A.-R.

## INFORMATIQUE

## Un réseau régional pour la recherche

## Les laboratoires franciliens se branchent sur le monde

«Autoroute informatique» reliant les ordinateurs des principaux organismes de recherche de la région, le Réseau pour la recherche en Ile-de-France (RERIF) leur permet de communiquer avec le monde entier. Il vient d'accueillir son cinquantième abonné.

Un chercheur sans ordinateur, aujourd'hui, c'est un charpentier sans marteau. Mais un ordinateur à usage scientifique qui n'est pas connecté à un «réseau» est un marteau sans clou. Grâce à ces liaisons téléphoniques à grand débit, les scientifiques échangent des résultats «en temps réel» avec des collègues situés à l'autre bout du monde. Ils peuvent consulter des banques de données américaines ou japonaises, faire effectuer leurs calculs par des ordinateurs distants de milliers de kilomètres, sans quitter leur laboratoire, en planant sur le clavier d'un mini-ordinateur.

Cette révolution technologique a débuté il y a une douzaine d'années, aux Etats-Unis, où le département de la défense a incité les grands laboratoires stratégiques du pays à se connecter sur un réseau commun. La National Science Foundation (NSF), qui joue un rôle de Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en France, a accélééré le processus. L'Europe et d'autres continents ont suivi. Aujourd'hui, le réseau INTERNET dessert plus d'un million et demi d'ordinateurs dans le monde (1).

## Parmi les plus performants d'Europe

Cette imposante «autoroute informatique» mondiale est irriguée par une multitude de «voies à grande circulation» : réseaux nationaux ou régionaux, réseaux internes des grands organismes ou des universités. En France, un certain nombre d'entre eux se sont créés autour des «pôles» scientifiques et technologiques régionaux. Des organismes de recherche et les universités importantes ont, par ailleurs, interconnecté leurs propres réseaux. Mais l'inflation du trafic (un facteur dix tous les trois ans) les a conduits à aller plus loin. En février 1991, les ministères concernés ont décidé la création de Réseaux nationaux de télécommunications pour la technologie, l'enseignement et la recherche (RENATER).

Connecté à INTERNET, via le réseau européen EBONE, RENATER rassemble aujourd'hui 200 centres ou laboratoires et assure un volume de communications équivalent à 900 000 dis-

quettes d'ordinateur pleines par mois ! Avec une capacité de 34 Mbit/s (34 mégabits - ou millions d'unités d'information - par seconde), il est l'un des réseaux les plus performants d'Europe.

L'Ile-de-France, qui concentre 55 % de la recherche française, ne pouvait être en reste. Le 10 juillet 1991, le conseil régional et France-Télécom ont signé un «accord de partenariat» pour la réalisation de la Francilienne des Télécoms (2) et du Réseau pour la recherche en Ile-de-France (RERIF), relié à RENATER et aussi puissant que lui. Mis en service commercial en 1992, RERIF vient d'accueillir son cinquantième abonné, le Centre hospitalier universitaire Saint-Louis, dont le rattachement a été fêté, lundi 11 octobre, au conseil régional.

Le volume d'informations transitant sur RERIF augmente de 10 % par mois, et ses promoteurs espèrent bien desservir 90 utilisateurs en fin d'année, et 400 en 1995. La région a investi 60 millions de francs sur trois ans (de 1992 à 1994), notamment sous la forme d'incitations. C'est ainsi que les 160 premiers abonnés bénéficient de la gratuité des frais de raccordement et d'une réduction sur l'abonnement mensuel. Une formule qui permet de respecter le credo du conseil régional : «Ne jamais intervenir directement dans la gestion des acteurs économiques, mais s'attacher à rendre favorable le contexte dans lequel ils évoluent.»

Pour Jean-Pierre Fourcade (UDF), premier vice-président de l'assemblée régionale, l'investissement est rentable, au même titre que ceux consacrés aux infrastructures de transport de personnes ou de marchandises. RERIF «offre un atout supplémentaire pour attirer les investisseurs étrangers, dont l'activité recherche-développement constitue 30 % de valeur ajoutée», dit-il. L'afflux attendu de «ces industries de haute technologie ne risque-t-il pas de renforcer un peu plus la concentration de chercheurs en Ile-de-France ? C'est pourquoi il est envisagé de proposer l'extension de RERIF «aux sept régions qui nous entourent. L'idée de relier l'Ile-de-France à la province par ce réseau est plus moderne que l'ancien couloir Paris-province», estime M. Fourcade.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Dont 51 % ne sont pas utilisés pour la recherche, mais par de grandes entreprises industrielles ou du tertiaire.

(2) Câblage en fibre optique à grand débit (30 000 communications simultanées), destiné aux entreprises et PME, et reliant les villes nouvelles et les pôles stratégiques de Massy-Saclay, Roissy, et la vallée de la Seine.

## CINÉMA

## LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

L'INCROYABLE VOYAGE. Film américain de Duwayne Dunham, v.f. : Forum Opéra Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (36-65-75-55) ; Flux, 2<sup>e</sup> (42-33-42-25) ; 36-65-70-67) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; 36-65-70-67) ; Gaumont Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; 36-65-70-67) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-65-70-67) ; Pathé Cléry, 18<sup>e</sup> (36-65-70-67) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-38-10-86) ; 36-65-71-44).

MATHEU L'ASTUCIEUX. Film hongrois d'Attila Dargay : Relais République, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33).

MAZEPPA. Film français de Bertrand Blier, v.f. : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57) ; 36-65-70-67) ; Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-38) ; Relais Médias, 15<sup>e</sup> (45-75-75-78) ; Biervand Montparnasse, 15<sup>e</sup> (36-65-70-67).

94-84 ; 36-65-70-73) ; La Pagode, 7<sup>e</sup> (47-05-12-15) ; 36-65-75-55) ; UGC Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; 36-65-70-67) ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; 36-65-70-67) ; 14<sup>e</sup> Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Les Nattes, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67) ; 36-65-71-33) ; Eclair, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (45-61-84-85) ; 36-65-70-67) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-67) ; 14<sup>e</sup> Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-75-78) ; UGC Molière, 17<sup>e</sup> (40-66-00-10) ; 36-65-70-67) ; v.f. : Saint-Lazare-Picpus, 8<sup>e</sup> (43-57-35-43) ; 36-65-71-33) ; Gaumont Opéra Française, 8<sup>e</sup> (36-65-75-55) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; 36-65-70-67) ; Pathé Cléry, 18<sup>e</sup> (36-65-70-67).

SNAKE EYES. Film américain d'Abel Ferrara, v.o. : Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (36-65-75-55) ; Gaumont Hautefeuille, 6<sup>e</sup> (36-65-75-55) ; Racine Odéon, 6<sup>e</sup> (43-26-18-88) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-58-18-08) ; 36-65-75-55) ; UGC Biarritz, 8<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; 36-65-70-67) ; Max Under Panorama, 9<sup>e</sup> (48-24-88-88) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-01-59) ; 36-65-70-67) ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (36-65-75-55) ; Gaumont Gobelins bis, 13<sup>e</sup> (36-65-75-55) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (36-65-75-55) ; Montparnasse, 14<sup>e</sup> (36-65-75-55) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-65-75-55) ; Pathé Wexler, 18<sup>e</sup> (36-65-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-38-10-86) ; 36-65-71-44).

LE VOYAGE. Film argentin de Fernando Schifano, v.o. : Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (44-07-30-49) ; La Balaise, 8<sup>e</sup> (45-61-10-80) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-83) ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

Le Monde ÉDITIONS

## LA SANTÉ

Collection "Nos études"

dirigée par Frédéric Gausson

La crise cardiaque est la première cause de mortalité dans les pays développés. Les débâcles mortelles qui ont enserré le cœur sous-entendent un risque de mort. Pour mieux comprendre la prévention, nos études analysent les données les plus récentes.

Dans la même collection :

L'infarctus

L'infarctus

L'infarctus

EN VENTE EN LIBRAIRIE

مكتبة الأمل



CULTURE

THÉÂTRE

ROBERTO ZUCCO à Barcelone

# Visages du crime

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Roberto Zucco, dont le visage apparaît à la fin des années 80 sur les murs de couloirs du métro parisien, était jeune, beau, en pleine forme, d'une énergie qu'il mit tout entière au service du crime. C'est un autre jeune homme, beau, d'une énergie que le sida n'avait pas encore cannibalisée, qui prit un jour le métro et vit dans le visage de Zucco le reflet de son propre. Bernard-Marie Koltès aimait son visage, aime ce visage, dit même qu'il l'aima d'amour, instantanément. Amour toujours et encore tabou : celui d'un homme pour un autre ; amour impossible : celui d'un homme pour un autre qui n'est pas là, inaccessible ; amour scandaleux : celui d'un auteur dramatique pour un *serial killer* recherché par les polices française et italienne.

En décidant de s'inspirer du criminel, Koltès jouait avec le feu, le feu tragique du théâtre. Le léger déplacement de Zucco vers Barcelone, avec un « z » comme « schizo », ne devait tromper personne. Il s'agit question dans la pièce non de juger d'une quelconque manière des actes du jeune homme — la police et la justice s'en sont chargées, mal, Zucco ayant choisi de mourir en se jetant du toit de sa prison devant les caméras de télévision, — mais de raconter une histoire, ou plutôt deux histoires qui n'en font qu'une : la biographie d'un tueur et celle, juxtaposée, d'un auteur.

Tandis que Koltès ressentait dans son corps le cheminement destructeur du virus HIV, un virus de mort s'employait à détruire le corps social. L'un comme l'autre sont apparus sans raison, irruption de violence pure dans des organismes impréparés, détruisant systématiquement tout obstacle semé sur leur route. Zucco a tué son père avant que la pièce ne commence ; dès le second tableau, il étrange sa mère ; plus tard, il tuera un enfant ; des toits de sa dernière prison, il se jettera dans le vide, à la face d'un soleil éclatant.

Roberto Zucco n'a de cesse de mettre en jeu l'essentiel. Son auteur est d'une honnêteté scrupuleuse. Parce que Bernard-Marie Koltès, dans un geste ultime, veut offrir à ceux qui le liront, qui le joueront, qui l'écouteront, le meilleur d'un homme qui se sent condamné. Sa dernière pièce est donc écrite avec un soin qui ne sera pas pris en défaut. Passé maître très tôt dans l'art du monologue, puis de la juxtaposition de monologues, il réussit avec Zucco une œuvre dans laquelle les personnages dialoguent, mieux que jamais dans ses

pièces précédentes. La structure est irréprochable, les rythmes maîtrisés, alternant les courses frénétiques vers l'avant, la mort souvent, et les moments de paix inquiète qui ne permettraient pas d'apaiser les passions.

## Du brio dans l'interprétation

Le virus Zucco prend pour cible la famille, devenue ici celle de toutes les lâchetés ; la ville, ses séductions, ses violences ; l'intolérance d'un monde où la jeunesse n'a plus sa place ; les palpitations du cœur, les tremblements des corps. Il y est en permanence question d'esprit, de chair et de sang. La première production de la pièce en catalan est dirigée à Barcelone par le directeur de l'Odéon, Lluís Pasqual. Il a placé très justement l'action dans une rue, reconstituée dans l'incroyable Palais de l'Agriculture investi par le Théâtre Lliure avec la ferme intention de s'y installer bientôt.

Cette rue, Pasqual l'a lui-même éclairée, pariant sur une polychromie dans les tons pastel, froids. Il y installe pour mieux les escamoter les accessoires qui rendent les lieux du drame parfaitement lisibles. A son décora-

teur attiré, Frederic Amat, il a demandé d'installer en fond du plateau, et à l'aplomb de celui-ci, deux rangées de moniteurs vidéo qui médiatiseront certaines scènes, comme le monologue de la Gamine — qui perdra Zucco — ou bien des éléments du drame, comme le portrait-robot du héros — qui fascina Koltès. Ces séquences sont tantôt enregistrées, tantôt filmées en direct par une équipe de télévision comme on en voit au journal de 20 heures.

Par ailleurs d'une fidélité ponctuelle à l'œuvre, Pasqual a choisi, comme fil rouge de sa mise en scène, l'épisode final de la vie de Zucco. Une idée qui vaut ce qu'elle vaut : simplement « techno » par moments, d'un modernisme déjà vu ; très efficace en plusieurs endroits, surtout quand elle a été pensée en amont du spectacle : la rencontre entre Zucco et la Dame élégante dans un parc prend une dimension incroyable quand la grosse centaine d'écrans virent au vert, un vert qui se projette sur le décor, le corps des acteurs et les visages des spectateurs. Un vert de décomposition. La mise en scène, un peu à la manière avec laquelle les images voyagent sur les écrans, joue la vitesse. Mots

et faits s'enchaînent en une illusion de temps « réel », qui est en fait le temps d'un théâtre qui se moque du temps numérique. Il y faut de la constance dans les intentions, ce qui est le cas ici, et du brio dans l'interprétation.

Les vingt-quatre acteurs exigés par le texte et soigneusement réunis par Lluís Pasqual sont impressionnants de cohérence et d'engagement. On retiendra surtout le couple formé par Zucco (Eduard Fernandez) et la Gamine (Laia Marull). Lui a vingt-neuf ans, elle beaucoup moins. Tous deux sont d'une justesse et d'une simplicité effarantes. Pasqual les a dirigés loin de tout pathétique. La ressemblance entre Zucco et Koltès était troublante. La ressemblance d'Eduard Fernandez avec les deux premiers l'est encore plus. Elle est même dangereuse : le génie du crime, le génie du drame, le génie du jeu pourraient-ils s'incarner dans un même visage ?

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre Lliure, Palais de l'Agriculture, place Margarita-Xirgu, 08004 Barcelone. Tél. : 18-34-3-218-92-51. Du mardi au samedi à 21 heures. Le dimanche à 19 heures. De 50 à 90 F. Jusqu'au 7 novembre.



Roberto Zucco (Eduard Fernandez) une ressemblance dangereuse.

MUSIQUES

LA MESSE SOLENNELLE de Berlioz, à Vézelay

# L'atelier du génie

que la première, et cela se conçoit : la partie était gagnée.

Fût-on « berlioziste » enragé, il était impossible en effet de ne pas se demander si cette exhumation, d'un intérêt musicologique exceptionnel — comme celle de *Rodrigue et Chimène*, de Debussy, récemment, — possède un intérêt musical intrinsèque. Dans un premier temps, on est tenté de voir, dans chacun des quatorze morceaux, tantôt un morcellement de la pensée, tantôt des faiblesses harmoniques, de curieux archaïsmes et, ici et là, des esquisses des grandes œuvres à venir. De là, on conclut que la Messe n'ajoute rien à la gloire de Berlioz, sinon celle d'avoir montré des dispositions assez exceptionnelles. Cherubini d'ailleurs ne s'y trompa pas et le pressa de s'inscrire au Conservatoire.

Pourtant, et c'est là qu'une seconde audition se révèle instructive, une fois libéré du souci

un peu vain de peser le pour et le contre, on découvre assez de pages attachantes dans leur ensemble ; on dirait assez saillantes, pour faire oublier les imperfections du contexte, et l'on se persuade que la qualité de l'inspiration est une chose qui ne se mesure pas et qu'elle passe finalement par-dessus les défauts de la réalisation. Le *Christe*, par exemple, possède une luminosité très frappante et les effets de timbres à la fin du Kyrie sont saisissants : dans le premier morceau, le motif jubilatoire du (futur) *Carnaval romain* retrouve la candeur primésautière d'un Noël de Daquin ; si le deuxième morceau, dont Berlioz tirera la « Scène aux champs » de la *Symphonie fantastique*, semble, pour cette raison, encore inabouti, la sévérité du compositeur à l'égard du dernier morceau (« il faut refaire cette exécrable fugue ») paraît excess-

sive. Exécuté avec l'élan nécessaire, le contrepoint strict de ce *Quoniam* produit un effet de mouvement qui n'a rien de scolaire ni d'intellectuel.

## Une acoustique désavantagée

Plus dramatique, partiellement narratif, le texte du *Credo* a inspiré Berlioz de façon plus soutenue. Il l'a divisé en quatre numéros : l'air de basse initial est relevé par maints détails pittoresques qu'évoquent ; le deuxième morceau, *Et incarnatus*, est un duo pour soprano et basse, soutenu par les cors et les hautbois, dans une atmosphère rayonnante et que la tension rend irrésistible ; le *Crucifixus* possède une grande éloquence dramatique ; enfin, le *Resurrexit*, véritable mine d'or, Berlioz extraira certains des essais les plus saillants du *Requiem* (*tuba mirum*) du *Te*

*Deum*, et de *Benvenuto Cellini*, constitue la péroraison magistrale du *Credo*. En comparaison, l'*Offertoire* (peut-être issu d'un oratorio inachevé, le *Passage de la mer Rouge*) possède une saveur néoclassique inattendue. S'il n'y a rien de saillant dans le *Sanctus*, le *O salutaris*, déjà très remarqué à l'époque, est un morceau assez anodin à la lecture mais qui sonne merveilleusement, avec des raffinements que seule l'oreille peut apprécier. Berlioz était assez satisfait de l'*Agnus Dei* avec ténor pour le faire passer dans le *Te Deum* (*Te ergo quæsumus*) et c'est avec le même plaisir qu'on l'entend ici, dans une réalisation plus fruste mais qui n'altère pas la qualité de l'idée. Enfin, le *Domine salvum fac*, à la gloire du roi, selon l'usage de l'époque, où la messe avec un brio juvénile qui aurait choqué naguère mais qui suscite aujourd'hui des applaudissements sans arrière-pensées.

L'acoustique de la basilique de Vézelay n'est pas vraiment favorable à l'audition de tous les détails, elle était même désavantagée pour la basse, Jacques Perroni, tandis que le soprano et le ténor, Christa Pfler et Ruben Velasquez, passaient beaucoup mieux. La direction de Jean-Paul Penin, d'abord un peu tendue pour s'arrondir ensuite, va toujours de l'avant ; ce n'est pas forcément un défaut mais, peut-être, certaines intentions du compositeur restent-elles en chemin. A cela près, l'engagement visible de l'orchestre et des chœurs n'a pas peu contribué au succès de cette recreation d'une œuvre qu'ils emportent à présent en tournée en Amérique du Sud.

GÉRARD CONDÉ

► Vient de paraître : Hector Berlioz, compositeur romantique français, par Alban Ramet, éditions Actes Sud, 170 pages, 125 F. Une réflexion originale sur les apparentes contradictions du créateur à travers ses œuvres.

LES SKIPPIES au Passage du Nord-Ouest

# Le grunge français tente de s'émanciper

En ouverture du concert des trois jours fringants That Petrol Emotion, programmé lundi 11 octobre au Passage du Nord-Ouest à Paris, les Skippies ont confirmé que le rock dur forgé en France n'avait plus à pâtir des comparaisons. Eux, comme d'autres (Deity Guns, Colin, Burning Heads), savent à présent muscler un son, le propulser avec cohérence, revendiquer un chant anglophone qui jadis nous plongeait dans l'embarras.

Cette force de frappe n'est pas encore le signe d'une originalité exclusive, cette remise à niveau ne masque pas l'évidence des emprunts et des citations. On pourrait reprocher ainsi à ce quintette

renais au patrimoine saillant de trop bien reproduire les schémas en vogue. Soit la mise en chanson d'une énergie frénétique combinant arrogance punk, savoir-faire pop et impact métallique.

En concert, on retrouve le son précis et contondant de leur premier album, *World Up!* enregistré à Londres par Harvey Birrell, producteur à la mode (*Therapy?*, *KMFDM*). Un contre-chant écorché et des accords plombés évoquent nettement Mudhoney, Tad ou Nirvana (*Someone, She Said*), pendant que d'autres refrains sont d'heureux hommages à la vélocité de certains groupes de la fin des années 70. On pense aux Buzzcocks (*So Fine*)

et même aux Dead Boys (*Dirty Whore*). Parfois les Skippies semblent voler de leurs propres ailes. Leur désir de concision, une alchimie bien dosée entre violence et mélodie peuvent provoquer une vraie exaltation (*Smart Aff*, *So Fine*). Leur *pop-core*, fusion dynamique d'harmonie pop et d'extrémisme hardcore, rebondit alors avec pétulance sur le mur des sons.

STÉPHANE DAVET

► Passage du Nord-Ouest, le 12 octobre à 21 h 30. Tél. : 47-70-81-47. Le 15 octobre à Royan, le 16 à Angoulême, le 27 à Mulhouse, le 28 à Nancy, le 29 à Nevers, le 31 à Fontenay-le-Comte. Disques World Up!, 1 CD New Rose, 422455.

EN BRIEF

**ÉCOLE DES BEAUX-ARTS DE PARIS :** la municipalité parisienne reporte sine die son projet de création. — Voulu en 1989 par Jacques Chirac, l'établissement aurait dû ouvrir en 1995 et accueillir 270 étudiants en premier cycle, 215 en second et 15 en troisième. Cette « grande réalisation culturelle », a connu de nombreuses vicissitudes. En 1991, le site envisagé (à la place des Magasins généraux, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement) avait dû être abandonné et le concours d'architecture lancé pour la construction du bâtiment avait été déclaré « infructueux ». Il avait été question, ensuite, de l'installer à proximité de Bercy. Ce sont des considérations financières qui, finalement, ont amené le maire de Paris à renoncer à ce projet.

Edward Bond

# Maison d'arrêt

texte français Armando Llamas

mise en scène Jorge Lavelli

Creation 13 octobre - 12 décembre 15 rue Maite Brun 75020 Paris 43 66 43 60

avec Nathalie Boileau, Christiane Cohendy, Luc-Antoine Diquero, Christine Gagnieux, Xavier Percy, Dominique Piron, Didier Sandre, Emiliano Suarez  
production Théâtre National de la Colline

Un sommet du théâtre, les acteurs tiennent le public en haleine trois heures durant. C'est magnifique. *La Marseillaise* Jorge Lavelli est formidablement à l'aise dans ce théâtre de la cruauté réverbérée... Les acteurs sont exceptionnels. *Les Échos* C'est très beau, c'est très fort, d'une noirceur âcre qui bouleverse et renverse. *La Croix* Lavelli propose un spectacle d'une très impressionnante sobriété... Tout sonne juste, tout s'impose avec évidence. *Le Quotidien de Paris*





COMMUNICATION

PRESSE ÉCRITE

Le rachat des «DNA» devant le tribunal de grande instance

«Une entreprise de presse doit être une maison de verre»

Plus de deux heures d'audience n'ont pas épuisé, lundi après-midi 11 octobre, le dossier judiciaire ouvert à la suite du rachat des «Dernières nouvelles d'Alsace» (DNA) par le groupe Harsant. Saïd d'una assignation en référé par le Syndicat national des journalistes (SNJ, autonome), la président du tribunal de grande instance de Paris, Françoise Ramoff, a mis son jugement en délibéré jusqu'au mercredi 20 octobre.

M<sup>e</sup> Etienne Grumbach et Rachid Brihi, avocats du SNJ, demandaient au tribunal de constater que la vente, le 16 juillet, par Quillet, filiale de Hachette, de 51% du capital du quotidien alsacien à la Société alsacienne des médias (SAM), créée au début de l'été par la Banque Vernet et le groupe Harsant, constitue un «trouble manifestement illicite». Ils ont plaidé la suspension des effets de cette vente.

Les deux avocats se foudent, d'une part, sur l'illégalité de cette vente, l'acquisition des DNA por-

tant, selon le SNJ, l'ensemble de la diffusion des journaux du groupe Harsant à plus de 30% du total, ce qui le place en infraction avec la loi de 1986 qui interdit de dépasser ce seuil. Ils ont affirmé, d'autre part, que cette vente est «source d'un dommage imminent» puisqu'elle conduit les journalistes des DNA à invoquer la clause de cession (qui permet à des rédacteurs de demander un départ indemnisé, en cas de nouveau propriétaire), l'ouverture de cette clause étant, en l'état, illégale.

M<sup>e</sup> Brihi a fait notamment remarquer qu'au cours du débat parlementaire sur la loi de 1986, François d'Aubert, député UDF-PR de la Mayenne, peu suspect d'hostilité au groupe Harsant, avait indiqué lui-même que «les tribunaux pourraient statuer» sur les problèmes de concentration dans la presse. En faisant référence au Conseil constitutionnel, qui a fait modifier la loi de 1986 en y insérant l'article 11 sur le contrôle direct ou indirect d'un journal, M<sup>e</sup> Grumbach a noté qu'il ne fallait pas en rester à la conception de contrôle au sens commercialiste.

«A quoi cela sert-il que le législateur produise des lois si c'est pour les laisser contourner?», a-t-il questionné.

Pour les avocats de la SAM, M<sup>e</sup> Guy Bardi et Roger Donnith, le trouble invoqué par le SNJ n'existe pas. D'abord, la suspension de la vente n'a pas lieu d'être, l'infraction n'existant pas. En se fondant sur l'aval à la vente des DNA donné en août par la chancellerie et sur les chiffres du ministère de la communication, les avocats de la SAM indiquent que ce n'est pas Robert Harsant, mais son fils Philippe qui est partenaire de la SAM dans laquelle il ne possède d'ailleurs qu'une participation limitée à travers plusieurs sociétés («50% de 70% de 51%», selon M<sup>e</sup> Bardi). Ensuite, l'est républicain n'appartient pas au groupe Harsant: «c'est l'affaire de Gérard Lignac, qui est l'indépendance même». Pour les avocats de la SAM, le SNJ ne peut se substituer à la conscience individuelle des journalistes, d'autant qu'il a accepté, en la signant, la prolongation de la clause de cession jusqu'au 30 octobre. Enfin, «les conditions et les modalités de la

vente des DNA ne vous regardent pas», a dit M<sup>e</sup> Donnith en s'adressant au SNJ. Il a fait référence à l'enquête préliminaire récemment décidée par le garde des sceaux (le Monde daté 9-10 octobre): «Je m'en réjouis, elle ne sera pas faite dans l'urgence. Elle vous permettra de prospérer ou de vous taire gentiment».

Le substitut du procureur de la République, Jean-Claude Lautru, a confirmé que cette enquête préliminaire est confiée à la direction centrale de la police judiciaire: «On ne peut invoquer le secret des affaires, lorsqu'il y a obligation de pluralisme et de transparence», a-t-il fait remarquer aux avocats de la SAM, en affirmant «qu'une entreprise de presse doit être une maison de verre». L'enquête préliminaire, selon les moyens qu'il lui seront donnés, devrait durer «au moins trois mois». Mais les avocats du SNJ sont prêts à engager de nouvelles procédures, selon le délibéré rendu par le tribunal.

YVES-MARIE LABÉ

TÉLÉVISION CÂBLÉE

Dénonçant «la politique du pire»

France Telecom offre de racheter des réseaux de la Générale des eaux

«La Générale des eaux jouerait-elle la politique du pire?»: chiffres à l'appui, Jean-François Latour, directeur délégué aux services de l'image de France Télécom, et ce titre responsable du «Plan câble», fait plus que s'efforcer de voir le nombre d'abonnés baisser depuis quelques semaines sur les réseaux câblés de ce groupe. Il s'agit: «Le câble a besoin d'opérateurs commercialement agressifs. Si l'un des acteurs majeurs du câble baisse les bras, la situation peut devenir catastrophique».

La Générale des eaux exploite 1,4 millions de prises sur les 4 millions déjà installés dans le cadre du «Plan câble» et gère 1,6 millions de prises et 344.000 abonnés au total (1). Le premier câble-opérateur français est le seul à perdre des abonnés, selon les statistiques de Jean-François Latour. Et diverses informations font état d'une démobilité certaine sur le terrain.

France Télécom — dont la rémunération est liée au nombre d'abonnés — a déjà investi près de 18 milliards de francs dans le câble. Elle a construit 60% des prises actuelles. Elle en commercialise environ 10% directement avec France Télécom Câble. Aussi l'acquéreur d'une sorte de défi à la Générale des eaux, qui se plaint de l'économie actuelle du câble.

«S'ils ne veulent pas jouer le jeu, nous sommes prêts à reprendre la gestion des réseaux que nous avons construits», affirme Jean-François Latour, «comme nous avons repris il y a un an certains réseaux de la Générale des eaux (en fibre optique pour la plupart), sur lesquels nous avons augmenté de 20% le nombre d'abonnés en huit mois».

La Générale a cessé de commercialiser le système de contrôle d'accès de France Telecom, le Visiopass, qu'elle juge trop cher (le Monde du 2 octobre). Pour

Jean-François Latour, l'argument ne tient guère: «Le Visiopass est un système complet, un service, que nous facturons 25 F par abonné et par mois en moyenne. Et dont nous avons déjà baissé les prix en 1992, dans le cadre d'accords généraux qu'on ne peut pas remettre en chantier tous les ans».

Profondes divergences

«Les autres opérateurs sont satisfaits de Visiopass, qui donne accès aux options, comme les chaînes cinéma, et ouvre la voie à de futurs services. Or le câble a besoin d'éléments forts et originaux. Enfin, son coût représente moins de 1% des charges des opérateurs».

Si la querelle sur les Visiopass est que de façade, les divergences sont-elles plus profondes avec la Générale des Eaux? «Nous sommes d'accord avec eux pour réclamer un assouplissement de la réglementation sur les chaînes du câble, et bien sûr nous soutenons toute mesure qui favorise le câblage des logements collectifs». Faut-il, comme le réclament certains opérateurs, relancer avec l'appui de crédits publics la construction de nouveaux réseaux pour l'après-«Plan câble»? La réponse fuse: «D'une part, la construction n'est pas arrêtée, nous posons encore 500.000 prises cette année. Ensuite, on n'est pas crédible en demandant la construction de nouvelles prises tant qu'on n'a pas montré qu'on était capable de commercialiser celles qui existent».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) Selon les chiffres de l'Association des villes câblées, qui regroupent tous les types de réseaux, à la fin août 1993, 5 millions de logements étaient raccordés à un réseau câblé, et 1,18 million de foyers abonnés, dont 344.337 pour la Générale des eaux, 316.532 pour la Caisse des dépôts, 211.389 pour la Lyonnaise des eaux, et 108.290 pour France Telecom Câble.

EN BREF

**CLERMONT-FERRAND :** sureté à statuer. — Dans un jugement rendu, lundi 11 octobre, le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand a décidé de sursis à statuer sur la procédure engagée par le garde des sceaux, en décembre 1992, à la demande de M. Charasse contre plusieurs directeurs de publications et des journalistes. En marge de l'affaire Botton, cet homme d'affaires lyonnais inculpé depuis novembre 1992 pour divers délits financiers, l'ancien ministre du budget avait recouru à cette procédure d'estimation définie par certains articles publiés par le Quotidien de Paris, le Monde

et le Nouvel Observateur, laissant entendre, qu'il aurait transmis le dossier fiscal de M. Botton pour des raisons politiques. — (Corresp.)

**FRANCE 3 :** deux journalistes mis en examen. — Deux journalistes de France 3, Mathieu Proust et Danièle Jeannet, ont été mis en examen, l'un, samedi 9 octobre, l'autre, lundi 11, par un juge nîçois pour avoir offensé publiquement un chef d'Etat étranger, le prince Rainier III de Monaco. Les deux journalistes sont poursuivis à la suite de reportages diffusés le 12 avril, au cours de l'émission «Enjeux Méditerranée».

ÉDITION

La Foire du livre de Francfort

Un rite contre la morosité

Quelque 8 500 exposants, 300 de plus qu'en 1992

La quarante-cinquième Foire internationale du livre de Francfort a fermé ses portes lundi 11 octobre, après six jours d'ouverture au public. Près de 336 000 ouvrages ont néanmoins été présentés à plus de 250 000 visiteurs, et la Foire a accueilli pour la première fois des fabricants de supports électroniques. L'invité d'honneur n'était pas un pays, comme à l'accoutumée, mais une région linguistique: «Les Flandres et les Pays-Bas». La Prix de la paix de l'Association des éditeurs et libraires allemands a été décerné au pasteur Friedrich Scherlemmer, l'un des chefs de file du soulèvement démocratique dans l'ex-RDA.

FRANCKFORT

de notre envoyée spéciale

En allemand, foire s'écrit messe. Et c'est un peu de cela que relève le grand tohu-hohu qui secoue chaque année l'univers de l'édition. Le culte à sa cathédrale — un gigantesque empiement d'étages, de couloirs et de tapis roulants. Il a aussi sa liturgie faite d'actions de grâce et de lamentations, de fastes et de petites misères. Il a enfin son Saint Mystère, régulièrement offert à la curiosité des visiteurs: les éditeurs préfèrent se faire brûler vifs plutôt que de ne pas voir à Francfort, où tous prétendent pourtant qu'il «ne se passe plus rien». A l'est, le fax et le téléphone ont fait leur œuvre, et tous les «coups» importants se jouent en dehors de la manifestation.

«Quinze jours avant la Foire, New-York gratifie d'éditeurs venus signer des contrats», soutient Jonathan Galassi, directeur de Farrar-Strous and Giroux, prestigieuse maison américaine. Saissante affirmation, si l'on considère que l'effectif des maisons représentées avait augmenté cette année. Avec 8 463 exposants, la Foire a accueilli près de 300 stands supplémentaires par rapport à 1992 et dépit d'une conjonction internationale morose. Certains des 96 pays représentés, comme la France, l'Espagne et surtout l'Italie, ont, il est vrai, un peu réduit leurs troupes. Mais les éditeurs allemands restaient fort nombreux, suivis des Anglais et des Américains, dont la présence était, dans les deux cas, renforcée.

Effervescence du désir

Que venaient-ils donc faire sur les rives du Main si le lieu n'est plus ce qu'il était? Quelques-uns, sans doute, rêvent encore du Francfort mythique où des manuscrits à peine reliés s'arrachaient à l'ombre des toits, où on lisait en une seule nuit des romans inconnus, où l'on pouvait, qui sait, mettre la main sur un trésor. Ainsi fut découvert, dit-on, le célèbre Docteur Jivago de Boris Pasternak, au milieu des années 50. D'autres — ils sont légions — viennent «pour qu'on ne les considère pas comme des gens qui ne peuvent pas venir», observe en souriant une éditrice. Absorbés par des rendez-vous d'affaires dans la journée, ils fréquentent le soir des cocktails dont on ne peut pas ne pas être et, s'ils ont de l'entregent, quelques dîners dont il faut pouvoir être.

Comme à la Bourse, les enchères montent. Il arrive encore que naisse une effervescence du désir qui change le regard porté sur le livre. Dans tous les cas, les éditeurs appréhendent le dialogue direct avec leurs écocritiques, la grisaille qui est de ces jours subtiles et aussi «le fait de voir physiquement les ouvrages et leurs différentes présentations en fonction des pays», comme l'explique

Peter Straus, directeur éditorial chez Picador, à Londres. Le résultat? «Une nef des fous», affirme tranquillement André Schiffrin, directeur de The New Press à New-York. «Pendant une semaine, dit-il, les éditeurs vivent coupés de la réalité extérieure. Dans les années 70, il y avait de grands débats d'idées au cours de la Foire et maintenant plus rien».

Reste, envers et contre tout, la possibilité de rencontrer des confrères venus du monde entier. Les motivations des uns et des autres sont différentes, liées à la taille des maisons, à la puissance éditoriale des pays. Il y a ceux qui peuvent s'offrir un stand looq comme un quai de métro et ceux qui semblent confinés dans un placard. Qu'y a-t-il de commun entre le responsable de Penguin Books, qui se flatte des bons résultats de sa maison, et les quarante éditeurs brésiliens regroupés sur un seul stand, qui se réjouissent déjà d'être les prochains invités d'honneur de la Foire (qui se tiendra du 5 au 10 octobre 1994)? Quelle ressemblance entre les maisons d'Europe de l'Est et les Anglais, même si ceux-ci se plaignent de la concentration et du manque de liberté éditoriale qui caractérise une partie de leur marché?

Nouvelles technologies

Les techniques, eux, savent qu'ils viennent surtout pour faire acte de présence. Ils ne peuvent guère acheter de droits étrangers, trop chers, et leur propre production — beaucoup d'ouvrages devenus classiques en Europe de l'Ouest — n'attire pas vraiment les Occidentaux. Eoffo, les problèmes ne sont pas les mêmes pour les éditions du CNRS, qui ont trouvé plusieurs acheteurs pour le livre de Jean-Claude Pressac sur Auschwitz (1) et le Russe Alexandre Avetisyan de Progress Publishing Group. Ce dernier cherche tout simplement où faire imprimer la traduction en russe de l'Encyclopédie Britannica afin d'échapper à l'inflation galopante qui sévit dans son pays.

Tous différents, donc, mais reliés par les livres. Ou point commun qui n'existe pas, ou de façon seulement indirecte, avec les deux cents exposants «électroniques» réunis au rez-de-chaussée de la Foire. Ceux-là ont apporté des photocopieurs, de puissants ordinateurs, des CD-Rom perfectionnés. L'aveoir de l'édition et celle de la Foire, selon Alberto Vitale, président de Random House, à New-York. Qu'ils soient enthousiastes ou pas, la plupart des éditeurs considèrent que la profession n'échappera pas à la confrontation avec les nouvelles technologies.

Mais les ordinateurs ne peuvent pas résoudre tous les casse-tête, et sûrement pas celui sur lequel compte se pencher la responsable des éditions Tusquets de Barcelone. A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa maison, Beatriz de Moura voudrait réunir ses confrères européens sur le thème de la «perplexité» des éditeurs de littérature générale face aux attentes de leur public.

RAPHAËLE RÉROLLE

(1) Les Crématoires d'Auschwitz, la machine du meurtre de masse, de Jean-Claude Pressac (le Monde daté 26-27 septembre).

Rectificatif. — Le livre d'Anita Desai, la Claire Lumière du jour, qui figure dans la liste des ouvrages sélectionnés pour le Fémina étranger, est publié chez Deoöl et ooo chez Calmann-Lévy comme nous l'avons indiqué par erreur dans «le Monde» daté 10-11 octobre.

Les problèmes des quotidiens parisiens

Philippe Villin dans le collimateur de la CGT

Une pluie de tracts multicolores sur lesquels on peut lire «Non au plan Villin» tombe du haut de l'immeuble du Figaro, rue du Louvre, dans le deuxième arrondissement de la capitale, tandis qu'une immense bannière est fixée au fronton de l'édifice, «Non au plan Villin», y lit-on, sous la signature des travailleurs du Livre du Figaro, France-Soir, Paris-Turf. Une centaine de militants du Livre CGT travaillent dans les journaux du groupe Harsant, qui eere le plus dur, dénonçant et le cynisme, l'arrogance et le mépris que Philippe Villin, ministre délégué de l'enseignement supérieur et de la recherche, a manifesté vis-à-vis de l'ensemble des salariés de cette maison. «Quand on fait, ajoute-t-il, des erreurs de gestion aussi considérables que celles faites à France-Soir et à Roissy-Print, qui aboutissent à 900 millions de francs de pertes à des frais financiers énormes et qui entraînent le groupe dans la rougeur, on assume ses erreurs au lieu de les faire porter par les salariés, qui sont journalistes et travailleurs du Livre. Si Philippe Villin se refuse à assumer ses erreurs, qu'il s'en aille».

Un peu plus tard, en cet après-midi du 11 octobre, le Comité inter-syndical du Livre parisien CGT (CILP) appelle à l'organisation d'une manifestation, jeudi 14 octobre, «du siège du groupe Harsant à celui du Syndicat de la presse parisienne».

Y.-M. L.

REPÈRES

MÉDIAS ET POLITIQUE

M. Fabius dénonce la «bienveillance organisée» des médias pour M. Balladur

Dans un entretien publié, mardi 12 octobre, par le Quotidien de Paris, Laurent Fabius met en cause la «bienveillance organisée» des médias, dont les médias, gratifiant le chef du gouvernement. «Le gouvernement, le maire de Paris, n'ont jamais été aussi présents sur nos écrans», déclare l'ancien premier ministre. La règle traditionnelle de répartition des temps d'antenne établie par la CSA a été sévèrement méconstruite au cours du dernier trimestre.

Pour défendre la pluralité, avant toute nouvelle loi, «il faudrait déjà appliquer la loi telle qu'elle existe», souligne M. Fabius en se référant au rachat des Dernières nouvelles d'Alsace par le groupe Harsant, au rachat de la Tribune et au rapprochement du Point et de l'Express «qui doivent, dit-il, nous alerter». Selon l'ancien premier secrétaire du PS, un homme d'Etat se doit de «résister à la pression des médias», «à la surpuissance de la forme», «au jeu de miroirs permanent entre médias et sondages».

ASSEMBLÉE NATIONALE

La commission des finances ampute de 400 millions le budget d'ARTE

En adoptant, lundi 11 octobre, un amendement de son rapporteur spécial pour le budget de la communication, Robert-André Vivien (RPR), la commission des finances de l'Assemblée nationale a amputé de 400 millions de francs le budget d'ARTE, dont la part de redevance serait réduite à 88,2 millions si la majorité parlementaire reprenait cette proposition à son compte.

Il s'agit de réduire la dotation de redevance de la Sept-ARTE à hauteur du surcoût représenté par la diffusion hertzienne de cette chaîne sur la cinquième réseau, précise le texte du député du Val-de-Marne, M. Vivien, propose d'affecter les sommes ainsi dégagées à l'INA (+50 millions), France 3 (+100 millions), France 3 (+200 millions), et Radio-France (+50 millions).

Les représentants d'ARTE ont réagi à cette initiative en affirmant connaître cette position et en se déclarant confiants dans les arbitrages ultérieurs puisque le budget de l'audiovisuel doit être examiné en séance plénière par l'Assemblée nationale le 27 octobre.



Tandis que l'Afrique et l'Amérique latine cherchent un modèle de développement

## La Banque mondiale montre en exemple les pays de l'Est asiatique

■ A L'HEURE OU DE NOM-BREUX PAYS D'AFRIQUE ET D'AMÉRIQUE LATINE SONT À LA RECHERCHE D'UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT, la Banque mondiale vient de publier un rapport qui tire les leçons du «miracle économique» de l'Asie de l'Est. Ce rapport est complété par une étude de la CNUCED, une branche des Nations unies, présentée lors d'une conférence à Tokyo.

■ UN NEUVIÈME PAYS EST EN PASSE DE S'APPROPRIER LES RECETTES mises en évidence par la Banque mondiale, la Chine, dont le taux de croissance en 1992 était de 12 %.

■ SI LES HUIT PAYS ONT SUIVI UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT VOISIN, les différences restent notables entre ces pays, notamment lorsqu'on compare leur revenu par habitant.

C'est un cas unique dans l'histoire économique mondiale. Jamais un groupe de pays n'a connu une trentaine d'années durant une croissance aussi élevée (5,5 % en moyenne entre 1960 et 1990) que celle des huit «superstars» asiatiques : le Japon, Hongkong, la République de Corée, Singapour, Taïwan, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande. Depuis le début des années 60, leur rythme de développement est le triple de celui de l'Amérique latine, et cinq fois plus élevé qu'en Afrique subsaharienne. Même les pétromonarchies du Golfe, pourtant servies par la hausse des cours du pétrole, ont fait nettement moins bien.

Résultat également remarquable, ces huit pays d'Asie de l'Est ont su répartir convenablement les fruits de la croissance. Ils le font même de mieux en mieux au fil des années. A Taïwan et au Japon, les revenus des 20 % les plus riches au sein de la population sont aujourd'hui cinq fois plus élevés que ceux des 20 % les plus pauvres (proportion que l'on retrouve en Autriche et en Belgique). Au Mexique et au Brésil, au contraire, la frange de la population la plus riche l'est vingt à vingt-cinq fois plus que la plus pauvre.

Comment expliquer ce «miracle asiatique» ? Est-il le fruit d'une politique interventionniste de la part de l'Etat ? Ou la conséquence d'un choix libre-échangiste ? Peut-il se renouveler ailleurs dans des conditions voisines ? L'intérêt de la question est

loin d'être théorique à l'heure où d'autres pays, principalement en Afrique et en Amérique latine, sont à la recherche d'un «modèle de développement». De là, l'intérêt du rapport *The East Asian Miracle*, que vient de publier la Banque mondiale (1) et que complète une seconde étude émanant de la CNUCED (2), une branche des Nations unies, et présentée les 5 et 6 octobre à Tokyo, où se tenait une conférence internationale sur le développement en Afrique.

### Interventionnisme étatique

Dans la plupart des pays de l'Asie de l'Est, observe le rapport de la Banque mondiale, le gouvernement a pesé de tout son poids sur la politique économique suivie. Il l'a fait «systématiquement et à travers différents canaux, pour accélérer le développement et, dans certains cas, le développement d'industries spécifiques». Outils traditionnels de la politique gouvernementale : l'allocation de crédits à des taux privilégiés, la protection des produits locaux face aux produits importés, par le biais de barrières tarifaires et non tarifaires, l'octroi de subventions aux industries en difficulté, un rapprochement entre secteurs public et privé... Les recettes ne manquent pas. La Corée du Sud, par exemple, a encouragé, jusque dans les années 70, le développement de son industrie lourde et de la chimie, imitant en cela le Japon de l'immédiat après-guerre. Taïwan

et la Chine ont également utilisé les fonds publics pour favoriser l'essor des firmes exportatrices.

Cet interventionnisme, plus ou moins prononcé selon les périodes et très variable d'un pays à l'autre, n'explique pas les succès économiques, constatent les auteurs du rapport de la Banque mondiale. Dans d'autres parties du monde, des Etats ayant eux aussi opté pour des politiques économiques voisines n'ont jamais connu des taux de croissance comparables. A l'inverse, les succès tout aussi éclatants de Hongkong et de la Thaïlande, prouvent que l'option libérale est tout aussi efficace. En fait, le seul enseignement irréfutable est qu'une politique interventionniste n'a pas nui au développement économique des pays d'Asie de l'Est.

Les huit pays étudiés partagent cependant plusieurs points communs. Tous, en particulier, ont mené une politique macroéconomique «orthodoxe», qu'il s'agisse du déficit public, maintenu dans des limites étroites, de la lutte contre l'inflation (7,5 % par an en moyenne entre 1961 et 1991 contre près de 200 % en Amérique latine) ou de la maîtrise de la dette externe (trois fois plus faible qu'en Afrique subsaharienne). Mais par des taux d'intérêt faibles mais positifs, pour favoriser l'épargne et, au bout du compte, l'investissement, leur politique financière a été également très sage.

Autre similitude, ces huit pays ont orienté leur industrie vers la

conquête des marchés extérieurs, et ils ont su tirer profit des technologies étrangères – via l'acquisition de matériels, de licences ou la formation de personnel. Une ouverture qui va de pair avec des relations sociales très encadrées au sein des entreprises. Les syndicats contestataires y sont rarement les bienvenus et la confrontation est bannie.

Observation *a priori* banale, les huit pays examinés par la Banque mondiale ont tous privilégié l'éducation. Mais, ce qui l'est moins, c'est que, à la différence des pays d'Amérique latine, eux ont choisi de faire porter leur effort sur l'enseignement primaire. Près de 80 % du budget de l'éducation lui sont consacrés en Corée du Sud et en Thaïlande contre 31 % au Venezuela (pour un effort global supérieur). En Bolivie et en Indonésie, deux pays au niveau de développement proche, la disproportion est encore plus criante. L'enseignement de base engloutit 90 % du budget global de l'éducation en Indonésie, contre 41 % en Bolivie.

### Des recettes spécifiques

En fin de compte, deux leçons essentielles se dégagent de ces études. D'une part, l'économie d'un pays ne se développe que sur un terrain favorable en termes de ressources humaines, d'épargne, de prix... D'autre part, une intervention publique, pour être bénéfique, doit être contenue dans des limites financières très

strictes. Car les dérapages sont fréquents. Entre tous les outils mis en œuvre pour doper les entreprises, un seul a démontré : les aides à l'exportation. Les crédits à taux privilégiés, le soutien de branches industrielles spécifiques, en revanche, s'avèrent contre-productifs.

Ces recettes héritées d'un passé récent sont-elles applicables aujourd'hui ? Rien n'est moins sûr. Il y a vingt ou trente ans, une administration pouvait sans difficulté imposer à l'épargne publique des taux d'intérêt ridiculement bas sans risque de faire fuir les capitaux vers des placements plus rémunérateurs. A l'heure de la globalisation des économies, cette impunité est en voie de disparition. Quant à l'austérité, qui consiste à favoriser le décollage économique d'un pays en dopant ses exportations à coup de subventions, elle sera de plus en plus délicate à manier. Les nouvelles règles du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) tendent en effet à imposer des principes très stricts. Un autre modèle de développement reste à inventer pour la fin du siècle.

JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) *The East Asian Miracle. Economic growth and public policy*. Banque mondiale, 389 p.

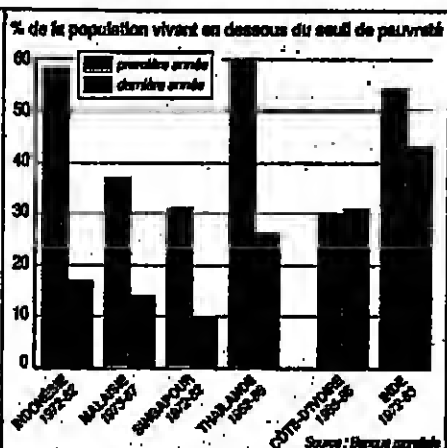
(2) *Les Enseignements du développement en Asie et leur applicabilité aux problèmes de développement en Afrique*. De Seiji Naya et Robert McCleery, CNUCED.

### CLÉS/Chiffres

- **JAPON**  
Population : 124 millions d'habitants.  
PNB par habitant : 25 430 dollars (dollars 1990).  
Inflation annuelle moyenne entre 1980 et 1990 : 1,5 %.  
Espérance de vie à la naissance (en nombre d'années) : 79.
- **RÉPUBLIQUE DE CORÉE**  
Population : 43,3 millions d'habitants.  
PNB par habitant : 5 400 dollars.  
Inflation : 5,1 %.  
Espérance de vie : 71 ans.
- **THAÏLANDE**  
Population : 55,8 millions d'habitants.  
PNB par habitant : 1 420 dollars.  
Inflation : 3,4 %.  
Espérance de vie : 66 ans.
- **HONGKONG**  
Population : 5,8 millions d'habitants.  
PNB par habitant : 11 490 dollars.  
Inflation : 7,2 %.  
Espérance de vie : 78 ans.
- **INDONÉSIE**  
Population : 178 millions d'habitants.  
PNB par habitant : 570 dollars.  
Inflation : 8,4 %.  
Espérance de vie : 62 ans.
- **MALAISIE**  
Population : 18 millions d'habitants.  
PNB par habitant : 2 320 dollars.  
Inflation : 1,8 %.  
Espérance de vie : 70 ans.
- **SINGAPOUR**  
Population : 3 millions d'habitants.  
PNB par habitant : 11 160 dollars.  
Inflation : 1,7 %.  
Espérance de vie : 74 ans.
- **TAÏWAN**  
Population : 20 millions d'habitants.  
PNB par habitant : 8 951 dollars.  
Inflation : non déterminée.  
Espérance de vie : 73 ans.

Le 20ème anniversaire de la libération de l'Europe.  
Des chars soviétiques à l'opération de Vichy.  
Retrouver les grandes dates de l'histoire.  
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

### Variations du seuil de pauvreté



Le développement des pays de l'est de l'Asie entraîne un recul important de la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (fixé entre 300 et 700 dollars, selon les pays). En une dizaine d'années, il a été divisé par deux ou par trois. Le contraste est frappant avec l'Inde ou la Côte d'Ivoire, deux pays où la pauvreté, en termes relatifs, reste importante.

### La Chine, le 9<sup>e</sup> dragon

Il est difficile d'étudier les performances des pays phares de l'Asie sans mentionner la Chine. Sa population est 2,8 fois plus importante que celle des huit pays étudiés par la Banque mondiale pour une superficie triple. En termes de produit national brut, l'économie chinoise arrive en deuxième position, derrière celle du Japon.

La Chine, souligne le rapport de la Banque mondiale, a emprunté à ses voisins plus ou moins proches quelques-unes des recettes qui ont fait le succès de ces derniers, en particulier en matière d'éducation, de santé et de stabilité macroéconomique. Moyennant quoi, rappelle l'étude, le taux de croissance économique chinois a atteint 9,4 % en moyenne annuelle entre 1979 et 1989 (dont 11,4 % par an entre 1982 et 1988). Après une brève récession (4,4 % en 1989 et 4,1 % en 1990), la croissance a repris de plus belle ces dernières années. Elle a culminé à 12 % en 1992. Au total, au cours des années 80,

aucun autre pays ne peut se targuer de telles performances, sauf, justement, les huit pays de l'Est asiatique – et le Botswana, un pays très riche en diamants.

La croissance accélérée de la Chine repose à la fois sur les progrès d'une agriculture libérée de ses carcans (les prix en termes réels ont crû de 25 %) et les efforts pour doper les exportations à coups de dévaluations monétaires, de mesures fiscales... Toutes recettes déjà expérimentées avec succès par les huit prédecesseurs de la Chine.

Le niveau de vie de la population reflète le succès de ces années de forte croissance. Depuis 1978, quelque 180 millions de Chinois sont sortis du seuil de la pauvreté. Et la consommation de porc, le principal aliment source de protéines d'origine animale pour la population chinoise, quoique restant faible, a doublé de 1978 à 1988 pour atteindre près de 15 kilos par an et par personne.

### COMMERCE INTERNATIONAL

Le différend entre les Etats-Unis et la CEE

### Alain Lamassoure estime que la vraie négociation sur le GATT commence maintenant

La France «privilégie le contenu de l'accord sur le calendrier» dans les négociations du GATT, quitte à attendre «quelques semaines de plus» après la date du 15 décembre, pour conclure sur l'ensemble des dossiers, a déclaré, lundi 11 octobre, au Club de la presse d'Europe 1, le ministre délégué aux affaires européennes, Alain Lamassoure. Cette échéance du 15 décembre est une «date importante», mais Paris n'est pas «demandeur d'urgence» et ne se «sent pas tenu impérativement» par cette date, a ajouté M. Lamassoure.

La France n'aurait «vraiment» commencé la vraie négociation que récemment.

si elle avait bloqué, «seule contre 111 autres pays» membres du GATT, l'ensemble des négociations par un veto, afin de faire prévaloir ses demandes en matière agricole, a poursuivi le ministre, qui a ajouté que la situation est désormais différente, puisque les objectifs de la France, repris par les deux derniers conseils des ministres des affaires étrangères des douze, sont devenus ceux «de la Communauté européenne tout entière».

Sept ans après le démarrage du Cycle de l'Uruguay (Uruguay Round), «ce n'est que maintenant que commence la vraie négociation politique, sur l'agriculture et

sur le reste», a encore déclaré M. Lamassoure.

Le directeur général du GATT, Peter Sutherland, a rappelé son attachement à la date du 15 décembre pour un règlement global du GATT, après les déclarations du ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, sur la possibilité de parvenir à un accord partiel et de reporter au-delà de cette date les discussions sur les dossiers les plus sensibles, dont l'agriculture. Dans un entretien à Libération du 12 octobre, M. Sutherland déclare : «Je suis sûr, par le fait qu'un accord partiel puisse être seulement envisagé».

### INDUSTRIE

Un investissement de 6 milliards de francs

### Bell Atlantic se lance à la conquête du Mexique

Bell Atlantic débarque en force au Mexique. La compagnie américaine régionale de téléphone, l'une des plus puissantes («Baby Bell») nées de l'éclatement, en 1983, du monopole d'ATT, a l'intention de mettre 1,04 milliard de dollars (soit 6 milliards de francs) sur la table pour s'offrir une participation de 42 % dans Grupo Iusacell. Propriété de la famille Peralta, Iusacell est le deuxième groupe mexicain de télécommunications derrière Telcel, l'opérateur public privatisé fin 1990.

Challenger extrêmement agressif, Iusacell est devenu un important opérateur de téléphonie mobile de la région de Mexico. Il dispose d'une licence pour exploiter ses services sur l'ensemble du pays et se prépare activement à attaquer le marché des télécommunications longue distance, dont le monopole, confié à Telmex, doit être soumis à renouvellement en 1996. Bell Atlantic va d'abord

racheter pour 520 millions de dollars (3 milliards de francs) 23 % du capital de Grupo Iusacell, la famille Peralta conservant la majorité des droits de vote au conseil d'administration. Les modalités de la montée à 42 % du capital restent pour le moment secrètes.

France Telecom, qui nourrit de solides ambitions en Amérique centrale et en Amérique latine (Chili et Pérou notamment), doit déjà compter avec Bell Atlantic en Argentine. Observant la progression du revenu d'une partie de la population de ces pays, misant sur l'apparition d'une classe de «yuppies» dans la région à fort taux de croissance, les deux concurrents entendent profiter du désengagement des Etats dans le secteur des télécommunications pour moderniser les réseaux et offrir des services extrêmement rentables.

C. M.

### EN BREF

**CNPF** : les candidatures spontanées sont «normales», selon François Perigot. – Interrogé par la Tribune Desfossés du 12 octobre sur l'annonce par Jean-Louis Giral que ce dernier pourrait briguer la présidence du CNPF (le Monde du 12 octobre), François Perigot estime «tout à fait normal» que «les candidatures spontanées s'expriment». Toutefois, l'actuel président précise : «Il appartient au comité des sages que j'ai nommé de rendre compte, le moment venu, des conditions de ma succession».

**DOCKERS** : nouvelle grève. – La fédération CGT des ports et docks a appelé les dockers à faire vingt-quatre heures de grève, mardi 12 octobre. Dans un communiqué, elle indique qu'elle veut protester contre les lenteurs – imputées au patronat – dans les négociations devant aboutir à la signature d'une convention collective nationale. «Le patronat bloque le processus, soit en prenant le contrepied des propositions de la CGT, soit en avançant des idées totalement rétrogrades», indique la fédération.

مكثان الامم



ECONOMIE

FISCALITÉ

Le projet de loi de finances pour 1994

# Les réductions d'impôts seront appliquées dès le début de l'année prochaine

La baisse de l'impôt sur le revenu décidée par le gouvernement dans le projet de loi de finances pour 1994 s'appliquera concrètement dès le début de l'année prochaine. Restent à préciser les modalités d'application.

La semaine dernière, la commission des finances de l'Assemblée nationale avait voté un amendement prévoyant de réduire de 10 % le premier tiers provisionnel dû au titre de l'imposition des revenus de 1993, cette réduction du premier acompte ne pouvant toutefois dépasser 2 000 francs. Pour les contribuables mensuels, la commission des finances avait proposé dans son amendement que les quatre premiers prélèvements mensuels soient réduits de 10 % dans une limite mensuelle de 500 francs.

« Le gouvernement est favorable au principe de cet amendement », déclare Nicolas Sarkozy, ministre du budget, dans un entretien à Libération du 12 octobre. « Anticiper la baisse de l'impôt dès le premier tiers ne peut que favoriser la reprise. Toutefois, s'agissant des modalités, il nous faut pouvoir y travailler encore ».

Si le gouvernement avait attendu la fin de l'année 1994 pour appliquer – lors du règlement des soldes – les baisses d'impôt décidées, l'effet sur la conjoncture aurait été différé de dix mois. Si les pouvoirs publics veulent stimuler la consommation, les baisses d'impôts doivent s'appliquer le plus tôt possible.

Reste que la réduction d'impôt doit être assez forte pour provoquer une réaction des contribuables-consommateurs. C'est l'analyse que fait la commission des finances de l'Assemblée nationale qui pro-

pose que l'administration abatte forfaitairement 10 % sur le premier tiers provisionnel. Si ce chiffre était retenu, la baisse serait de 3,3 % sur l'ensemble de l'impôt dû. Dans la mesure où les calculs effectués en septembre montraient que la réduction d'impôt ne dépasserait pas 1 % ou 2 % pour certains contribuables, ceux-ci devraient donc rembourser un peu d'argent au fisco 1994. C'est la raison pour laquelle le gouvernement va probablement décider de limiter à 5 % la réduction du premier tiers provisionnel. Dans ce cas, la baisse ne serait plus que de 1,6 % sur l'impôt de l'année, compatible avec les baisses dont bénéficieraient les contribuables les moins bien servis par la réforme. En revanche, le gouvernement pourrait faire un geste et proposer de relever la limite de 2 000 francs sur le premier tiers.

Le gouvernement arrêtera sa position mercredi matin 13 octobre et la fera connaître à l'Assemblée mercredi soir. C'est un peu artificiel quand on sait que les deux premiers acomptes provisionnels payables en 1994 seront calculés sur les impôts payés en 1993, sur les revenus de 1992. D'où des modifications parfois importantes des revenus sur lesquels seront calculées les réductions. De ce point de vue, les précautions prises pour éviter à certains contribuables d'avoir à rembourser de l'argent au fisco en fin d'année apparaissent assez vaines. Certains contribuables auront bel et bien de mauvaises surprises en fin d'année, d'autres au contraire de bonnes.

Al. V.

EQUIPEMENT

74 milliards de francs pour la période 1994-1998

# M. Balladur précise aux préfets le contour des contrats de plan Etat-régions

Edouard Balladur vient d'adresser aux vingt-six préfets de région une lettre leur précisant leur mandat de négociation pour les contrats de plan Etat-régions couvrant la période 1994-1998. Vendredi 15 octobre à Nantes, le premier ministre devait lancer un grand débat sur l'aménagement du territoire.

Les vingt-six préfets de région de métropole et d'outre-mer viennent de recevoir une lettre d'Edouard Balladur, à laquelle s'ajoute une annexe financière détaillée, qui précise ce que l'on appelle le « mandat de négociation » du représentant de l'Etat sur la mise au point finale des contrats de plan Etat-régions pour la période 1994-1998. Ces contrats qui fixeront la liste des équipements, projets et engagements financiers prioritaires conjoints de l'Etat et des régions, doivent être signés avec les préfets de conseils régionaux d'ici la fin de l'année.

L'enveloppe attribuée à chaque préfet comporte deux volets : le « noyau dur » des priorités de l'Etat qui comprend des opérations que le gouvernement estime impératif de réaliser (60 à 70 % de l'enveloppe globale) et un solde, laissé à l'initiative du préfet, qui représente sa marge de négociation avec les élus régionaux. L'essentiel du « noyau dur » concerne les infrastructures de transport, la politique de la ville et le secteur de l'enseignement et de la culture. L'Etat consacrera à l'ensemble des contrats de plan 67,5 milliards de francs, soit une augmentation de 32 % par rapport aux précédents contrats (1989-1993). S'y ajoutent quelque 7 milliards relevant de la politique de la ville. Il avait été décidé le 12 juillet, à Mende, au comité interministériel d'aménagement du territoire, de moduler l'effort de l'Etat en fonction de la situation économique de chaque région et de son potentiel fiscal. L'enveloppe de l'Etat sera ainsi répartie de 10 %, celles de la Bretagne ou du Nord-Pas-de-Calais majorées de 23,5 %, celles de Rhône-Alpes ou de Midi-Pyrénées reconduites en francs constants. Plusieurs présidents de région ont,

au cours de l'été, manifesté leur mécontentement et il est très probable que le premier ministre annoncera, vendredi 15 octobre à Nantes, des rajouts, notamment pour les infrastructures routières dans le grand Ouest.

Dans la lettre adressée aux préfets, le premier ministre indique que les contrats de plan « sont l'occasion de renforcer le lien entre compétitivité économique et cohésion sociale... L'accès aux nouvelles technologies et le développement des investissements immobiliers et matériels des PMI sera favorisé ». D'une manière générale, il leur est demandé de « veiller à ne pas engager des investissements qui engendrent des coûts de fonctionnement pour l'Etat sans avoir obtenu l'aval préalable du ministère concerné ».

Les conseils régionaux constituent « les interlocuteurs privilégiés mais non exclusifs de l'Etat », précise Edouard Balladur. Le gouvernement veut en effet que les soucis exprimés par les conseils généraux des départements soient mieux pris en compte. Des tensions au sein des régions entre des intérêts locaux divergents se sont déjà manifestés, notamment dans les grandes régions comme Midi-Pyrénées, Centre ou Rhône-Alpes.

F. Gr.

FINANCES

Après deux ans de conflit

# Suez et l'UAP se partagent l'assureur Victoire

Les conseils d'administration de Suez et de l'UAP (Union des assurances de Paris) devaient approuver, mardi 12 octobre, un accord entre les deux groupes mettant fin à un conflit de plus de deux ans au sujet de leur filiale commune Victoire (le Monde du 8 octobre). La cotation des actions Suez et UAP était d'ailleurs suspendue mardi dans la matinée. Une paix des braves en quelque sorte. A l'issue d'un échange d'actes sans précédent entre deux poids lourds de la finance française, l'UAP, dont la privatisation se profile, va prendre le contrôle de la Compagnie de Suez, numéro 3 de l'assurance en Allemagne, et Suez concrétise un virage stratégique que souligne le départ de son directeur général, Patrick Ponsolle.

« C'est un accord honorable pour les deux parties et glorieux pour nous », reconnaît l'un des négociateurs de l'arrangement entre Suez et l'UAP. « L'UAP accepte une certaine dilution de son rôle, en contrepartie d'un gain stratégique important, la dernière touche de son développement en Europe, et une entrée en force en Allemagne. De l'autre côté, la perte stratégique pour Suez est compensée par un gain financier bienvenu après les déboires de la compagnie dans l'immobilier », ajoute-t-il.

Le schéma est le suivant. L'UAP récupère 78,8 % du holding Vinci, qui regroupe la plu-

part des activités internationales de Victoire et notamment l'assureur allemand Colonia. En contrepartie, Suez obtient les 34 % de Victoire détenus par l'UAP et devient ainsi le seul actionnaire d'un Victoire réduit à ses activités françaises. Pour compenser un échange inégal en terme de valeurs des actifs, Suez devrait recevoir en plus 5 % du capital de l'UAP et une somme de moins de 3 milliards de francs. En gage de bonne entente, l'UAP va également ramener de 6,4 % à 5 % sa participation dans Suez.

Pour en arriver là, il aura fallu plus de deux ans de négociations difficiles, d'accords rejetés in extremis et de guerre des nerfs. L'amitié entre Jean Peyrelevade, président de l'UAP, et Gérard Worms, président de la Compagnie de Suez, n'y aura pas résisté, notamment après le rejet par le conseil de Suez, en avril 1992, d'un accord signé par les deux dirigeants et d'une ultime demande d'un milliard de francs de M. Worms à la fin de l'année dernière. M. Peyrelevade avait alors eu le sentiment que le président de Suez cherchait délibérément à gagner du temps, dans l'attente d'une alternance politique qui le fragiliserait.

L'origine de cette affaire remonte à l'été 1989 quand Suez se lance, à nouveau avec succès, dans une bataille boursière et prend le contrôle du groupe d'assurances Victoire pour 23 milliards de francs. Une proie d'autant plus tentante qu'elle vient de mettre la main sur un joyau, le numéro trois de l'assurance allemande, Colonia. Mais Suez, qui a conquis, de haute lutte, la

Société générale de Belgique, seize mois auparavant, n'a pas les moyens de ses ambitions. La « vieille dame » se trouve confrontée d'appeler à la rescousse l'UAP de ses actionnaires, l'UAP, qui, pour 14 milliards de francs, prend 34 % de Victoire. Provisoirement... se dit-on alors. L'objectif de M. Peyrelevade n'est pas de rester indéfiniment minoritaire dans Victoire mais de mettre la main sur Colonia. Il lui faudra attendre plus de quatre ans.

## Un accord conclu en septembre

Le défilé d'ordre technique qui a rendu un accord possible s'est produit au début de l'été 1993, avec la sortie du capital de Victoire des autres minoritaires, le danois Baltica et le japonais Dai Ichi. L'opération a été faite en quelque sorte à l'envers avec le rachat, au moindre coût, des participations de Dai Ichi et de Baltica. A partir de ce moment-là, Suez et l'UAP se retrouvaient face-à-face. Claus Kleyboldt, président du directoire de Colonia, l'a fort bien compris, à la surprise générale, ne se déclarant pas hostile, début juin, à ce que l'UAP devienne l'actionnaire principal.

« A partir du moment où Suez connaissait le coût exact de sortie des minoritaires du capital de Victoire, la compagnie pouvait ajuster son prix de vente », explique l'un des protagonistes de l'accord. « L'autre astuce a consisté à ne pas passer sous les fourches caudines de la famille Oppenheim, qui possède 21,2 % de Vinci, en ne négociant pas la

vente directe de Colonia mais du holding de tête, justement Vinci », ajoute-t-il. Voilà pour quoi, les obstacles levés, le prix de l'accord définitif est inférieur à celui réclamé par Suez à la fin de l'année dernière. La soule demandée par la compagnie financière à l'UAP était alors supérieure à 8,5 milliards de francs, elle est, dans le schéma définitif, et, compte tenu de l'entrée de Suez dans le capital de l'assureur public, de moins de 6 milliards.

L'accord était d'ailleurs quasiment conclu à la mi-septembre et un protocole aurait été signé le 28 septembre. Il n'a pas été rendu public à ce moment-là, les pouvoirs publics craignant que l'annonce interfère avec la privatisation de la BNP, premier actionnaire de l'UAP.

Au-delà de son aspect stratégique et financier, le partage de Victoire marque une étape majeure dans l'évolution des deux groupes. Hasard ou coïncidence, il intervient au moment même où se profile la privatisation de l'UAP et le possible départ de son président, Jean Peyrelevade, qui serait remplacé par Jacques Friedmann. Compte tenu du coût de la sortie de la famille Oppenheim de Vinci, la prise de contrôle de Colonia revient finalement à environ 24 milliards de francs à l'UAP, ce qui n'est pas moins un succès pour Jean Peyrelevade. Elle lui donne des arguments pour plaider sa cause ou, plus encore, l'opportunité de partir en besoot. Car cohabitation douce ou non, il est clair que les pouvoirs publics n'ont pas l'intention de mettre sur le marché boursier le premier assureur français – et le deuxième d'Europe – dont le poids, avec Colonia, approche les 120 milliards de francs de primes annuelles, avec à sa tête un président proche des socialistes.

## Virage stratégique

Pour Suez, la vente des activités internationales de Victoire est le reflet d'un virage stratégique majeur entamé depuis plusieurs mois. Un recadrage qui s'est déjà traduit par des cessions de filiales industrielles de la Société générale de Belgique, la dernière en date étant, le 23 septembre, et pour 3,7 milliards de francs, la vente de sa participation dans les cimenteries CBR. Le départ du numéro deux de Suez, Patrick Ponsolle, l'homme qui incarnait la phase d'expansion « un peu folle » de la fin des années 80 et des batailles boursières victorieuses, en est l'illustration.

L'heure est à la rentabilité et au nettoyage douloureux du portefeuille immobilier de la Hénin et d'Indosuez qui a mis la Compagnie en grande difficulté. Elle retrouve aujourd'hui une certaine marge de manœuvre financière et semble décidée à poursuivre le mouvement. Elle envisagerait même de céder Victoire dans les prochains mois, soit la totalité de son pôle d'assurance. Le géant allemand Allianz serait sur les rangs.

Accusé par ses détracteurs d'être pusillanime, Gérard Worms démontre le contraire. Il s'est tout de même séparé au fil du temps, du président de la Générale de Belgique, Hervé de Carmoy, du président de Victoire, Jean Arvis, et maintenant de son directeur général, Patrick Ponsolle. Le tandem Ponsolle-Worms était d'ailleurs étonnant tant les caractères des deux dirigeants étaient opposés. M. Worms était l'homme du consensus et du compromis, M. Ponsolle celui des décisions radicales. Leur coopération a atteint aujourd'hui ses limites et ils n'ont plus du tout la même vision de l'avenir de Suez. M. Worms limite aujourd'hui ses ambitions aux possibilités de Suez et vent avant tout se redonner de la souplesse financière, M. Ponsolle craint loi que la Compagnie ne devienne un jour une « grosse siccav » sans réel contrôle sur son destin.

ÉRIC LESER

SOCIAL

Les grèves dans les transports

# Un train sur trois sur la plus grande partie du réseau SNCF

Les perturbations du trafic des métros, bus, avions et trains étaient conformes aux prévisions dans la matinée du mardi 12 octobre. La banlieue parisienne bénéficiait en moyenne d'un train sur trois à l'exception des liaisons Paris-Est où le service fonctionnait aux deux tiers. Les interconnexions entre les réseaux RATP et SNCF sur les lignes A, B et D du RER n'étaient pas assurées.

Du côté de la RATP, les bus circulaient en moyenne aux trois quarts de leur capacité avec des perturbations liées pour partie à la circulation dense qui régnait dans Paris. Le service des bus du nord

et du nord-est de Paris n'était assuré qu'entre 30 % et 50 % des capacités. Enfin, en ce qui concerne le métro, des perturbations étaient attendues aux heures de pointe de service des agents, à savoir de 10 h 30 à 15 heures et après 23 heures.

Un train rapide express sur trois circulait en moyenne sur l'ensemble du territoire sauf sur les radiales Paris-Saint-Lazare, Rouen, Le Havre, Caen, Paris-Gare de Lyon, Clermont-Ferrand ainsi que Paris-Est, Metz, Strasbourg où le service était assuré aux deux tiers. Le TGV Paris-Nord circulait normalement. En revanche, un TGV sur trois seulement circulait dans le Sud-Est

et sur le réseau Atlantique, à l'exception des liaisons Paris-Rems et Paris-Nantes moins perturbées. Les trains express régionaux circulaient en moyenne au rythme d'un sur trois, à l'exception de Nantes, Marseille et Toulouse où le trafic était nul.

Air France assurait mardi matin un vol moyen courrier sur deux et prévoyait d'assurer dans la journée la totalité de ces vols longs courriers. Toutefois, le terminal 2 de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy était bloqué tôt dans la matinée par quelque 150 manifestants, salariés de la compagnie.

M. La.

COMMENTAIRE

# Double impasse

S'il s'agissait d'un film, on pourrait dire que la journée d'action du mardi 12 octobre est une co-production FO-CGT avec, dans les principaux rôles, les militants cégétistes et les cheminots. Les autres syndicats se contentant pour l'essentiel de faire de la figurine.

Scénario classique, le secteur des transports – et singulièrement le SNCF – assurera la fonction de locomotive de la mobilisation. Les perturbations du trafic ferroviaire ou des métros ont cet avantage qu'ils sont visibles par l'opinion. Reste que, derrière cette locomotive,

le convoi sera composé des mêmes habitués : EDF-GDF et Air France auxquels se sont tout de même joints des postiers et des agents de France Télécom. Une fois de plus, la CGT a été greffée sur un appel lancé par Force ouvrière, elle-même sachant que la décision d'action préalable des postiers et d'Air France lui permettrait de faire bonne figure.

Il est pourtant indéniable que l'on assiste à un certain décalage de l'action unitaire. FO et la CGT au niveau national, plusieurs syndicats CFDT au plan local, en ont pris acte. Ce mouvement, s'il ne com-

porte guère de propositions communes, hormis l'appel incantatoire en faveur d'une « relance de l'économie par la consommation », apparaît surtout comme un sur-saut. Louable, cette velléité de montrer que, même affaiblis, les syndicats existent, ne risque guère de mener avec efficacité, tant que ceux-ci restent enfermés dans une logique purement protestataire et sans perspective, largement décalée par rapport aux attentes de la plupart des salariés.

La CFDT, dont les dirigeants nationaux ont préféré fixer au vendredi 15 octobre leur propre mobilisation, a beau jeu de refuser de privilégier la grève. En organisant « des rassemblements des professionnels devant les chambres patronales », la CFDT affirme vouloir « bousculer les patrons ». Outre que l'on peut se demander si le patronat sera véritablement « bousculé », la stratégie de la CFDT risque de ne s'avérer guère plus efficace. La centrale de Nicole Notat, qui veut privilégier la négociation quitte à échanger quelques « avantages acquis » contre des concessions en matière de créations d'emplois, ne pourra y parvenir sans établir un rapport de forces minimum par l'action... aux côtés de la CGT et de FO, dont les conceptions sont fort éloignées. A moins que les initiatives prévues cette semaine se soldent par d'improbables succès, le syndicalisme restera bloqué dans cette double impasse.

JEAN-MICHEL NORMAND

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde L'IMMOBILIER

### appartements ventes

6<sup>e</sup> arrdt

FURSTENBERG

(ph) Exceptionnel 2 P, 70 m<sup>2</sup> env., gde classe, 3<sup>e</sup> ét., sans asc. Centre, 3 300 000 F. 49-26-81-94

### MONTMARTRE

Bel imm., 6-7<sup>e</sup> L., gde chbre de bonne h. situat., 280 000 F. CASSE 48-86-43-43

### appartements achats

Prof. acheteur 2-3 P, à Saint-Germain-en-Laye

Tél : 34-51-27-37 9 h-19 h

Recherche 2 à 4 P. PARIS, Préf. Rive Gauche, PAIR COMPACT chez nous 48-73-35-43 même le soir

Rech. urgent 100 à 120 m<sup>2</sup> Paris, préf. 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> 4<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>. Prix comp. chez nous. 48-73-48-07

### bureaux

Locations

DOMICILIATIONS COALES P. LOCATIONS BUREAUX H.M. TOUTS SERVICES SECRETARIAT STATIONNEMENT ASE

ABECO 42-94-95-28

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50

## LE MONDE DES CARRIÈRES

Château Corron-André 21420 Alzou-Corron rach. V.P. militaires qualifiés pour vendre à clientèle particulière ou restauration ven. de domaines Bourgogne Beaujolais, Côtes-du-Rhône et Provence sur notation, séjours. Ecrire ou tél. : 80-28-44-25.

## DEMANDES D'EMPLOI

JF diplômée de l'ENIC en commerce international 12<sup>e</sup> ann. angl. 3 ans d'exp. recherche emploi stable. Tél. 48-28-17-88 (répondeur).

## Eurotunnel annonce une augmentation de capital

MARTINE LARONCHE

ricain Eli Lilly a annoncé, lundi 11 octobre, la suppression de 4 000 emplois sur 32 000 par retraites anticipées et départs naturels. Cette mesure qui concerne 13 % des effectifs fera par des allègements d'effectifs à Londres et à Vienne. Le groupe se retire également de la société d'imagerie médicale *in vivo* Hybritech Inc. Selon Randall Tobias, nouveau patron du groupe qui a pris la tête de la division, « une société *à l'américaine* serait mieux placée pour saisir les occasions qui s'offrent dans le monde entier dans une période de changements fondamentaux sur ses marchés ». D'autres actions sont attendues « pour poursuivre une croissance à long terme ». Les laboratoires pharmaceutiques américains, confrontés aux perspectives d'une réforme du système des dépenses de santé promise par Bill Clinton, ont commencé à restructurer leurs opérations. En 1992, Eli Lilly a réalisé un bénéfice net de 709 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 6,2 milliards.

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES.

## IBM France privilégie la flexibilité du travail

ALAIN BEUVE-MÉRY

**LONDRES, 11**  
Les valeurs ont perdu du terrain lundi 11 octobre au Stock Exchange, affectées par les plus mauvais chiffres de la

**TOKYO, 12 octobre** — La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse, mardi 12 octobre, après des échanges calmes, l'indice Nikkei enregistrant un net recul en réaction au lancement, vendredi, d'un nouvel indice boursier. Les opérateurs s'étendant à une poursuite des dégagements sur les valeurs exclues du nouvel indice pondéré, le Nikkei 500, ce qui a entraîné, finalement, une baisse du Nikkei sous les 20 000 points. Ce dernier a fini en baisse de -241,33 points, à 20 137,31 soit un recul de 1,18 %. Les transactions ont porté au total sur 220 millions d'actions, contre 320 millions vendredi.

**MARCHÉ MONÉTAIRE**  
(effets privés)

Paris (12 oct.)..... 7%-7 1/8 %  
New-York (11 oct.)..... 2 7/8 %

	8 oct.	12 oct.
Nikolai Dow Jones...	20 378,64	20 137,31

Franc suisse	4 5/8	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 5/16	4 7/16
Lire italienne (1000)	8 13/16	9 1/16	8 11/16	8 15/16	8 1/2	8 3/4

\_\_\_\_\_



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 12 OCTOBRE

**Liquidation : 22 octobre**  
**Taux de report : 7,25**

**Cours relevés à 13 h 31**  
**C 40 : -0,84 % (2120,65)**

[illegible]**Comptant** (sélection)**Sicav** (sélection) **11 octobre**

VALEURS	% du mont.	% de coups	VALEURS	Cours piéc.	Dernier cours	VALEURS	Cours piéc.	Dernier cours	VALEURS	Cours piéc.	Dernier cours	VALEURS	Estimen Frais incl.	Recht net	VALEURS	Estimen Frais incl.	Recht net
<b>Obligations</b>			Est. Mag. Paris	4152	4155	<b>Etrangers</b>			Action	256,40	269,00	France Energie	269,72	269,72	Paris: Patrimoine	888,15	160,34
BOF 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	701	692	Acc. Ag.	508	—	Acc. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	109,90	2,389	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 40 CB	116,25	8,433	Est. Mag. Paris	300	306	Al. Ag.	300	—	Al. Ag.	2094,98	2094,98	France Energie	590,04	459,68	Paris: Patrimoine	257,83	257,77
CPM 95 4																	

## Marché des Changes

### Marché libre de l'or

## A BOURSE SUR MINITEL

**Matif** (Marché à terme international de France)

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 11/10	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 11/10	11 octobre 1993											
			achat	vente				NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME							
								Nombre de contrats estimés : 78 594				Volume : 16 553							
Etats Unis (1 unit).....	5,8432	5,8230	5,40	5,98	Or fin (à la on barre).....	85300	85320	<b>36-15</b> <b>TAPEZ LE MONDE</b>											
Ecu.....	0,8125	0,8220			Or fin (au lingot).....	85750	85400												
Admagne (100 dm).....	350,5500	350,5500	327	350	Marsilles (100 g).....	377	377												
Belgique (100 fr).....	10,1250	10,1250	15,50	18,30	Pièces 1 (10 g).....	350	—												
France (100 fr).....	312,1500	311,9100	259	320	Pièces 20 (20 g).....	379	372												
Irlande (1000 Ir).....	3,5440	3,5300	3,32	3,77	Pièces 50 (50 g).....	378	378												
Italie (1000 lire).....	86,1500	86,6000	82	80	Pièces 100 (100 g).....	425	425												
Denmark (100 kr).....	6,2985	6,2255	6,15	6,35	Pièces 25 dollars.....	2465	2465												
Grèce (100 dr).....	3,0425	3,0225	2,75	3,00	Pièces 10 dollars.....	1197,50	1197,50												
Allemagne (100 M).....	2,4025	2,4025	2,69	3,03	Pièces 5 dollars.....	738	—												
Suisse (100 francs).....	359,5200	359,5500	388	408	Pièces 100 pesetas.....	2655	2655												
Espagne (100 p).....	16,4000	16,4000	15	15	Pièces 100 liras.....	352	352												
Norvège (100 kr).....	49,8750	49,8750	48	51															
Autriche (100 sch).....	4,3040	4,3225	4,05	4,40															
Pays-Bas (100 gul).....	3,3900	3,3900	3,42	3,75															
Portugal (100 esc).....	4,2380	4,2380	4,4	4,6															
Canada (1 C can).....	5,5617	5,5617	5,15	5,50															
Japan (100 yen).....																			

**RÈGLEMENT MENSUEL (1)**  
Lundi de la semaine : % de variation 31/72 - Mardi de la semaine : montant du coupon - Mercredi de la semaine : paiement du coupon - Jeudi de la semaine : paiement du coupon - Vendredi de la semaine : paiement du coupon - Samedi de la semaine : paiement du coupon - Dimanche de la semaine : paiement du coupon

**ABRÉVIATIONS**  
B = Bordeaux L = Lille  
L = Lyon M = Marseille  
N = Nancy N = Nantes

**SYMBOLS**  
1 ou 2 = catégorie de notation - sans indication catégorie 3 - \* valeur flexible au PEA  
! = coupon détaché - & = droit détaché - & = coupon du jour - & = coupon précédent  
o = offert - d = demandé - / offre réduite - / demande réduite - / contrat d'annulation

## CARNET

## Naissances

M. Yves KERNEVEZ et M<sup>me</sup> Catherine ZETOUN,  
partageant avec  
Capucine et Julia,  
la joie d'annoncer la naissance de

Lucas,

à Paris, le 5 octobre 1993.

4, rue de Musset,  
75016 Paris.

Michelle et Alain RAPPAPORT,  
ses parents,  
Georgette et Raphaël RAPPAPORT,  
ses grands-parents,  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Maxime, Davis,

le 4 octobre 1993, à San-Francisco  
(Californie).

## Mariages

France DUCOSSON

et  
Robert LINHART

sont heureux de faire part de leur  
mariage, célébré le 9 octobre 1993.

56-58, rue du Moulin-Vert,  
75014 Paris.

## Décès

Paris, Maroc, Israël,  
M<sup>me</sup> Charles Azouli,  
M<sup>me</sup> Frédéric Azouli,  
M<sup>me</sup> Dana Azouli,  
et ses enfants, Géraldine et Jonathan,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Raphaël Azouli  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Maurice Azouli  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Joseph Tolédano  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Albert Abergel  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Elie Tolédano  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Albert Hassan  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Huguette Tolédano Azouli  
et ses enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Claude Azouli,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Roger Azouli.  
Les familles Azouli, O'Hara,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles AZOULI

La levée du corps a eu lieu ce jour à  
l'hôpital Américain, à Neuilly-sur-  
Seine.

M<sup>me</sup> Azouli,  
4, square Villaret-de-Joyeuse,  
75017 Paris.

M. Pierre Bizouard,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Claude Bizouard  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Paul Bizouard  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Bizouard  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Yves Bizouard  
et leurs enfants,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Henri BIZOUARD,

survenu le 10 octobre 1993, à Secaux,  
dans sa quatre-vingt-huitième année,  
et vous prient d'assister ou de vous  
unir d'intention à la cérémonie reli-  
gieuse qui sera célébrée le mercredi  
13 octobre, à 15 h 30, en l'église du  
Mémorial (Val-d'Oise).

92, rue Gabriel-Péri,  
92320 Châtillon-sous-Bagnaux.

69, boulevard Richard-Lenoir,  
75011 Paris.

16, rue Georges-Clemenceau,  
78220 Viry-Chatigny.

9, rue du 12-Mars-1934,  
92100 Saint-Cyr-l'Écluse.

15, rue Victor-Commanot,  
80000 Amiens.

M<sup>me</sup> Suzanne Bouquin,  
M<sup>me</sup> Francis Bouquin,  
M<sup>me</sup> Edith Bouquin  
et M<sup>me</sup> Marc Lemoine,  
M<sup>me</sup> Yvonne Bouquin,  
ont la douleur de faire part du décès de

André BOUQUIN,

ancien secrétaire général  
de l'Institut français d'Athènes,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
survenu le 8 octobre 1993, dans sa qua-  
tre-vingt-troisième année.

Selon ses vœux, les obsèques auront  
lieu, dans l'intimité, au crématorium  
du Père-Lachaise, à Paris.

118, boulevard Voltaire,  
75011 Paris.

M<sup>me</sup> Martine Bringer,  
née Audibert,  
Aurélien, Gilles, Estelle, Benoît,  
Les familles Bringer, Beylier  
et Audibert,  
font part du décès de

M. Jean-Pierre BRINGER,

à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu le 6 octobre  
1993, à Ribennes (Lozère).

11, boulevard du Roi-René,  
13100 Aix-en-Provence.

CARNET DU MONDE  
Renseignements :  
40-65-29-94

M<sup>me</sup> Pierre Collobet,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Forges,  
M. Jean-Pierre Collobet  
et M<sup>me</sup> Catherine Perroin-Collobet,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre COLLOBET,

le 9 octobre 1993, à soixante-trois ans.

20, chemin du Vallier,  
69670 Vaugneray.

Malou, 74350 Allonzieu.

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Patrick Ouvrard,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Francis Dasso,  
et leurs enfants,  
Isabelle et Henri d'Armagnac,  
Dobocsi,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. André DASSORI,

officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,  
conseiller du commerce extérieur  
de la France,

survenu le 6 octobre 1993, dans sa  
soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
dans l'intimité familiale.  
L'incinération aura lieu au crématorium  
du cimetière du Père-Lachaise, le  
jeudi 14 octobre, à 15 h 45, à l'issue de  
laquelle la famille recevra les condo-  
léances.

M<sup>me</sup> Paulette Monin-Dassori,  
7, rue du Mont-Valérien,  
92110 Saint-Cloud.

La direction,  
Et les membres du personnel de la  
société Asiatique européenne de  
commerce,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur président d'honneur,

M. André DASSORI,

officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,  
conseiller du commerce extérieur  
de la France,  
vice-président de la section Asie  
du Comité national des conseillers  
du commerce extérieur de la France,  
vice-président du comité France-Chine,  
membre d'honneur du Conseil chinois  
pour le développement du commerce  
international,  
ancien président de Brambilla-Cogro  
et de Brambilla Export,

survenu le 9 octobre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures,  
en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône),  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures.

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Et le directeur de l'INSA de Lyon,  
Et le personnel du Laboratoire de  
mécanique des contacts,  
Et les membres du conseil scientifi-  
que,  
ont le très grand regret de faire part du  
décès de

Maurice GODET,

professeur des universités  
à l'INSA de Lyon,  
médaille d'or de la tribologie (1988),  
docteur honoris causa de l'université  
de Leeds (Grande-Bretagne),  
officier dans l'ordre national  
du Mérite,  
Mayo D. Hersey Award  
of the American Society  
of Mechanical Engineers,  
Leifert Medal of the Encouragement  
of the Industry (Grande-Bretagne),  
Jacob Wallenberg Foundation Laureate  
of the Royal Swedish Academy  
of Sciences,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 9 octobre 1993.

Les obsèques auront lieu en l'église  
de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône),  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures.

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Et le directeur de l'INSA de Lyon,  
Et le personnel du Laboratoire de  
mécanique des contacts,  
Et les membres du conseil scientifi-  
que,  
ont le très grand regret de faire part du  
décès de

Maurice GODET,

professeur des universités  
à l'INSA de Lyon,  
médaille d'or de la tribologie (1988),  
docteur honoris causa de l'université  
de Leeds (Grande-Bretagne),  
officier dans l'ordre national  
du Mérite,  
Mayo D. Hersey Award  
of the American Society  
of Mechanical Engineers,  
Leifert Medal of the Encouragement  
of the Industry (Grande-Bretagne),  
Jacob Wallenberg Foundation Laureate  
of the Royal Swedish Academy  
of Sciences,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 9 octobre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures,  
en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or  
(Rhône).

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Et le directeur de l'INSA de Lyon,  
Et le personnel du Laboratoire de  
mécanique des contacts,  
Et les membres du conseil scientifi-  
que,  
ont le très grand regret de faire part du  
décès de

Maurice GODET,

professeur des universités  
à l'INSA de Lyon,  
médaille d'or de la tribologie (1988),  
docteur honoris causa de l'université  
de Leeds (Grande-Bretagne),  
officier dans l'ordre national  
du Mérite,  
Mayo D. Hersey Award  
of the American Society  
of Mechanical Engineers,  
Leifert Medal of the Encouragement  
of the Industry (Grande-Bretagne),  
Jacob Wallenberg Foundation Laureate  
of the Royal Swedish Academy  
of Sciences,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 9 octobre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures,  
en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or  
(Rhône).

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Et le directeur de l'INSA de Lyon,  
Et le personnel du Laboratoire de  
mécanique des contacts,  
Et les membres du conseil scientifi-  
que,  
ont le très grand regret de faire part du  
décès de

Maurice GODET,

professeur des universités  
à l'INSA de Lyon,  
médaille d'or de la tribologie (1988),  
docteur honoris causa de l'université  
de Leeds (Grande-Bretagne),  
officier dans l'ordre national  
du Mérite,  
Mayo D. Hersey Award  
of the American Society  
of Mechanical Engineers,  
Leifert Medal of the Encouragement  
of the Industry (Grande-Bretagne),  
Jacob Wallenberg Foundation Laureate  
of the Royal Swedish Academy  
of Sciences,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 9 octobre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures,  
en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or  
(Rhône).

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Et le directeur de l'INSA de Lyon,  
Et le personnel du Laboratoire de  
mécanique des contacts,  
Et les membres du conseil scientifi-  
que,  
ont le très grand regret de faire part du  
décès de

Maurice GODET,

professeur des universités  
à l'INSA de Lyon,  
médaille d'or de la tribologie (1988),  
docteur honoris causa de l'université  
de Leeds (Grande-Bretagne),  
officier dans l'ordre national  
du Mérite,  
Mayo D. Hersey Award  
of the American Society  
of Mechanical Engineers,  
Leifert Medal of the Encouragement  
of the Industry (Grande-Bretagne),  
Jacob Wallenberg Foundation Laureate  
of the Royal Swedish Academy  
of Sciences,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 9 octobre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures,  
en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or  
(Rhône).

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Et le directeur de l'INSA de Lyon,  
Et le personnel du Laboratoire de  
mécanique des contacts,  
Et les membres du conseil scientifi-  
que,  
ont le très grand regret de faire part du  
décès de

Maurice GODET,

professeur des universités  
à l'INSA de Lyon,  
médaille d'or de la tribologie (1988),  
docteur honoris causa de l'université  
de Leeds (Grande-Bretagne),  
officier dans l'ordre national  
du Mérite,  
Mayo D. Hersey Award  
of the American Society  
of Mechanical Engineers,  
Leifert Medal of the Encouragement  
of the Industry (Grande-Bretagne),  
Jacob Wallenberg Foundation Laureate  
of the Royal Swedish Academy  
of Sciences,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 9 octobre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures,  
en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or  
(Rhône).

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Et le directeur de l'INSA de Lyon,  
Et le personnel du Laboratoire de  
mécanique des contacts,  
Et les membres du conseil scientifi-  
que,  
ont le très grand regret de faire part du  
décès de

Maurice GODET,

professeur des universités  
à l'INSA de Lyon,  
médaille d'or de la tribologie (1988),  
docteur honoris causa de l'université  
de Leeds (Grande-Bretagne),  
officier dans l'ordre national  
du Mérite,  
Mayo D. Hersey Award  
of the American Society  
of Mechanical Engineers,  
Leifert Medal of the Encouragement  
of the Industry (Grande-Bretagne),  
Jacob Wallenberg Foundation Laureate  
of the Royal Swedish Academy  
of Sciences,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 9 octobre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures,  
en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or  
(Rhône).

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Et le directeur de l'INSA de Lyon,  
Et le personnel du Laboratoire de  
mécanique des contacts,  
Et les membres du conseil scientifi-  
que,  
ont le très grand regret de faire part du  
décès de

Maurice GODET,

professeur des universités  
à l'INSA de Lyon,  
médaille d'or de la tribologie (1988),  
docteur honoris causa de l'université  
de Leeds (Grande-Bretagne),  
officier dans l'ordre national  
du Mérite,  
Mayo D. Hersey Award  
of the American Society  
of Mechanical Engineers,  
Leifert Medal of the Encouragement  
of the Industry (Grande-Bretagne),  
Jacob Wallenberg Foundation Laureate  
of the Royal Swedish Academy  
of Sciences,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 9 octobre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures,  
en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or  
(Rhône).

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Et le directeur de l'INSA de Lyon,  
Et le personnel du Laboratoire de  
mécanique des contacts,  
Et les membres du conseil scientifi-  
que,  
ont le très grand regret de faire part du  
décès de

Maurice GODET,

professeur des universités  
à l'INSA de Lyon,  
médaille d'or de la tribologie (1988),  
docteur honoris causa de l'université  
de Leeds (Grande-Bretagne),  
officier dans l'ordre national  
du Mérite,  
Mayo D. Hersey Award  
of the American Society  
of Mechanical Engineers,  
Leifert Medal of the Encouragement  
of the Industry (Grande-Bretagne),  
Jacob Wallenberg Foundation Laureate  
of the Royal Swedish Academy  
of Sciences,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 9 octobre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 13 octobre, à 15 heures,  
en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or  
(Rhône).

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Et le directeur de l'INSA de Lyon,  
Et le personnel du Laboratoire de  
mécanique des contacts,  
Et les membres du conseil scientifi-  
que,  
ont le très grand regret de faire part du  
décès de

Maurice GODET,

professeur des universités  
à l'INSA de Lyon,  
médaille d'or de la tribologie (1988),  
docteur honoris causa de l'université  
de Leeds (Grande-Bretagne),  
officier dans l'ordre national  
du Mérite,  
Mayo D. Hersey Award  
of the American Society  
of Mechanical Engineers,  
Leifert Medal of the Encouragement  
of the Industry (Grande-Bretagne),  
Jacob Wallenberg Foundation Laureate  
of the Royal Swedish Academy  
of Sciences,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 9 octobre 1993.

## Anniversaires

Il y a cinq ans, le 13 octobre 1988,

Pierre FAVARD,  
professeur à l'université  
Pierre-et-Marie-Curie, Paris,  
maire de Pontivy (1983-1988),  
quittait les siens et ses amis.

Ceux qui l'ont connu et aimé auront  
pour lui une pensée.

L'association des Fils et filles des  
déportés juifs de France  
rappelle le souvenir de

Henri COLIJE,

président fondateur  
de l'association des FFDJF,  
décédé dans sa quarante-troisième  
année, le 12 octobre 1983,  
et celui de

Gilbert ERMANN,  
vice-président fondateur  
de l'association des FFDJF,  
décédé dans sa cinquante-neuvième  
année, le 15 octobre 1983.

En ce dixième anniversaire de leur  
disparition, les Fils et filles des dé-  
portés juifs de France, militants de la  
mémoire, tiennent à rendre hommage à  
leurs deux compagnons, dont la persé-  
cution exemplaire n'a cessé d'inspirer  
l'action des FFDJF.

Il y a trois ans, le 13 octobre 1990,  
nous quittez

Jean-Luc GRAËVE,  
conseiller des affaires étrangères  
de 1<sup>re</sup> classe (ENA 1976),  
hémophile, décédé à Rome, à l'âge de  
quarante ans, à la suite des transfusions  
sanguines effectuées en France.

Tamara-Miriana Graëve,  
sa femme,  
Nicolas et Emmanuel Graëve,  
ses fils,  
restent curieux à toute expression de la  
pensée humaine, pour rester proches à  
son esprit dans l'univers.

« J'ail ou gentil, ô toi qui tiens la  
barre et guides ton navire, console-toi  
Philippe, n'oublie ton pays en gran-  
deur et beauté »  
T. S. Eliot : The Waste Land.

77, rue de Rennes,  
75006 Paris.

En souvenir de nos parents  
admirés,

Flavie et Jacques NIESZAWER.

Nadine et Céline,  
leurs filles,  
Arthur, Boris et Alfred,  
leurs petits-fils.

Il y a cinquante ans,

Wolf WIEVIORKA,  
Rosa FELDMAN-WIEVIORKA,  
Anna et Ley KRZENTOWSKI,  
leurs fille et gendre,

arrêtés à Nice début octobre 1943,  
transportés à Drancy, furent déportés  
vers Auschwitz dans le convoi 61 du  
28 octobre 1943, où ils furent tous  
assassinés.

En juillet 1942,

Thérèse

WIEVIORKA-KALENCHER

et son mari,

Heinz,

les avaient précédés dans la déportation  
et la mort.

Pour que les enfants et petits-enfants  
de

Méni et Hélène WIEVIORKA,  
Aby et Rachel WIEVIORKA,  
le sachent et se souviennent.

Conférences

La conférence de morphopsycholo-  
gie, par le docteur Louis Cormier, sur  
le thème : « Biscuit, comment aller  
félicité et masculinité », aura lieu le  
jeudi 14 octobre 1993, à 20 h 30, au  
Centre Chaillet-Gallier, 28, avenue  
George-V, Paris-8. Entrée : 40 F.

Communications diverses

Le Centre culturel algérien a le  
plaisir de vous inviter à une table  
ronde sur le thème : « Les Algériens  
devant la justice, passé et présent »,  
avec Mohammed Badjoui, Miloud  
Brahimi, Mahfoud Ghazal, Faouzi  
Gindice, Philippe Guid-Annida, le  
samedi 16 octobre 1993, à 14 h 30. La  
table ronde sera suivie par la projection  
du film Une journée portée disparue,  
de Philip Brooks et Alain Hayling, pré-  
senté par Jean-Luc Eianadi. Prière de  
confirmer votre participation au  
45-54-95-31.

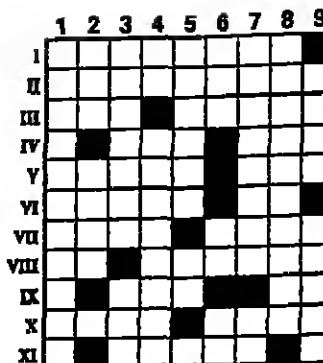
Centre culturel algérien,  
171, rue de la Croix-Nivert,  
75015 Paris.  
Métro Bouclicart.

Soutenances de thèses

Le 14 octobre 1993, Mehdiad  
Yahbi soutiendra sa thèse de sciences  
économiques : « La pensée économique  
de Janos Kornai (1955-1984), de la  
réforme de l'économie socialiste à la  
théorie de l'économie de pénurie », à  
l'université Paris-VII, 2, place Jussieu,  
tour centrale, salle des thèses (S. 716).

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 6147



## HORIZONTALEMENT

1. Peuvent être assimilés aux  
exécutions sommaires. - II. Qui  
ne manque pas de motifs. - III. Crie  
comme dans un bois. A  
influencé le jazz. - IV. Blanc, il  
est parfois à l'index. Même pas  
saisi. - V. Peut se manger  
verte. Évoque un joli teint. - VI.  
Donner de mauvais plis.  
Dieu pour Moïse. - VII. Théâtre  
d'une bataille. N'est pas une  
chose à voir pour un hypocrite.  
- VIII. Divinité. Petit, il est  
moins fort qu'un bleu. - IX. Peut  
se faire dans un poly-  
gone. En Normandie. - X. Un  
répondant. Utile quand on veut

faire la guerre. - XI. Inscription  
sur un affût.

## VERTICALEMENT

1. Des bruits de bidons. -  
2. Dix sur dix. Un danger quand  
on est en grève. - 3. Dans  
l'équipement d'un vieux soldat.  
Peut se prendre dans un salon.  
- 4. Élément de jupe. Une  
grosse gnappe. - 5. Avoir une  
allure de chameau. Vieille ville  
- 6. Inquiète celui qui a des  
boutons. Note. Spectacle. -  
7. Qui ont quitté leur orbi-  
te. Préposition. - 8. Empêcher de  
travailler. - 9. Dieu. Qui peu-  
vent flamber.

Solution du problème n° 6146

## Horizontalement

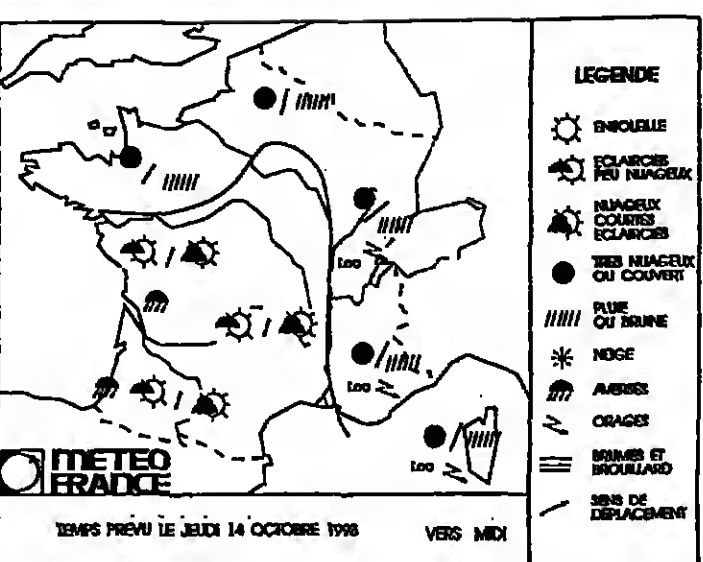
I. Camélias. - II. Haineuses. -  
III. Erg. Slava. - IV. Lent. Enéa.  
V. Out. Ars. - VI. Dandys. -  
VII. Orner. Ama. - VIII. Ires.  
Aveu. - IX. Ne. Man. X. Etou.  
Arts. - XI. Sienna.

## Verticalement

1. Chéridone. - 2. Aars.  
Arrêts. - 3. Mignonne. AI. -  
4. En. Tudesque. - 5. Lés. Tyr.  
- 6. lule. Aman. - 7. Aars.  
Aars. - 8. Sévèrement. -  
9. Sées. Eu. Su.

GUY BROUTY

## MÉTÉOROLOGIE



Mercredi : nouvel épisode plu-  
vieux dans le Sud-Est. - Le temps  
sera très nuageux sur l'ensemble du  
pays, le matin. Des averse orageuses  
se produiront sur la Corse, l'extrême  
Sud-Est et les côtes atlantiques. En  
cours de journée, le soleil arrivera sur  
toutes les côtes atlantiques et remon-  
tera vers la Normandie, la Centre, l'Ile-  
de-France, la Picardie, la Nord-Pas-de-  
Calais. Sur le Languedoc-Roussillon, le  
ciel se couvrira et les premières pluies  
commenceront dans l'après-midi. Ces  
pluies remonteront ensuite vers la val-  
lée du Rhône et toucheront les régions  
plus à l'est. Les quantités d'eau pour-  
ront localement être importantes. Les  
régions situées au pied des Pyrénées  
auront une journée agréable avec du  
soleil et des températures plus douces.  
Le vent de sud soufflera à  
80 km/heure en rafales dans la vallée  
du Rhône. Le vent de sud-est atteindra  
70 km/heure sur le littoral varois.  
Les températures seront douces  
pour la saison : 10 à 13 degrés en  
général le matin, localement 14 à  
16 degrés près de la Méditerranée, 16  
à 20 degrés l'après-midi localement,  
22 degrés près de la Méditerranée.

## TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé



RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 12 OCTOBRE

TF 1
15.30 <b>Faillite</b> : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.15 <b>Jeu</b> : Une famille en or.
16.40 <b>Club Dorothea</b> .
17.50 <b>Série</b> : Premiers bêtisiers.
18.20 <b>Série</b> : Hétéro et les garçons.
18.50 <b>Magazine</b> : Coucou, c'est nous ! Invité : Isabelle Carré.
19.50 <b>Divertissement</b> : Le Bébête Show (et à 0.45).
20.00 <b>Journal</b> , Thérèse et Météo.
20.50 <b>Cinéma</b> : Ju s'au le seigneur du château. ■■ Film français de Régis Wernier (1988).
22.25 <b>Divertissement</b> : Ciné gaga.
22.30 <b>Cinéma</b> : La Cow-boy. ■ Film français de Georges Lautner (1986).
0.15 <b>Magazine</b> : Le Club de l'enjeu. Présenté par Emmanuel de La Taille et Alain Weillier. Invité : Antoine Jeancourt Galliani, président de la banque indonésienne ; Francis Olivier, PDG de Sidel ; Yves Garmelin, président d'Eurotel Gestion ; Nino Cerutti, couturier ; Genevieve De Gaulle Anthoine, présidente d'ATD quart monde ; Charles Milion, député de l'Ain.
0.50 <b>Journal</b> et <b>Météo</b> .
FRANCE 2
15.40 <b>Variétés</b> : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Les gens de la marine.
16.40 <b>Jeu</b> : Des chiffres et des lettres.
17.05 <b>Magazine</b> : Giga.
18.40 <b>Jeu</b> : Un pour tous.
19.20 <b>Jeu</b> : Que le meilleur gagne.
20.00 <b>Journal</b> , <b>Météo</b> et <b>Météo</b> .
20.50 <b>Cinéma</b> : L'Auberge rouge. ■ Film français de Claude Autant-Lara (1951).
22.40 <b>Magazine</b> : Bas les masques. Présenté par Mireille Dumas. J'hérite au bout du monde. Reportage sur le village de Mantar (Pyénées-Orientales).
23.55 <b>Journal</b> et <b>Météo</b> .

FRANCE 3
15.15 <b>Série</b> : Capitaine Furillo.
16.10 <b>Magazine</b> : La Fèvre de l'après-midi. Invité : Michèle Torr.
17.45 <b>Jeu</b> : Une pêche d'enfer.
18.25 <b>Jeu</b> : Questions pour un champion.
18.50 <b>Un livre, un jour</b> . Histoires de Philippe Beaussant.
19.00 <b>Le Journal des sports</b> . De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 <b>Divertissement</b> : La Grande Classe.
20.30 <b>Le Journal des sports</b> .
20.50 <b>Spectacle</b> : Le Grand Cirque du Bolchoï. Présenté par Sergio (5 <sup>e</sup> et dernière partie).
22.05 <b>Journal</b> et <b>Météo</b> .
22.35 <b>Magazine</b> : Les Brûlés de l'Histoire. Magazine présenté par Laura Adler et Patrick Rotman. Dossier : Aron-Sarraz, histoire d'une amitié difficile à travers trois moments de notre histoire contemporaine : 1940, les débuts de la guerre ; 1958, les débuts de la guerre d'Algérie ; Mai 1968. Séquence actualité : la présélection. Invité : Jacques Solé.
23.30 <b>Magazine</b> : A la une sur la 3. Présenté par Christine Odoiret. Avec Serge Joly et Philippe Alexandre.
23.55 <b>Continental</b> . L'Eurojournal : l'Info en v.o.
CANAL PLUS
15.05 <b>Magazine</b> : 24 heures (rediff.).
16.02 <b>Le Journal du cinéma</b> .
16.05 <b>Cinéma</b> : Les Enfants volés. ■■ Film franco-italien de Claude Autant-Lara (1991).
17.55 <b>Surprises</b> .
18.00 <b>Canalatch peluche</b> .
18.30 <b>En clair jusqu'à 20.35</b> : 19.30 Ça cartoon.
18.45 <b>Magazine</b> : Nulle part ailleurs. Invité : Daniel Gelin, Philippe Boggio, The Breeders.
20.30 <b>Le Journal du cinéma</b> .
20.35 <b>Cinéma</b> : L'Amant. ■■ Film franco-britannique de

ARTE
22.25 <b>Série</b> : Mission impossible.
22.30 <b>Flash d'informations</b> .
22.35 <b>Cinéma</b> : Trahise. ■ Film coproduit de Damien Hardy (1991) (v.o.).
0.15 <b>Cinéma</b> : La Malédiction 4. ■ Film américain de Jorge Montesi et Dominique Odenin-Gérard (1991).
22.35 <b>Série</b> : Mission impossible.
23.35 <b>Documentaire</b> : Paul Mac Carthy, mes années Besties.
0.50 <b>Six minutes</b> première heure.
1.05 <b>Musique</b> : Flashback. L'année 1964.
2.30 <b>Rediffusions</b> . Fides 1982. Chill ; Salsa opus 2 (Columbia) ; Voir et revoir le France : Fac'O ; Les Enquêtes de Capital.
FRANCE-CULTURE
20.30 <b>Archipel science</b> . Avec François Filion, ministre de la recherche (sous réserve).
21.30 <b>Grand angle</b> . L'intelligence existe-t-elle ? (rediff.).
22.40 <b>Les Nuits magnétiques</b> . Les Travaux et les Jours : la vie d'autrefois dans les Alpes de Haute-Provence (1).
0.05 <b>Du jour au lendemain</b> . Avec Alain Buisson (L'Orient Voilé).
0.50 <b>Musique</b> : Coda. Tito Rodriguez (2).
FRANCE-MUSIQUE
20.00 <b>Concert</b> (en direct de Munich) : Fendula sur une fantasia d'Alonso Mudarra, de Turin ; Rhapsodie portugaise pour piano et orchestre, de Halffter ; Rhapsodie espagnole, de Falla ; par l'Orchestre national d'Espagne, dir. Aldo Ciccolini.
23.09 <b>Ainsi la nuit</b> . 0.00 L'Heure bleue. Carnets de route, par Philippe Carles. Invité : Jacques Mehieu.
<b>Les interventions à la radio</b> : RTL, 18 h 30, Gilles de Robien et Martin Melvy (« Controverse »).
France-Inter, 9 h 20, débat : « La marche de l'art et la condition des peintres en 1993. » (« La Téléphone sonne »).

MERCREDI 13 OCTOBRE

TF 1
6.00 <b>Série</b> : Intrigues.
6.28 <b>Météo</b> (et à 6.58, 7.18).
6.30 <b>Club mini Zig-Zag</b> . Joyca.
7.00 <b>Journal</b> .
7.20 <b>Dessin animé</b> : Transmutazors (et à 7.28).
7.22 <b>Club mini</b> .
7.30 <b>Disney Club mercredi</b> . Destinée animée : Les Gammis ; La Bande à Pécou ; Repocage ; L'Atelier de magie de Pierre Berclay.
9.05 <b>Club Dorothea</b> matin. T Rex ; Max et compagnie ; Dragon Ball Z ; Rambo un demi ; Jet Men ; Salut les Muscles ; La Séquence animée du docteur Klein ; Clip ; Jeux.
11.50 <b>Jeu</b> : Le Roue de la fortune.
12.20 <b>Jeu</b> : Le Juste Prix.
12.50 <b>Magazine</b> : A vrai dire.
13.00 <b>Journal</b> , <b>Météo</b> et <b>Tout compte fait</b> .
13.40 <b>Série</b> : Highlander.
14.35 <b>Club Dorothea</b> . Punky Brewster ; Mes deux papas ; Huit ça suffit ; Salut les Muscles ; Parker Lewis ne perd jamais ; Jeux.
17.50 <b>Série</b> : Le Miel et les Abeilles.
18.20 <b>Série</b> : Hétéro et les garçons.
18.50 <b>Magazine</b> : Coucou c'est nous ! Présenté par Christophe Dechevane. Invité : Johanne Rhodes.
19.50 <b>Divertissement</b> : Le Bébête Show (et à 0.15).
20.00 <b>Journal</b> et <b>Météo</b> .
20.40 <b>Sport</b> : Football. Match éliminatoire de la Coupe du monde : France-Irlande, en direct du Parc des Princes ; à 21.46, 2 <sup>e</sup> mi-temps.
22.50 <b>Magazine</b> : Télé-vision. Présenté par Béatrice Schönberg. La télé de charme. Soft ou hard ? Quelle est la réglementation ? Invité : Lora Moor, Amanda Lear, Marlène, Doc et Dominique Volton, chercheur au CNRS.
0.20 <b>Journal</b> et <b>Météo</b> .
0.50 <b>Série</b> : Côté cœur.
1.15 <b>TF 1 nuit</b> .
1.25 <b>Téléfilm</b> : Via Mala (2 <sup>e</sup> partie).
2.55 <b>Documentaire</b> : Le Chemin des Indiens morts. 1. Le Monde d'Islo.
3.55 <b>Documentaire</b> : Histoires naturelles.
5.00 <b>Musique</b> .

FRANCE 2
5.55 <b>Faillite</b> : Monstère Belvédère.
6.20 <b>Dessin animé</b> .
6.30 <b>Téléfilm</b> . Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 <b>Faillite</b> : Amoureux de votre.
8.55 <b>Faillite</b> : Amour, gloire et beauté.
9.20 <b>Téléfilm</b> 2. Jeux vidéos et dessins animés : Super Mario, James Bond Junior, Retour vers le futur, Family Dog.
11.15 <b>Flash d'informations</b> .
11.20 <b>Jeu</b> : Motus.
11.50 <b>Jeu</b> : Pyramide.
12.20 <b>Jeu</b> : Ces années-là.
12.59 <b>Journal</b> et <b>Météo</b> .
13.45 <b>INC</b> .
13.50 <b>Série</b> : Le Renard.
14.50 <b>Série</b> : Les deux font le pairs.
15.40 <b>Variétés</b> : La Chance aux chansons (et à 4.53). Quand on écoute la radio.
16.35 <b>Jeu</b> : Des chiffres et des lettres.
17.05 <b>Magazine</b> : Giga. Avec les séries : Goal ; TV 101 ; Promo 95.
18.35 <b>Jeu</b> : Un pour tous.
19.15 <b>Jeu</b> : Que le meilleur gagne (et à 3.30).
19.50 <b>Tirage du Loto</b> (et à 20.45).
20.00 <b>Journal</b> , <b>Météo</b> et <b>Météo</b> .
20.50 <b>Téléfilm</b> : Bonjour la galère. De Caroline Huppert, d'après le roman de Ph. Adler (1 <sup>re</sup> partie, rediff.). Après quinze ans de vie commune, le père décide d'habiter sur les rives de la Seine.
22.20 <b>Documentaire</b> : Chroniques de l'hôpital d'Armentières. De Daniel Karlin (5 <sup>e</sup> chronique).
23.25 <b>Journal</b> et <b>Météo</b> .
23.45 <b>Magazine</b> : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Invité : Boris Cyrulnik (les Nouritures affectives) ; Sylvie Balstris (la Route de Berlin) ; Stélie Baruk (C'est à dire) ; Arny Cordy (les cancrans n'existent pas).
0.50 <b>Court métrage</b> : Histoire courte. John, de Roberto Garzelli ; Tabata, de François Koltes.
1.20 <b>Magazine</b> : Bas les masques (rediff.).
2.30 <b>Emissions religieuses</b> (rediff.).

FRANCE 3
7.00 <b>Premier service</b> .
7.15 <b>Bonjour les petits loups</b> .
8.00 <b>Les Minikeums</b> . Les Minikeums ; Denver ; Peter Pan ; Les Inventures des Minikeums ; Widget ; Jeu : Les Mondes fantastiques ; Où est Charlie ? ; Doc ; Doozie ; Le Légende du Prince Valiant ; Comment c'est fait ? les épiques.
12.00 <b>Flash d'informations</b> .
12.05 <b>Télévision régionale</b> .
12.45 <b>Journal</b> .
13.00 <b>Magazine</b> : Votre cas nous intéresse. Le guide pratique de l'étudiant.
13.30 <b>Série</b> : Les Mystères de l'Ouest.
14.20 <b>Documentaire</b> : Les Mystères de l'Ouest.
14.45 <b>Magazine</b> du Sénat.
15.00 <b>Questions ou gouvernements</b> , en direct de l'Assemblée nationale.
16.45 <b>Jeu</b> : Les Délices d'Hugo.
17.45 <b>Magazine</b> : Une pêche d'enfer.
18.25 <b>Jeu</b> : Questions pour un champion.
18.50 <b>Un livre, un jour</b> . Histoire des plus célèbres répliques du cinéma, de Marion Vidal et Jean Claude-Gleason.
19.00 <b>Le 19-20 de l'information</b> . De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 <b>La Grande Classe</b> .
20.30 <b>Le Journal des sports</b> .
20.50 <b>Magazine</b> : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Neuf mois pour faire de l'embryon au bébé, ce qui nous apprend, invité : Catherine Dolto-Toril et Jean-François Metzi, pédiatres ; Nicole Mulliez, embryologiste ; Yves Dumez et Roger Bessis, gynécologues-obstétriciens.
22.30 <b>Journal</b> et <b>Météo</b> .
23.00 <b>Mercredi</b> chez vous.

Le meilleur de la radio  
chaque semaine,  
dans le nouveau supplément  
radio-télé du Monde

CANAL PLUS
En clair jusqu'à 7.25
7.00 <b>CBS Evening News</b> . Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
7.23 <b>Le Journal de l'emploi</b> .
7.25 <b>Canalatch peluche</b> .
En clair jusqu'à 8.48
7.50 Ça cartoon.
8.48 <b>Surprises</b> .
9.00 <b>Cinéma</b> : Crime au musée des horreurs. ■ Film britannique d'Arthur Crabtree (1958).
10.23 <b>Flash d'informations</b> .
10.25 <b>Documentaire</b> : Les Allumés... Toupe ou not toupe.
10.55 <b>Le Journal du cinéma</b> .
11.00 <b>Cinéma</b> : L'Histoire sans fin 2. ■ Film germano-américain de George Miller (1991).
En clair jusqu'à 13.35
12.30 <b>Magazine</b> : La Grande Famille. Présenté par Jean-Luc Delarue.
13.30 <b>Le Journal de l'emploi</b> .
13.35 <b>Décode pas Bunny</b> .
14.30 <b>Série</b> : Chiple & Clyde.
14.35 <b>Documentaire</b> : Histoire de chats. 1. Les chats des pharaons, de Dick Meadows et Alan Neale.
15.00 <b>Le Journal du cinéma</b> .
15.05 <b>Téléfilm</b> : L'Amour en noir. De Roy Batesby.
16.50 <b>Surprises</b> .
17.05 <b>Les Superstars du catch</b> .
18.00 <b>Canalatch peluche</b> . Le Tourbillon noir.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Ça cartoon.
18.45 <b>Magazine</b> : Nulle part ailleurs. Invité : Michel Boze, Batailles, l'Affaire Louis Trio.
20.30 <b>Sport</b> : Football. Résumé des matches de la Coupe du monde : Bulgarie-Autriche, Suède-Finlande.
20.45 <b>Le Journal du cinéma</b> du mercredi. Bandes-annonces ou extraits de films.
21.00 <b>Cinéma</b> : Le Vol de l'Intruder. ■ Film américain de John Mills (1980).
22.50 <b>Flash d'informations</b> .
22.55 <b>Sport</b> : Football. Pays-Bas/Angleterre. Match éliminatoire de la Coupe du monde 1994, en direct.
0.40 <b>Cinéma</b> : Twenty One. ■ Film américain de Don Boyd (1980) (v.o.).
2.20 <b>Documentaire</b> : Les Condors.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Mourir moderne

ENTRE les inondations et les grèves, appert un jeune homme au visage émacié, en robe de chambre. C'est un malade du sida en phase terminale. La télévision était venue l'interroger parce qu'il avait acheté une pleine page de publicité dans l'édition du jour de *Liberation*. Au centre de cette page, sous le photo de son visage, ce slogan : « Pendant l'agonie, la vente continue. » La page se voulait une œuvre réplique à la campagne publicitaire d'un fabricant de textile italien, qui venait elle-même d'exploiter bruyamment le sida pour vendre ses produits.

Le jeune homme raconte que la campagne du fabricant italien l'avait choqué. Il explique pour quoi avec finesse et compétence, prouvant qu'il suivait depuis longtemps les campagnes du fabricant italien. Alors qu'il était en train de perdre sa vie, une chose comptait donc davantage pour ce jeune homme que son agonie : il voulait que nul ne le lui voit, et surtout pas un marchand de tricot italien. Il lui restait assez de forces pour vouloir préserver cette agonie de la répétition publicitaire.

Et pourtant, souhaitant préserver la pureté de ses derniers instants, il en livrait l'image à la foule des spectateurs du « 20 Heures ». Ces mêmes images souffraient, qui, sollicitées, ne devaient appartenir

qu'à lui, il choisissait de nous en faire tous témoins, en même temps que de se vouloir de mourir dans la dignité. Etrange scène. Il mourait debout, il mourait devant tout le monde : il mourait moderne.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ▲ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Le Monde ARTS et SPECTACLES

ARTE
En clair jusqu'à 19.00
17.00 <b>Magazine</b> : Mégamix. De Martin Moissonnier (rediff.).
17.55 <b>Chronique</b> : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor (rediff.).
18.00 <b>Documentaire</b> : Histoire parallèle (rediff.).
19.00 <b>Série</b> : Assaulted Nuts.
19.35 <b>Documentaire</b> : Comment nous fabriquons le sel. De Kaiman Kelson.
20.00 <b>Documentaire</b> : La fabrication du sel en Papouasie, par un réalisateur né dans le tribu des Baruya - qui a découvert la chimie à Paris avant de retourner en Papouasie.
20.00 <b>Documentaire</b> : Paysages. De Jean-Luc Porizon et Barbara Zucchi. 5. L'Ombre, Campello alto.
20.30 <b>8 1/2 Journal</b> .
20.40 <b>Documentaire</b> : Leonard Bernstein. The Gift of Music, de Horant H. Holifield, commentaire de Lauren Bacall.
22.05 <b>Musique</b> : La Pathétique. Symphonie n°6, de Tchaïkovski. Par l'Orchestre philharmonique de New-York, sous la direction de Leonard Bernstein.
23.05 <b>Documentaire</b> : Le Pays de cristal. De Björn Engvik et Stig Andersen.
23.50 <b>Cinéma</b> : L'univers du peintre. Artistic in Concert (rediff.).
FRANCE-CULTURE
20.30 <b>Tire la langue</b> . Le géorgien.
21.32 <b>Correspondances</b> . Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 <b>Communauté des radios</b> publiques de langue française. Premiers regards sur un Nouveau Monde : les États-Unis ou l'Amérique telle qu'ils l'ont vue (1).
22.40 <b>Les Nuits magnétiques</b> . Les Travaux et les Jours : la vie d'autrefois dans les Alpes de Haute-Provence (2).
0.05 <b>Du jour au lendemain</b> . Avec Melika Mokkadem (l'Introuvable).
0.50 <b>Musique</b> : Coda. Tito Rodriguez (3).

M 6
7.00 <b>Informations</b> : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 11.00, 12.00).
7.05 <b>Contact 6 Manager</b> .
7.15 <b>Les Matins d'Olivia</b> (et à 9.06).
9.05 <b>Boulevard des clips</b> (et à 10.05, 2.00, 8.15).
11.05 <b>Série</b> : Cagney et Lacey.
12.05 <b>Série</b> : Papa Schultz.
12.35 <b>Série</b> : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 <b>M 6 Kid</b> .
14.40 <b>Magazine</b> : E = M 6.
16.10 <b>Musique</b> : Flashback. L'Année 1964.
16.35 <b>Magazine</b> : Fax'O (et à 0.50). Interviews : Harry Connick Jr., Regis'lyse, Johnny Chag.
17.10 <b>Variétés</b> : Multitop.
17.40 <b>Série</b> : Croc blanc.
18.05 <b>Série</b> : Code Quantum.
19.00 <b>Série</b> : Deux fics à Miami.
19.54 <b>Six minutes</b> d'informations. <b>Météo</b> .
20.00 <b>Mode</b> 6 (et à 0.40).
20.05 <b>Série</b> : Notre belle famille.
20.35 <b>Magazine</b> : Eco 6 (et à 0.45).
20.45 <b>Téléfilm</b> : L'Amour coté en Bourse. De Charlotte Brandström. Un homme d'affaires s'apprête d'abord ses avances.
22.30 <b>Téléfilm</b> : Chasseurs de primes. De Bill L. Norton, avec John Schneider, Paul Rodriguez. Deux hommes, qui se détestent, s'associent.
0.00 <b>Magazine</b> : Emotions.
0.30 <b>Six minutes</b> première heure.
2.55 <b>Rediffusions</b> .
FRANCE-MUSIQUE
20.00 <b>Concert</b> (en direct de Munich) : Tamas Balazs, rhapsodie symphonique d'après Gogol, de Janacek ; Concerto pour piano et orchestre n°4, de Martinu ; Symphonie n°8 en ré majeur op. 80, de Dvořák, par l'Orchestre philharmonique national tchèque.
23.09 <b>Ainsi la nuit</b> .
0.00 <b>L'Heure bleue</b> . Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le concert : Hervé Sallin, piano, et son Sextette, avec Claude Egge, trompette, Denis Leloup, trombone, Sylvain Baur, saxophone, Hélène Lubertine, contrebasse, et Umberto Pagnini, batterie, à la Grande Parade du jazz.

## AU JOUR LE JOUR

## Reprise

On respire ! Il flotte sur le pays un air d'automne printanier, comme un retour aux vraies valeurs, aux idées simples, aux chauds cortèges des luttes antiques. Journée d'action, manifestation, services publics en carafe, gares d'attente, banlieusards transformés en randonneurs, cycle de l'embarras et de la débrouille.

Il y a des années qu'on l'attendait aussi, cette reprise-là. Grâce soient rendues à l'alternance politique du printemps

qui rend l'automne à sa saisonnalité sociale et à ses encolères. La droite est aux commandes, campée sur ses sondages stratophériques (encore que...), la gauche se cherche des raisons de remonter les épreuves du temps, le social perce à nouveau sous la crise qui avait paru l'étouffer.

Tout va plus mal mais ça va mieux quand on peut le dire et le faire savoir. Même si ça ne change rien.

PROCYON

## L'ESSENTIEL

## DÉBATS

Israël : « Jérusalem indivisible », per Teddy Kollek. Essai nucléaire : « Les vieux démons », par Pascal Boniface. Biographie : « Jean Lacouture, la biographie du biographe », de Sylvie Crossman. Diagonales : « Faire attendre Platon », par Bertrand Poirot-Delpech (page 2).

## INTERNATIONAL

## Conflit serbo-monténégrin

Début septembre, la police serbe s'est installée à la frontière entre les deux Républiques fédérées. Les dirigeants de Belgrade accusent Pogodica de « dévaliser » économiquement leur pays. Simple querelle de voisinage ou signe avant-coureur d'un conflit plus grave ? (page 4).

## Un entretien avec le président de Taïwan

« Notre priorité a toujours été de développer notre pays avant la réunification de la Chine », nous a déclaré Lee Teng-Hui, dans le premier entretien accordé par un chef d'Etat taïwanais à un correspondant d'un journal occidental venant de Pékin (page 5).

## Le Nigeria menacé de « désintégration »

Huit semaines après le départ du président Babangida, le pays reste traumatisé par la décision des militaires d'annuler les résultats du scrutin présidentiel du 12 juin. Dans ce climat délétère, l'Etat a bien du mal à fonctionner (page 7).

## SOCIÉTÉ

## Le PDG de Bernard Tapie Finance écroulé

Elie Fellous, dirigeant de BTF, a été placé en détention provisoire à Béthune dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Testut. BTF a aussitôt annoncé son intention de faire appel de cette mise en détention (page 11).

## CULTURE

## Visages du crime

Lluïa Pasqual dirige, à Barcelone, la première production en catalan de Roberto Zucco, le pièce de Bernard-Marie Koltès, qui, s'inspirant d'un criminel, jouait avec le feu tragique du théâtre. Loin de tout pathétique, les vingt-quatre acteurs du théâtre Lluïa sont d'une effrayante justesse (page 17).

## COMMUNICATION

## Le rachat des « DNA » contesté en justice

Saisi d'une assignation en référé par le Syndicat national des journalistes, qui réclame la suspension de la vente des Dernières Nouvelles d'Alsace au groupe Hersant, le tribunal de grande instance de Paris a mis son jugement en délibéré jusqu'au 20 octobre (page 19).

## ÉCONOMIE

## La Banque mondiale et le « miracle » asiatique

A l'heure où de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine sont à la recherche d'un modèle de développement, la Banque mondiale publie un rapport qui tire les leçons du « miracle économique » de l'Asie de l'Est (page 20).

## Suez-UAP : la paix des braves

Les conseils d'administration de la Compagnie de Suez et de l'Union des assurances de Paris devaient approuver, mardi 12 octobre, un accord entre les deux groupes mettant fin à plus de deux ans de conflit autour de leur filiale commune Victoire (page 21).

## Services

Abonnements ..... 31  
Annonces classées ..... 21  
Carnet ..... 24  
Marchés financiers 22 et 23  
Météorologie ..... 24  
Mots croisés ..... 24  
Radio-télévision ..... 25  
La télématique du Monde :  
36 15 LEMONDE  
36 17 LMDOC  
et 36 29-04-56

Ce numéro comporte un cahier  
initiales  
folioté 27 à 42

## Demain

## Arts et Spectacles

Avec son dernier film,  
Maurice m'y a mis à Mon-  
hattan, Woody Allen renoue  
brillamment avec sa veine  
comique.  
Le Musée des arts d'Afri-  
que et d'Océanie présente  
une ambitieuse exposition,  
« Les Vallées du Niger ».

Le numéro du Monde daté  
mardi 12 octobre a été tiré  
à 484 561 exemplaires

## Inquiets des perspectives de croissance pour 1994

## Les députés veulent « doper » le projet de budget

C'est sans enthousiasme, après maintes critiques du côté de l'opposition et force réserves du côté de la majorité, que l'Assemblée nationale entamait, mardi 12 octobre, la discussion sur le projet de loi de finances pour 1994, qui devrait se poursuivre jusqu'au 20 novembre.

Le projet de loi de finances pour 1994 a de loables intentions : maîtriser les dépenses publiques, stabiliser le déficit budgétaire et amorcer la réforme - ô combien souhaitée ! - de l'impôt sur le revenu. Pourtant, à entendre les critiques formulées dans les rangs de la majorité, sans même parler de ceux de l'opposition, ce n'est pas là ce que les députés RPR et UDF attendaient.

L'ensemble de ces mesures, si bénéfiques soient-elles, seront-elles suffisantes pour accompagner la reprise, pour éviter que la stagnation actuelle ne perdure et pour enrayer les anticipations défavorables liées à la dégradation de la situation de l'emploi ? Cela n'est pas tout à fait sûr, écrit, fort courtoisement, dans son rapport, Philippe Auberger (RPR, Yonne), rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale. « Je suis plus sceptique que critique », précise-t-il, comme pour se faire pardonner.

C'est un budget qui va dans la bonne direction, mais il n'est pas bon nombre de points », lui répond, comme en écho, Jean-Pierre Thomas (UDF-P, Vosges), porte-parole de l'UDF sur ce texte, déçu que « le seul vrai budget de ce gouvernement » (1993) ne lui ait permis de faire qu'une loi de finances rectificative et 1995 sera gravé par l'échec électoral présidentiel. « N'allez pas plus loin » dans le soutien à l'investissement des entreprises ou dans les investissements publics.

Quant à l'opposition, elle se serait être moins critique. Michel Rocard, président de la direction nationale du PS, s'est élevé contre « un budget vide en ce qui touche à l'emploi, plein en ce qui touche au clientélisme, débordant en ce qui touche au trucage des chiffres, les trois marques les plus sûres des budgets électoralistes ». Partisan d'« une autre logique budgétaire », Alain Bockel, président du groupe communiste de l'Assemblée, propose, de son côté, d'exonérer d'impôt sur le revenu les personnes dont les ressources sont inférieures à 7 500 F par mois, en compensant cette mesure par l'augmentation de l'impôt des plus hauts revenus.

Devant la prévision de croissance de l'économie française (+ 1,4 %) retenue par le gouvernement dans son projet de budget, que ne justifient ni l'évolution de la consommation des ménages ni celle de l'investissement des entreprises, alors que la plupart des instituts de conjoncture échelonnent leurs prévisions de 0 % à 0,8 %, les députés affichent leur scepticisme, voire leur incertitude. Ils ne sauraient, toutefois, s'en contenter : « Nous devons faire des critiques constructives, pour doper le budget », affirme, avec fougue, Jean-Pierre Thomas.

Dans son rapport, Philippe Auberger propose « la création d'un fonds d'action conjoncturelle, susceptible de prendre le relais du plan de relance des investissements du printemps dernier, lorsque les effets de celui-ci seront épuisés ». Valéry Giscard d'Estaing suggère, dans une « tribune libre » parue dans les Echos le 7 octobre, « l'instauration d'une aide fiscale d'une durée limitée, pour stimuler

la reprise de l'investissement des entreprises », ce appliquant, en priorité, cette aide aux investissements dans le bâtiment industriel.

Dans le même esprit, la commission des finances de l'Assemblée nationale, a adopté une quarantaine d'amendements qui, selon son président, Jacques Barrot (UDF), doivent « avoir des effets d'entraînement, en utilisant quelques leviers très spécifiques, en prenant quelques mesures bien ciblées » pour stimuler la consommation, pour réorienter l'épargne à court terme vers l'immobilier et l'industrie, pour renforcer les fonds propres des petites entreprises, pour favoriser l'investissement des entreprises, des collectivités locales.

## Au profit des contribuables

Ainsi la commission a-t-elle approuvé, dans la logique du gouvernement, qui a prévu un allègement de 19 milliards de francs de l'impôt sur le revenu, un amendement qui permet de faire profiter les contribuables de cet allègement dès le début de 1994, en prévoyant une baisse de 10 % du premier tiers provisionnel dans la limite de 2 000 F et de 500 F par mois pour les contribuables mensualisés. Dans un entretien publié mardi par le quotidien Libération, Nicolas Sarkozy, ministre du budget, affirme que « le gouvernement est favorable au principe de cet amendement ».

Les députés ont été attentifs, aussi, à la ponction financière pratiquée par l'Etat sur les collectivités locales (le Monde des 2 et 8 octobre). « C'est donner une raison supplémentaire aux collectivités locales de limiter leurs investissements », tempête Jacques Barrot. La commission est partie à l'assaut du gouvernement sur

trois points : la dotation globale de fonctionnement (dont un projet de réforme devrait être soumis au Sénat début novembre), le fonds de compensation de la TVA et la compensation au titre de la taxe professionnelle. L'ensemble des commissaires, du RPR au PC, ont d'ailleurs voté la suppression de l'article prévoyant la réduction de la compensation versée par l'Etat aux collectivités locales, au titre de la TVA acquittée par elles deux ans auparavant.

Toujours prompt à ne pas prendre de front sa majorité, Edouard Balladur s'est déclaré, le 7 octobre, devant l'Assemblée des présidents de conseils généraux, réunie en congrès à Toulon (le Monde du 9 octobre), « ouvert » à un réexamen, « lors du débat parlementaire », de cet article sur la compensation de la TVA. Quant à la compensation sur la taxe professionnelle, il s'est également dit « tout à fait prêt à trouver des modalités plus adaptées à la situation réelle des collectivités », mais à condition que ce soit « à économies budgétaires égales », ce qui ne donne pas, en fait, une marge de négociation très grande.

Que restera-t-il des belles résolutions de « critique constructive » affichées par les députés de la majorité ? L'expérience toute récente du projet de loi quinquennale sur l'emploi est là pour le prouver : il faut sans doute avoir la jeunesse et l'expérience d'un député frais émoulu des élections de mars 1993, comme Jean-Pierre Thomas, pour affirmer que ce budget « est l'occasion, pour le Parlement, d'avoir un rôle constructif et, pour le gouvernement, de montrer sa capacité d'écoute ».

CLAIRE BLANDIN  
Lire aussi nos informations  
page 21

## L'Allemagne va ratifier le traité de Maastricht

La Cour constitutionnelle allemande a donné, mardi 12 octobre, son feu vert au traité de Maastricht sur l'Union européenne, en le déclarant compatible avec le principe de démocratie inscrit dans la constitution de l'Allemagne. La Cour, qui a rendu son jugement dans une audience publique, a ainsi levé le dernier obstacle à l'entrée en vigueur du traité de Maastricht qui prévoit la création d'une Union politique et d'une Union économique et monétaire entre les pays de la CEE. L'Allemagne était le dernier pays à ne pas avoir déposé ses instruments de ratification.

## Un Israélien blessé à coups de couteau dans la bande de Gaza

Un civil israélien a été grièvement blessé, mardi 12 octobre, à coups de couteau dans la dos, par un Palestinien au point de passage de Erez, entre Israël et la bande de Gaza occupée, a-t-on indiqué de sources militaires.

Le blessé a été transporté dans un hôpital d'Ashkelon, dans le sud d'Israël, où son état a été jugé « grave », mais ses jours ne sont pas en danger. (AFP.)

## Le prix Nobel d'économie aux Américains Fogel et North

Le prix Nobel d'économie 1993 a été attribué, mardi 12 octobre, aux Américains Robert W. Fogel, professeur de l'université de Chicago, et Douglass C. North, professeur de l'université de Washington, pour « avoir renouvelé la recherche en histoire économique par l'application de la théorie économique et des méthodes quantitatives aux changements économiques et institutionnels », a annoncé, à Stockholm, l'Académie royale des sciences de Suède. (AFP, Reuters.)

## PUBLICITE

OCTOBRE 1993

## COMMENT ACHETER À LA VRAIE VALEUR ?



RÉCESSION, DÉFLATION, DÉVALUATION... EN PLEINE CRISE, COMMENT ACHETER UN BIEN À SA VRAIE VALEUR LORSQUE NOMBRE DE COTES PRÉTENDUES OFFICIELLES AFFICHENT DES PRIX TRES SUPÉRIEURS À LA VALEUR RÉELLE DU MARCHÉ ?

LA VRAIE VALEUR SE DÉFINIT PAR L'OFFRE ET LA DEMANDE ! AUX ENCHÈRES PUBLIQUES, C'EST L'ACHETEUR QUI PROPOSE SON PRIX...

Vous souhaitez acheter aux enchères, ouvrez le catalogue... sur votre minitel®



VENTE AUX ENCHÈRES

• JUDICIAIRE • VÉHICULE • MOBILIER • INFORMATION ET DÉTAILS DES VENTES •

مكتبة النظم



# Le Monde

## INITIATIVES

**T**OUS les indices concordent. Le premier emploi a disparu. Du moins tel qu'il existait autrefois, au temps des « trente glorieuses », quand un jeune n'avait d'autre souci, quasiment, que de choisir qui serait son premier employeur.

Aujourd'hui, au cœur d'une période que certains, certes pessimistes, prédisent être celle des « trente honteuses », la situation est bien différente. Même les jeunes diplômés, qui avaient été jusqu'à présent privilégiés, connaissent à leur tour l'angoisse d'avoir à trouver un point de chute. De partout reviennent les mêmes expressions, selon lesquelles tout jeune devrait à la fois posséder une excellente formation et pouvoir justifier d'une longue expérience pour avoir une chance non d'être retenu, mais simplement de postuler...

Aussi surprenant cela soit-il, la disparition du premier emploi s'est faite insensiblement, sans que personne n'y prenne vraiment garde. Bien souvent même, l'oubli l'a recouvert, au point que les chercheurs n'ont pas consacré d'études à sa fonction d'intégration sociale et professionnelle. Seuls les anciens, ouvriers ou vieux salariés, peuvent encore témoigner de pratiques dont l'usage disparut au détour des années 70, quand la crise menaçait.

Jusqu'à ce moment-là, les entreprises disposaient de postes qui servaient de « marchepieds », y compris pour des fonctions peu valorisantes. Dans l'atelier, l'« arpete » était mis à toutes les sauces par la collectivité de travail. Il ramassait les copeaux, allait chercher à boire, mais il apprenait aussi ses premiers tours de main. A la périphérie du groupe des professionnels, le « mousse », le coursier ou le garçon de bureau, subissait le même apprentissage sur le tas. A la longue, s'il se révélait habile ou faisait la preuve de ses capacités, l'équipe le soutenait puis l'aiderait à franchir les étapes. Il finissait par être reconnu, et pouvait parfois commencer une vraie carrière. Philippe Bouvard ou Michel Drucker, dit la légende, n'ont pas débuté autrement.

De façon plus traditionnelle, les apprentis, des titulaires d'un CAP, des bacheliers ou de jeunes diplômés ont connu de tels parcours d'initiation, mais davantage balisés, sanctionnés en tout cas par une série d'épreuves. Ce sont ceux-là qui, à l'époque, pouvaient comparer, au moment de choisir, les avantages et les inconvénients d'un emploi chez Citroën, par exemple, ou les mérites escomptés d'un maintien « au pays ». Persuadés de prendre une option qui déciderait de toute leur vie professionnelle, ils pesaient le pour et le contre. Dans les villages de province, le temps de la décision coïncidait avec la rupture des liens entretenus depuis l'enfance.

L'APPARITION du chômage a mis fin à ces processus, quelquefois idéalisés avec le recul. Mais c'est surtout l'introduction des nouvelles technologies, concomitante en beaucoup d'endroits, notamment industriels, qui en a sonné le glas. Brutalement, la machine moderne n'acceptait plus la présence du « grouillot », ni l'organisation afférente du travail. Dans l'usine, et peut-être plus encore dans le bureau, la « petite main » devenait inutile, remplacée par la photocopieuse puis le fax. Pis, il apparaissait, au moins dans l'esprit des dirigeants, qu'un minimum de qualification s'avérait indispensable pour tenir d'emblée un emploi. Ce qui rejetait, par contrepoint, tous ceux qui ne pouvaient s'insérer que progressivement. On les retrouvera dans les cohortes grandissantes des exclus du travail.

### Souvenirs du premier emploi

*La formation et l'expérience exigées aujourd'hui ne remplacent pas la fonction d'intégration au monde de l'entreprise que remplissaient les « petits boulots »*



■ « Dis papa... c'était quoi un emploi ? »

Souvenirs... souvenirs  
par Jean Monanteau

■ Les diplômés confrontés à la précarité

De plus en plus de stages  
par Marie-Bénédicte Boudet

■ Jeunes en galère

Un parcours du combattant  
par Olivier Piot

page 28

■ Au temps du certificat d'études

Plus de métiers « marchepieds »  
par Francine Alzicovici

■ Le recrutement perd le Nord

Trop ou pas assez  
par Catherine Leroy

page 29

ORGANISATION

□ Les nouveaux meubles du management

GESTION

□ Les frais professionnels touchés par l'austérité

page 31

EMPLOI

□ C'est nucléaire, c'est pour elles...

TRIBUNE

□ Le silence des chômeurs

par Michel Godet

page 32

Alain Lebaube

Stratégie de conquête :

### Nous recrutons les meilleurs !

NCR Groupe AT&T vous donne rendez-vous en page 38

**NCR**  
Groupe AT&T

La Libre-Informatique®  
Pour maîtriser le changement.

ESSEC

IMD

INTERNATIONAL  
MANAGEMENT  
DEVELOPMENT

**Executive MBA**

Faire la différence.

Totalement compatible avec la vie professionnelle, l'Executive MBA est réservé aux jeunes managers à fort potentiel. Ce programme constitue un atout décisif dans le développement de leur carrière. Basé sur les principes d'interaction et d'innovation, l'Executive MBA d'ESSEC IMD est le fruit de l'expérience et de l'excellence du corps professoral international de l'ESSEC.

Prochaine session :  
juillet 1994 à octobre 1995.  
80 jours échelonnés  
(vendredi/samedi).  
CNIT, BP 230, 2 place de La  
Défense, 92053 Paris-La Défense.

Programmes dirigeants  
Executive programs

46922100

VIVIANE HENRIOT  
OU CATHERINE BOURGEOT

## DOSSIER • Souvenirs du premier emploi

## «Dis papa... c'était quoi un emploi?»

Petits dialogues imaginaires entre pères des «trente glorieuses» et fils des années 90

«Tu le sais, mon métier de chaudronnier, je l'ai appris très tôt. Pour entrer à l'école du groupe je n'ai pas eu de problème : elle nous nuirait les bras. A ses débuts le métier n'était ni bien long ni bien difficile à apprendre. Regarde ton Larousse. Chaudronnier : personne qui fabrique, vend ou répare des pièces métalliques rivées, embouties ou estampées.»

«Ca s'est vraiment compliqué en 1963. Au Havre, où tu es né, l'Atelier de chaudronnerie aéronautique a été créé, le carnet de commandes de la maison croulait. Tu m'as déjà entendu parler - c'est vrai je radote! - des chambres de postcombustion des Mirage, des moteurs Tyne, du Transval, des nacelles du Saab 2000 suédois. Et bien j'en étais. Et crois-moi, ce n'était pas des pièces embouties! On était loin du cuivre et de la fonte. C'est des bijoux qu'on fabriquait. Avec des matériaux qui sont devenus de plus en plus sophistiqués. Des aciers inox et réfractaires. Des alliages de titane ou de nickel-cobalt...»

«Le métier était difficile. Le contrôle, ce qu'on appelle aujourd'hui la qualité, n'était pas une plaisanterie... A l'époque, moi, j'avais la certitude que je pouvais améliorer mes connaissances, monter dans la hiérarchie, à l'ancienneté, augmenter mon salaire. Si j'avais voulu quitter la place? Je n'avais que l'embarras du choix. Rien que sur la zone industrielle portuaire, on comptait une quarantaine d'industries,

du bœuf de gamme. Et puis, un jour est apparu un mot inconnu chez nous : restructuration. Le reste, tu connais...»

«Quand tu es né j'ai appliqué dard-dard du Cameroun à Pau. Dans le pétrole, chez Elf ou chez Total, on avait le billet d'avion repart en Afrique, en Indonésie, dans le Grand Nord, au Canada et en Norvège, dans le Golfe...»

«En vingt-cinq ans d'exploration, j'ai dû passer cinq ans en France tant au plus. Technicien du pétrole, j'avais choisi ce métier pour banger. Le goût du baroud, du boulot et de l'aventure collective! Dur mais passionnant. L'exploration-production, c'était l'aristocratie du métier. Des avantages aussi. Nous étions des nomades qui parlions tous le même langage - un sabir anglo-américain - mais des nomades payés : de 30 à 40 % de plus que la norme. On se sentait protégés, indispensables.

### Divas

«Peu à peu les techniciens ont tué l'aventure, le risque. Fini les «coups». J'ai vu arriver les coupes de transmission par satellite. Où que nous étions on pouvait dialoguer en direct du fin fond de la jungle avec le siège. Expatrié, sur le terrain, je me préoccupais peu des cours du pétrole. En 1986 ils ont plongé. Petit à petit les équipes ont été réduites. Un jour - ça arrive! -

j'ai eu cinquante ans. On m'a demandé si je ne souhaitais pas «bénéficier» d'une mesure d'âge... Ce que je regrette le plus? Le beau métier que j'ai eu. Je n'ai pas «tenu» un emploi (1).»

«Un emploi? Tu devrais dire des emplois. Et des employeurs. Je les ai rendus fous, ces derniers. Tu sais ce que les directeurs du personnel disaient de nous? «Vous êtes des divas. Vous, les informaticiens on n'arrive pas à vous baliser.» Et pour cause, il y a trois ans il suffisait que tu changes de boîte pour exiger - je dis bien exiger - 20 %, 25 % de salaire en plus. Alors on tournait. En 1990, c'est bien loin déjà, Synthec Informatique, notre chambre syndicale, estimait que notre «turn-over» était de 17 %. Cette même année, Cap Sea prévoyait de 1 200 à 1 300 embauches. Les jeunes? Ils étaient recrutés directement dans les forums-écoles. Il y avait aussi les job fair, les chasseurs, la sollicitation directe par des appels téléphoniques, y compris à domicile. Nous étions follement courtisés. On se comptait nous-mêmes... Et c'est vrai que nous avions un peu la grosse tête. Aujourd'hui...»

Jean Menanteau

1) A la fin 1985, les groupes Elf-Aquitaine et Total comptaient, en amont, 18 000 personnes dans la branche exploration-production; cinq ans plus tard l'effectif était de 12 500, soit une baisse de 31 %.

## Jeunes en galère

Les premiers pas sur le marché du travail reviennent fréquemment à la «case départ»



## Les diplômés confrontés à la précarité

Les CDD et les stages ont tendance à supplanter les embauches

AUJOURD'HUI encore, les entreprises préfèrent rester discrètes sur ce mode de recrutement qui les conduit à proposer à des jeunes diplômés des contrats à durée déterminée (CDD), voire des stages, en guise de premier emploi. Pourtant, visiblement, à en croire les grandes écoles et l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), le phénomène aurait plutôt tendance à se développer. «Le constat est bien sûr à nuancer, indique-t-on à l'APEC, mais nous remarquons que ces offres d'emplois sont désormais plus courantes dans plusieurs secteurs de l'économie, notamment la grande distribution, la restauration collective, l'aéronautique et

l'électronique.» Des pratiques assez répandues en tout cas pour que les responsables des grandes écoles les plus renommées aient décidé, cet été, de se réunir afin de s'entendre sur un mode de conduite à tenir. Le mot d'ordre est clair, en principe : «Pas question de mettre en place, comme certaines entreprises le demandent, des conventions de stages après l'obtention du diplôme.»

A ce type de garde-fou les entreprises, enfin, celles qui assument pleinement cette stratégie de recrutement - répondent par un seul mot : crise. «Si nous avons lancé depuis trois mois notre opération de recrutement de trois cents stagiaires d'ici à la fin 1994, explique-t-on par exemple chez Framatome, ce n'est pas avec une idée derrière la tête mais bien pour offrir aux jeunes, en cette période cruciale, des solutions d'attente.» Ce «mieux que rien» ne doit pas s'ériger en doctrine. En clair, «tout dépendra de la reprise économique». Une philosophie également partagée par Thomson, qui s'est aussi décidé à recruter en CDD des jeunes qualifiés.

### Un changement d'image

A contrario, et ce, malgré la conjoncture, quelques entreprises annoncent encore haut et fort qu'elles «ne veulent embaucher les diplômés qu'en contrat à durée indéterminée afin, comme l'affiche France Télécom, que les deux cents à deux cent cinquante jeunes recrutés cette année par concours fassent leur carrière chez nous».

D'autres expliquent franchement ne pas s'être forgés de doctrine en la matière. C'est le cas de Spie-Batignolles, filiale du groupe Schneider, qui élabore actuellement une vaste opération jeunes. «Nous étudions toutes les

possibilités, temps partiel, CDD... nous trancherons ensuite.»

Comme toujours, des craintes existent : ce que ce doit faire figure d'exception pour certaines entreprises ne devienne ainsi une règle commune. La formule «stages» par exemple, a bien évidemment des avantages puisqu'elle permet d'embaucher un diplômé un salaire un peu moins important que celui accordé normalement à un cadre débutant. D'ailleurs, bien au-delà de ces pratiques salariales, le principe de la formule ne choque pas certains analystes, convaincus, comme Dominique de Calan, secrétaire général adjoint de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), que «l'intégration du jeune diplômé au sein de l'entreprise doit se réaliser de manière beaucoup plus indifférenciée.»

«En 1995, insiste-t-il, suite au principe de l'éducation de masse dont nous avons été des partisans, il y aura cinq cent mille bacheliers, dont plus de 90 % poursuivront leurs études. A l'aube de l'an 2000, comment les entreprises feront-elles pour absorber le flot de ceux qui auront obtenu un bac + 4? Les stages et les CDD que nous remarquons aujourd'hui anticipent les solutions possibles que nous allons devoir mettre en place demain. Nous assistons à un changement complet de l'image sociale du diplôme.»

Certains signes le laissent effectivement envisager, comme la création, dans le cadre de la loi quinquennale sur l'emploi, du statut d'insertion pour les bac + 2 et plus. Les diplômés ne sont plus à l'abri de la précarité. Un chiffre, un seul, tend à montrer qu'ils en sont bien conscients. Framatome a déjà recueilli en début de ce mois d'octobre sept mille candidatures pour les trois cents offres de stages proposés. Une proportion qui en dit long.

Marie-Béatrice Baudet

J'ai tout fait... raconte-t-il, amer. J'étais sans exigence sur le type de travail, mais je pensais au moins pouvoir me fixer.»

En janvier 1993, le père d'un ami lui propose de le prendre en stage pendant deux mois, sans rémunération. La santé financière de la petite entreprise de livraison ne permet pas de prolonger l'expérience. Mais la chance arrive enfin : un ancien responsable du personnel d'une PME où Pierre a effectué plusieurs missions le contacte. Il lui offre un CDD de cinq mois comme manutentionnaire. «L'ambiance! Et là j'y ai vraiment cru, reconnaît-il. Je m'entendais bien avec tout le monde et, à terme, ils avaient vraiment besoin de quelqu'un.»

### Une instabilité permanente

Premier salaire régulier : 6 900 francs par mois. Réussit-il l'entreprise à déposer son bilan au moment même où le contrat de Pierre s'achève. Il lui reste à entrer dans un nouveau cycle : celui des inscriptions à l'ANPE et aux ASSEDIC. «Le seul avantage, c'est que maintenant je touche des indemnités, souligne-t-il. Les conseillers de l'ANPE pensent que sans diplôme je n'irai à rien. Je vais essayer des stages...»

Le manque de diplôme suffit-il à expliquer les difficultés rencontrées par Pierre? Une chose est sûre, sa totale disponibilité et le fait d'être prêt à accepter n'importe quel travail n'ont pas suffi jusqu'ici à lui permettre de trouver un premier emploi.

En matière de formation, Naomil avait en revanche toutes les chances de son côté. Diplômé d'un baccalauréat scientifique à l'âge de dix-sept ans, elle obtient en quatre ans une maîtrise de linguistique. Il est vrai qu'après avoir longtemps vécu au Canada elle est parfaitement bilingue. En août 1990, lorsqu'elle se présente au concours d'entrée du DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) d'édition de l'université Paris-XIII (Villetaneuse), elle sait depuis longtemps qu'elle veut travailler dans le monde des livres. Vingt-cinq candidats sont admis au concours. Naomil en fait partie.

Deux stages sont prévus dans son troisième cycle. Elle effectue le premier, en mars et avril 1991,

dans une grande maison d'édition parisienne. Le second, pendant quatre mois, chez un éditeur canadien. «Jusqu'ici c'était parfait, commente-t-elle. Une formation généraliste et deux stages qui m'ont apporté des connaissances précieuses.» Jusqu'ici, en effet, le parcours est sans faute. Et lorsqu'elle revient en France en novembre 1991, après son stage, Naomil a de sérieux atouts en poche : parfaitement bilingue, un niveau bac + 5 et déjà six mois d'expérience professionnelle.

Pourtant, après presque deux ans de recherche, elle se retrouve pour la seconde fois inscrite au chômage. Et ce n'est pas faute d'avoir accumulé les expériences. Multipliant dès décembre 1991 les démarches auprès des éditeurs parisiens, elle travaille cinq mois - avec un CDD prolongé à trois reprises - comme coordinatrice d'une opération culturelle d'envergure nationale. Mais le projet est «ponctuel». «C'est une instabilité permanente, explique-t-elle, décourage. On se donne à fond, en acceptant des rémunérations bien en dessous de ce que l'on pourrait obtenir, et de nouveau, il faut se battre et chercher ailleurs.»

Après une première inscription à l'ANPE en juin 1992, elle trouve un travail d'assistante d'édition dans une grande entreprise. Là encore, le régime du CDD est incontournable. Son premier contrat, de cinq mois, est signé pour le remplacement d'une salariée en congé. Début 1993, il est prolongé de six mois car elle se révèle être la seule à pouvoir finir un projet déjà engagé. Pour autant, et malgré des qualités professionnelles reconnues, l'entreprise signale à Naomil en juin qu'elle ne peut, dans l'immédiat, lui proposer davantage.

Retour aux cases ANPE et ASSEDIC. Et la logique est d'autant plus implacable que «les indemnités sont calculées au prorata du niveau de salaire que l'on a accepté», précise-t-elle. Trouver un emploi stable? Elle n'y croit plus vraiment. «Il faut apprendre à gérer la précarité : accepter la logique des remplacements ponctuels et des CDD qui se suivent, lance-t-elle, visiblement soucieuse de faire de nécessité vertu. Et se dire qu'en accumulant des expériences complémentaires on multiplie ses chances, pour finir par trouver, peut-être, un jour...»

Olivier Plot

**Le Monde**

Edité par le SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lacombe, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppert  
directeur de la rédaction  
Jacques Guille  
directeur de la gestion  
Maurice Loubert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solà  
adjoints au directeur  
de la rédaction

Thomas Forezani  
Bertrand Le Gendre  
Jacques-François Simon  
directeur  
des relations internationales

Directeur  
Daniel Vernet

Anciens directeurs :  
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
10, RUE FAUGUETTE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-95-26-28  
Télécopieur : 40-95-26-29

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-MÉRY  
94800 IVRY-SEINE-CEDEX  
Tél. : (1) 40-95-26-28  
Télécopieur : 40-95-30-11

مكازم الامم



INITIATIVES

DOSSIER

EXPÉRIENCES

# Au temps du certificat d'études

«Le taylorisme permettait à tout le monde de s'intégrer»

«Tu fais rien à l'école, tu vas à la mine.» C'est ainsi qu'en 1953, Roger Bonneville commence sa vie active, à quatorze ans, à l'instar de beaucoup de gamins de l'époque. Ils pouvaient progresser d'un poste à l'autre, on entrait directement à l'école d'apprentissage minière. Le certificat d'études primaires était rare. Peu important : à la mine, il suffisait d'être costaud. Dans la France rurale d'alors, les jeunes abandonnent les exploitations agricoles et les commerces familiaux pour rejoindre la ville et la grande industrie. C'est le temps de la reconstruction du pays, des grands travaux, de l'urbanisation. «A quatorze ans, on ne se posait pas de questions, se souvient Roger Bonneville. On allait au travail naturellement.»

Fils d'un mineur mort au fond, en 1950, Roger, aujourd'hui directeur de l'entreprise d'insertion stéphanoise CIEDIL, débute au «parc à bois» d'une mine de charbon. Le bois, utilisé pour les soutènements des galeries, arrivait par wagons. «On le déchargeait et on remplissait les bennes qui descendaient dans le puits.» Horaire : de 5 heures du matin, à 14 heures. Les «bigans» veillaient au grain. «C'était des professionnels, des gros durs, qui portaient le plus lourd et nous en joignaient voir si on n'allait pas assez vite!» Il aurait pu entrer en apprentissage, mais sa mère s'y oppose. Au bout de trois mois, il retourne alors à l'école, «avec enthousiasme», obtient un CAP de tourneur et un brevet industriel de dessinateur, puis entre à l'usine, cloquaute-quatre heures de travail par semaine. Les «jeunes sans diplôme» y avaient leur place aussi. Le taylorisme permettait à tout le monde de s'intégrer.

Dans l'automobile, les jeunes sans formation avaient aussi leur chance. Ils commençaient comme OS et pouvaient se former ou bien, s'ils avaient le certificat d'études, ils entraient dans les écoles d'apprentissage maison, aujourd'hui disparues. Dans ce temps-là, il y avait aussi toutes sortes de métiers «marche pied» qui n'existent plus. Dans les bureaux, le service courrier était un lieu d'insertion privilégié, et dans la presse, bon nombre de jeunes débutaient leur carrière en découplant les dépêches, comme Philippe Bouvard, à France-Sol.

## Pénurie de main-d'œuvre

Les jeunes nés du baby-boom qui arrivent sur le marché du travail au cours des années 60 continuent à alimenter l'industrie. «Il y avait pénurie de main-d'œuvre, précise Annie Fouquet, directrice du Centre d'études de l'emploi (CEE). On faisait venir des immigrés. Il fallait produire les biens de consommation que réclamait la population.» Mais on assiste, parallèlement, à une déformation progressive de la structure des emplois ou profit des métiers non manuels», remarque Claude Delcourt (1). Les prémices d'un basculement. En 1968, la scolarité devient obligatoire jusqu'à seize ans et les jeunes sans diplômes sont fragilisés. L'ANPE est créée. Jusque-là, les chômeurs de plus de dix-huit ans de la région parisienne disposaient d'un service de placement particulier. Gabrielle Balazs et Jean-Pierre Fagot, chercheurs au CEE, ont publié, à partir des offres d'emploi, une analyse des recrutements, dans leur enquête

intitulée «Jeunes à tout faire et petit patronat en déclin» (2). On recherchait des «archivistes», des «grouillots», des «commis», des «cousiers», etc. Mais «l'appellation était secondaire, souligne Gabrielle Balazs. En réalité, ce qui définissait l'emploi des jeunes, c'était la diversité des tâches, qui s'apparentaient au travail domestique». Ils devaient balayer, répondre au téléphone, courir sans cesse dans Paris. Des emplois sans perspectives de carrière. «Les petits boulots, l'intérim, la précarité commencent à pointer.»

Les années 70 marqueront une époque charnière avec la scolarisation massive, l'inflation des diplômes, renforcée à partir de 1985. Le progrès technique, la révision de l'organisation du travail contribueront aussi à exacerber les jeunes sans formation. Même le CAP, à quelques spécialités près, devient synonyme d'échec scolaire. «Aujourd'hui, les entreprises ne gardent qu'un type de salariés : ceux qui feront carrière, estime Gabrielle Balazs. Tous les métiers sans plus-value, qui servaient de marchepied aux jeunes, ont été externalisés hors de l'entreprise en emplois précaires.» Dans un raccourci saisissant, la fresque peinte face au «Musée expo» de la Société d'histoire du groupe Renault, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) illustre cette mutation. Sur la gauche, des jeunes apprentis près des bancs d'école. A l'autre extrémité, un robot.

Francine Altzicovici

(1) Les jeunes dans la vie active, Economie et Statistiques, décembre 1970.  
(2) Actes de la recherche en sciences sociales, 1979.

## GRANDES ECOLES

# Faire carrière dans les PME

Le G2E s'efforce de promouvoir les possibilités d'emplois



# Le recrutement perd le Nord

La boussole s'affole

Il n'y a plus de Nord et plus de Sud. Les jeunes diplômés à la recherche d'un premier emploi s'entendent à dire une chose et son contraire. Les mêmes sont considérés un jour trop diplômés par un recruteur potentiel et le lendemain, pas assez par un autre. Sur le curriculum vitae (CV), ils ont dans tous les domaines (stages, langues, diplômes) tantôt trop et tantôt trop peu.

Et tout cas, jamais exactement ce qu'il faut. S'ils ont fait une série de stages dans le même secteur et la même fonction, on les soupçonne de rigidité. Si, au contraire, ils ont un parcours plus diversifié, il y a toujours des recruteurs pour souligner leur versatilité. S'ils postulent pour un poste trop précis, l'entreprise n'a rien qui correspond exactement à leur profil. Si, en désespoir de cause, ils se déclarent prêts à accepter n'importe quel poste, le recruteur, horrifié, a vite fait de mettre un terme à l'entretien. La tentation est grande d'envoyer des CV tous azimuts, de postuler dans tous les secteurs et à toutes les fonctions; mais il est clair que, à procéder de cette façon, les jeunes vont au casse-pipe, souligne Marie-Christine Portet, responsable du service jeunes diplômés à l'APPEC. Il existe, en effet, des entreprises où

les politiques de recrutement sont plus marquées que d'autres. Chez Procter & Gamble, pour postuler à un poste de marketing, il faut sortir de telle grande école de commerce, assortie de l'option marketing, suivie de stages en grande distribution. A l'opposé, dans des entreprises comme Total, on demande aux jeunes munis bien entendu des diplômes adéquats d'avoir su tirer les leçons de leur stage professionnel quel qu'il soit, voire de leurs expériences associatives.

## Une loterie

Se renseigner sur la politique de recrutement des entreprises de façon à bien se positionner est désormais indispensable, certes, mais insuffisant, car «le marché de l'emploi est tel qu'il n'y a pas assez de postes par rapport à la demande», souligne Jean-Paul Vermès, président de Cogepan et de la Chambre syndicale nationale des conseils en recrutement. Pour lui, comme pour beaucoup, la recherche d'emploi s'apparente désormais à une loterie. «Aujourd'hui, à la limite, être un candidat performant, c'est être là ou bon moment, rencontrer la bonne personne dans la bonne entreprise.» Absurde? Pas tant que cela

quand on songe au nombre de jeunes diplômés en piste pour trouver un premier emploi. Reste que, à force d'entendre des jugements, des appréciations contradictoires sur leur formation et leur parcours, les jeunes se sentent déboussolés; et souvent leur première réaction est de se remettre en cause eux-mêmes: je suis mauvais, je n'ai pas la bonne formation, il faut que je recommence tout, observe Marie-Christine Portet. Ils réclament alors des formations dont ils n'ont en fait nul besoin, se demandant s'il ne faut pas gonfler leur CV lui, au contraire, en rayer des parties.

Le malentendu, poursuit-elle, vient de ce que «les jeunes diplômés croient qu'on recrute toujours le meilleur candidat pour un poste, c'est-à-dire le plus diplômé. Ils ont du mal à comprendre qu'il n'y a pas de meilleur candidat dans l'absolu ni de meilleure entreprise, que chacune d'elles cherche à recruter le candidat correspondant à ses besoins». Ce qui explique que, d'un recruteur à l'autre, les commentaires diffèrent et que les jeunes diplômés en perdent leur latin.

Les candidats ont-ils raison, d'ailleurs, de prendre pour argent comptant les réserves émises par les entreprises? Une fois la sélection opérée, le recruteur est bien embarrassé pour justifier son refus face à des candidats tout à fait valables. Difficile d'avouer qu'il a préféré les autres tout simplement parce qu'ils lui semblaient... plus sympathiques. Alors, il traque dans les CV des raisons objectives à son refus: une langue mal maîtrisée, un stage non effectué... Mais, bien souvent, la raison est ailleurs: dans le manque de postes. Faut-il, dès lors, s'étonner si les jeunes diplômés ont l'impression de se noyer dans un monde qu'ils ressentent comme absurde?

Catherine Leroy

TRADITIONNELLEMENT, les diplômés ont fait depuis toujours carrière dans les grosses sociétés où les salaires, le statut social, la situation géographique et l'environnement intellectuel correspondaient le mieux à leurs aspirations. Mais un mouvement s'est amorcé dans les années 1985-1986: un certain nombre de «vieux» cadres, 40 ou 45 ans, licenciés avec quelques indemnités, ont souhaité se mettre à leur compte et devenir leur propre patron, faute d'avoir pu rester celui des autres. Les associations d'anciens élèves de grandes écoles ont créé chacune leur club de créateurs d'entreprises.

Le G2E (Grandes écoles entrepreneurs) regroupe ces dix-huit clubs et fonctionne un peu comme une chambre syndicale forte de trois mille adhérents. Plutôt que la création d'entreprises ex nihilo, Guy Azam, président du G2E, conseille plutôt à ses adhérents la reprise d'entreprises existantes. On évalue à mille cinq cents chaque année le nombre de PME qui disparaissent, faute de repreneurs. Chacune comprend entre dix et cent salariés; que d'emplois perdus! Le mouvement va s'accroître, et d'ici à l'an 2000, c'est dix mille PME qui auront fermé (en excluant le petit commerce et les artisans).

Il y a sept ou huit ans, les deux tiers des entreprises étaient reprises soit par un membre de la famille du propriétaire, soit par un de ses cadres. Or, à l'heure actuelle, ce système de transmission ne fonctionne plus que dans la moitié des cas. La pyramide des âges des PME est vieillissante. Beaucoup ont été créées dans les années 60 par des autodidactes qui ont réussi à la force du poignet. Ils arrivent à l'âge de la retraite. Paur peu que leurs enfants ne veulent pas reprendre l'affaire familiale ou qu'ils n'en soient tout simplement pas capables, ou encore qu'ils n'aient pas d'héritiers, les chefs d'entreprise ont beaucoup de mal à aborder ce problème et même à le regarder en face. Ils se croient souvent

irremplaçables et n'envisagent pas de passer la main. Jusqu'au moment où ils s'y voient contraints par l'âge... ou les difficultés. «Céder son entreprise, c'est un peu comme vendre son enfant», explique l'un d'eux.

## Rapprocher les cédants et les diplômés

Parallèlement à ce phénomène, on a vu ces toutes dernières années naître une nouvelle race de chômeurs: les cadres de 35 à 45 ans qui n'ont pas démissionné mais se retrouvent sans emploi à la suite de restructurations. Leur confiance en la grande entreprise a pris du plomb dans l'aile: de plan social en fusion, la sécurité de l'emploi garantie par les multinationales n'est plus qu'un beau souvenir. On a intégré l'idée que ces dernières ne sont plus créatrices d'emplois, contrairement aux PME qui représentent un gisement d'emplois inexploité. Pourquoi ne pas découvrir un univers nouveau, inconnu des diplômés, parce que les PME n'allaient jamais sur les campus et ne recrutèrent guère parmi une population réputée trop chère et trop formée?

Rapprocher ces deux milieux, c'est l'objectif du G2E. D'un côté, les cédants de PME, de l'autre, les diplômés de grandes écoles. Hélas, être marieur n'est pas facile quand les deux parties ne sont pas en nombre égal. Les cédants «sérieux» sont deux fois plus nombreux que les repreneurs potentiels. «Lorsque les cédants font la démarche de venir nous voir, c'est que leur décision de vendre est déjà prise, affirme Guy Azam. Par contre, des repreneurs velléitaires qui rêvent de se lancer mais hésitent et n'osent pas, nous en voyons beaucoup. Il nous faut donc acquérir une notoriété auprès des patrons qui sont prêts à céder leur affaire pour les attirer en nombre suffisant.»

D'où est née l'idée de lancer prochainement une journée natio-

nale sur la création et la reprise d'entreprises, en invitant non seulement les élèves actuels des grandes écoles mais encore les cinq dernières promotions sorties. Le G2E espère toucher une dizaine de milliers de personnes potentiellement intéressées.

Quand les jeunes ont une idée, ils veulent la mettre à exécution, ils veulent qu'elle soit bien à eux, et leur première réaction est de créer leur propre société. Paur cela, ils sont très motivés, et quand ils entendent parler de reprise, ils font un peu la grimace -comme si on leur proposait de porter un vêtement usagé ou un costume d'occasion.

Aussi la collaboration de la chambre des notaires s'est-elle pas superflue pour aborder les points cocorots: le financement et la constitution du capital, qui sont souvent la pierre d'achoppement du passage à l'acte. Les deux positions, celle du cédant et celle du repreneur, sont au départ inconciliables. Les premiers vendent leur patrimoine, ce qu'ils ont réalisé, eux et leur famille, pendant des décennies. Les seconds cherchent avant tout un bon rendement. Le rôle du G2E, comme celui de tous les entrepreneurs, est d'amener les deux points à se rapprocher. Sur le plan général, l'enjeu est d'importance. Motiver les jeunes à faire carrière dans les PME-PMI, c'est les aider à découvrir des possibilités d'emploi inexploitées. C'est surtout redynamiser un tissu économique en perdition.

Le temps où les PME pouvaient affecter de mépriser les diplômés trop diplômés, trop coûteux, trop qualifiés est dépassé. Celui où les «bac + cinq» se trouvaient désorientés dans une société de moins de cinquante mille salariés, aussi. «Les PME, c'est le seul avenir possible pour notre économie et la meilleure issue pour les cadres jeunes et moins jeunes», dit encore Guy Azam. Pour lui, la solution à titre individuel et sur le plan collectif est dans la rencontre de ces deux cultures.

Liliane Delwasse

Avec Le Monde sur Minutel

ÉTUDIANTS,  
PLUS DE 10 000 OFFRES DE STAGES  
A VOTRE DISPOSITION

36.15 LE MONDE

Tapez STAGES

Dans

Le Monde des  
**DEBATS**  
Le Monde

octobre 1993

## **La crise : est-elle durable ? Peut-elle être utile ?**

La crise que nous vivons est-elle un phénomène purement cyclique, bien repéré par les économistes, ou s'agit-il d'un bouleversement plus profond ? Peut-elle être l'occasion, au prix de pénibles déchirements, de définir de nouvelles façons de produire et de consommer ?

## **La SNCF est-elle encore un service public ?**

Ses usagers sont mécontents et elle ne cesse de perdre de l'argent : la Société nationale a de plus en plus de mal à assumer les missions d'intérêt général pour lesquelles elle a été créée.

## **Médecine : généralistes ou spécialistes ?**

Il devient urgent de préciser les rôles respectifs des praticiens suivant qu'ils sont spécialisés ou non. Dans l'intérêt des malades et de la médecine.

A lire dans



Le Monde des  
**DEBATS**  
Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

هكزامن الاصل



INITIATIVES  
EXPERIENCES

ARCHITECTURE D'INTERIEUR

# Les nouveaux meubles du management

Un changement d'organisation nécessite généralement une autre conception de l'espace de travail



DANS le tertiaire comme dans les usines, les conditions de travail ont une influence directe sur l'efficacité du travail. De nombreuses études menées par différents organismes, dont l'ANACT (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail) en France, l'ont prouvé. Pour François Guérin, son directeur général adjoint (1), « l'important est de créer une situation de confort de travail qui permette aux salariés d'atteindre leurs objectifs ».

Pourtant, ce confort est encore trop souvent négligé. Le bureau bric-à-brac, sans aucune logique d'efficacité de tâche individuelle ou collective, est trop souvent encore la norme. L'ergonomie des postes de travail informatique est rarement prise en compte. On découvre pourtant aujourd'hui son importance, aussi bien en termes d'efficacité immédiate que pour éviter des désordres plus graves comme les maladies professionnelles (troubles visuels, maux de dos, fatigue, etc.). De même, certains aménagements, comme des coins de discussion ou des lieux pour s'isoler, passent au second plan derrière des investissements matériels dont les retombées pour l'entreprise sont plus palpables.

## Bureau libre-service

De façon plus globale, l'amélioration de l'environnement de travail des cols blancs est souvent considérée comme un luxe réservé aux périodes de prospérité, en enjeu secondaire quand la survie de l'entreprise est en cause. Aujourd'hui, la recherche de productivité se résume trop souvent à la seule suppression de postes.

Pourtant, l'aménagement de l'espace est une équation plus qualitative pour réaliser les indispensables gains de productivité et

mettre en place un autre management. Un nouveau cadre de travail peut être un formidable outil de changement.

A l'opposé, la permanence de l'environnement perpétue les habitudes anciennes. Difficile, par exemple, dans des bureaux cloisonnés à l'image de la culture taylorienne de perdre la fâcheuse habitude du culte du secret, de communiquer de façon informelle ou de travailler en équipe. Inversement, des structures plus ouvertes incitent les salariés à modifier leur comportement.

Aujourd'hui, il s'agit même pour certains de penser l'environnement en fonction des exigences du management. Ainsi, il doit être cohérent avec la culture d'entreprise et les relations de travail que les décideurs souhaitent instituer dans leurs services. Sony France a cherché à transposer son management participatif en créant des cellules de travail semi-ouvertes et conviviales avec un patron lui-même installé dans un bureau paysager. Une étude du fabricant de mobilier de bureau Strafor présente une nouvelle expérience de décloisonnement menée dans certains pays (Japon, Finlande, Angleterre, notamment) : le bureau libre-service. Ainsi, grâce aux outils récents que sont le téléphone sans fil et l'ordinateur portable, chacun peut choisir

quotidiennement son emplacement de bureau - et ses collègues! - en fonction de ses besoins du jour. L'idée sous-jacente à cette autre approche de l'espace tertiaire (l'appropriation de son territoire est la norme aujourd'hui) est aussi de réaliser des gains de place. En effet, compte tenu des emplois du temps des uns et des autres, tous les bureaux sont rarement occupés en même temps.

## Confort psychologique

La créativité et les échanges informels nécessitent également leurs espaces. Ainsi, le centre de design américain de Strafor fait une large place aux lieux de détente pour favoriser les réunions improvisées. Quant aux adeptes du silence, ils peuvent consulter des documents dans des cellules monastiques sans être dérangés par le téléphone. Enfin, l'espace, comme l'organisation, doit aussi être flexible pour intégrer rapidement des changements d'organisation interne. Ainsi certaines entreprises informatiques confrontées à des marchés en évolution rapide ont adopté des structures à géométrie variable facilement reconfigurables grâce à des cloisons amovibles. La société

Strafor est même en train de développer un logiciel pour faciliter ces changements.

Reste évidemment que si l'ambiance ne change pas, parce que le management derrière un vernis moderniste demeure traditionnel, les plus beaux et les plus intelligents bureaux du monde restent de simples gadgets. En effet, il est relativement facile de perpétuer les anciennes façons de faire, par exemple en plaçant astucieusement des armoires pour créer des cloisons artificielles avec ses voisins indésirables.

Pour Jean-Michel Fourgous, responsable du cabinet Sygmond (2), si le management doit aujourd'hui prendre en compte les conditions matérielles, le confort psychologique est encore plus déterminant. « Les rapports avec son supérieur hiérarchique comme avec ses collègues et, de façon plus large, l'ambiance de l'entreprise jouent un rôle déterminant dans l'efficacité du travail », explique-t-il.

Catherine Lévi

(1) La conception des lieux de travail, une ressource pour l'entreprise, ANACT 1991, collection « Points de repère ».

(2) Qualité de vie au travail et performance, de Jean-Michel Fourgous et Eliane Daujard, les Editions d'Organisation, 1993, 171 pages.

GESTION

# Les frais professionnels touchés par l'austérité

Une rigueur accrue à l'encontre des salariés abusifs

FINI les dépenses somptueuses, les notes de frais mirifiques qu'il fallait rapporter à tout prix à l'entreprise comme preuve de son acharnement à décrocher des contrats. Depuis que souffle le vent de la rigueur, le poste frais professionnels, même s'il reste important, en a pris un sérieux coup. Il est passé de la troisième à la cinquième place des charges de l'entreprise entre 1990 et 1993, selon une étude d'American Express, réalisée au printemps dernier auprès de trois cent quatre-vingt-dix-sept responsables du budget frais professionnels. Frais de déplacement et frais de représentation, qui se situaient au moyenne aux environs de 10 millions de francs par entreprise, ne représentaient plus que 3,8 % des charges d'exploitation contre 5,2 % en 1990.

Compte tenu des circonstances économiques, on ne s'étonnera pas d'apprendre que les responsables des frais professionnels se sont fixés deux objectifs prioritaires : surveiller les dépenses de voyage et de mission des employés pour éviter les abus, et obtenir les réductions les plus fortes possibles auprès des fournisseurs. Quant au confort du voyageur, garantie de son efficacité, il ne vient plus qu'au troisième rang des préoccupations des entreprises, alors qu'en 1990, il caracolait en tête, juste devant la surveillance des dépenses.

Ce recentrage sur les objectifs prioritaires se traduit par une formalisation plus grande de la

politique des entreprises en matière de frais professionnels et une rigueur accrue à l'encontre des salariés abusifs. 67 % des entreprises utilisent ainsi un formulaire écrit (contre 57 % en 1990). Et deux tiers des entreprises interrogées déclarent avoir pris des sanctions à l'encontre de salariés ayant commis des écarts. Mesures qui vont de la simple remarque à la mise en garde de la direction, en passant par le remboursement des sommes indûment dépensées.

## Un retour aux deux-étoiles

Deux indicateurs sont révélateurs des mesures prises par les entreprises pour limiter le montant global des frais : les voyages en avion et l'hôtellerie. On constate en effet que les cadres voyagent de plus en plus en classe économique. Selon l'étude, 31 % des membres de la direction générale et 36 % des cadres supérieurs voyagent désormais en classe économique contre respectivement 19 % et 27 % en 1990. Détail savoureux : c'est au niveau des directions générales que l'on observe la progression la plus sensible de la classe économique au détriment de la classe affaires.

En ce qui concerne l'hôtellerie, même si « le niveau hiérarchique reste un élément de standing autorisé », on relève cependant

une évolution vers un recours plus fréquent aux deux-étoiles et moins fréquent aux quatre-étoiles, notamment au niveau les plus élevés (direction générale, cadres supérieurs). Parallèlement, l'étude souligne une forte montée des accords avec les prestataires hôteliers. Dans les entreprises signataires de tels accords, la règle ne consiste plus à définir une catégorie d'hôtels autorisée mais à imposer aux salariés de descendre dans les hôtels d'une enseigne bien précise. D'une façon générale, 60 % des entreprises interrogées déclarent avoir négocié des accords privilégiés avec des prestataires autres que leur agence de voyages, notamment avec les hôtels et les loueurs de voitures, contre 38 % en 1990.

Cette évolution très sensible témoigne incontestablement d'une volonté de gestion très affirmée des frais. Au détriment des salariés voyageurs? Pas du tout, si l'on en croit l'étude, qui affirme que la politique de restrictions porte plus sur la recherche des meilleurs tarifs et conditions auprès des différents prestataires extérieurs que sur une pression accrue sur les salariés. Et que les mesures prises en interne concernent les membres du « top management », pour lesquels des réductions de train de vie sont envisageables sans descendre en dessous d'un niveau acceptable.

C. L.

# L'assurance qualité

EN vingt ans, sans rénovation, la tour Gan à La Défense avait vieilli. Fils informatiques apparents, amplifiant de dossiers, ergonomie insuffisante, locaux d'inspiration taylorienne offraient des conditions de travail inadaptées aux exigences actuelles du métier de l'assurance. « La qualité de service passe par des espaces de travail intelligemment conçus, permettant une sérénité de travail. C'est-à-dire : avoir ses collègues proches, ses dossiers à proximité, ne pas recevoir le soleil dans l'œil », explique François Maxence, directeur des ressources humaines du groupe.

L'entreprise s'est donc lancée dans un vaste plan de rénovation des quinze étages, occupés par quelque mille salariés. Au-delà de la modernisation technologique et du mobilier plus ergonomique, la nouvelle conception de l'espace de bureau prend en compte le travail en équipe comme l'archivage de proximité.

Ca réaménagement est aussi pour le Gan l'occasion d'améliorer le fonctionnement de ses activités d'entreprise. Ainsi, le service des prestations individuelles, situé jusqu'à présent à Paris, rejoint La Défense et sa retrouve à proximité de la branche dom-

mages. L'objectif de ce rapprochement est double : rationaliser et créer des synergies. Celui-ci est également structuré suivant une logique clientèle et non plus par fonction (souscription d'un coté, résiliation, de l'autre...).

Ce décloisonnement va de pair avec la mise en place d'un management plus participatif. C'est sans doute la raison pour laquelle les salariés concernés ont été associés aux décisions d'implantation géographique et à la constitution de cellules de travail prenant en compte la spécificité des différents métiers.

C. Lé.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lescourge, gérant.

## Le Monde

## PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lescourge

Directeur général : Michel Cros

Membres du comité de direction :

Jacques Guin

Isabelle Taubill

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-98-73 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA

## Le Monde

## TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde - Documentation

36-17 LMDOC ou 36-29-04-86

Imprimerie

de « Monde »

12, r. M.-Quatrepoint

94832 IVRY Cedex

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 16

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.808F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-29-33

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CKE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (L375 - journal) est publié deux fois par semaine par « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry

94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices.

POSTMASTER : Send address changes in US dollars to LE MONDE, 1311 Champlain N.Y. 12019 - 1518.

Pour les abonnements étrangers, voir l'adresse ci-dessus.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 130 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2963 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP. Paris 8P

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CHAQUE MOIS

## EMPLOI

## C'est nucléaire, c'est pour elles...

Deux mille cinq cents femmes cadres au service de l'énergie atomique

Le monde français du nucléaire fait une place aux femmes. Il pourrait en accueillir beaucoup plus, et voudrait bien que cela se sache. Force est de constater que dans ce pays comme ailleurs les femmes montrent plus de résistances que les hommes à l'égard de l'énergie nucléaire; d'autre part, elles connaissent très peu les autres domaines d'application de la technologie nucléaire (en matière de médecine, d'alimentation...).

La Société européenne de l'énergie nucléaire (ENS) se préoccupe, depuis quelque temps, d'améliorer cette situation. Cette fédération forte de vingt-cinq associations nucléaires appartenant à vingt-deux pays d'Europe regroupe vingt mille professionnels de l'énergie nucléaire pour « une mise en commun de leur savoir et de leurs expériences », mais aujourd'hui avec la volonté de fournir une information sérieuse au public. Elle a récemment suscité en son sein la création d'une association de femmes - WIN (Women in Nuclear) - qui s'efforce de concevoir et diffuser une information mieux adaptée aux femmes, et WIN France a eu sa première manifestation à Paris, au début de l'été, en présence de Colette Lewiner, actuelle présidente de l'ENS.

Cette dernière est l'une des figures de proue du nucléaire français au féminin. Cette agrégée de physique de quarante-huit ans, mère de trois enfants, est aujourd'hui le PDG de SGN, une filiale de la COGEMA et de TECHNIP. Cette société, de 1200 salariés et au chiffre d'affaires de quelque 4 milliards de francs, est leader mondial en matière d'ingénierie du cycle du combustible nucléaire (c'est-à-dire pour la construction d'usines de fabrication, d'enrichissement, de retraitement...).

## L'envie de voir autre chose

Sous le frange brune, le regard de Colette Lewiner mêle la réserve et la vivacité: elle a gardé quelque chose du professeur et du chercheur qu'elle fut jusqu'en 1979: « J'ai fait mes débuts à Paris-VII en 1968, se souvient-elle. C'était une période très intéressante: les étudiants étaient avides d'apprendre, réagissaient, critiquaient, proposaient... Et plus tard, malheureusement, ils ne sont plus venus à la fac que pour avoir leur diplôme et trouver un emploi. »

Est-ce un climat nouveau ou le caractère un peu trop solitaire de son travail de recherche? Elle finit par suivre la suggestion que lui fait un ami d'entrer à EDF: « Je suis allée voir de quoi il s'agissait et je me suis prise au jeu. C'est là qu'elle découvre le nucléaire, tout en grimpant les échelons de la hiérarchie jusqu'à être la première femme à porter le titre de directeur. En 1992, elle rejoint le groupe COGEMA en même temps qu'elle prendra la tête de l'ENS pour deux ans. Cette femme, qui conjugue l'assurance avec une sorte de modestie tranquille, a le voix douce, la parole retenue. Pourtant, elle n'hésite pas à se dire « passionnée » par les efforts qu'elle conduit à l'ENS pour intégrer les représentants du nucléaire de l'Est européen, répondre à leurs attentes, les aider, les soutenir dans le gigantesque travail de transformation qu'ils ont à accomplir.

Autre témoignage vivant de ce que le nucléaire « c'est aussi pour les femmes »: Martine Griffon-Fouco, chef depuis 1990 de l'une des deux centrales nucléaires qui constituent le Centre de production d'électricité du Blayais, près de Bordeaux - récemment promue adjointe du chef de centre. Si elle est aussi blonde et rayonnante que Colette Lewiner est brune et discrète, elles ont plusieurs points communs. Comme Colette Lewiner, Martine Griffon-Fouco est venue au nucléaire non par choix mais « par pur hasard »: jeune ingénier, elle se découvre « dans cette période d'après 68 l'envie de voir autre chose ». Elle se tourne vers des études de psychologie et d'ergonomie. Et après quelques méandres, c'est le nucléaire qui lui permettra d'utiliser simultanément toutes ses compétences, dans la mesure où la recherche de la sécurité implique que l'on soit très attentif aux problèmes humains: à l'ambiance de travail, à l'équilibre psychologique des hommes (et des femmes).

L'une et l'autre également se sont convaincues à l'expérience de l'importance de rester dans ce secteur, notamment pour œuvrer à la sécurité. Toutes deux enfin sont soucieuses d'y promouvoir la présence des femmes: « Un jour, raconte Martine Griffon-Fouco, on m'a invité à parler à des lycéennes: leur étonnement à découvrir que des femmes pouvaient faire des métiers comme les nôtres était sidérant! Or, non seulement elles le peuvent mais je crois qu'elles ont plus spontanément que les hommes l'attitude d'esprit qui réclame le nucléaire: s'interroger en permanence sur ce que peut cacher une situation apparemment bonne, rester modeste, attentif, anxieux même, se questionner en permanence... » D'autre part, si certaines tâches impliquent des horaires d'équipe, elles ne réclament presque jamais une force physique particulière. Enfin, une réglementation très exigeante protège les femmes des radiations à cause des grossesses possibles.

A l'heure actuelle, quelque 2500 femmes remplissent des fonctions de cadre dans le nucléaire, dont environ 900 à EDF, 1000 au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), 150 à SGN. « La plupart sont jeunes, souligne Colette Lewiner. On en trouve donc encore peu à un haut niveau de responsabilité. » Pour sa part, elle recrute à SGN autant de femmes ingénieurs que d'hommes; mais, reconnaît-elle, « c'est souvent pour un métier de bureau d'études sur des installations comme celles de retraitement de la Hague. Des femmes participent également à la mise en service des installations; mais là, le travail est physiquement dur parce qu'il se fait vingt-quatre heures sur vingt-quatre ».

Les techniciennes sont peu nombreuses; les spécialités proposées sont souvent de celles que l'on considère comme masculines, domaine de la mécanique et de l'électrotechnique notamment: « Quand on cherche à recruter pour ces métiers, il ne se présente que des hommes... » Mais le nucléaire a cela de positif qu'il rétribue les deux sexes de la même manière et leur assure des progressions professionnelles à peu près identiques.

Marie-Claude Betheder

## Le rôle des femmes dans le secteur nucléaire

	Effectif total	Pourcentage de femmes	Cadres	Pourcentage de femmes cadres
SGN	1 240	31	833	30
CEA	20 000	24	7 300	14
EDF (nucléaire)	21 500	14	4 800	7
Cogema	8 600	14	1 000	8
Fransatome	5 670	23	2 373	14
Uranium Pechiney (nucléaire)	2 200	13	160	11

Septembre 1992.

## TRIBUNE

## Le silence des chômeurs

par Michel Godet

COMBIEN sont-ils? Qui sont-ils? Comment vivent-ils? Il faut tenter de répondre à ces questions pour expliquer l'incroyable silence des chômeurs dans une société où, pour se faire entendre, il est d'usage de se rassembler pour manifester. Songeons aux paysans, aux marins-pêcheurs, aux routiers, aux chauffeurs de taxi, aux conducteurs de la RATP et de la SNCF (ces derniers bénéficiant pourtant de la retraite à cinquante ans et ne travaillent que trente heures par semaine pour des salaires trois à quatre fois plus élevés que la SMIC).

Dans un passé récent, ils ont occupé, avec force et parfois violence, le devant de la scène, allant jusqu'à paralyser l'activité générale et à prendre leurs concitoyens en otage. Rien de tel chez les chômeurs: ils ne se rassemblent pas, ils ne manifestent pas, on ne les entend pas, on ne les voit même pas. Tout se passe comme s'ils avaient honte et se cachaient.

Combien sont-ils? Selon l'ANPE, la France comptait 3,2 millions de demandeurs d'emploi à la mi-1993. Depuis 1991, le dérivé se poursuit au rythme de 300 000 par an. L'augmentation de la population en âge de travailler n'explique qu'une partie de ce mauvais résultat. C'est aussi l'emploi total qui a diminué de 100 000 postes par an. A la fin de 1993, la France comptera vraisemblablement 3,5 millions de chômeurs. Pour mesurer le chômage réel, déguisé ou non, il faudrait retrancher les faux chômeurs, peut-être un cinquième du total, et ajouter les deux millions de personnes bénéficiant d'un traitement social (emplois aidés, CES, stages de formation, retraites anticipées).

C'est donc une armée de cinq millions d'actifs touchés par le chômage qui devrait se mobiliser. Cette armée coûte très cher à entretenir: près de 250 milliards de francs en coût direct, et pas loin de 400 milliards si l'on tient compte des manques à gagner fiscaux et sociaux. Tout se passe comme si l'on achetait

le silence des chômeurs en les indemnisant plutôt mieux qu'ailleurs.

Qui sont-ils? Le taux de chômage des femmes, rapporté à la population active, est une fois et demie plus élevé que celui des hommes (13,4 % contre 9,4 % en mars 1993). Un jeune sur quatre est demandeur d'emploi en 1993, contre un sur cinq en 1990. Enfin, le taux de chômage des personnes sans diplôme ou n'ayant que le certificat d'études (15 %) est deux fois plus élevé que celui des bac+2 (7 %). On l'a compris, la situation la plus critique est celle des femmes, des jeunes et des personnes sans diplôme. A l'inverse, la catégorie majeure épargnée était celle des hommes de vingt-cinq à quarante-neuf ans, avec un taux (7 %) en 1992 comparable à celui de la même population en Allemagne.

La durée moyenne d'inactivité est de l'ordre de treize mois. Un million de personnes sont ainsi installées dans le chômage de longue durée, qui concerne aussi plus de 60 % des plus de cinquante ans à la recherche d'un emploi. Ceux qui en retrouvent un rapidement n'ont pas le temps de s'organiser pour protester. Ceux qui s'installent dans l'exclusion du marché du travail le font de manière dispersée, selon des modalités différenciées, où chacun est d'abord à la recherche d'une solution individuelle.

Tout cela n'est guère propice à la mobilisation collective. D'autant que les syndicats de travailleurs veillent au grain: les demandeurs d'emploi ne sont pas représentés à l'UNEDIC. Pour eux, il n'est pas question de favoriser la création d'un syndicat. Il y a bien le mouvement Partage, animé par Maurice Pagat: il publie depuis dix ans un mensuel de qualité, il a organisé des assises du chômage, suscité des actions concrètes (maisons des chômeurs), mais n'a jamais réussi à organiser une manifestation spectaculaire des exclus de l'emploi. Il n'a

jamais non plus obtenu la moindre subvention des pouvoirs publics, qui entendent d'abord ménager la susceptibilité des partenaires sociaux. Ainsi continue le consensus sur le problème.

Comment vivent-ils? Mal financièrement: les allocations sont de plus en plus dégressives et, en fin de droits, il ne reste plus que le RMI, que perçoivent 700 000 personnes. Mais surtout mal psychologiquement: les premiers mois, tout va bien: on se donne le temps (parfois trop) pour rechercher l'emploi de ses rêves. Très vite, il faut déchanter, laisser ses prétentions dans sa poche et finir par supplier. Le plus souvent, rien n'y fait. Le quotidien devient un cocktail invivable (combien de pères cachent la situation à leurs enfants et font semblant d'aller travailler chaque matin!) où les difficultés financières exacerbent des problèmes familiaux latents (divorces) et se répercutent sur le moral et la santé. Bref, il faut au chercheur d'emploi une grande force de caractère pour ne pas se réfugier dans la maladie et dans la léthargie. Le découragement est vite suivi du renoncement. D'autant que le simple fait d'être au chômage depuis plusieurs mois est un handicap supplémentaire aux yeux des employeurs. N'est-ce pas la preuve d'une « inemployabilité » délivrée par le marché?

Dans un contexte de crise durable, où le nombre des chômeurs devrait continuer à augmenter, l'argent va manquer pour continuer à payer le prix du silence. D'autant que les nouvelles catégories touchées, les cadres confirmés et les jeunes diplômés, devraient être mieux armées pour faire entendre leur colère, qui n'est pas moins légitime que celle des dockers ou des conducteurs de la SNCF. L'auto-organisation et la révolte des chômeurs nous paraissent probables et souhaitables pour rompre le silence et briser le consensus des nantis.

► Michel Godet est professeur au Conservatoire des arts et métiers.

## LIBRAIRIE

## Comment repenser le lien social

Il s'agit du premier ouvrage de la nouvelle collection « Débats » lancée par la fondation L'Arche de la fraternité afin de prolonger la réflexion menée lors des colloques et des rencontres qu'elle organise. Sous le titre *Exclusion et solidarité. Comment repenser le lien social?* le livre rassemble les textes des différents intervenants au colloque de l'Arche organisé sur ce thème en décembre 1992 par la fondation avec la revue *Espirit*, la délégation interministérielle au RMI et le ministère des affaires sociales.

Au total, vingt-quatre textes sont présentés par des sociologues, économistes, élus, syndicalistes et responsables d'association, dont Guy Coq (revue *Espirit*), Bernard Parret (économiste), Jacques Faubert (syndicaliste CFDT), Bernard Eme (sociologue) et Guy Roustang (directeur de recherche, CNRS). En guise de conclusion, le livre propose un texte de Jean-Baptiste de Foucault, commissaire au Plan. L'auteur y analyse les différentes dynamiques qui « fragilisent » aujourd'hui le lien social tout en proposant de « nouvelles régulations » possibles.

► *Exclusion et solidarité. Comment repenser le lien social?* sous la direction de la fondation L'Arche de la fraternité, collection « Débats », diffusée par la fondation L'Arche de la fraternité, Toit de la Grande Arche, Cedex 89-92040, la Défense. 200 pages, 91 francs.

## Le chômage d'exclusion

► Critique, le livre de Patrick Valentin est, à coup sûr, intitulé *Le Chômage d'exclusion...* Comment faire autrement? Il est rempli de nombreux exemples concrets et d'une analyse souvent pertinente que l'on peut résumer à une conviction profonde de l'auteur: l'exclusion et le chômage ne sont pas des fatalités. « Témoigner et expliquer qu'on peut faire autrement, c'est l'objectif de ce texte », précise Patrick Valentin. C'est en s'appuyant sur une longue

expérience (dix-huit ans) dans une entreprise industrielle sans but lucratif dont l'unique objet est « l'emploi des personnes les plus défavorisées » que l'auteur construit son témoignage. S'agit-il d'apprécier le discours des économistes affirmant que le chômage est devenu inéluctable, et l'auteur explique qu'avant d'être un problème technique « censé dépasser nos capacités », l'emploi relève d'un « problème de justice », d'un « choix de société ». S'agit-il de juger l'argument selon lequel il n'y a pas assez de travail, et Patrick Valentin souligne que « l'impératif éthique » exige « un emploi garanti à tous les citoyens ». « Lorsqu'il y a du chômage, précise-t-il, ce n'est pas le travail qui manque... c'est le travail solvable ».

► *Le Chômage d'exclusion. Comment faire autrement?* de Patrick Valentin. Collection « L'essentiel », éditions Chronique sociale, 7, rue du Plat, 69288 Lyon Cedex 02. 90 pages, 76 francs.

## Les théories de l'exclusion

► Docteur en anthropologie sociale et culturelle, Martine Xiberras propose un voyage historique à la rencontre des diverses approches théoriques du phénomène de l'exclusion. Des « pères fondateurs » de la sociologie - Emile Durkheim, Georg Simmel et Max Weber - aux écoles contemporaines, elle définit les grandes lignes d'une réflexion qui n'a eu de cesse de suivre l'évolution de l'exclusion elle-même jusqu'à ses formes les plus modernes.

► Cette thématique enseigne comment la société se représente ses exclus, souligne l'auteur, notamment si elle cherche à les ignorer ou à les connaître. Et de préciser en conclusion que « les sociétés de la modernité n'ont pas réussi à recomposer un lien social de type organique, permettant à chacun des acteurs sociaux de s'approprier comme une partie nécessaire du tout social ». En somme, à l'heure où les différentes formes d'exclusion se généralisent et se diversifient, son ouvrage pose clairement le problème d'une nouvelle cohésion sociale.

► *Les Théories de l'exclusion*, de Martine Xiberras. Editions Méridiens - Klincksieck, 103, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. 204 pages, 100 francs.

## Le tuteur minute

► Conçu comme un « guide pratique du formateur sur le poste de travail », le livre de Claude Bouvard, ancien directeur du Centre académique de formation continue (CAFOC) de Lyon et longtemps chargé de cours dans le cadre du diplôme universitaire de formation d'adultes (DUA), passe en revue l'ensemble des difficultés liées au tutorat. « Votre direction vous demande de prendre en charge un jeune ou un adulte qui suit une formation par alternance. Vous voici tuteur. Comment vous y prendre? »

Parce qu'il a souvent animé des formations de formateurs dans l'industrie et les services, Claude Bouvard sait tenir compte des contraintes propres à des situations très concrètes. Son livre s'en ressent. De la prise de contact avec le stagiaire à l'évaluation de ses motivations et de ses objectifs, les différentes étapes sont analysées simplement. Jusqu'à la méthode la plus appropriée à transmettre les connaissances et l'expérience et à se repérer dans le dédale des

divers modes de validation qui peuvent sanctionner la formation.

► *Le Tuteur minute*, de Claude Bouvard. Les Editions d'organisation, 28, avenue Emile-Zola, 75015 Paris. 89 pages, 88 francs.

## Le guide de l'apprentissage

► « Dans ce guide, on parle de toi, des apprentis, de l'apprentissage »: à l'initiative de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) et de la JOCF (Jeunesse ouvrière chrétienne féminine), voici un petit ouvrage « pour les jeunes en apprentissage et les futurs apprentis ». Cartes, les brochures ne manquent pas sur le sujet, mais ce guide offre l'avantage d'être clair, complet, accessible à tous. Qu'il s'agisse des droits (salaire, durée de travail, congés...) ou du mode de fonctionnement du CFA (centre de formation des apprentis), les jeunes, les parents et les éducateurs trouveront dans cet ouvrage tous les éléments utiles à la compréhension des différentes formations pour acquiescer un métier. Les annexes présentent une liste détaillée de toutes les adresses utiles.

► *Guide de l'apprentissage*, les Editions ouvrières, 12, avenue de la Sour-Roselle, 75621 Paris Cedex 13. 174 pages, 50 francs.

## ÉCHOS

## Prix d'excellence de la formation continue

► La délégation à la formation continue de la chambre de commerce et d'industrie de Paris organise, pour le deuxième année consécutive, le Prix d'excellence de la formation continue. Il a pour objet d'encourager et récompenser les entreprises qui contribuent, par leurs investissements en formation, à améliorer leur compétitivité et à enrichir leur capital humain.

► Renseignements et candidatures (avant le 29 octobre):

tél.: (1) 47-54-66-00; fax: (1) 43-80-97-36.

## Investir dans la communication

► L'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications (IDATE) organise, les 24, 25 et 26 novembre, à Montpellier, ses 15<sup>es</sup> Journées internationales sur le thème « Investir dans la communication ». Ce colloque mettra l'accent sur les critères de choix d'investissement et les impacts à moyen et long terme des politiques d'investissement.

► Renseignements: tél.: (16) 67-14-44-44.

مكتبة النسخ



# LES DIRIGEANTS

Direction générale - Direction générale adjointe - Secrétariat général

## Directeur Commercial Industrie

Basé à Paris et dépendant de notre Direction Générale, vous développerez nos ventes dans le secteur industrie. Vous dirigerez une équipe commerciale et technique de 20 personnes et participerez aux réunions internationales.

A 33/39 ans maximum, Centralien (Paris, Lyon, Nantes) Polytechnicien, ou Arts et Métiers, vous maîtrisez l'anglais (niveau négociation). L'allemand est un plus. Véritable professionnel de la vente de produits techniques, vous avez pu au cours d'une expérience de 8 à 15 ans, démontrer vos qualités d'engagement et votre sens aigu de la négociation.

Homme de marketing et de terrain, vous savez également établir des relations d'affaires au plus haut niveau.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, CV, prétentions et 2 photos, sous la référence 198 à notre Conseil JB BENOIST.

Filiale d'un groupe international implanté dans plus de 60 pays, nous sommes une importante société leader sur le marché du collage élastique. Nous recherchons un Directeur commercial pour le secteur industrie.

EUROPEAN SEARCH GROUP  
RESSOURCES HUMAINES  
10, rue Vignon - 75009 PARIS

ALLEMAGNE - BELGIQUE - ESPAGNE - GRANDE-BRETAGNE

## DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

### futur Directeur Général

Dans le cadre de responsabilités de haut niveau et très opérationnelles, en liaison efficace avec la Société Mère, les usines et les filiales, ce MANAGER aidera à définir la politique de la Société et conduira sa stratégie de développement sur le marché français.

Il contribuera à l'élaboration des budgets et plans d'action, des prévisions et objectifs, sera responsable de leur mise en œuvre et garant de leur réussite. Il proposera les plans et moyens pour optimiser les structures commerciales, marketing, techniques et administratives. Il participera au renforcement et à l'épanouissement de la culture de l'Entreprise dans ses relations internes et externes.

Outre une formation supérieure et une maîtrise parfaite de l'anglais, il est sensibilisé aux produits High Tech et familiarisé avec les différents circuits de distribution. Véritablement rompu au management et à la gestion rigoureuse d'une entreprise ou d'un centre de profit, disposant de solides capacités de réflexion et d'animation, sa compétence et son ascendant font de lui un leader naturel.

Merci d'adresser sous réf 1142 A, résumé de carrière, lettre manuscrite et photo à : Cabinet Conseil NEMESIS - 10 rue Richelieu - 75001 PARIS qui garantit la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Groupe Industriel français, spécialisé dans la conception, la fabrication et la commercialisation internationale de produits haute technologie destinés à l'industrie, recherche pour l'un de ses sites du Centre Ouest

## DIRECTEUR D'USINE

Vous êtes ingénieur, de formation électromécanique, âgé de 35 ans environ.

Vos premières expériences vous ont familiarisé avec les méthodes d'industrialisation, la production, le management des hommes, et la gestion des coûts.

Dans l'environnement structuré du Groupe, vous assurerez en toute autonomie la responsabilité de la production d'un site de plus de 300 personnes, du compte d'exploitation de l'usine, de la coordination entre celle-ci et les services fonctionnels du Groupe.

Vous améliorerez la productivité et la qualité, vous entretiendrez la motivation du personnel.

Vous présiderez le C.E.

Outre la gestion de l'existant, vous apporterez à l'outil industriel la polyvalence technique et la flexibilité indispensables à l'extension de ses gammes de produits.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la Réf. 1128/F à notre conseil : Pierre LEMAHIEU

Synergies

14, RUE LINCOLN 75008 PARIS

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

### LE CREDIT IMMOBILIER ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE

Votre compétence française sur une grande place européenne

Notre établissement compte parmi les principales banques de crédit foncier et immobilier en Allemagne et fait partie intégrante de la première banque hypothécaire privée allemande. Nos clients sont, à parts égales, les grands et les petits investisseurs. Certains d'entre eux sont de dimension internationale. Pour étendre nos activités sur le marché français, nous souhaitons accueillir à notre siège à Francfort un(e)

### RESPONSABLE CREDIT H/F

Agé(e) de 26 à 30 ans environ et doté(e) d'une solide formation supérieure (Sup de Co, Finance, Economie/Gestion ou équivalent), éventuellement complétée par une formation bancaire, vous disposez idéalement d'une première expérience réussie au sein d'un service crédit.

En plus de vos compétences techniques, vous possédez les aptitudes relationnelles nécessaires pour négocier, promouvoir et conseiller dans un contexte franco-allemand.

La pratique courante du français et de l'allemand est indispensable, celle de l'anglais vivement souhaitée.

Nous vous soutiendrons activement dans votre recherche d'un logement.

Si vous souhaitez donner une dimension internationale à votre carrière, faites-nous part de votre intérêt en adressant votre dossier sous réf. RC/MO/12.10 à notre Conseil, MOOG DF, qui vous garantit une absolue discrétion.

Suche nach Führungskräften im deutsch-französischen Raum  
Recrutement de dirigeants dans le contexte franco-allemand

PARIS  
Aéroport Charles de Gaulle  
"Les Portes de l'Europe"  
73, av. du Général de Gaulle  
95700 ROISSY EN FRANCE

STRASBOURG  
Aéroport Strasbourg  
"Le Plain Châ" /  
Allée de l'Europe  
67060 ENTZHEIM

FRANKFURT  
AIRPORT CLUB FRANKFURT  
FRANKFURT AIRPORT CENTER  
Hugo-Eckstein-Strasse  
D-60549 FRANKFURT/M. 73 (FLUGHAFEN)

MOOG  
DOF

## John Stork International

Cabinet International de Recherche de Cadres et Dirigeants  
vous annonce la création de sa division  
spécialisée dans le recrutement de Middle Management

ELYSEES  
consultants

10, rue des Saussaies 75008 PARIS  
Informations complémentaires 3617 FLASHCV code ELYSEES

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

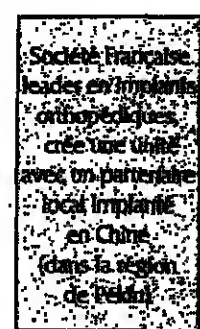
working for human rights

**Assistant to the French Language Editor**  
£16,500 per annum



Amnesty International (AI) needs an Assistant to work with the French Language Editor at its International Secretariat in London. You will be responsible for proofreading texts translated into French, research of terminology, filing, maintenance of computerized information systems, liaising with the Francophone section of AI and external translators. You will also assist the Editor in the translation of documents from English into French. Candidates should have excellent French and English, be able to organize their own work and pay meticulous attention to detail. Fast and accurate typing and experience of wordprocessing is essential, knowledge of DTP an advantage. Previous experience of proofreading and translation work in a professional capacity is also required. Cultural sensitivity and ability to work to deadlines under pressure also essential. Closing date: 5 November 1993.

For further information and an application form please contact: Personnel Office, International Secretariat, Amnesty International, 1, Easton Street, London WC1X 8DL. Tel: 071-337 3363 (24 hr answering machine) Fax: 071-337 3363



**Responsable d'unité en Chine**

Nous souhaitons recruter un responsable ayant des connaissances dans les procédés de transformation de métaux (laminés, métaux forgés). Vous êtes ingénieur de fabrication avec 5 ans minimum d'expérience dans une unité de fabrication mécanique ou micro-mécanique, secteur médical apprécié. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais (des connaissances en chinois seraient un plus). Votre mobilité, vos qualités de motivation, d'esprit de décision, votre capacité d'analyse et de synthèse, pourront s'exprimer pleinement. Si vous êtes motivé par une carrière au sein d'une entreprise très performante, adressez-nous un dossier complet, CV, lettre manuscrite sous référence 03436 à : FRANCACIP - 17, rue de la Banque - 75002 Paris qui transmettra.

**Cabinet Beau de Loménie**  
158, rue de l'Université  
75340 PARIS CEDEX 07

**Traducteur(s) expérimenté(s)**

De formation chimiste, traduisant l'anglais et l'allemand vers le français. Ayant de bonnes capacités d'organisation en vue de prendre ultérieurement la responsabilité du département.

Horaires libre : 7 h30 x 5 - Restaurant d'entreprise

Adresser lettre + C.V. + prétentions au Service du Personnel

Jeunes universitaires de langue maternelle française, anglaise ou allemande ayant une compréhension parfaite du grec moderne et intéressés par une activité d'interprète de conférence à la Commission des Communautés européennes, cette annonce s'adresse à vous.

**Η ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΙΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ**  
Είναι ενδιαφέρον για το στέλεχος και την εκπαίδευση των κοινών πολιτικών, συμμετέχει στην επεξεργασία του κοινοτικού δικαίου και ετοιμάζει για την εφαρμογή του.

Λόγω των νέων εξελίξεων στην Ευρωπαϊκή ολοκλήρωση, η Κοινή Υπηρεσία Διαχειρίσεως Συνεδριάσεων, που υπάγεται στις αρμοδιότητες του Προέδρου της Επιτροπής, έχει

**ΝΕΟΥΣ ΟΙΚΟΝΟΜΟΛΟΓΟΥΣ, ΠΤΥΧΙΟΥΧΟΥΣ ΝΟΜΙΚΗΣ, ΦΙΛΟΛΟΓΟΥΣ ΕΠΙΣΤΗΜΟΝΕΣ ΚΑΘΕ ΕΙΔΙΚΟΤΗΤΟΣ...**

που επιθυμούν να ασκήσουν το επάγγελμα των διαγερμένων συνδεδεμένων.

Αν σας ενδιαφέρει η πολιτική, οικονομική, κοινωνική, επιστημονική και πολιτιστική επικαιρότητα - αν διαθέτετε την ευχέρεια γρήγορης ανάλυσης ιδεών, την ικανότητα προφορικής επικοινωνίας - αν η μητρική σας γλώσσα είναι η αγγλική, η γαλλική ή η γερμανική και έχετε βαθιά γνώση της ελληνικής καθώς και δύο ακόμη επιστημονικές γλώσσες της Ευρωπαϊκής Κοινότητας - αν ονειρεύεστε να αποκτήσετε μια εταιρεία που θα εξασφαλίσει τα κέρδη σας εργαζόμενοι, ή ένα διεθνές περιβάλλον και να ασκήσετε με συνέπεια και αποτελεσματικότητα επαγγελματική δραστηριότητα, τότε

Σας προτείνουμε μετά την επιτυχή ολοκλήρωση εκπαίδευσής υψηλού επιπέδου διδράσεις 6x μηνών - που θα σας εξοφλήσει η Υπηρεσία - να εργασθείτε υπό την ιδιότητα του διαγερμένου ως μέλος ομάδας σε συνδεδεμένες που σφαιρούν σε όλες τους τομείς των Κοινοτήτων δραστηριοτήτων μεταξύ των οποίων είναι και εκείνες για τους οποίους οι κοινωνικοπολιτικές σας γνώσεις θα είναι ιδιαίτερα χρήσιμες.

Έδρα στις Βρυξέλλες, πολλές μετακινήσεις εντός και εκτός της Ευρωπαϊκής Κοινότητας. Η Κοινή Υπηρεσία Διαχειρίσεως Συνεδριάσεων εξοφλείται καθημερινά τη διαχείριση σε παρουσιάσεις από 50 συνδεδεμένες που πραγματοποιούνται σε διάφορα θεματικά όργανα στο Στραβόλλο Υπουργείο, στην Επιτροπή, στην Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή, στην Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων.

Παρακαλούμε να στείλετε το βιογραφικό σας σημείωμα καθώς και φωτοαντίγραφο των αναλυτικών πτυχολογικών σας τίτλων πριν από τις 27 Οκτωβρίου 1993, στη διεύθυνση:

**SERVICE COMMUN INTERPRETATION-CONFÉRENCES**  
CCAMER 57 - 260, rue de la Loi - 1049 Bruxelles  
Συνολογραφημένες πληροφορίες: ΚΑ. GOSSEZ, τηλ. Βρυξέλλες (32-2) 295 54 16 (μετάβη 10 και 12 π.μ.)

Υπενθυμίζεται στους επαγγελματίες διαγερμένους συνδεδεμένων ότι μπορούν και αυτοί να προσφέρουν τις υπηρεσίες τους στην κοινότητα διεύθυνση.

## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Partenariat avec 9 journaux européens

Our client is a joint-venture formed by international telecommunication groups. The objective of the company is to take a significant share in the emerging market of global network operation, and to offer network services, including outsourcing, to major multinational groups. For the technical and operational organization which will be located in the South-West of Germany, our client is looking for engineers experts in Telecommunications. In addition, our client is looking for managers in the headquarter in Paris.

### Technical experts and managers in Telecommunications

#### GLOBAL NETWORK ENGINEERING (REF. 1)

##### ACTIVITIES

- Planning, implementation and procurement of the core network and the customer network modules.
- Design, implementation and procurement of network management facilities.
- Supervision of subcontractors

##### REQUIREMENTS

- Engineering certificate in electronics, telecommunication or equivalent.
- Professional experience in Telecommunications Network, Data-Transmission and Van.
- Fluent in English, German and/or French.

#### CUSTOMER SERVICE CENTER (REF. 2)

- Administration of the core network and the customer network.
- Administration and implementation of software and service updates.
- Project management.
- Network control and operation of core and customer network.

- Engineering certificate in telecommunication, computer science or equivalent.
- Professional experience of telecommunication networks, X 25 networks, network management systems.
- Fluent in English, German and/or French.

#### STRATEGIC PLANNING (REF. 3)

- Design and optimization of the network.
- Simulation of traffic load.
- Identification of customer needs.
- Sales support.

- Engineering certificate in electronics, telecommunication or equivalent.
- Professional experience in network simulation, network design and network optimization.
- Deep knowledge in carrier organization.
- Fluent in English, German and/or French.

#### QUALITY ASSURANCE (REF. 4)

- Definition and implementation of TQM in compliance with ISO 9000 X.
- Design & implementation of TQM procedures.
- Quality management.

- Engineering degree.
- Professional experience in implementation of TQM.
- English essential, German and/or French.

Besides these technical positions, our clients is looking for:

#### CHIEF ACCOUNTANT in Frankfurt (REF. 5)

Experience in general and cost accounting and budget control. Fluent in English.

#### CUSTOMER PROJECT MANAGERS in Frankfurt and Paris (REF. 6)

Experience in high level long term and complex project management acquired in high tech, engineering for example. Fluent in English.

#### SALES MANAGER in Paris (REF. 7)

Experience in sale of complex and high tech projects. Fluent in English.

#### MARKETING MANAGER in Paris (REF. 8)

Experience in strategic marketing positioning of complex techniques at multinational level. Fluent in English and/or French and German.

If you are interested in one of the positions ref. 1 to 5, please send your CV to KORN/FERRY CARRE/ORBAN INTERNATIONAL - Lycée/strasse 15 - Atkinson Building - 6000 FRANKFURT/MAIN (Germany). If you are interested in one of the positions ref. 6 to 8, please send your CV to KORN/FERRY CARRE/ORBAN INTERNATIONAL 166, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75006 PARIS (France)

KORN/FERRY CARRE/ORBAN INTERNATIONAL



BISCUITS DELACRE

Biscuits Delacre, le producteur européen des biscuits de qualité supérieure bien connu, fait partie de la multinationale américaine Campbell Soup Company, qui réalise un C.A. annuel de 6 milliards de USD. Sous le label Delacre, Biscuits Delacre produit et vend ses produits dans plus de 50 pays, via Campbell Biscuits Europe. Biscuits Delacre possède plusieurs usines, en Belgique, en France et aux Pays-Bas, dans lesquelles plus de 2000 collaborateurs participent à sa réussite.

Notre département Recherche & Développement, situé sur le site de l'usine de Lamberton (Verviers), souhaite renforcer son équipe et recruter un (m/f):

### Senior Research & Development Manager

qui sera responsable de la gestion technique des projets de nouveaux produits, incluant l'évaluation des besoins du marché et des besoins technologiques, la création, le développement et la coordination de ces projets, ainsi que les investissements nécessaires. En liaison avec les Food Technologists, il supervisera le travail des Test Bakers dans le cadre du développement technique des projets et collaborera étroitement avec les usines de production situées en Belgique, France et Hollande.

Universitaire en Sciences Alimentaires, le candidat devra posséder entre 5 et 8 années d'expérience dans une fonction R & D au sein d'une entreprise multinationale principalement en biscuiterie, boulangerie ou pâtisserie.

Il devra parler anglais et français ou néerlandais.

Si vous voulez faire la différence au sein d'une équipe performante et motivante, envoyez votre candidature à Daniel Williams, Directeur des Ressources Humaines, N.V. Biscuits Delacre S.A., Zoning Industriel, 4800 Lamberton.



هكذا انظر



# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

Un grand groupe de services et de construction d'équipements publics recherche pour des opérations de montage complexes, tant sur le plan juridique et financier qu'au niveau de la négociation, un(e) jeune

## CHARGE(E) DE MISSION

capable de s'intégrer rapidement de façon créative et constructive au sein d'une équipe rigoureuse et soudée.  
Ce poste s'adresse à un jeune candidat qui justifiera de préférence d'une première expérience professionnelle le portant à s'investir plus avant dans les domaines évoqués.  
Pour traduire au mieux l'aspect polyvalent de cette fonction, le candidat retenu pourra se prévaloir d'une formation juridique complétée par un diplôme de gestion ou de finance.  
La maîtrise du Droit anglo-saxon constituerait un plus appréciable pour ce poste à pourvoir à Paris, porteur de réelles possibilités d'évolution.  
Nous vous remercions d'adresser, en toute confidentialité, votre dossier complet de candidature sous réf. 9986/M à Curriculum 6 passage Lothuille 75018 PARIS qui transmettra.

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02  
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

## JURISTES

L'Institut National de la Propriété Industrielle recrute pour sa DIVISION DES MARQUES à NANTERRE (92) des JURISTES

### PROFILS :

**EXAMINATEURS** pour la procédure d'opposition : Titulaires d'un DEA ou d'un DES de propriété industrielle, expérience en propriété industrielle souhaitable.

**RESPONSABLE** du bureau de l'opposition : Conditions de diplômes identiques. Expérience d'au moins cinq ans en propriété industrielle exigée. Capacité d'encadrement et d'animation.

### CONDITIONS :

Salaires à partir de 160 KF brut/an, selon expérience et nature du poste. Contrats à durée déterminée de trois ans renouvelables.

Adresser lettre et CV au Service des Ressources Humaines 26 bis rue Saint-Petersbourg - 75008 PARIS.



## GROUPE Conseil - Audit - Expertise ALPHA

### L'ÉCONOMIE SOUS L'ANGLE SOCIAL

Bordeaux  
Clermont-Fd  
Grenoble  
Lille  
Lyon  
Marseille  
Metz  
Nantes  
Paris  
Rouen  
Toulouse

Premier sur son marché, implanté nationalement et en croissance continue, notre Groupe de 200 personnes s'adresse particulièrement aux Comités d'entreprise. Nous leur apportons un diagnostic et des préconisations sur la situation de leur entreprise, notamment lors de restructurations, fusions, acquisitions, changement profond de l'environnement concurrentiel.

Dans ce cadre, nous recherchons sur toute la France des

### CONSULTANTS CONFIRMÉS

de formation initiale solide (Grandes Ecoles, IEP, Dauphine, 3<sup>e</sup> cycle) enrichie d'une expérience professionnelle pluridisciplinaire. La maîtrise de l'analyse financière, la connaissance de l'économie industrielle et la capacité à animer une équipe devront leur permettre de donner une dimension nouvelle, créative et opérationnelle aux travaux et responsabilités d'encadrement qui leur seront confiées.

Au-delà de leur excellente technicité et de leur sens de l'organisation, nous apprécierons leur aptitude à la communication et nous saurons leur offrir diversité, formation et perspectives.

- postes à pourvoir à titre permanent et vacataire à partir de janvier 1994.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite, prétentions, région souhaitée sous réf. : 8684 Le Monde Publicité 15-17, rue du Col.-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

## Nos bonnes leurs

Groupe Pharmaceutique International parmi les leaders, MARION MERRELL DOW s'appuie sur ses Associés pour réaliser sa Vision : "Devenir le meilleur groupe pharmaceutique mondial dans l'amélioration de la longévité et de la qualité de la vie humaine".  
En France, MARION MERRELL DOW recherche pour son siège social situé à Levallois-Perret (92) un(e) :

### COMPTABLE

De formation type BAC + 2 (BTS comptabilité ou DUT gestion des entreprises), vous débutez ou possédez une première expérience qui vous a permis de vous familiariser avec le traitement informatisé des comptes fournisseurs. Votre bon niveau d'anglais, votre forte motivation et votre sens aigu de la communication vous permettront d'aborder sans difficulté une tâche axée sur le suivi des comptes fournisseurs et le traitement des notes de frais, dans le respect des procédures.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et photo à : MARION MERRELL DOW - Ressources Humaines 130, rue Victor Hugo - 92300 LEVALLOIS-PERRET



MARION MERRELL DOW

Fille d'un important groupe, notre société de services au grand public, située à Lyon, 3 600 personnes, recherche pour son Directeur des Ressources Humaines un

## Juriste droit social

Vous aurez pour mission de favoriser les actions de progrès social. Vous devrez notamment :

- participer à la définition et à la mise en place de la politique sociale - mettre en œuvre et animer les projets sociaux et proposer des objectifs d'innovation - conclure avec le D.R.H. les relations de travail et les négociations au niveau de l'entreprise - assister et conseiller les responsables opérationnels en matière de droit du travail et définir les moyens d'information et de formation.

Ce poste nécessite une formation Maîtrise de Droit, complétée par une spécialisation en Droit Social : 5 ans d'expérience dans la fonction Ressources Humaines, avec une dominante Relations Sociales, acquise de préférence en milieu industriel. En outre, des qualités de dialogue constructif et d'animateur, des capacités de réflexion et d'anticipation sont indispensables pour participer pleinement aux responsabilités stratégiques de la D.R.H. et au développement de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 62/043 à :



26, rue Henri Monnier  
75008 PARIS.

PARIS LYON NIMES STRASBOURG

## DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES REGION P.A.C.A.

Notre Groupe CA 1 milliard, 1100 personnes, 25 filiales dont 15 à l'étranger, spécialisé dans l'industrie pharmaceutique et côté au Second Marché bénéficie d'une excellente notoriété.

Grâce à la motivation de ses équipes et à la qualité de ses innovations scientifiques, le Groupe enregistre une croissance élevée depuis plusieurs années.

Rattaché à la Direction Générale qui définit la politique du personnel, vous exercerez votre fonction essentiellement sur l'activité France (siège social et filiales françaises) qui compte environ 700 collaborateurs.

Généraliste de la fonction, vous superviserez l'administration du personnel, la gestion prévisionnelle, la rémunération, la législation et les relations sociales, la formation, la communication interne...

Partenaire de réflexion, vous êtes capable d'innover en matière de développement social, de gestion prévisionnelle et de dynamisation des ressources humaines et vous participerez à terme, au Comité de Direction.

A 35/42 ans, de formation supérieure, votre professionnalisme repose sur une expérience significative acquise de préférence dans un environnement international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la Réf. 1135/F à notre conseil : Catherine FONTAINE



14, RUE LINCOLN 75008 PARIS

## Juriste d'entreprise

ayant de solides connaissances en matière de procédures

■ Au sein d'une équipe de juristes expérimentés, vous assurerez une double mission dans les domaines juridiques et judiciaires :

- consultations internes sur des sujets très variés faisant appel aux différents domaines du droit (civil, commercial, pénal, administratif, du travail...)
- suivi des procédures contentieuses (hors assurances) dont le groupe fait l'objet, et de celles qu'il a engagées.

Dans le cadre de ces missions, vous participerez à des expertises notamment comptables, vous rédigerez des contrats et des écritures judiciaires, y compris les conclusions, et plus généralement, vous assurerez le suivi des dossiers dont vous avez la charge.

En qualité de Juriste d'Entreprise ou d'avocat au sein d'un cabinet, depuis au moins 7 ans, vous avez acquis de solides compétences techniques incluant une connaissance approfondie des procédures (droit privé principalement), des relations avec les Cours et Tribunaux et une excellente maîtrise de la rédaction.

De plus, vos qualités de rigueur et de fiabilité ainsi que votre aisance relationnelle vous permettant d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de la hiérarchie.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence PR/07, au GAN, DRH/GRC, 2 rue Pille-Wil, 75448 Paris Cedex 09.



L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Piloter  
les opérations contractuelles  
avec les collectivités locales

Notre Groupe s'est spécialisé dans les services aux collectivités locales. Nous comptons, entre autres, quelque cent quarante filiales travaillant sur ce marché.

Notre responsable du Service Juridique cherche son adjoint direct.

## Votre mission :

- Analyser les textes français et européens régissant notre activité.
- Aider à élaborer les conventions de délégation de services publics de transport.
- Aider à élaborer les montages juridiques, économiques et financiers.

## Vos atouts :

- Juriste de haut niveau, option droit administratif, vous avez de bonnes connaissances en matière fiscale, économique et comptable.
- Homme de terrain, pragmatique, on vous reconnaît des qualités relationnelles de tout premier ordre.
- Vous avez acquis une expérience de quelques années au sein du Service Juridique d'une société prestataire de Services aux collectivités.
- Vous pratiquez l'anglais.

Le poste, basé à Paris, nécessite une certaine mobilité de votre part (quelques jours par mois).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous référence PV 45 à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

**COCEPLAN**

*à l'écoute des talents*

Nous sommes la succursale française  
d'une banque internationale réputée.  
Notre fort développement  
nous amène à rechercher un(e)

## Analyste crédit

**SENIOR**

A 30 ans environ, de formation Bac +3 minimum, vous avez acquis une expérience identique de 2 à 5 ans minimum au sein d'une banque française ou étrangère. Bien sûr, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et l'outil informatique de bureau.

Votre esprit d'analyse, votre enthousiasme et votre bonne connaissance de l'exploitation bancaire vous permettra de mener à bien la mission que nous vous proposons.

Au sein d'une équipe à taille humaine, vous étudierez et analyserez les demandes de crédits, préparerez les propositions et évaluerez les risques. Nous vous proposons, outre une rémunération intéressante, d'acquies une réelle expertise en matière de risques internationaux.

Pour un premier contact, merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 349 à COMMUNIQUE - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT, qui transmettra.

Coopers  
& Lybrand  
CLC Juridique  
et fiscal

Nous rassemblons environ 160 avocats intervenants sur l'ensemble de la France, ce qui nous confère une place de leader parmi les cabinets d'avocats d'affaires français.

## Avocats spécialisés

## Fiscalité personnelle

Paris

Auprès de l'ensemble de nos clients, vous intervenez sur des dossiers de fiscalité patrimoniale. Vous exercez votre activité de conseil dans des domaines variés : revenus de capitaux mobiliers, plus-values, déclarations fiscales (RISF), successions et donations, actionnariat salarié...

Vous participez à l'animation d'une équipe de fiscalistes. Vous savez négocier et rédiger en anglais.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure en fiscalité (DEA, DESS, DUE), complétée éventuellement par IEP ou Dauphine, vous justifiez d'une expérience de 4 à 6 ans acquise de préférence en cabinet et/ou en banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) s/réf. M/80/S, à Michel Combe.



CLC Juridique et Fiscal - 32, rue Guersent 75833 Paris cedex 17.

## Fiscalité internationale

Sophia-Antipolis/Monaco

Auprès de l'ensemble de nos clients, vous intervenez sur des dossiers de fiscalité générale d'entreprise : IS, TP, restructuration, intégration, optimisation fiscale, fiscalité des flux, fiscalité de groupe...

Vous participez à l'animation d'une équipe de fiscalistes. Vous savez négocier et rédiger en anglais.

Agé de 32 ans environ, de formation supérieure en fiscalité (DEA, DESS...), vous justifiez d'une pratique de la fiscalité internationale d'environ 6 ans, acquise en cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) s/réf. M/80/T, à Olivier Pichot.

## UN CHOIX QUI DETERMINE VOTRE AVENIR.

Membre de l'organisation internationale PRICE WATERHOUSE, nous sommes l'un des plus importants cabinets d'Audit et de Conseil, comptant aujourd'hui plus de 1000 collaborateurs en France. Pour renforcer notre département d'Audit et de Conseil informatique, nous recherchons un

AUDITEUR  
INFORMATIQUE CONFIRMÉ

Au sein d'une équipe jeune et de haut niveau, intervenant dans l'ensemble des secteurs professionnels, il participera à un ensemble de missions très variées : audit-diagnostic d'organisations informatiques ou d'applications complexes, conduite et encadrement de missions en support de l'audit comptable et financier, audit de schémas directeurs ou de plans informatiques...

Sous la supervision d'un Senior Manager, il sera par ailleurs chargé de la liaison permanente avec le département d'Audit

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) rédigé en anglais sous référence AIC à Anne-Christine MARIE, PRICE WATERHOUSE, 98 rue de Courcelles, 75858 PARIS Cedex 17.

Price Waterhouse

Notre groupe industriel de dimension internationale (6 500 personnes, 4,2 milliards de CA) appuie son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan.

## CONTROLEUR DE GESTION

**expérimenté**

Vous renforcerez l'équipe du contrôle de gestion et des prises de participations intégrées à la Direction centrale Finances-Gestion du groupe. Vous contribuerez par votre professionnalisme à une gestion performante et au développement externe de notre groupe. Interface entre la présidence et les divisions, vous aurez une double mission :

- assurer le contrôle de gestion du groupe par un

suivi mensuel des résultats de la société mère et de ses filiales.

- participer aux négociations d'affaires après avoir consulté des dossiers et réalisé des études financières et juridiques complexes.

A 30 ans environ, de formation grande école de gestion (HEC, ESSEC, IEP Eco-FI), si possible complétée par une formation juridique, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en contrôle de

gestion et analyse financière en secteur bancaire, cabinet d'audit et/ou en entreprise. Une personnalité forte, ouverte, communicative, vous permettra de gagner des responsabilités dans notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. 1210M, à Media System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

## Consultant Titres

Rejoindre Axime, c'est faire  
dès aujourd'hui le bon choix  
pour demain

## AXIME SERVICES

Filiale d'Axime, Axime Services est leader en France dans la gestion des grands flux de données avec 4 domaines d'expertise : les Moyens de Paiement, la Télématique, le Traitement des titres et des opérations bancaires, le Facilities Management.

Avec 2 500 personnes, 1,9 milliard de CA et 32 MF de bénéfice, Axime fonde ses ambitions sur la synergie de ses trois métiers : Traitement et Facilities Management, Ingénierie et Intégration de Systèmes, Communication Directe.



**AXIME**

Rattaché au Responsable de la Division Titres d'Axime Services/STB, votre mission consistera à assurer le diagnostic et l'élaboration de solutions. Vous coordonnerez ensuite la réalisation de projets en collaboration avec les équipes informatiques et superviserez leur mise en place.

Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (ES, MBA, Ecole d'ingénieurs...), vous possédez une réelle compétence dans le domaine des Titres et si possible une expérience de conseil en cabinet, au cours de laquelle vous avez utilisé une méthodologie éprouvée vous permettant de gérer un projet dans sa totalité.

Si vous souhaitez rejoindre un groupe au développement national et international, adressez votre candidature sous réf. CM 935111 à Nadine Wasson, DRH, Axime, 137 bd Voltaire, 75011 Paris.

مكثان النظم



## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

### Fiscaliste

FRANCE TELECOM recrute pour sa Direction des Programmes et des Finances un(e) collaborateur(trice) du responsable du Département.

• Vous avez en charge le suivi de la législation fiscale et son analyse. • Vous rassemblez les informations nécessaires aux besoins de la fiscalité propre à France Telecom, en organisant les procédures internes. • Vous préparez les déclarations d'impôt sur les sociétés.

Diplômé(e) d'études supérieures de fiscalité (DESS); vous avez une expérience de 3 ans dans une grande entreprise. Un DECS serait un plus. Une parfaite connaissance technique, une bonne faculté d'adaptation, un esprit d'initiative, le sens du contact sont des atouts indispensables. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Pour ce poste localisé à Paris (quartier Montparnasse), merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 1211M, à Media System, 5 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



France Telecom

Membre  
d'un groupe international,  
NSM est une banque commerciale privée  
à forte vocation  
financière.



NSM

Banque de Neufville, Schumberger, Mallet

Au sein de notre département des Engagements, nous proposons à un Analyste Senior d'étudier les demandes de crédits de nos entreprises clientes : analyse des éléments financiers et évaluation des risques.

Votre formation supérieure et votre expérience de 10 ans minimum, vous ont permis d'acquérir une expertise reconnue en exploitation et notamment en PME - PMI.

Cette mission d'envergure requiert de votre part, outre un sens aigu du diagnostic, une parfaite maîtrise de l'anglais et si possible une expérience dans un service des Engagements.

Votre talent commercial, votre aisance relationnelle associés à vos qualités de manager vous permettront d'accéder à des responsabilités au sein de notre banque.

Françoise Thérans vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre, photo, CV et prétentions) sous la réf. ACM 10-93 NSM - 75410 PARIS CEDEX 08.

Le Pouvoir du Temps

Entreprise française de tout premier plan dans le secteur de l'énergie recherche un

### Juriste d'Affaires

Paris

Rattaché au Directeur Juridique, au sein d'une équipe jeune et de haut niveau, vous assurerez le suivi et l'assistance de la Direction Générale et des différentes entités régionales dans des domaines relevant du droit des affaires en général (droit des sociétés, contrats, marchés, droit bancaire, droit de l'informatique...).

Agé de 27/30 ans, de formation supérieure en droit des affaires (troisième cycle et le cas échéant grande école...), vous avez 2/3 ans d'expérience au sein d'une entreprise, d'un cabinet ou d'une banque vous ayant permis d'acquérir de très

solides bases de généraliste en droit des affaires.

Excellent juriste, vous privilégiez avant tout le travail en équipe et souhaitez faire carrière dans une grande entreprise offrant des possibilités de mobilités fonctionnelle et géographique.

En outre vous parlez couramment l'anglais.

Contactez Dominique Montabrie au (1) 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal au 3 bd Biocan 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. DM9429MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Important groupe international de haute technologie recherche un

### Juriste International

Environ de Genève

400 KF±

Rattaché au Directeur Juridique du Groupe, vous aurez principalement pour mission de participer à la rédaction, la négociation et le suivi des contrats internationaux impliquant souvent des transferts de technologies. Vous interviendrez, par ailleurs, lors d'opérations de structure, notamment dans un contexte international, ainsi qu'à titre de conseil auprès des responsables opérationnels du groupe.

Agé de 30/35 ans, de formation juridique supérieure de préférence anglo-saxonne (LLM, MCL, etc...), vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 5 ans en

droit des affaires acquise dans une entreprise ou un cabinet international.

Disponible, pragmatique et rigoureux, vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans un groupe international très performant.

Un excellent niveau d'anglais (parlé, écrit) est indispensable.

Contactez Christophe Duchatellier au (1) 47.57.24.24, ou adressez CV + lettre + photo + N° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, sous réf. CD9457MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

### Pouvez-vous devenir consultant de haut niveau en Ressources Humaines? X, ECP, HEC, ENA, Sciences Po

Pour réussir dans le Conseil en Ressources Humaines chez Bernard Krief il faut, soit une formation appropriée en psychosociologie et un goût pour la recherche complétés par une solide expérience - dans ce cas, nous vous formerons aux problèmes économiques des entreprises; soit connaître parfaitement une branche professionnelle et ses décideurs - si tel est votre cas, vous serez formé à notre approche psychosociologique ainsi qu'à nos techniques spécifiques de résolution des problèmes de ressources humaines - stratégie de plein emploi, recrutement, motivation

des hommes, relance de carrière (outplacement), études d'ambiance, formation, communication interne. Notre réputation se fonde sur notre approche scientifique et professionnelle des ressources humaines ainsi que sur notre capacité à comprendre l'ensemble des problèmes de stratégie et de management des entreprises et de leur direction. Vous pouvez faire état d'un début de carrière réussi et d'une expérience minimum de 7 ans, alors envoyez CV, lettre de motivation à l'attention de M. Bernard Krief, Bernard Krief Management, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF MANAGEMENT

PARIS LILLE LYON SOFRIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

### JEUNE INSPECTEUR Marchés financiers

Paris - Ce groupe financier aux activités diversifiées compte parmi les quinze premières banques françaises et propose l'ensemble de ses conseils à une clientèle de professionnels, en France comme sur les principales places internationales où il est présent. Représenté par plus de 900 personnes dans 30 filiales, ce groupe développe ses activités autour de trois pôles : la gestion pour compte propre, la gestion pour comptes de tiers et l'intermédiation. Dans ce cadre, le service de l'inspection générale intervient pour contrôler et valider l'ensemble des opérations réalisées. Aujourd'hui, ce service souhaite recruter un jeune collaborateur. Après une période de formation aux méthodes employées et aux métiers spécifiques du groupe, le candidat

recruté réalisera en toute autonomie des missions diversifiées et complètes (contrôle, validation des procédures, préconisations...). Ce poste est proposé à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce), âgé d'au moins 26 ans et apportant une première expérience professionnelle acquise dans une banque ou un cabinet d'audit. Pour réussir dans cette fonction, la maîtrise de la langue anglaise est impérative ainsi que la présence de réelles qualités personnelles d'autonomie, de sens de la communication, d'autorité professionnelle. Merci d'écrire à Jean-Philippe VERON en précisant la référence R/0961M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage

# LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

Dans le cadre de son expansion, **KEW FRANCE**, filiale de KEW Industri A/S (Danemark), membre du groupe Incentive (2,5 Milliards de Francs), fabricant mondial de nettoyeurs haute-pression à usage industriel et grand public recherche son

Directement rattaché au Directeur Général, vous participerez à l'élaboration de la politique commerciale et du plan marketing et serez responsable de son application au plan national.

## Directeur des ventes



Nettoyeurs haute pression

Véritable manager de la force commerciale (recrutement, formation, training...), vous négociez les comptes clés, aurez en charge l'élaboration du budget ventes ainsi que son suivi et serez garant de l'atteinte des objectifs.

A 30 ans environ, de formation ESSEC, Sup de Co..., vous possédez une expérience similaire de 5 ans dans le milieu du Bricolage ou circuits de distribution moderne. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable pour réussir à ce poste. La rémunération est susceptible d'intéresser des candidats de haut niveau. Lieu de résidence : Lyon.

Merci d'adresser votre CV, photo et lettre man. à Marie-Laure LAMBERT, KEW FRANCE, 7 rue Jean Rostand 8.P. 71, 69743 GENAS CEDEX

Ingénieurs Commerciaux Grands Comptes

## Stratégie de conquête : nous recrutons les meilleurs !

NCR France, (1 500 collaborateurs, 1,5 Md FF CA), branche Informatique et Réseaux du groupe AT&T, développe, produit, commercialise des solutions informatiques globales (équipements, architectures, logiciels, services), pour le traitement de l'information.

Nous poursuivons notre pénétration des grands comptes de l'industrie, du commerce, de l'administration, de la distribution et de la finance grâce à une offre globale unique sur le marché fondée sur des gammes de systèmes ouverts, coopératifs et communicants.

Pour ces domaines qui requièrent compétitivité et agressivité commerciale, nous recherchons des Ingénieurs Commerciaux qui devront faire preuve de ténacité et d'une réelle capacité à négocier.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs et/ou de commerce, avec environ 3 à 5 ans d'expérience réussie dans la vente de solutions informatiques, vous connaissez l'approche de vente Grands Comptes dans nos domaines d'activité et vous maîtrisez l'anglais, alors... rejoignez-nous !

Pour ces postes basés à Paris - La Défense, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LM/01 à NCR France, Service du Recrutement, 20 place de Seine, 92086 Paris - La Défense Cedex 20.



La Libre-Informatique®  
Pour maîtriser le changement.

Membre du groupe ABN - AMRO, l'un des tous premiers groupes bancaires européens, NSM est une banque commerciale privée à forte vocation financière.

**OPÉRATEUR COMMERCIAL**  
Trésorerie France

**NSM**  
Banque de Neufitz, Schlumberger, Malles

La Banque du Temps

Au sein de notre salle des Marchés, nous vous proposons de vendre nos produits de trésorerie à une clientèle de grandes et moyennes entreprises françaises et internationales. Responsable du développement et de la gestion d'un portefeuille de clients, vous les conseillez, analysez les mouvements du marché et adaptez les produits NSM à leurs besoins.

De formation supérieure (Bac + 4 minimum) vous possédez, outre une parfaite maîtrise de la langue anglaise, une première expérience commerciale acquise au sein d'une banque. Fin négociateur, doté d'un esprit de synthèse certain, vous savez faire preuve d'autonomie et d'assurance dans le suivi de vos clients. Si, de surcroît, vous êtes constamment à l'écoute des autres marchés, vous réunissez tous les atouts pour réussir au sein de notre banque.

Isabelle Morenne vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre, photo, CV et prétentions), sous la référence OCT - NSM - 75410 PARIS CEDEX 08.

Société de distribution spécialisée à forte renommée, leader sur son marché, recherche ses futurs

## DIRECTEURS DE CENTRE

Postes basés en région parisienne  
Possibilités en province

A 30 ans environ, de formation supérieure, vous possédez une expérience réussie dans la gestion autonome d'un centre de profit (de préférence en grande distribution ou distribution spécialisée).

Vous avez avant tout la passion du client satisfait, des qualités reconnues d'organisateur et de manager.

Venez rejoindre des équipes soudées par la partage des mêmes valeurs et contribuer à notre développement européen.

Transmettez votre dossier (CV, lettre, photo) sous la réf 923 à notre conseil qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

Andrée Ruyffelaere et associés  
RESSOURCES HUMAINES  
6, rue Jean Rolain - 59800 LILLE



**BIOBLOCK SCIENTIFIC**  
MATÉRIEL SCIENTIFIQUE ET DE LABORATOIRE

## Chef de produits junior

Spécialisés dans la distribution de matériel destiné aux laboratoires de la recherche universitaire et du contrôle industriel, nous poursuivons notre expansion et recrutons un chef de produits junior.

En contact avec nos clients : vous leur apportez un support technique et développez les ventes des gammes de produits qui vous sont confiées. En contact avec les fabricants : dans un environnement international, vous sélectionnez de nouveaux produits et participez aux négociations. En contact avec la Direction Marketing : au sein d'une équipe jeune et dynamique, à l'aide d'une informatique performante, vous effectuez les études de marché et de concurrence, vous participez à la rédaction de notre catalogue. En contact avec la force de vente : vous leur assurez formation et motivation.

A 25/30 ans, de formation scientifique en mesures physiques, biologie ou chimie, vous possédez une première expérience en laboratoire ou dans l'industrie. Communicant, rigoureux, doté de bonnes capacités rédactionnelles, vous souhaitez donner une orientation commerciale à votre carrière. L'anglais courant est indispensable, l'allemand serait un plus.

Nous vous proposons une rémunération attractive (fixe + primes + avantages + participation) en rapport avec vos performances et la réalisation de vos objectifs.

Ce poste est basé à Strasbourg.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre + CV + photo), sous réf. M. à : BIOBLOCK SCIENTIFIC, DRH, BP 111, 67403 Illzach Cedex.

## DIRECTEUR COMMERCIAL INTÉGRATION DE SYSTÈMES

A 30/35 ans, de formation supérieure, vous exercez une fonction de management commercial dans un contexte informatique (constructeur, éditeur S.G.B.D., S.S.I.I....).

Votre culture informatique vous permet de maîtriser l'offre "systèmes ouverts".

Votre charisme et votre tempérament d'entrepreneur vous conduisent à rechercher davantage d'implication dans les orientations d'une entreprise.

Au sein de notre équipe de Direction, vous proposez une stratégie et élaborez notre offre marché (partenariats...) avec la responsabilité de la mise en œuvre de la politique commerciale et du management de l'équipe commerciale qui vous sera confiée.

Nous offrons un challenge exceptionnel dans un environnement porteur ainsi qu'une rémunération motivante de nature à satisfaire des candidats de valeur.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 95, avenue Victor-Hugo, 92563 Rueil Malmaison Cedex, sous référence 78.0539/EX.

Mercuri Urval

Suite de la  
rubrique en  
dernière page

هكذا من الأصل



## LE MONDE DES CADRES

### GROUPE BBC

#### CONSEIL ET FORMATION EN ORGANISATION DE L'ENTREPRISE, MANAGEMENT ET GRH

Depuis 1973, nous intervenons auprès de 200 groupes et entreprises privés ou publics, français ou étrangers. Nous avons pour partenaires PMC Personal Management Consult GmbH à Francfort et BSI ITALIA Srl à Milan.

Vous avez 30 ans minimum, une formation supérieure et surtout une bonne expérience dans l'un des domaines de nos activités comme consultant ou expert dans la fonction Personnel ou responsable hiérarchique en entreprise, devenez à PARIS Palais-Royal :

### CONSULTANT SENIOR

Après vous être approprié nos démarches et méthodes d'intervention, vous assurerez - avec une large AUTONOMIE :

- des missions de conseil et de formation intra-entreprise dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :
  - organisation de l'entreprise : structure, répartition du travail, procédures,
  - management : stratégie de changement, formation de la hiérarchie,
  - gestion des ressources humaines : description et classement des emplois, rémunération, système d'appréciation, mobilité interne, etc.,
  - recrutement par approche directe et/ou par annonce.
- le développement de votre CA tout en sachant refuser des contrats contraires à notre éthologie.

Progressivement, vous pourrez intervenir dans l'ensemble de nos activités et devenir un des associés.

Merci d'écrire sous réf. LM, en indiquant votre salaire actuel à :  
Richard BÉNATOUIL et Jacques BRUSSET - GROUPE BBC  
1 bis place de Valois - 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurées.

Je suis animé par une jeune fille d'un des plus importants groupes industriels français.  
Je cherche notamment votre société, notre maison m'a permis de travailler dans le domaine de l'environnement et nous avons obtenu un contrat dans l'industrie du traitement des déchets industriels et ménagers.  
Je suis très intéressé par votre société et par vos projets.

### Directeur de la Communication

Votre mission essentielle sera de concevoir et mettre en place la politique de communication institutionnelle et commerciale de la société, visant à annoncer aux collectivités locales et aux industriels de la propriété, l'arrivée d'un nouvel opérateur sur ce marché.

De formation supérieure - idéalement double, école de commerce/Sciences Po + communication -, à 35/40 ans, vous avez une dizaine d'années d'expérience - acquise de préférence au sein d'un grand groupe de services - dans la communication externe auprès des COLLECTIVITÉS LOCALES. Vous y avez un important réseau relationnel.

Une approche des industries liées à l'environnement est un atout supplémentaire.

Si nos ambitieux projets de développement vous intéressent, nous vous suggérons d'écrire rapidement à notre Conseil ORNICAR, en indiquant la réf. B/962 sur l'enveloppe - 10, rue Portalis 75008 PARIS.

**ornicar**  
GROUPE PMC CONSEIL

### Commercial Ingénieur

PARIS ET REGION PARISIENNE

COFRAMI, 5511 de 200 personnes, dans les secteurs de haute technologie a besoin de vous... mais vous offre aussi un champ d'action particulièrement intéressant. Vos interlocuteurs : les plus grandes entreprises. Vos centres d'intérêt : les grands projets de notre temps. Nous travaillons soit en régie soit au forfait.

Nos équipes d'ingénieurs sont particulièrement performantes, au savoir faire reconnu. Vous recherchez un milieu enrichissant, stimulant, vous nous apportez votre alliant, vos compétences commerciales, vos capacités d'encadrement. Vous aimez ce métier, dur mais passionnant, alors venez partager notre enthousiasme et notre réussite.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence A3 10 02 à notre Conseil Madame Claude Favereau  
FAVREAU CONSULTANTS  
52 rue de la Fédération - 75015 PARIS.

KPMG Fiduciaire de France

inscrit dans le cadre du développement de son Département de Conseil en Organisation et Management FIDORGA en :

### CONSULTANT SENIOR MARKETING

Notre objectif : Conseil en organisation et management pour optimiser les fonctions des PME/PMI. Notre action : - Apporter des compétences pluridisciplinaires (marketing, qualité, industriel, informatique, développement...) - Participer à la mise en œuvre de projets de développement commercial et industriel - Gérer les relations avec les médias et les clients.

Votre mission : - Concevoir et coordonner les stratégies marketing et développement commercial - Gérer en toute autonomie les missions confiées par le client - Intervenir auprès de nos clients sur un plan stratégique comme sur un plan opérationnel.

Diplôme de l'enseignement supérieur (École de Commerce, IEP, Ingénieur avec 3ème cycle de gestion marketing...), vous avez une expérience opérationnelle de la gestion marketing-vente en entreprise de 5 ans au moins et de conseil de 2 ans au moins. La pratique courante de l'anglais est un atout important pour un consultant senior de conseil en développement commercial et industriel. Vous habitez Paris ou êtes diplômé en France. Adressez CV + lettre manuscrite + photo à : FIDORGA - Miss Grémont - 18 bis rue de Villiers 92300 Levallois-Perret.

### ANTICIPATION

telle est notre stratégie depuis 10 ans, appliquée dans la recherche et la sélection de cadres, mais aussi dans d'autres domaines liés aux ressources humaines.

### RECHERCHE

de nouveaux outils et méthodes :  
- évaluation - développement de potentiels  
- bilans de progrès individuels et collectifs  
- mises en situation appliquées au recrutement

### COMPETENCES

Renforcées à l'égard des professionnels qui nous ont rejoint en 1993 dans les secteurs audit et organisation des ressources humaines, ingénierie sociale.

### ORGANISATION

par départements spécialisés à Paris et en région :  
• Technologies • Construction Ingénierie  
• Bio-médical • Assurance • Carrières et Potentiels  
• Formation • Audit Social  
et avec un réseau international de partenaires.

Si comme nous, vous avez des projets et souhaitez en savoir plus, alors écrivez à :

ARCO - Conseil en Gestion des Ressources Humaines  
18, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

**ARCO**

### ELYSEES consultants

Division de John Stark International spécialisée dans le recrutement de Middle Management recherche

### Consultant Senior

Vous possédez une expérience confirmée en Cabinet, vous gérez en toute autonomie votre propre portefeuille clients et vous êtes à la recherche d'un environnement privilégiant la qualité.

Adressez votre dossier sous la Réf A 101 à ELYSEES CONSULTANTS - 10, rue des Saussaies 75008 PARIS ou saisissez directement vos Candidatures sur minitel 3617 FLASHCV code ELYSEES



Les CONSTRUCTIONS MECANQUES DE NORMANDIE à Cherbourg ( 50 ), chantier naval de très haute technologie, viennent de remporter plusieurs succès commerciaux qui les amènent à recruter :

### UN(E) ACHETEUR (SE) CONFIRME(E) Position Cadre

Il aura pleinement en charge un domaine d'achat qui lui sera confié, à savoir : marketing achat, conseil aux services du chantier, appel d'offres, sélection et négociation, suivi des relances, etc.... Il aura à sa disposition un système informatique très performant.

Nous souhaitons confier ce poste à un(e) candidat(e) ayant une expérience réussie de 5 ans dans un service Achats avec une responsabilisation budgétaire et une formation BAC + 2 ou école de commerce orientation Achats. Le diplôme CDAF est apprécié.

Anglais commercial indispensable, expérience chantier naval souhaitée.

Nous remercions les personnes intéressées d'écrire avec CV, lettre manuscrite, salaire actuel et souhaité à : J. VILAIN - BP 539 - 50105 CHERBOURG CEDEX.

### Nadia POIRIER

Spécialiste depuis plus de 10 ans du recrutement et de l'évaluation de potentiel met au service de sa propre structure :

- son expérience de secteurs d'activité très variés : services, industrie, grande distribution...
- sa connaissance de l'ensemble des fonctions de l'entreprise : commerciale, technique, gestion...

AUTHENTIS, 89 rue de la Villette, Le "Galaxie", 69003 Lyon.  
Tél. 72.34.75.01 Fax 72.34.59.50

**Authentis**

Conseil en Ressources Humaines

SPÉCIAL  
INGÉNIEURS

## SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

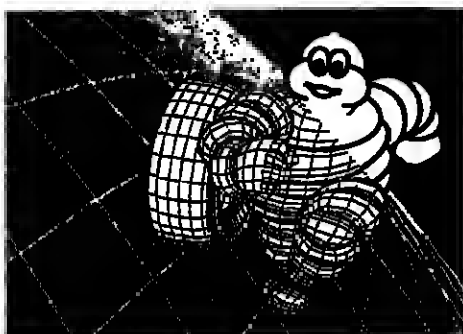
UN INGENIEUR INFORMATICIEN  
RESPONSABLE  
DE L'EXPLOITATION ET DU SYSTEME

Un système IBM d'une puissance de 320 MIPS, équipé des logiciels les plus récents. Une équipe de 5 ingénieurs et 30 techniciens. Une collaboration permanente avec les filiales étrangères du Groupe.

Nous vous confierons la double responsabilité du Système IBM et de ses évolutions, et celle de l'Exploitation du site, pour nos services informatiques centraux.

Si vous avez l'expérience des systèmes IBM-MVS et de l'organisation d'un centre informatique, notre défi peut être le vôtre.

Si vous avez le sens de l'animation d'une équipe et du dialogue avec les utilisateurs, nos projets seront les vôtres.



Le poste est basé à Clermont-Ferrand.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous référence LM 61, à Pascal BARTHELEMY - SPIC Recrutement Manufacture Française des Pneumatiques Michelin 63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1.

**MICHELIN**  
Les moyens de se passionner

France Télécom Réseaux et Services Informatiques, opérateur international de France Télécom, renforce son Département Transmission et Réseaux d'entreprise.

Chefs de projet  
Réseaux d'entreprise internationaux

## • Conception, spécialiste X25

RM. X25

Vous apporterez une expertise en X25 à l'équipe Conception pour permettre le montage d'offres complexes dans le domaine des réseaux privés internationaux, assurez un soutien opérationnel lors de la phase de réalisation et d'exploitation, participez au développement de nouvelles offres de service.

A 35 ans environ, vous avez au minimum 5 ans d'expérience réussie en conduite de projet dans le domaine X25 et interconnexion de réseaux locaux d'entreprise.

## • Réalisation

RM. RES

Vous assurez la mise en œuvre de réseaux d'entreprise internationaux et animez les groupes et projets concernés. A 32 ans environ, vous avez au minimum 4 ans d'expérience réussie en conduite de projet.

## • Suivi après réalisation

RM. SAR

Vous concevez et mettez en œuvre des solutions techniques pour répondre aux évolutions des besoins des clients et optimiser le fonctionnement de leur réseau en phase d'exploitation.

A 29 ans environ, vous avez 3 ans d'expérience réussie en conduite de petits projets.

Ces postes nécessitent une formation d'ingénieur Télécom ou équivalent avec la pratique de l'anglais. Outre votre professionnalisme, vos qualités de rigueur et votre sens relationnel contribueront à votre réussite au sein du Groupe, qui ouvre de larges perspectives d'évolution aux candidats à fort potentiel.

Les postes sont basés à Paris 11<sup>e</sup>.

Merci d'adresser, sous la référence concernée et en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à : SM CONSEIL, 3 rue Tréillard, 75008 Paris.

**France Telecom**

Réseaux et Services Informatiques  
Worldwide Networks and Services

## Ingénieur Acousticien

Futur Responsable  
du Département Acoustique

Le Centre de Transfert de Technologies du Mans créé en Avril 1992 a pour vocation de faciliter la liaison entre le monde industriel et les universités. Il assiste l'entreprise et réalise pour elle des études sous contrat.

Il est organisé en trois départements : département acoustique, département matériaux, département productique. Le département acoustique va mettre à la disposition de ses clients quatre salles d'essais très performantes et bénéficie d'une étroite collaboration avec le L.A.U.M. Ceci lui permet de proposer aux entreprises des prestations de très haute qualité.

Nous recherchons le futur responsable de ce département.

Il est chargé à la fois du développement commercial du département avec réalisation d'objectifs et du suivi technique des études. Il supervise une équipe de trois personnes amenée à se développer très rapidement.

Ingénieur grande école, spécialisé en acoustique, ou universitaire ayant fait une thèse dans ce domaine, vous possédez une première expérience acquise en entreprise (B.E. ou centre de recherche, automobile, équipement, aéronautique, B.T.P...) ou en société d'ingénierie. Vous souhaitez profiter de vos connaissances techniques pour développer avec une petite équipe, dans un environnement scientifique de très haut niveau, des prestations auprès des entreprises. Ce poste est basé à 55 minutes de Paris... au Mans.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, complet, photo et rémunération actuelle sous référence 12/1017 A à : Bernard Krief Ressources Humaines - 26, rue de la Baume 75008 PARIS.



**BERNARD KRIEF RESSOURCES HUMAINES**  
Washington Moscou Bruxelles Paris

## RHONE-ALPES

FABRICANT FRANCAIS DE MATERIEL ELECTRONIQUE  
GRAND PUBLIC

dans le cadre de notre expansion rapide, notre Direction Marketing recherche

2 RESPONSABLES  
DE GAMMES

En liaison étroite avec nos différentes forces commerciales européennes et nos équipes R et D et Industrielles, vous réunissez et synthétisez l'ensemble des Informations nécessaires à la définition de nos futurs produits (attentes consommateurs, opportunités technologiques, études de l'environnement concurrentiel et des stratégies commerciales et de communication).

Vous êtes une force concrète de proposition, de suivi de développement et de gestion de nos gammes de produits en cohérence avec la stratégie marchés multinationaux de l'entreprise.

Curieux, vous avez des idées et une aptitude certaine à les concrétiser. Vous avez un goût prononcé pour le travail en équipe et une personnalité qui mobilise les énergies.

Idealement titulaire d'une double formation (Ingénieur et Marketing/Commercial), vous bénéficiez d'une expérience de 8 à 10 ans dans un environnement similaire. Vous pratiquez parfaitement l'anglais et si possible une autre langue européenne.

Si vous souhaitez participer pleinement à l'essor d'une entreprise de dimension humaine, nous vous remercions d'adresser vos lettres manuscrites, CV et photo à notre Conseil :



**Cabinet Vito & Messon S.A.**  
15 bd Maréchal Léclerc  
Tour Mont-Mars - 38000 GRENOBLE

Opérateur privé appartenant au GROUPE GENERALE DES EAUX, nous développons et exploitons un réseau public national de transmissions de données par radio (3RD). Nos domaines d'applications sont multiples : réseaux d'entreprises, monétique, télé-surveillance... Dans le cadre de notre fort développement, nous recherchons un :

**TDR**

## INGENIEUR RADIO CONFIRME

ENST, SUPELEC, ...

Poste basé à Paris

## Missions et Responsabilités

Au sein de notre Direction Technique, vous êtes le responsable des caractéristiques radiofréquences du réseau (définition et contrôle des zones de couverture, définition et test des terminaux...). Homme d'étude, vous êtes également attentif aux réalités du terrain. Vous veillez à améliorer sans cesse les performances du réseau. Vous définissez les moyens de mesure, et faites appel, si nécessaire, à des laboratoires spécialisés.

## Profil et Offre

Vous avez idéalement 27/35 ans et une bonne expérience du domaine des radiocommunications. Bien entendu, vous maîtrisez l'anglais. Responsable et ouvert, vos aptitudes pour la réflexion n'excluent pas une démarche pragmatique. Disponible pour de courts déplacements à l'étranger, vous êtes désireux d'occuper un poste clé dans une entité à taille humaine au sein d'un secteur en plein développement.

Les entretiens avec la société auront lieu le 3 novembre 1993.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 2314 à notre conseil : PREMIERE LIGNE - 31, av. du Général Leclerc - 92100 Boulogne Fax : 41 41 00 15.

## INGENIEUR TRAVAUX

IVRY (94)

IMPORTANT GROUPE GENIE CLIMATIQUE (1 400 personnes) recherche un Ingénieur Travaux pour son département territoire et industrie.

De formation Ingénieur, âgé de 35/40 ans, vous serez responsable du suivi et de la gestion d'un portefeuille de 50 MF, des études à la réalisation.

Vous possédez une expérience significative de la fonction. Votre autorité naturelle et votre aptitude à la coordination seront de bons atouts.

Envoyez lettre, CV, photo sous réf. 2369 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex ou tapez 3616 EUROMES code 2369

**EUROMESSAGES**

**BUSINESS OBJECTS**

Business Objects, éditeur de logiciel international en forte croissance, est leader sur le marché des solutions d'accès aux bases de données relationnelles.

Nous recherchons, dans le cadre de notre expansion, un

## Ingénieur Innovation

Rattaché au Responsable Développement, vous prenez en charge les projets de conception (tableaux de bord, reporting) et d'innovation dans une logique produit. Pour ce faire, vous vous appuyez sur la technologie Business Objects et vous participez à la réalisation de ces projets.

Agé de 30 à 35 ans, de formation supérieure (école d'ingénieur groupe A), vous avez acquis une expérience

significative dans cette fonction en environnement UNIX, WINDOWS, MACINTOSH (C++). Votre approche méthodique, votre sens du produit et vos qualités relationnelles vous permettront d'être un acteur déterminant de Business Objects.

Adressez CV, photo, n° tél et rémunération actuelle à Arnaud Blot, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92294 Levallois Perret cedex sous réf. ABL9467MO.



**Michael Page Informatique**  
Spécialiste en recrutement Informatique

مكتبة الامم المتحدة



# SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

**SPÉCIAL  
INGÉNIEURS**

INT, ENSEIHT, ENST...  
+ EXPERIENCE EXPLOITATION ET/OU RÉSEAU

## Vos qualités d'animateur feront la différence

Nous sommes une société de télésurveillance (300 MF de CA, clientèle : banques, sites industriels...) filiale d'un grand groupe de services. Nous recherchons actuellement un **Chef de service Exploitation** pour lui confier l'encadrement des équipes :

**techniques :**  
• analyse des systèmes de télétransmission et de traitement des données existants • définition des scénarios d'évolution des PC de surveillance en regard des enjeux économiques de la profession et de la société.

**d'exploitation :**  
• suivi des équipes des PC • analyse de l'activité • définition des méthodes d'exploitation, ...

Ce poste, basé à Paris mais nécessitant des déplacements, s'adresse à un ingénieur de 35 ans minimum, possédant impérativement une expérience de l'encadrement et la pratique de l'anglais.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) en précisant sur l'enveloppe la référence 4570 à l'ONCTION, 32 avenue Charles-de-Coulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

APPUI TECHNIQUE,  
CONSEIL ET  
FORMATION, RECHERCHE  
ET DÉVELOPPEMENT, ESSAIS,  
QUALITÉ, NORMALISATION,  
LE CTBA : LE PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ  
DES ENTREPRISES DU BOIS ET DE  
L'AMEUBLEMENT



## Ingénieur d'affaires Bois, Ameublement, Construction et Industries Connexes

Chargé de promouvoir la Veille Technologique, vous développez votre portefeuille de clients : des industriels du bois, de l'ameublement, de la construction et des secteurs d'activités connexes. A l'écoute de leurs besoins, vous imaginez et concevez un projet personnalisé, le vendez puis le mettez en oeuvre en sous-traitant la réalisation auprès de spécialistes internes et/ou externes.

Ingénieur généraliste, 30 ans minimum, vous avez valorisé votre première expérience technique par la vente de prestations de service auprès de PME-PMI du secteur bois-ameublement.

Votre pratique courante de l'anglais vous permettra d'intervenir tant en France qu'en Europe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 93/VTE/02 au C.T.B.A. - Ressources Humaines - 10, av. de Saint-Mandé - 75012 PARIS.

Europe Centrale / Orientale - CEI

A 35/40 ans, vous souhaitez vous investir dans une mission conjuguant vos talents de négociateur et d'organisateur.

Vous avez valorisé votre formation d'ingénieur à dominante Agro - Economie par une expérience confirmée en Ingénierie de Développement Rural (Conseil, Bureau d'Etudes).

Vos compétences techniques et vos qualités commerciales, associées à de réelles connaissances de la région citée, vous permettront de prendre en charge la montage de propositions, la mise en place et le suivi technique/financier de nos projets.

Votre grande mobilité, votre anglais courant et la bonne maîtrise de la langue d'un des pays de cette zone sont des atouts majeurs pour réussir pleinement cette mission.

## ingénieur d'affaires

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV photo et prétentions sous référence LMIA à TOUCCAN - 16 Bd Vital-Bouhot 92200 Neuilly sur Seine.

## Chef de projet études Câblage automobile



16 500 personnes,  
9 Divisions,  
42 filiales étrangères  
exerce ses activités dans  
le secteur automobile  
et aéronautique.  
Sa DIVISION SYSTEMES  
DE LIAISONS  
ELECTRIQUES  
AUTOMOBILE recherche  
pour sa Direction  
technique à SAINT-  
QUENTIN-EN-YVELINES  
un

Votre anglais technique vous permettra d'évaluer au sein du groupe. Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant votre niveau actuel de rémunération sous référence 9325, 7 rue de Morceau, 75008 Paris.

Intégré au Département Etudes et Recherche, vous êtes en relation constante avec le client et les Directions Commerciales et Industrielle de la Division.

**Votre objectif :** Etre le garant de la fonctionnalité du produit et de la faisabilité des solutions proposées au constructeur.

**Vos missions :** Rattaché au Chef du Département et avec l'appui d'une équipe performante déléguée chez le client : définir le produit dans son ensemble (conception à coût objectif, plans, modifications sur CAO, prototype...) • faire la synthèse des informations et prendre toute décision technique visant à la mise en série optimale du produit.

Agé d'environ 35 ans, ingénieur de formation, vous possédez une expérience réussie et confirmée des études et projets acquise au sein de l'industrie automobile (équipementier ou constructeur) ou d'équipement grand public. Autonome, synthétique, vous êtes positif, crédible et capable de prendre des décisions en temps réel.

Votre anglais technique vous permettra d'évaluer au sein du groupe. Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant votre niveau actuel de rémunération sous référence 9325, 7 rue de Morceau, 75008 Paris.

**Gilbert Raynaud & Partners**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

## RADIOCOMMUNICATIONS MOBILES : ÉVOLUEZ CHEZ LE N°1 MONDIAL

À la pointe de la technologie dans tous les domaines d'avenir de l'électronique, MOTOROLA est le leader incontesté des radiocommunications mobiles. Aujourd'hui, notre division radiotéléphone cellulaire implante le système GSM en France. Pour accompagner ce développement, nous recherchons les professionnels de haut niveau capables de relever ce défi pour évoluer ensuite avec succès au sein de nos unités internationales.

### INGÉNIEURS SYSTEMES RADIOTÉLÉPHONIE GSM (Réf. S.E.)

En contact étroit avec les équipes techniques clients et nos centres de support matériels et logiciels européens, vous assurerez le support technique de l'installation de réseaux GSM en France. Vous serez plus particulièrement chargé de l'analyse initiale des paramètres radio et de commutation, de l'optimisation du système radio, et d'une façon générale de la cohérence technique des activités installation, validation et tests fonctionnels.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ENST, SUPELEC, Centrale), à 30 ans environ vous avez une première expérience réussie de 4-5 ans dans le domaine. Vous connaissez l'outil informatique (UNIX).

Ces postes basés à Paris impliquant de fréquents déplacements en France et à l'étranger, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

### INGÉNIEURS DE DÉPLOIEMENT DE RÉSEAU (Réf. CFE)

Vous serez chargé de l'installation et de l'intégration des stations de base et plus particulièrement de la préparation des sites, la mise en service, les tests fonctionnels du système et les essais terrain.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs en télécommunication, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Votre passion du terrain fera la différence à ce poste impliquant de fréquents déplacements et la possibilité d'affectations en province.

La maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique sont indispensables. Merci d'adresser votre dossier de candidature à MOTOROLA S.A. - Direction du personnel - 1, rue Jacques Rueff - 92182 Antony Cedex.



**MOTOROLA**

Division Radiotéléphone Cellulaire



Dynamique Société de TÉLÉCOMMUNICATIONS PROFESSIONNELLES  
recherche

## INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CHEF DE PROJET

Vous serez responsable de l'étude, du développement et de la réalisation de sous-ensembles de télécommunications, à base de microprocesseurs, VLSI spécialisés et composants programmables.

Vous êtes ingénieur confirmé avec au moins trois années d'expérience similaire.

Vous maîtrisez l'anglais, vous avez le goût de réalisations de haute technologie et le sens du travail autonome.

Nous vous proposons un poste à fort potentiel et à des conditions très attractives.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature. Confidentialité assurée. Société CASTOR, SENIA 343, 94337 Rungis.

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

## SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

**Le Conseil Général SEINE & MARNE**  
SON CHARGÉ DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA DOCUMENTATION

Rattaché au Directeur de l'Action Sociale, vous serez chargé :

- du suivi et de l'instruction des dossiers de contentieux ;
- de la communication des informations légales et réglementaires ;
- des études juridiques se rapportant à l'action sociale ;
- de la formation juridique des travailleurs sociaux ;
- de la gestion des questions juridiques en collectivité ;
- de la gestion des relations avec les services extérieurs et les fournisseurs ;
- de la gestion des contrats d'assurance ;
- du conseil juridique et financier ;

Diplômé BAC + 4/5 (droit public/privé) avec une première expérience professionnelle en collectivité. Autonome et rigoureux, vous possédez une formation et de réelles qualités.

Adresser lettre et CV, impérativement avant le 22 octobre 1993 à :  
M. le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne, Direction  
Bureau du Recrutement et de la Formation, Hôtel de la Préfecture, 1 rue de la Préfecture, 77000 Meaux.

**VILLE DE SAVIGNY LE TEMPLE**

### DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS

Membre du Comité de Direction, vous prendrez en charge, avec en perspective la mise en place de la nouvelle structure de la ville, les missions suivantes :

- l'élaboration et le suivi de la bonne exécution du budget ;
- la gestion de l'emprunt et le suivi de la trésorerie ;
- le contrôle de la fonction comptable (mensuellement, trimestriellement, annuellement) ;
- les relations avec les services extérieurs et les fournisseurs ;
- la gestion des contrats d'assurance ;
- le conseil juridique et financier ;

Attaché Territorial, vous allez former et encadrer une équipe de techniciens. Vous aurez une bonne expérience de la gestion financière, une bonne connaissance des services financiers et une expérience de la gestion des relations avec les services extérieurs et les fournisseurs.

Des connaissances informatiques et une maîtrise de la langue anglaise sont des atouts. Avantages : régime indemnitaire, retraite complémentaire, mutuelle, etc.

POSTE À POURVOIR avant le 15 novembre 1993.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec CV et photo à :  
Monsieur le Maire, Ville de Savigny-le-Temple, 1 place de la République, 77100 Savigny-le-Temple.

**Epinay sur Seine**

- LA MISSION LOCALE D'EPINAY SUR SEINE
- Seine-Saint-Denis • 49 000 habitants
- 10 mn de Paris Nord RER C
- recherche son

### DIRECTEUR (H/F)

En liaison avec son Président, ses institutions et la Ville, vous contribuerez à définir les orientations stratégiques de la Mission Locale. Vous prendrez en charge le management, l'organisation, l'animation et la communication de la structure, ainsi que la gestion financière, l'administration générale et l'assistance-conseil de l'équipe.

A 35 ans minimum, de formation supérieure (Bac + 5), vous avez une expérience confirmée de l'insertion professionnelle et sociale des publics concernés ou dans un proche domaine.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite motivée avec CV à :  
M. le Président de la Mission Locale, Hôtel de Ville, 3 rue Guéguen, 93806 Epinay-sur-Seine.

**TRÉSOR PUBLIC**

Jeunes diplômés de l'Université... 147 places vous sont offertes

### INSPECTEUR DU TRÉSOR

DES MÉTIERS VARIÉS, UNE CARRIÈRE OUVERTE  
UNE FORMATION D'UN AN RÉMUNÉRÉE  
À L'ÉCOLE NATIONALE DES SERVICES DU TRÉSOR.  
CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 5 NOVEMBRE 1993

Trésorerie Générale de votre département - 36 16 TRESOR

MINISTÈRE DU BUDGET

**VESOUL** (19 404 habitants)  
Préfecture de la Haute-Saône

**Le District Urbain de VESOUL** (32 664 habitants)

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Au fait des procédures administratives, vous assurerez la Direction Générale des Services de la Ville et du District, dont vous gerez les grands projets de développement.

Fort d'une bonne expérience de la Fonction Publique Territoriale, vous alliez le sens de l'organisation à une capacité certaine à animer l'équipe de la Direction Générale.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite avec CV et photo pour le 30 octobre 1993 à Monsieur le Maire, BP 392, 70014 Vesoul cedex.

**VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX**

### ANALYSTE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER (H/F)

Attaché principal (poste statutaire Fonction Publique)

Après avoir travaillé en étroite collaboration avec le Responsable du Budget, vous prendrez en charge le suivi de la liquidation des dépenses et de recettes ainsi que la gestion des emprunts et des amortissements budgétaires. Vous participerez à la mise en place de l'ensemble des dépenses budgétaires et collaborerez à la mise en place de la future M14.

Après avoir travaillé en étroite collaboration avec le Responsable du Budget, vous prendrez en charge le suivi de la liquidation des dépenses et de recettes ainsi que la gestion des emprunts et des amortissements budgétaires. Vous participerez à la mise en place de l'ensemble des dépenses budgétaires et collaborerez à la mise en place de la future M14.

Après avoir travaillé en étroite collaboration avec le Responsable du Budget, vous prendrez en charge le suivi de la liquidation des dépenses et de recettes ainsi que la gestion des emprunts et des amortissements budgétaires. Vous participerez à la mise en place de l'ensemble des dépenses budgétaires et collaborerez à la mise en place de la future M14.

Adresser d'urgence votre candidature + CV + photo à :  
M. le Maire, 47 rue de la République, 92130 Issy-les-Moulineaux.

**Le Conseil Général de l'Ariège**  
recrute par voie de mutation, détachement, liste d'aptitude ou par voie contractuelle

### Ingénieur

Rattaché au Service Départemental d'Entretien des Distributions d'Eau de l'Ariège (S.E.D.E.A.), Secteurs d'activités : Eau, Assainissement, Irrigation et Éclairage Public

En liaison directe avec le Directeur du Service, vous prendrez en charge :

- au sein même de la structure : la coordination et la gestion des moyens en personnel technique et en matériel ;
- avec les Collectivités Territoriales : les études et le conseil technique ; le suivi qualitatif de la gestion et de l'exploitation des ouvrages et réseaux publics sur le plan économique et hydraulique, le contrôle de la qualité physico-chimique et bactériologique de l'eau distribuée ou épurée.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur, vous alliez dynamisme, disponibilité, goût des contacts et du travail d'équipe.

Spécialisé dans les diverses technologies de l'eau, vous avez, de préférence, des connaissances en chimie de l'eau et en bactériologie.

Rémunération statutaire + primes.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec CV avant le 15 novembre 1993 à :  
M. le Président du Conseil Général de l'Ariège, 1 rue de la Préfecture, 09000 Saint-Girons.

**La terre courage**

**Le Maire de VILLEFONTAINE (Isère),**  
Ville Nouvelle, 18 000 habitants,  
recrute

### UN(E) CHARGÉ(E) DE RELATIONS PUBLIQUES

Profil de poste : • Relations publiques, organisation de l'événementiel (inaugurations, manifestations, débats), protocole. • Réception des administrés. • Suivi de la vie associative. • Participation à la politique de communication de la ville.

Formation : Diplôme de l'Université ou d'un I.E.P. - Statut : Contractuel, catégorie A.

POSTE À POURVOIR AU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1993

Transmettre votre candidature manuscrite et CV à :  
M. le Maire de Villefontaine, Hôtel de Ville, place Mendès-France, 38090 VILLEFONTAINE

**OFFICE DE TOURISME DU ROANNAIS**  
RECRUTEMENT DU DIRECTEUR

Objectifs :  
- impulser et accompagner la restructuration de l'OTR dans le cadre d'une nouvelle politique touristique ;

Missions :  
- collaboration étroite avec le président et le conseil d'administration ;  
- conseil et assistance techniques auprès du district de l'agglomération roannaise ;

Profil :  
- formation supérieure : BAC + 4 minimum ;  
- connaissance indispensable du milieu touristique ;  
- connaissance écrite et parlée d'au moins deux langues étrangères ;  
- aptitude à l'encadrement et à l'animation d'une équipe.

Candidature à adresser avec photo et prétentions, avant le 15 octobre 1993, à : Monsieur le Président de l'OTR, district de l'agglomération roannaise, 63, rue Jean-Jaurès, BP 5, 42311 Roanne Cedex.

**LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS**  
Marketing et encadrement commercial

**L'époque est au sérieux informatique**

GRUPE ALTEN : 300 INGENIEURS, 100 INF DE C.A. DANS LES SECTEURS DE L'INFORMATIQUE TECHNIQUE ET DE L'ELECTRONIQUE.

**Responsable d'agence**  
Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans environ de la vente de prestations informatiques soit en régie, soit au forfait. Vos résultats démontrent votre savoir-faire et votre efficacité. En véritable manager de notre agence parisienne, vous enverrez une équipe de 30 ingénieurs et serez chargé de commercialiser nos prestations intellectuelles et nos solutions informatiques auprès des grands comptes et d'industriels. (Réf. LM347/RA)

**Ingénieur commercial junior**  
Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous avez une première expérience commerciale dans un domaine technique. Dynamique et ambitieux, vous souhaitez exprimer votre talent et rejoindre une équipe motivée par le sérieux de ses réalisations. Sous la responsabilité du Responsable d'agence, vous développerez auprès de nos clients grands comptes et industriels la vente de solutions informatiques. (Réf. LM347/IC)

**ALTEN, BIEN DANS SON ÉPOQUE**

مكتبة النسخ